



16 JUIN 1966

# Gazette officielle de Québec

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 21 mai 1966

Quebec, Saturday, May 21, 1966

### Règlements

### Rules

1<sup>o</sup> Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2<sup>o</sup> Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3<sup>o</sup> Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4<sup>o</sup> Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. If that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5<sup>o</sup> L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6<sup>o</sup> Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7<sup>o</sup> La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8<sup>o</sup> Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9<sup>o</sup> Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*  
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962  
13377 — 1-52-o

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Queen's Printer*

Parliament Buildings,  
Québec, May 5, 1962  
13377 — 1-52-o

**Lettres patentes****A. C. L. construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Léonard Tremblay, homme de citerne, 1075, avenue Fillon, Les Saules, J.-Arthur Tremblay, entrepreneur menuisier, et Claudette Tremblay, ménagère, fille majeure, ces deux derniers de 2283, boulevard Père-Lelièvre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A. C. L. construction inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec-district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1181-66

**Acier d'armature Dumont inc.  
Dumont Reinforcing Steel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Alphonse Dumont, entrepreneur, Cécile Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alphonse Dumont, tous deux de 600, 24<sup>e</sup> rue, Québec, et Adrien Côté, comptable, 2516, de la Falaise, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, sous le nom de « Acier d'armature Dumont inc. — Dumont Reinforcing Steel Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$25 chacune.

**Letters Patent****A. C. L. construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Tremblay, tank-man, 1075 Fillon Ave., Les Saules, J.-Arthur Tremblay, joining contractor, and Claudette Tremblay, housekeeper, fille majeure, the two latter of 2283 Père-Lelièvre Blvd., Québec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "A. C. L. construction inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1181-66

**Acier d'armature Dumont inc.  
Dumont Reinforcing Steel Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Dumont, contractor, Cécile Robitaille, housewife, wife separate as to property of the said Alphonse Dumont, both of 600, 24th St., Québec, and Adrien Côté, accountant, 2516 de la Falaise, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of metals, under the name of "Acier d'armature Dumont inc. — Dumont Reinforcing Steel Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,600 preferred shares of \$25 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0 1494-66

**Admar inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation: Roger Desmarais, courtier en immeuble, Julie C. Desmarais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Desmarais, tous deux de 10424, Grande Allée, et Régent Loranger, vendeur, 12113, Marsan, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeuble, sous le nom de « Admar inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 2,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8722, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0 1186-66

**Agence de publicité Mercantile inc.**  
**Mercantile Advertising Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 309, Glengarry, Mont-Royal, et Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneur de publicité et de conseiller en publicité, sous le nom de « Agence de publicité Mercantile inc. — Mercantile Advertising Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0 1433-66

**Agence Laurent inc.**  
**Lawrence Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat et conseil en loi de la reine, 5570, Pinedale, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, avocat et conseil en loi de la reine, 6077, Wilderton, et Cornelia Van Zyl, secrétaire, célibataire, 3440, Durcher, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Agence Laurent inc. — Lawrence Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1494-66

**Admar inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Desmarais, real estate broker, Julie C. Desmarais, housewife, wife contractually separate as to property of said Roger Desmarais, both of 10424 Grande Allée, and Régent Loranger, salesman, 12113 Marsan, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Admar inc.", with a capital stock divided into 2,000 class "A" shares without nominal value, 2,000 class "B" shares without nominal value and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8722 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1186-66

**Agence de publicité Mercantile inc.**  
**Mercantile Advertising Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 309 Glengarry, Mont-Royal, and Fernand Beauregard, 6437, Pie IX Boulevard, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractor and consultant, under the name of "Agence de publicité Mercantile inc. — Mercantile Advertising Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1433-66

**Agence Laurent inc.**  
**Lawrence Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Salmon, advocate and Queen's Counsel, 5570 Pinedale, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, advocate and Queen's Counsel, 6077 Wilderton, and Cornelia Van Zyl, secretary, spinster, 3440 Durcher, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of clothing, under the name of "Agence Laurent inc. — Lawrence Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 5741, avenue Blossom, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1418-66

The head office of the company is at 5741 Blossom Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1418-66

### Les Appartements Ste-Rose Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Simon S. Matthews, comptable agréé, 86, chemin Côte Ste-Catherine, Outremont, Gerald Kerwin, notaire, 5165, ouest, rue Sherbrooke, Claire Perreault, dactylo, célibataire, 3912, Parc Lafontaine, tous deux de Montréal, et Andrée Bisson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Gagnon, 2158, avenue des Patriotes, Laval, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de toutes sortes et descriptions de propriétés immobilières, sous le nom de « Les Appartements Ste-Rose Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5165, ouest, rue Sherbrooke, suite 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1332-66

### Les Appartements Ste-Rose Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon S. Matthews, chartered accountant, 86 Côte St. Catherine Road, Outremont, Gerald Kerwin, notary, 5165 Sherbrooke Street West, Claire Perreault, typist, spinster, 3912 Parc Lafontaine, both of Montreal, and Andrée Bisson, housewife, wife contractually separate as to property of Claude Gagnon, 2158 Des Patriotes Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and immoveable property of all kinds and descriptions, under the name of "Les Appartements Ste-Rose Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1332-66

### Association des ligues de poches du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Marion, journalier, Gilles Leduc, comptable, Yvan Leduc, opérateur, Jean-Marie Desgroseilliers, journalier, Jean-Claude Campeau, représentant, Eudore Pilon, gérant, Maurice Plante, mécanicien d'outillage, Roland Guérin, organisateur, Gaëtan Leduc, journalier, Max Cousineau, épicière, et Fridolin Dubé, journalier, tous onze de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Promouvoir et établir les normes du jeu de poches (sac de sable) à travers la province de Québec, sous le nom de « Association des ligues de poches du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1158-66

### Association des ligues de poches du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fernand Marion, labourer, Gilles Leduc, accountant, Yvan Leduc, operator, Jean-Marie Desgroseilliers, labourer, Jean-Claude Campeau, representative, Eudore Pilon, manager, Maurice Plante, mechanic in tools, Roland Guérin, organizer, Gaëtan Leduc, labourer, Max Cousineau, grocer, and Fridolin Dubé, labourer, all eleven of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To promote an establish the rules of the bag game (sand bags) throughout the Province of Quebec, under the name of "Association des ligues de poches du Québec inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1158-66

### Association des marins de la Côte-du-Sud

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Capitaine Georges-P. Caron, Capitaine Sylvio Bélanger, tous deux marins, Capitaine Martin Caron, fonctionnaire, Marcel Fortin, gérant,

### Association des marins de la Côte-du-Sud

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Captain Georges-P. Caron, Captain Sylvio Bélanger, both sailors, Captain Martin Caron, civil servant, Marcel Fortin, manager, all four

tous quatre de L'Islet, et Capitaine J.-Lavery Chouinard, pilote, St-Jean-Port-Joli, pour les objets suivants:

Entretien et conserver les monuments historiques se rapportant à l'histoire maritime de la Côte-du-Sud, sous le nom de « Association des marins de la Côte-du-Sud ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 192-66

**L'Association sportive de St-Mathieu inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Éloi Gélinas, gérant, Yvan Dubé, mécanicien, Réal Blais, livreur, Jean-Paul Déziel, garagiste, et Yvon Déziel, journalier, tous cinq de St-Mathieu, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « L'Association sportive de St-Mathieu inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à St-Mathieu, district judiciaire de St-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1319-66

**Association sportive Hochelaga inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Gratton, avocat, 1740, de Beucherville, St-Bruno-de-Montarville, Nicole Bélisle, 5943, De Lorimier, Montréal, et Lyse Gagné, 1401, Painter-Circle, St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Association sportive Hochelaga inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation est 3428, rue Adam, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 289-66

**Ateliers de Tournage de Bois inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1966, constituant en corporation: Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 62, avenue du Rosaire, J.-Claude Gagnon, avocat, 114, avenue Arthur-Buies, et Martin-C. Lepage, avocat, 1, rue Belzile, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

of L'Islet, and Captain J.-Lavery Chouinard, pilot, St-Jean-Port-Joli, for the following purposes:

To maintain and preserve historical monuments relating to the maritime history of Côte-du-Sud, under the name of "Association des marins de la Côte-du-Sud".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at L'Islet, judicial district of Montmagny.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 192-66

**L'Association sportive de St-Mathieu inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Éloi Gélinas, manager, Yvan Dubé, mechanic, Réal Blais, delivery-man, Jean-Paul Déziel, garage keeper, and Yvon Déziel, labourer, all five of St-Mathieu, for the following purposes:

To form and manage a sports club, under the name of "L'Association sportive de St-Mathieu inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at St-Mathieu, judicial district of St-Maurice.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1319-66

**Association sportive Hochelaga inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bernard Gratton, advocate, 1740 de Beucherville, St-Bruno-de-Montarville, Nicole Bélisle, 5943 De Lorimier, Montreal, and Lyse Gagné, 1401 Painter-Circle, St-Laurent, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To establish and manage a recreational centre, under the name of "Association sportive Hochelaga inc."

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation is at 3428 Adam Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 289-66

**Ateliers de Tournage de Bois inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claudette Lauzier, secretary, fille majeure, 62 du Rosaire Avenue, J.-Claude Gagnon, lawyer, 114 Arthur-Buies Avenue, and Martin-C. Lepage, lawyer, 1 Belzile Street, all three of Rimouski, for the following purposes:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Ateliers de Tournage de Bois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Mathieu-de-Rioux, comté de Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

SS3-66

#### Auto-Cam pneus & accessoires inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Norman C. Denys, 116, Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, 8960, St-Urbain, Montréal, et René Beaulac, 268, Molière, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce du caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « Auto-Cam pneus & accessoires inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5196, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

634-66

#### Auto rebuts Valleyfield inc. Valleyfield Auto Scrap Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Bernard Cohen, commerçant, route rurale No 1, François-Xavier Simard, entrepreneur, et Ovide Demers, entrepreneur, ces deux derniers de Chemin-de-Ligne, tous trois de Grande-Ile, pour les objets suivants:

Faire le commerce de parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Auto rebuts Valleyfield inc.—Valleyfield Auto Scrap Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1471-66

#### Azure Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Julius Rosenblum, avocat et conseil en Loi de la reine, Suzan Webster, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Ramer, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, tous trois de 159, ouest rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Azure Investment Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires

The industry and business dealing in wood, under the name of "Ateliers de Tournage de Bois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Mathieu-de-Rioux, county of Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

SS3-66

#### Auto-Cam pneus & accessoires inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman C. Denys, 116 Jasper, Mont-Royal, Jean-Roch Boivin, 8960 St-Urbain, Montreal, and René Beaulac, 268 Molière, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in natural rubber or synthetics and guttapercha, under the name of "Auto-Cam pneus & accessoires inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5196 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

634-66

#### Auto rebuts Valleyfield inc. Valleyfield Auto Scrap Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Cohen, trader, Rural Route No. 1, François-Xavier Simard, contractor, and Ovide Demers, contractor, the latter two of Chemin-de-Ligne, all three of Grande-Ile, for the following purposes:

To deal in automobile parts and accessories, under the name of "Auto rebuts Valleyfield inc.—Valleyfield Auto Scrap Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1471-66

#### Azure Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Rosenblum, advocate and Queen's Counsel, Susan Webster, secretary, wife separate as to property of Roy Ramer, and Martha Bent, secretary, fille majeure, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Azure Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common

d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1351-66

**Bond Printers and Stationers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1966, constituant en corporation: Norman Lenoff, administrateur, 4875, avenue Maplewood, Montréal, Julius Rosenblum, avocat, et Susan Webster, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Ramer, ces deux derniers de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, papetiers et agents de publicité, sous le nom de « Bond Printers and Stationers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 15,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1343-66

**Boroy Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Robert Beaudry, commerçant, 351, Vimy nord, Jean Rozon, comptable agréé, 2959, Delorme, Irénée Roy, menuisier, 65, 13e avenue sud, Jean Daigneault, comptable, 296, Salaberry, et Maurice Busque, comptable, 224, Alexandre, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Boroy Construction Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 264-66

**Boucherie Éclair de La Baie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Léon Bourque, boucher, 199-A, rue du Port, Denis Simard, débardeur, 73, 3e Rue, Louis-Edmond Gagné, mécanicien en tuyauterie, 134, rue Lavoie, Alcide Jean, mécanicien en tuyauterie, 135, avenue du Port, Jean Wellman, soudeur, 209, rue du Port, Lauréat Rondeau, mécanicien en tuyauterie, 65-B, boulevard de la Grande-Baie,

shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1351-66

**Bond Printers and Stationers Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Lenoff, executive, 4875 Maplewood Avenue, Montreal, Julius Rosenblum, advocate, and Susan Webster, secretary, wife separate as to property of Roy Ramer, the latter two of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, publishers, lithographers, engravers, book binders, book sellers, stationers and advertising agents, under the name of "Bond Printers and Stationers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, 15,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 15,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at St-Lau-, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1343-66

**Boroy Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Beaudry, trader, 351 Vimy North, Jean Rozon, chartered accountant, 2959 Delorme, Irénée Roy, joiner, 65, 13th Ave. South, Jean Daigneault, accountant, 296 Salaberry, and Maurice Busque, accountant, 224 Alexandre, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Boroy Construction Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 264-66

**Boucherie Éclair de La Baie inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léon Bourque, butcher, 199-A du Port Street, Denis Simard, longshoreman, 73, 3rd Street, Louis-Edmond Gagné, pipe and tube works mechanic, 134 Lavoie Street, Alcide Jean, pipe and tube works mechanic, 135 du Port Avenue, Jean Wellman, welder, 209, du Port Street, Lauréat Rondeau, pipe and tube works mechanic, 65-B de la Grande-Baie Boule-

et Raymond Robin, soudeur, 176, 5e Avenue, tous sept de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers, sous le nom de « Boucherie Éclair de La Baie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 67, 3e Rue, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1074-66

#### Fernand Breton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1966, constituant en corporation: Fernand Breton, entrepreneur en plomberie et chauffage, Irène Nadeau, secrétaire, épouse dudit Fernand Breton, et Jean-Claude Marcoux, plombier, tous trois de Plessisville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Fernand Breton inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1277-66

#### Brunet & Paquette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Bernard Paquette, constructeur, 550, Montcalm, André Brunet, constructeur, 382, Brault, tous deux de Jacques-Cartier, et Denis-Richard Lanctot, avocat, 48, Cicot, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Brunet & Paquette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1118-66

#### Café Carali inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Rodolphe Girard, hôtelier, 1605, rue Graton, Léo Taillefer, notaire, 4008, boulevard St-Martin, Marcel Armand, comptable agréé, 464, Notre-Dame-de-Fatima, tous trois de Laval, et Bertrand Gamelin, comptable agréé, 7302, Peterborough Circle, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traiteurs, boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Café Carali inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une

vard, and Raymond Robin, welder, 176, 5th Avenue, all seven of Port-Alfred, for the following purposes:

To carry on business as butchers, under the name of "Boucherie Éclair de La Baie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 67, 3rd Street, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1074-66

#### Fernand Breton inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Breton, plumbing and heating contractor, Irène Nadeau, secretary, wife of said Fernand Breton, and Jean-Claude Marcoux, plumber, all three of Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Fernand Breton inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and into 8,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1277-66

#### Brunet & Paquette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Paquette, builder, 550 Montcalm, André Brunet, builder, 382 Brault, both of Jacques-Cartier, and Denis-Richard Lanctot, advocate, 48 Cicot, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Brunet & Paquette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1118-66

#### Café Carali inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodolphe Girard, hotel-keeper, 1605 Graton St., Léo Taillefer, notary, 4008 St-Martin Blvd., Marcel Armand, chartered accountant, 464 Notre-Dame-de-Fatima, all three of Laval, and Bertrand Gamelin, chartered accountant, 7302 Peterborough Circle, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as caterers, bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Café Carali inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common

valeur nominale de \$10 chacune et en 4,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1521-66

**Camil roulottes inc.**  
**Camil Mobil Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Camille Gibeault, restaurateur, Jacqueline Bourgoin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Camille Gibeault, tous deux de 510, Jeanne-Mance, et Germain Bourgoin, homme d'instrument, 514, Jeanne-Mance, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes de toutes sortes, sous le nom de « Camil roulottes inc.—Camil Mobil Homes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1472-66

**Canadian Weight Losers Clubs C W L C Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Norman Souaid, avocat, 253, rue Roy, LeMoyne, et Ethel Fisk, secrétaire, épouse divorcée de Noël Gwynne Davies, 2122, rue Depatie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir des clubs de thérapie ayant pour but de faire perdre du poids, sous le nom de « Canadian Weight Losers Clubs C W L C Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2878, avenue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1212-66

**Au Carafon St-Jean inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Guy Bouchard, marchand, 108A, rue Cousins, St-Jean, Maurice Farand, propriétaire d'hôtel, 500, Champlain, St-Jean, et Marc Tougas, instituteur, 252, rue Missisquoi, Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Au Carafon St-Jean inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

shares of a nominal value of \$10 each and 4,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1521-66

**Camil roulottes inc.**  
**Camil Mobil Homes Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Gibeault, restaurateur, Jacqueline Bourgoin, housewife, wife separate as to property of the said Camille Gibeault, both of 510 Jeanne-Mance, and Germain Bourgoin, instrument man, 514 Jeanne-Mance, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of trailers, under the name of "Camil roulottes inc.—Camil Mobil Homes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1472-66

**Canadian Weight Losers Clubs C W L C Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Norman Souaid, advocate, 253 Roy Street, LeMoyne, and Ethel Fisk, secretary, wife divorced of Noël Gwynne Davies, 2122 Depatie Street, St-Laurent, for the following purposes:

To institute and promote group therapy clubs for losing weight, under the name of "Canadian Weight Losers Clubs C W L C Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2878 Laurier Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1212-66

**Au Carafon St-Jean inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Guy Bouchard, merchant, 108A Cousins Street, St-Jean, Maurice Farand, hotel owner, 500 Champlain, St-Jean, and Marc Tougas, teacher, 252 Missisquoi Street, Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Au Carafon St-Jean inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1284-66

#### Caravan Travel International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: David Kirshenblatt, 5636, Greenwood, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Stephen Harper, avocat, 3210, Foresthill, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et d'un bureau de voyage dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Caravan Travel International Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1457-66

#### Caravan Village inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Cécile Contant, 5060, boulevard Pie IX, Gertrude Bourdeau, 2320, Bercy, Monique Ouimet, 10355, De Laroche, toutes trois secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, J.-René Paiement, avocat, 112, 9<sup>e</sup> rue, Roxboro, Léo Robillard, comptable agréé, 257, rue De Blois, Laval, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur, Outremont, et Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, de Tracy, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, administrer, améliorer des terrains de camping, caravaning ou parcs de maisons mobiles, sous le nom de « Caravan Village inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, Place d'Armes, suite 1000, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1232-66

#### Le Centre de formation Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Bergeron, notaire, 165, Marie-de-l'Incarnation, Francis Boudreau, industriel, 224, rue Ste-Catherine, Ulric Labelle, courtier, 500, Grande-Allée est, Léopold Lachance, boucher, 367, rue Lafayette, Raymond Plamondon, comptable, 2111, rue Careau, Lucien Saint-Laurent, fonctionnaire, 174, rue Carillon, tous six de Québec, Maurice Dessureault, gérant, 875, rue Ronsard, Les Saules, André Duquet, annonceur, 916, avenue Paradis, Ste-Foy, Joseph

The head office of the company is at St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1284-66

#### Caravan Travel International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Kirshenblatt, 5636 Greenwood, Horace Friedman, 7497 Briar Road, both advocates, of Côte-St-Luc, and Stephen Harper, advocate, 3210 Foresthill, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Caravan Travel International Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1457-66

#### Caravan Village inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Contant, 5060 Pie IX Boulevard, Gertrude Bourdeau, 2320 Bercy, Monique Ouimet, 10355 De Laroche, all three secretaries, filles majeures and using their rights, of Montreal, J.-René Paiement, lawyer, 112, 9th Street, Roxboro, Léo Robillard, chartered accountant 257 De Blois Street, Laval, Maurice Martel, lawyer, 1301 St-Viateur, Outremont, and Jean-Marie Brassard, lawyer, 11778 de Tracy, Montreal, for the following purposes:

To acquire, possess, administer, ameliorate camping, caravaning or mobile home park grounds, under the name of "Caravan Village inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 507 Place d'Armes, Suite 1000, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1232-66

#### Le Centre de formation Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Bergeron, notary, 165 Marie-de-l'Incarnation, Francis Boudreau, industrialist, 224 Ste-Catherine Street, Ulric Labelle, broker, 500 Grande-Allée East, Léopold Lachance, butcher, 367 Lafayette Street, Raymond Plamondon, accountant, 2111 Careau Street, Lucien Saint-Laurent, civil servant, 174 Carillon Street, all six of Quebec, Maurice Dessureault, manager, 875 Ronsard Street, Les Saules, André Duquet, announcer, 916 Paradis Avenue, Ste-Foy, Joseph

Mallard, électricien, 532, 82e rue ouest, et Marcel Pageot, ébéniste, 383, 46e rue ouest, ces deux derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Promouvoir et diriger la formation morale, intellectuelle, religieuse et physique des jeunes, sous le nom de « Le Centre de formation Laval inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1410-66

**Centre de loisirs de Charlesbourg-Est**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Solange Levesque, fonctionnaire, fille majeure, 1300, rue Levesque, Adélard Poirier, préposé à l'entretien, 1748, rue des Érables, Germain Royer, administrateur, 1613, rue Potvin, Claude Pichette, peintre, 1610, rue Rouleau, Fernand Bourgeois, opérateur de machine, 1594, rue Potvin, Cécile Carreau, ménagère, épouse de Édouard Carreau, 1185, rue LeRoi, et Antonio Gravel, instituteur, 1065, avenue Bourg-Royal, tous sept de Charlesbourg-Est, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre de loisirs de Charlesbourg-Est ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Charlesbourg-Est, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1488-66

**Centre étudiant Sainte-Marie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Antonin Côté, pharmacien, Léopold Beauchemin, comptable agréé, et Jean-Eudes Roy, notaire, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Promouvoir la formation de futurs prêtres et intéresser les laïcs à l'oeuvre des vocations, sous le nom de « Centre étudiant Sainte-Marie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1404-66

**Centre médical et professionnel  
Laprairie-Candiac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de février 1966,

Mallard, electrician, 532, 82nd Street West, and Marcel Pageot, cabinet-maker, 383, 46th Street West, the latter two of Charlesbourg, for the following purposes:

To promote and manage the moral, intellectual, religious and physical formation of young people, under the name of "Le Centre de formation Laval inc."

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1410-66

**Centre de loisirs de Charlesbourg-Est**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Solange Levesque, civil servant, fille majeure, 1300 Levesque St., Adélard Poirier, man in charge of maintenance, 1748 des Érables St., Germain Royer, administrator, 1613 Potvin St., Claude Pichette, painter, 1610 Rouleau St., Fernand Bourgeois, machine operator, 1594 Potvin St., Cécile Carreau, housewife, wife of Édouard Carreau, 1185 LeRoi St., and Antonio Gravel, teacher, 1065 Bourg-Royal Ave., all seven of Charlesbourg-East, for the following purposes:

The organization of recreation, under the name of "Centre de loisirs de Charlesbourg-Est".

The amount to which the annual income from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Charlesbourg-East, judicial district of Québec.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1488-66

**Centre étudiant Sainte-Marie inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Antonin Côté, pharmacist, Léopold Beauchemin, chartered accountant, and Jean-Eudes Roy, notary, all three of Nicolet, for the following purposes:

To encourage the formation of future priests, and to interest laymen in the work of vocations, under the name of "Centre étudiant Sainte-Marie inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1404-66

**Centre médical et professionnel  
Laprairie-Candiac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Dr André Bélanger, médecin, 112, rue Handen, Candiac, Dr André Clermont, médecin, 417, chemin St-Jean, La Prairie, et Dr Jean-Marc Lepage, médecin, 5355, 18<sup>e</sup> avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un ou plusieurs immeubles devant servir de cabinets de médecins, sous le nom de « Centre médical et professionnel Laprairie-Candiac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

621-66

### Circle Sales & Import Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Jerry Brown, 5711, McMurray, Philip Chaimberg, 5713, McMurray, tous deux marchands, de Montréal, et Charmian Silver, secrétaire, fille majeure, 40, place Côte Vertu, app. 104, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués, en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Circle Sales & Import Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,500 actions catégorie « A » de \$10 chacune et 1,500 actions catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE,

5164

1249-66

### Cloak and Dagger (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, Westmount, et Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes et articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Cloak and Dagger (Montreal) Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1333-66

### Club Caraibe inc. Club Caribe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Georges Bérubé, 3614, boulevard Décarie, Honoré Soudeyns, 7,

porating: Dr. André Bélanger, doctor, 112 Handen Street, Candiac, Dr. André Clermont, doctor, 417 St-Jean Road, La Prairie, and Dr. Jean-Marc Lepage, doctor, 5355, 18th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To administer one or several buildings serving as doctors offices, under the name of "Centre médical et professionnel Laprairie-Candiac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Prairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

621-66

### Circle Sales & Import Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jerry Brown, 5711 McMurray, Philip Chaimberg, 5713 McMurray, both merchants, of Montreal, and Charmian Silver, secretary, fille majeure, 40 Place Côte Vertu, apt. 104, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products thereof, under the name of "Circle Sales & Import Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, 1,500 class "A" shares of \$10 each and 1,500 class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1249-66

### Cloak and Dagger (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, Westmount, and Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To deal in men's clothes and wear of every description and nature, under the name of "Cloak and Dagger (Montreal) Inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1333-66

### Club Caraibe inc. Club Caribe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Georges Bérubé, 3614 Décarie Boulevard, Honoré Soudeyns, 7 Dorchester

boulevard Dorchester ouest, tous deux de Montréal, et Gordon Hawkins, 560, Lakeshore, Beaconsfield, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Club Caraïbe inc.— Club Caribe Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1125-66

**Club de tennis de Chomedey inc.**  
**Chomedey Tennis Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: François Boisclair, avocat, 5789, Déom, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, avocat, 10485, Jeanne-Mance, Montréal, Yvon Brizard, avocat, 6538, Louis-Hébert, Montréal, Bruno Gilbert, avocat, 5815, Évreux, St-Léonard, et Rhéa Goudreau, secrétaire, fille majeure, 6845, 26e Avenue, app. 22, Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de tennis de Chomedey inc.— Chomedey Tennis Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1079-66

**Club équestre Bromont Itée**  
**Bromont Equestrian Club Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Pierre Mercier avocat, 31, avenue Feloeil, Outremont, Jacques Goulet, exécutif, 1141, Dunraven, Mont-Royal, Clément Demers, comptable, 227, St-Jacques, La Prairie, Estelle Cyr, 3415, Girouard, et Alma Chartrand, 1621, Émard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer et conduire des étables de pension et de vente pour animaux et établir un manège et une école d'équitation, sous le nom de « Club équestre Bromont Itée — Bromont Equestrian Club Ltd. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1374-66

**Corporation des loisirs Ste-Ursule inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966,

Boulevard West, both of Montreal, and Gordon Hawkins, 560 Lakeshore, Beaconsfield, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Club Caraïbe inc.— Club Caribe Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1125-66

**Club de tennis de Chomedey inc.**  
**Chomedey Tennis Club Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, lawyer, 5789 Déom, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, lawyer, 10485 Jeanne-Mance, Montreal, Yvon Brizard, lawyer, 6538 Louis-Hébert, Montreal, Bruno Gilbert, lawyer, 5815 Évreux, St-Léonard and Rhéa Goudreau, secretary, fille majeure, 6845, 26th Avenue, apt. 22, Montreal, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de tennis de Chomedey inc.— Chomedey Tennis Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1079-66

**Club équestre Bromont Itée**  
**Bromont Equestrian Club Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Avenue, Outremont, Jacques Goulet, executive, 1141 Dunraven, Mont-Royal, Clément Demers, accountant, 227 St-Jacques, La Prairie, Estelle Cyr, 3415 Girouard, and Alma Chartrand, 1621 Emard, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, let and manage animal stables for board and sale and to establish a manège and an equitation school, under the name of "Club équestre Bromont Itée — Bromont Equestrian Club Ltd.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1374-66

**Corporation des loisirs Ste-Ursule inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incor-

constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Cholette, industriel, 3770, Le Corbusier, Jean-Louis Cayer, représentant, 3249, de Galais, et Charles-C. de Léry, gérant, 3330, Brouage, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Corporation des loisirs Ste-Ursule inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1453-66

#### Corps des majorettes Baie-Comeau-Hauterive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Gagnon, trésorier, 59, rue Benoît, Hauterive, Fernand Beaulieu, opérateur, Georgina Beaulieu, maîtresse de maison, épouse commune en biens dudit Fernand Beaulieu, tous deux de 17, rue Couture, Hilaire Fortin, opérateur, 104, Laval, Dame Jerry Giles, maîtresse de maison, épouse commune en biens de Jerry Giles, 44, Maisonneuve, et Lise Derouin, secrétaire, fille majeure, 42, Maisonneuve, tous cinq de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Développer l'esprit d'équipe chez les jeunes et leur apprendre l'esprit de discipline dans un groupe, sous le nom de « Corps des majorettes Baie-Comeau-Hauterive inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 434-66

#### F. Daudelin & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1966, constituant en corporation: François Daudelin, marchand, Carmen Daudelin, ménagère, épouse dudit François Daudelin, tous deux de Ste-Véronique, et Normand Daudelin, commis, L'Annonciation, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, de ferronnerie, accessoires électriques, matériaux de construction, sous le nom de « F. Daudelin & fils inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1314-66

#### Denorco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

patentes, en date du 30e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Cholette, industriel, 3770 Le Corbusier, Jean-Louis Cayer, representative, 3249 de Galais, et Charles-C. de Léry, manager, 3330 Brouage, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Corporation des loisirs Ste-Ursule inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1453-66

#### Corps des majorettes Baie-Comeau-Hauterive inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Gagnon, treasurer, 59 Benoit Street, Hauterive, Fernand Beaulieu, operator, Georgina Beaulieu, housewife, wife common as to property of the said Fernand Beaulieu, both of 17 Couture Street, Hilaire Fortin, operator, 104 Laval, Dame Jerry Giles, housewife, wife common as to property of Jerry Giles, 44 Maisonneuve, and Lise Derouin, secretary, fille majeure, 42 Maisonneuve, all five of Baie-Comeau, for the following purposes:

To develop the team spirit among the young people and teach them group discipline, under the name of "Corps des majorettes Baie-Comeau-Hauterive inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 434-66

#### F. Daudelin & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Daudelin, trader, Carmen Daudelin, housewife, wife of said François Daudelin, both of Ste-Véronique, and Normand Daudelin, clerk, L'Annonciation, for the following purposes:

To deal in all kinds of hardware articles, iron works, electrical accessories, and construction material, under the name of "F. Daudelin & fils inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1314-66

#### Denorco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure et Pierre Paquin, tous trois avocats, de 1650, des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Denorco inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 8,900 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1581-66

**R. S. Desautels inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1966, constituant en corporation: Georges Daneau, entrepreneur, 515, De la Falaise, St-David-de-l'Auberivière, Roland-S. Desautels, voyageur, et Louise T. Desautels, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland-S. Desautels, ces deux derniers de 80, Des Érables, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toute sorte de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, poterie, porcelaine, terre cuite, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, tissu, fibre, verre et des sous-produits d'iceux, sous le nom de « R. S. Desautels inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, rue Des Érables, Loretteville, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1337-66

**Les Distributions B G inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Adalbert Gagnon, promoteur, 2995, boulevard Neilson, Québec, Auguste Bérubé, vendeur, 36, rue Pouliot, Rivière-du-Loup, et Hélène Lavallée, secrétaire, fille majeure, 160, Évêché, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, métal-foide, bois, nylon, plastique, verre, glaise, grès, textile, métal, fourrure et leurs sous-produits; prélatrs, tapis et recouvrement de planchers, sous le nom de « Les Distributions B G inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1135-66

**Jacques Dolleans inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, Jean-Claude Mercure and Pierre Paquin, all three advocates, of 1650 Laurentian, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Denorco inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each, 1,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 8,900 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1581-66

**R. S. Desautels inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Daneau, contractor, 515 De la Falaise, St-David-de-l'Auberivière, Roland-S. Desautels, traveller, and Louise T. Desautels, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland-S. Desautels, the two latter of 80 Des Érables, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products, articles and merchandise made wholly or partially of leather, pottery, porcelain, terra cotta, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, tissue, fibre, glass and the by-products of the same, under the name of "R. S. Desautels inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 80 Des Érables St., Loretteville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1337-66

**Les Distributions B G inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adalbert Gagnon, promoter, 2995, Neilson Boulevard, Quebec, August Bérubé, salesman, 36 Pouliot Street, Rivière-du-Loup, and Hélène Lavallée, secretary, fille majeure, 160, Évêché, Rimouski, for the following purposes:

To deal in all products, articles and goods made of leather, rubber, metalloide, wood, nylon, plastic, glass, clay, sandstone, textile, metal, fur and by-products of same; linoleums, carpets and floor coverings, under the name of "Les Distributions B G inc.", with a capital total of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1135-66

**Jacques Dolleans inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, 426, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, Denise Sauvageau, 3432, boulevard Rosemont, et Hélène Lampron, 4455, des Érables, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Jacques Dolleaux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1354-66

#### Domaine des Sept Frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Nicole Amireault, secrétaire, épouse séparée de biens de Eugeniusz Rusin, 40, rue Ste-Thérèse, Louise Fullum, secrétaire, fille majeure, 32, rue Onulph-Pelletier, toutes deux de L'Épiphanie, et Jean Lamontagne, notaire, 8088, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, auberges, restaurants, salles à manger, plages et autres commerces, sous le nom de « Domaine des Sept Frères inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang St-Pierre, St-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

292-66

#### Domaine Petroleum inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Guy Rivet, notaire, 5525, rue Bellechasse, Montréal, Yves Gauthier, notaire, 10215, boulevard Gouin, Montréal, et Roland Milette, notaire, 8989, boulevard Gouin est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Domaine Petroleum inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9315, rue Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

577-66

#### The Eastern Marble and Tile Co. Ltd. La compagnie de marbre et tuile de l'Est Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Angelo Cacciatore, entrepreneur, 930, boulevard Saraguay, Pierre-

4th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, 426 Marie-Victorin Blvd., Boucherville, Denise Sauvageau, 3432 Rosemont Blvd., and Hélène Lampron, 4455 des Érables, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Jacques Dolleaux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1354-66

#### Domaine des Sept Frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Amireault, secretary, wife separate as to property of Eugeniusz Rusin, 40 Ste-Thérèse St., Louise Fullum, secretary, fille majeure, 32 Onulph-Pelletier St., both of L'Épiphanie, and Jean Lamontagne, notary, 8088 St-Denis St., Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, inns, restaurants, dining halls, beaches and other businesses, under the name of "Domaine des Sept Frères inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is St-Pierre Range, St-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

292-66

#### Domaine Petroleum inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Rivet, notary, 5525 Bellechasse St., Montreal, Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd., Montreal, and Roland Milette, notary, 8989 Gouin Blvd. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in coal, coke, peat, oil, wood, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Domaine Petroleum inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9315 Christophe-Colomb St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

577-66

#### The Eastern Marble and Tile Co. Ltd. La compagnie de marbre et tuile de l'Est Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Angelo Cacciatore, contractor, 930 Saraguay Boulevard, Pierrefonds, Yvan La-

fonds. Yvan Larouche, mécanicien, 1, rue Pie IX, Cartier Châteauguay, Jonquière, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'ardoise, de marbre, de quartz, de pierre naturelle, du béton et leurs sous-produits, sous le nom de « The Eastern Marble and Tile Co. Ltd. — La compagnie de marbre et tuile de l'Est ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

15164-0 1097-66

**Les Entreprises François Tremblay inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Marquis, avocat, 1305, Pelletier, Sillery, Marc Jessop, avocat, 2748, boulevard Liégeois, Ste-Foy, et Jean-Claude Dominique, comptable, 646, Père-Grenier, pour les objets suivants:

Faire le commerce des isolants et de tous produits connexes employés généralement dans les commerces et industries de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises François Tremblay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

15164-0 1558-66

**Les Entreprises René Caron inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, rue St-Urbain, Montréal, René Beaulac, avocat, 268, Molière, Laval, et Micheline Paré, secrétaire, fille majeure, 2628, De Bullion, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de radio et de télévision, sous le nom de « Les Entreprises René Caron inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6915, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

15164-0 1269-66

**Équipement de distribution d'air inc.  
Air Distribution Equipment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, avocat, 12059, rue Marsan, Denise Clairoux, sténographe, fille majeure, 2605, rue Aird, tous deux de Montréal, et Robert Benoit, avocat, 9260, rue Bastogne, St-Léonard, pour les objets suivants:

rouche, mechanic, 1 Pie IX Street, Cartier Châteauguay, Jonquière, and Bernard-E. Blanchard, advccate, 105, 3rd Avenue, South, Roxboro for the following purposes:

To deal in slate, marble, quartz, natural stone, concrete and their by-products, under the name of "The Eastern Marble and Tile Co. Ltd.— La compagnie de marbre et tuile de l'Est ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1097-66

**Les Entreprises François Tremblay inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Marquis, advocate, 1305 Pelletier, Sillery, Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois Blvd., Ste-Foy, and Jean-Claude Dominique, accountant, 646 Père Grenier, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in insulating substances and in all products relative thereto and generally used in all kinds of trades and industries, under the name of "Les Entreprises François Tremblay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1558-66

**Les Entreprises René Caron inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Roch Boivin, advocate, 8960 St-Urbain St., Montréal, René Beaulac, advocate, 268 Molière, Laval, and Micheline Paré, secretary, fille majeure, 2628 De Bullion, Montréal, for the following purposes:

To operate radio and television stations, under the name of "Les Entreprises René Caron inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6915 Saint-Denis St., Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1269-66

**Équipement de distribution d'air inc.  
Air Distribution Equipment Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul St-Louis, avccat, 12059 Marsan St., Denise Clairoux, stenographer, fille majeure, 2605 Aird Street, both of Montreal, and Robert Bencit, advccate, 9260 Bastogne Street, St-Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et faire l'installation d'appareils d'arrosage, de climatisation de l'air et d'extincteurs d'incendie, sous le nom de « Équipement de distribution d'air inc.— Air Distribution Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1003-66

### Éva Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Lemaître-Auger, avocat, 8462, Drolet, Montréal, Pierre-L. Lapointe, avocat, 3797, avenue Vendôme, Montréal, et Mark Rosenstein, avocat, 5003, avenue Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Éva Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 631, rue Éva, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

668-66

### Express Film Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jacques Marquis, avocat, 1305, Pelletier, Sillery, Marc Jessop, avocat, 2748, boulevard Liégeois, Ste-Foy, et Jean-Claude Dominique, comptable, 646, Père-Grenier, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de photographies, sous le nom de « Express Film Service Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1557-66

### Fersten Headwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1966, constituant en corporation: Lilian Rabinovitch, avocat, épouse séparée de biens de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, Saul Handelman, avocat, 175, chemin Dufferin, Hampstead, et Lawrence Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chapeaux, coiffures, articles de modes, accessoires de modes, nouveautés en modes de toute sorte et description, pour dames, enfants et adolescents, sous le nom de « Fersten Headwear Inc. », avec un capital total

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors and to install sprinkling, air conditioning and fire-extinguisher equipments, under the name of "Équipement de distribution d'air inc.— Air Distribution Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1003-66

### Éva Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lemaître-Auger, lawyer, 8462 Drolet, Montreal, Pierre-L. Lapointe, lawyer, 3797 Vendôme Avenue, Montreal, and Mark Rosenstein, lawyer, 5003 Lacombe Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Éva Investments Ltd." with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 631 Éva Street, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

668-66

### Express Film Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Marquis, advocate, 1305 Pelletier, Sillery, Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois Blvd., Ste-Foy, and Jean-Claude Dominique, accountant, 646 Père-Grenier, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Express Film Service Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1557-66

### Fersten Headwear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lilian Rabinovitch, advocate, wife separate as to property of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, Saul Handelman, advocate, 175 Dufferin Road, Hampstead, and Lawrence Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in ladies', children's, teenagers' hats, headwear, millinery, hats, fashion accessories, millinery novelties of every kind and description, under the name of "Fersten Headwear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000

de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1405-66

**Florateria inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: André Deslongchamps, 12210, Joseph-Casavant, Jacques Caron, 11462, Tardivel, tous deux de Montréal, et Rosaire Desbiens, 8760, boulevard St-Michel, St-Michel, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, sous le nom de « Florateria inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 5629-65

**G. & G. lingerie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Ulric Gagné, mécanicien, 3575, Léopold, Laval, Yvon Girard, agent de police, 539, Hughes, Laval, et Jehan Perdriau, avocat, 10681, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, habits, vêtements et sous-vêtements de toutes descriptions pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « G. & G. lingerie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 37, 1re avenue, St-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1416-66

**Garagistes indépendants de Portneuf inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Paul-A. Boily, garagiste, Alexis-X. Moisan, garagiste, Augustin Déry, gérant, Raymonde Dubé, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Paul Roux, Romuald Trépanier, gérant, et Pierrette Parent, comptable, fille majeure, tous six de St-Raymond, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de « Garagistes indépendants de Portneuf inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1405-66

**Florateria inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Deslongchamps, 12210 Joseph-Casavant, Jacques Caron, 11462 Tardivel, both of Montreal, and Rosaire Desbiens, 8760 St-Michel Boulevard, St-Michel, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as florists, under the name of "Florateria inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 5629-65

**G. & G. lingerie inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ulric Gagné, mechanic, 3575 Léopold, Laval, Yvon Girard, policeman, 539 Hughes, Laval, and Jehan Perdriau, lawyer, 10681 St-Michel Boulevard, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in dresses, coats, hats, suits, clothing and under garments of every description for men, women and children, under the name of "G. & G. lingerie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 37, 1st Avenue, St-Janvier, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1416-66

**Garagistes indépendants de Portneuf inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-A. Boily, garage keeper, Alexis-X. Moisan, garage keeper, Augustin Déry, manager, Raymonde Dubé, Secretary, wife separate as to property of Jean-Paul Roux, Romuald Trépanier, manager, and Pierrette Parent, accountant, fille majeure, all six of St-Raymond, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "Garagistes indépendants de Portneuf inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Raymond, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1389-66

#### Garden Agencies Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1966, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 6525, Côte-St-Luc, Stephen Goldschleger, 5758, Glenarden, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Françoise Basque, secrétaire, célibataire 4952B, Plamondon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Garden Agencies Incorporated », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

980-66

#### Omer Godin restaurant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Pierre LeGrand, 415, Place d'Amiens, Laval, Louis-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, et Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Omer Godin restaurant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Candiac, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1400-66

#### Grand Sales (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, John Michelin, avocat, 5200, avenue Prince de Galles, et Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Grand Sales (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1439-66

The head office of the company is at St-Raymond, county of Portneuf, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1389-66

#### Garden Agencies Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harvey Frumkin, 6525 Côte-St-Luc, Stephen Goldschleger, 5758 Glenarden, both advocates, of Côte-St-Luc, and Françoise Basque, secretary, spinster, 4952B Plamondon, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Garden Agencies Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

980-66

#### Omer Godin restaurant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre LeGrand, 415 Place d'Amiens, Laval, Louis-Yves Fortier, 40 Arlington Avenue, Westmount, and Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, Saint-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a restaurant keeper, under the name of "Omer Godin restaurant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Candiac, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1400-66

#### Grand Sales (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales Avenue, and Glacia Miller, secretary, fille majeure, 3201 Forest Hill Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Grand Sales (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1439-66

**Gref moteurs sports limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1966, constituant en corporation: Raymond Gref, gentilhomme, 2709, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, Charles Gref, représentant commercial, 890, rue Papineau, et Robert Cyr, gentilhomme, 1630, boulevard St-Ignace, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de motocyclettes, autos-neige (ski-doo), ou autres véhicules automobiles ou moteurs, sous le nom de « Gref moteurs sports limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1137-66

**Hôpital Isle-Dieu inc.  
Isle-Dieu Hospital Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Cogger, avocat, 90, avenue Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, Pierre LaRue, avocat, 3034, de la Retraite, Lise Bernier, secrétaire, fille majeure, 763, Place Philippe, tous deux de Ste-Foy, Jacques Delisle, avocat, 1240, de Samos, Sillery, Jean Belleau, avocat, 887, Lévis, Québec, Thérèse des Rivières, 517, St-Cyrille ouest, Diane Bélanger, 1365, St-Cyrille ouest, et Rosanne Bergeron, 214, des Franciscains, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Administrer un hôpital dans la ville de Mata-gami, sous le nom de « Hôpital Isle-Dieu inc.—Isle-Dieu Hospital Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est à Mata-gami, district judiciaire d'Abitibi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 3739-66

**Hungarian Speaking Jewish Association  
of Montreal  
Association des juifs de langue hongroise  
de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dr. Zoltan Gallai, physicien, 643, avenue Stuart, Outremont, Charles Csontos, importateur, 4470, rue Dupuis, Alexander Domanyi, fourreur, 1452, rue Blishop, Paul Marcali, commis, 4800, boulevard Décarie, Dr. William Klauber, courtier d'assurance, 2565, chemin Bedford, Emil Vaktor, propriétaire de taxi, 3135, avenue Linton, Dr. Alexander Fon, éditeur de journal, 4455, avenue Dupuis, et Zoltan Barna, marchand, 104, rue Lecavalier, ces sept derniers de Mont-réal, pour les objets suivants:

**Gref moteurs sports limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Gref, gentleman, 2709 Roussel Street, Chicoutimi-North, Charles Gref, commercial representative, 890 Papineau Street, and Robert Cyr, gentleman, 1630 St-Ignace Boulevard, the latter two of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in motorcycles, ski-doods, or other motor vehicles or motors, under the name of "Gref moteurs sports limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicou-timi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1137-66

**Hôpital Isle-Dieu inc.  
Isle-Dieu Hospital Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Cogger, advocate, 90 Royale Avenue, St-Pierre, Isle of Orleans, Pierre LaRue, advocate, 3034 de la Retraite, Lise Bernier, secretary, fille majeure, 763 Place Philippe, both of Ste-Foy, Jacques Delisle, advocate, 1240 de Samos, Sillery, Jean Belleau, advocate, 887 Lévis, Québec, Thérèse des Rivières, 517 St-Cyrille West, Diane Bélanger, 1365 St-Cyrille West, and Rosanne Bergeron, 214 des Franciscains, the last three secretaries, filles mejeures, of Québec, for the following purposes:

To administer a hospital in the town of Mata-gami, under the name of "Hôpital Isle-Dieu inc.—Isle-Dieu Hospital Inc.".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$400,000.

The head office of the corporation is at Mata-gami, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 3739-66

**Hungarian Speaking Jewish Association  
of Montreal  
Association des juifs de langue hongroise  
de Montréal**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Zoltan Gallai, physician, 643 Stuart Avenue, Outremont, Charles Csontos, importer, 4470 Dupuis Street, Alexander Domanyi, furrier, 1452 Bishop Street, Paul Marcali, clerk, 4800 Decarie Boulevard, Dr. William Klauber, insurance broker, 2565 Bedford Road, Emil Vaktor, taxi owner, 3135 Linton Avenue, Dr. Alexander Fon, newspaper editor, 4455 Dupuis Avenue, and Zoltan Barna, merchant, 104 Lecavalier Street, the latter seven of Montreal, for the following purposes:

Fournir et rendre des services de nature charitable aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Hungarian Speaking Jewish Association of Montreal — Association des juifs de langue hongroise de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$150,000.

Le siège social de la compagnie est 643, avenue Stuart, Outremont, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

803-66

### Hydrox inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Pauline Véronneau, secrétaire, fille majeure, 150, St-Alexandre, Longueuil, Robert G. Burns, avocat, 6384, des Écores, et Michel Robert, avocat, 5592, Woodbury, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits chimiques, sous le nom de « Hydrox inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0

1452-66

### Imprimerie artistique de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour de février 1966, constituant en corporation: Euclide Pilon, industriel, 11140, Verville, Pauline Lanctot, secrétaire, fille majeure, 6775, Chambord, et Raymond Pilon, imprimeur, 5915, Toulouse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie artistique de Montréal inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0

5158-65

### Les Investissements Rodolphe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat et conseil en Loi de la reine, 426, rue Champagneur, Outremont, Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, Dudemaine, Montréal, Micheline Corbeil, avocat, fille majeure, 2540, chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, Louis-Gilles Gagnon, avocat, 371, de Lorraine, Longueuil, et Jean Rivard, avocat, 10580, Place L'Acadie, app. 24, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Investisse-

To supply and render services of charitable nature to poor and needy persons, under the name of "Hungarian Speaking Jewish Association of Montreal — Association des juifs de langue hongroise de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at 643 Stuart Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-0

803-66

### Hydrox inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pauline Véronneau, secretary, fille majeure, 150 St-Alexandre, Longueuil, Robert G. Burns, advocate, 6384 des Écores, and Michel Robert, advocate, 5592 Woodbury, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all chemical products, under the name of "Hydrox inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montréal-Nord, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1452-66

### Imprimerie artistique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Euclide Pilon, industrialist, 11140 Verville, Pauline Lanctot, secretary, fille majeure, 6775 Chambord, and Raymond Pilon, printer, 5915 Toulouse, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie artistique de Montréal inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 common shares of \$10 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

5158-65

### Les Investissements Rodolphe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate and Queen's Counsel, 426 Champagneur St., Outremont, Jean-Marc Poulin, advocate, 2390 Dudemaine, Montreal, Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, Louis-Gilles Gagnon, advocate, 371 de Lorraine, Longueuil, and Jean Rivard, advocate, 15080 Place L'Acadie, apt. 24, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Investissements Rodol-

ments Redolphe inc. », avec un capital total de \$716,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 7,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1095-66

**Jardins Métropolitain Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1966, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, avocat, 485, McGill, Montréal, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Wight, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jardins Métropolitain Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1347-66

**Jefrie Juniors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Moe Ross, vendeur, Joyce Klein, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Moe Ross, tous deux de 6645, Bailey, Côte-St-Luc, Samuel Herbert Saltzman, vendeur, 5556, Lyndale, Côte-St-Luc, et Lionel Malkin, gérant, 6708, Conklin, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames et adolescents, sous le nom de « Jefrie Juniors Inc. », avec un capital total de \$39,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 29,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1299-66

**Kirkland Equipment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Fred Hallam, marchand, Mona Elsie Hallam, ménagère, épouse dudit Fred Hallam, tous deux de 215, Sycamore, Beaconsfield, et Kenneth William Hallam, gérant, 970, Onondogo, Oromocto, dans la province du Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et de tous genres de produits et d'acces-

phes inc.", with a total capital stock of \$716,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 7,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 10,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1095-66

**Jardins Métropolitain Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, advocate, 485 McGill, Montreal, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, and Meta Wight, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jardins Métropolitain Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1347-66

**Jefrie Juniors Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Ross, salesman, Joyce Klein, housewife, wife contractually separate as to property of the said Moe Ross, both of 6645 Bailey, Côte-St-Luc, Samuel Herbert Saltzman, salesman, 5556 Lyndale, Côte-St-Luc, and Lionel Malkin, manager, 6708 Conklin, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in ladies' and teen-agers' wearing apparel, under the name of "Jefrie Juniors Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 29,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1299-66

**Kirkland Equipment Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fred Hallam, merchant, Mona Elsie Hallam housewife, wife of the said Fred Hallam, both of 215 Sycamore, Beaconsfield, and Kenneth William Hallam, manager, 970 Onondogo, Oromocto, in the Province of New Brunswick, for the following purposes:

To deal in construction equipment and welding products and accessories of all types, under the

soires de soudage, sous le nom de « Kirkland Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1382-66

#### Lafamme & Langlais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gérard Lafamme, technicien en radio, 38, Déziel, Lévis, Guy Langlais, technicien en radio, 606, Commerciale, St-David, et Armand Noreau, marchand, 64, St-Georges, Lévis, pour les objets suivants:

Faire l'entretien et la réparation de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Lafamme & Langlais inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44, rue St-Louis, Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1440-66

#### P. Lalancette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Philippe Lalancette, entrepreneur, 5686, chemin St-Roch, Tracy, Jules Trempe, notaire, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Guévremont, ces deux derniers de 70, rue du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « P. Lalancette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5687, chemin St-Roch, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1431-66

#### Laval aluminium limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, 11778, rue De Tracy, Montréal, Maurice Martel, 1301, rue St-Viateur, Outremont, et J.-René Paiement, 112, 9e Rue, Roxboro, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Laval aluminium limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

name of "Kirkland Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1382-66

#### Lafamme & Langlais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Lafamme, radio technician, 38 Déziel, Lévis, Guy Langlais, radio technician, 606 Commerciale, St-David, and Armand Noreau, trader, 64 St-Georges, Lévis, for the following purposes:

To keep in good order and repair radios, televisions, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories and other similar merchandise, under the name of "Lafamme & Langlais inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 44 St-Louis, Street, Lévis, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1440-66

#### P. Lalancette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Lalancette, contractor, 5686 St-Roch Road, Tracy, Jules Trempe, notary, and Yolande Joyal, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Guévremont, the latter two of 70 du Roi Street, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "P. Lalancette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5687 St-Roch Road, Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1431-66

#### Laval aluminium limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Brassard, 11778 De Tracy Street, Montreal, Maurice Martel, 1301 St-Viateur Street, Outremont, and J.-René Paiement, 112, 9th Street, Roxboro, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Laval aluminium limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 550, rue Marie-Thérèse, Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1397-66

**Laval Paint Ltd.**  
**Peinture Laval Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Côte-St-Luc, Stanley Cytrynbaum, avocat, 234, Sheraton Drive, Montréal Ouest, et Morton Bell, avocat, 701, Bertrand Drive, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de peinture et d'accessoires pour la peinture, sous le nom de « Laval Paint Ltd. — Peinture Laval Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1419-66

**Le-Mars Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat, et conseil en Loi de la reine, 4578, avenue Wilson, Ethel Bennett, secrétaire, fille majeure, 5962, avenue Westbury, et Noëlla Rousseau, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Rousseau, 1632, rue DeMaricourt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Le-Mars Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1489-66

**La Ligue des propriétaires du village de L'Épiphanie**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Hubert Roch, marchand, Roger Rondeau, commerçant, et Alphonse Lafortune, rentier, tous trois de L'Épiphanie, pour les objets suivants:

Recruter les propriétaires de résidences situées dans les limites de la municipalité du village de L'Épiphanie et former une ligue en vue de promouvoir et défendre les intérêts des propriétaires, sous le nom de « La Ligue des propriétaires du village de L'Épiphanie ».

The head office of the company is at 550 Marie-Thérèse Street, Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1397-66

**Laval Paint Ltd.**  
**Peinture Laval Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, Stanley Cytrynbaum, advocate, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and Morton Bell, advocate, 701 Bertrand Drive, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of paint and paint supplies, under the name of "Laval Paint Ltd. — Peinture Laval Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1419-66

**Le-Mars Investment Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold S. Freeman, advocate and Queen's Counsel, 4578 Wilson Avenue, Ethel Bennett, secretary, fille majeure, 5962 Westbury Avenue, and Noëlla Rousseau, secretary, wife separate as to property of André Rousseau, 1632 DeMaricourt Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Le-Mars Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each, 500 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 3,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1489-66

**La Ligue des propriétaires du village de L'Épiphanie**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Hubert Roch, merchant, Roger Rondeau, merchant, and Alphonse Lafortune, annuitant, all three of L'Épiphanie, for the following purposes:

To recruit the proprietors of residences situated in the limits of the municipality of the village of L'Épiphanie and to form a league in view of promoting and defending the interests of the proprietors, under the name of "La Ligue des propriétaires du village de L'Épiphanie".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500.

Le siège social de la corporation est à L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1000-66

#### Les Loisirs de McMasterville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Williams, assistant ingénieur, Paul Nadon, marchand, et Thomas Cyr, commis, tous trois de McMasterville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de McMasterville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1341-66

#### Maface inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, St-Urbain, Micheline Paré, secrétaire, fille majeure, 3638, De Bullion, tous deux de Montréal et, René Beaulac, avocat, 268, Molière, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Maface inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6915, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1313-66

#### A. & L. Maltais ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Laurent Maltais, contremaitre, Clermont, Méridé Maltais, et J.-Adrien Maltais, ces deux derniers industriels, de St-Aimé-des-Lacs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « A. & L. Maltais ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Aimé-des-Lacs, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1380-66

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$500.

The head office of the corporation is at L'Épiphanie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1000-66

#### Les Loisirs de McMasterville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Williams, assistant engineer, Paul Nadon, merchant, and Thomas Cyr, clerk, all three of McMasterville, for the following purposes:

To establish and manage a recreational centre, under the name of "Les Loisirs de McMasterville inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at McMasterville, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1341-66

#### Maface inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Roch Boivin, advocate, 8960 St-Urbain, Micheline Paré, secretary, fille majeure, 3638 De Bullion, both of Montreal, and René Beaulac, advocate, 268 Molière, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Maface inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6915 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1313-66

#### A. & L. Maltais ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Maltais, foreman, Clermont, Méridé Maltais, and J.-Adrien Maltais, the latter two industrialists, of St-Aimé-des-Lacs, for the following purposes:

To carry on business as general traders, under the name of "A. & L. Maltais ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Aimé-des-Lacs, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1380-66

**Le Marché C.-H. Dubé Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1966, constituant en corporation: Charles-Henri Dubé, marchand, 34A, Poirier, St-Jean-Eudes, J.-Dollard Gagnon, comptable, 204, Panet, Jonquière, et Gilbert Gravel, courtier, 575, Chabanel, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Le Marché C.-H. Dubé Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59, rue des Oblats, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1081-66

**V. K. Mason Quebec Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1966, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, Westmount, et Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « V. K. Mason Quebec Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1179-66

**Matériaux de construction Dixville Itée  
Dixville Building Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gaston Jean-Marie, commerçant, Thérèse Jean-Marie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Jean-Marie, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Dixville, et Roger Jean-Marie, industriel, Coaticook, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Matériaux de construction Dixville Itée — Dixville Building Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dixville, district judiciaire de St-François.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 871-66

**Rudy Marcolini Advertising Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966,

**Le Marché C.-H. Dubé Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Charles-Henri Dubé, merchant, 34A Poirier, St-Jean-Eudes, J.-Dollard Gagnon, accountant, 204 Panet, Jonquière, and Gilbert Gravel, broker, 575 Chabanel, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Le Marché C.-H. Dubé Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 59 des Oblats St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1081-66

**V. K. Mason Quebec Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, Westmount, and Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of general contractors and builders, under the name of "V. K. Mason Quebec Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1179-66

**Matériaux de construction Dixville Itée  
Dixville Building Supplies Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Jean-Marie, trader, Thérèse Jean-Marie, housewife, wife separate as to property of said Gaston Jean-Marie, and duly authorized by him for the presents, both of Dixville, and Roger Jean-Marie, industrialist, Coaticook, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Matériaux de construction Dixville Itée — Dixville Building Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Dixville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 871-66

**Rudy Marcolini Advertising Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Roland H. Sperlich, avocat, 5427, avenue McMurray, Côte-St-Luc, George Gould, avocat, 174, avenue Edgchill, Westmount, et Lucille Dubois, secrétaire, fille majeure, 6217, rue Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agence de publicité, sous le nom de « Rudy Marcolini Advertising Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7200, Hutchison, appartement 103, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1176-66

#### **Megantic Fish & Game Club (1966) of the Province of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-E. Cliche, John P. Cliche, tous deux industriels, et Rhéaume Forest, forestier, tous trois de Lac Mégantic, pour les objets suivants:

Promouvoir et diriger un club de pêche et de chasse, sous le nom de « Megantic Fish & Game Club (1966) of the Province of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Mégantic, district judiciaire de Beauce.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1408-66

#### **Mercerie Paul Charette inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Paul Charette, commerçant, Gisèle Lanouette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Charette, tous deux d'Amos, et Réal Sureau, comptable agréé, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie pour hommes, dames et enfants, sous le nom de « Mercerie Paul Charette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune, 400 actions privilégiées « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1278-66

#### **Gilles Mercier limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Gilles Mercier, entrepreneur, Jacqueline Harvey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilles Mercier, et J.-Gérard Mercier, industriel, tous trois de La Sarre, pour les objets suivants:

porating: Roland H. Sperlich, advocate, 5427 McMurray Ave., Côte-St-Luc, George Gould, advocate, 174 Edgchill Ave., Westmount, and Lucille Dubois, secretary, fille majeure, 6217 Drolet St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an advertising agency, under the name of "Rudy Marcolini Advertising Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7200 Hutchison, Apt. 103, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1176-66

#### **Megantic Fish & Game Club (1966) of the Province of Quebec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul-E. Cliche, John P. Cliche, both industrialists, and Rhéaume Forest, forester, all three of Lac-Mégantic, for the following purposes:

To promote and manage a fish and game club, under the name of "Megantic Fish & Game Club (1966) of the Province of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Lac-Mégantic, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1408-66

#### **Mercerie Paul Charette inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Charette, trader, Gisèle Lanouette, housewife, wife contractually separate as to property of said Paul Charette, both of Amos, and Réal Sureau, chartered accountant, Val d'Or, for the following purposes:

To deal in gents, ladies and children haberdashery, under the name of "Mercerie Paul Charette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 common shares of \$100 each, 400 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1278-66

#### **Gilles Mercier limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Mercier, contractor, Jacqueline Harvey, housewife, wife contractually separate as to property of said Gilles Mercier, and J.-Gérard Mercier, industrialist, all three of La Sarre, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gilles Mercier limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 696-66

**Michaud & frères inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1966, constituant en corporation: Paul Michaud, Charles Michaud, tous deux estimateurs, et Patrice Michaud, comptable, tous trois de 2124, 18e rue, Québec, pour les objets suivants:

Exercer la profession d'estimateurs généraux pour le compte de particuliers ou de compagnies, sous le nom de « Michaud & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1253-66

**Morin traitement d'eau Itée  
Morin Water Treatment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Harvey M. Cooperstone, tous deux avocats, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et Christine W. Gates, secrétaire, célibataire, 2255, rue St-Mathieu, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'équipements et machinerie se rapportant au traitement de l'eau et à son épuration, sous le nom de « Morin traitement d'eau Itée — Morin Water Treatment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1469-66

**Mount Royal Property Owners'  
Association Inc.  
L'Association des propriétaires  
de Mont-Royal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Victor T. Podd, 2142, Rockland, Alex N. Decarie, 576, avenue Walpol, Douglas Miller, 633, Kenaston, Donald A. Bain, 900, Kenilworth, Pacifique Desjardins, 32, Hudson, Isobel Schofield, veuve de feu Earle Schofield, 2331, boulevard Graham, Mark Berns, 113, avenue Wicksteed, Denys Pelletier, 62, Wicksteed, James Shetler, 17, Beverley, Maurice Desjardins, 77, Hudson, Mata A. Fellowes, 320, boulevard

To carry on business as general building contractors, under the name of "Gilles Mercier limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 696-66

**Michaud & frères inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Michaud, Charles Michaud, both appraisers, and Patrice Michaud, accountant, all three of 2124, 18th Street, Quebec, for the following purposes:

To act as general appraisers for particulars or companies, under the name of "Michaud & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1253-66

**Morin traitement d'eau Itée  
Morin Water Treatment Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, Harvey M. Cooperstone, both advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, and Christine W. Gates, secretary, spinster, 2255 St. Mathieu Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of equipment and machinery relating to water treatment and water purification, under the name of "Morin traitement d'eau Itée — Morin Water Treatment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1469-66

**Mount Royal Property Owners'  
Association Inc.  
L'Association des propriétaires  
de Mont-Royal inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Victor T. Podd, 2142 Rockland, Alex N. Decarie, 576 Walpol Avenue, Douglas Miller, 633 Kenaston, Donald A. Bain, 900 Kenilworth, Pacifique Desjardins, 32 Hudson, Isobel Schofield, widow of the late Earle Schofield, 2331 Graham Boulevard, Mark Berns, 113 Wicksteed Avenue, Denys Pelletier, 62 Wicksteed, James Shetler, 17 Beverley, Maurice Desjardins, 77 Hudson, Mata A. Fellowes,

Laird, Robert Hayes, 2295, Fleming, tous les douze administrateurs, et Jean Morrison, ménagère, épouse de James Morrison, 356, Glengarry, tous les treize de Mont Royal, pour les objets suivants:

Aider et promouvoir les affaires et entreprises publiques qui sont favorables à la ville de Mont-Royal, sous le nom de « Mount Royal Property Owners' Association Inc.—L'Association des propriétaires de Mont-Royal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'association peut posséder ou détenir est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 694-66

### Myray construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de février 1966, constituant en corporation: Rémi Blackburn, entrepreneur, Françoise Hudon, commis, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rémi Blackburn, tous deux de 111, rue Boivin, et Jean-Yves Hébert, commis, rue Dequen, tous trois de Mistassini, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Myray construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 439-66

### Nomad Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Côte-St-Luc, Gladys Kobalenko, secrétaire, fille majeure, 1419, avenue Rolland, Verdun, et Theslyn Miller, secrétaire, fille majeure, 2351, rue Coursol, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme représentants et marchands et courtiers à commission pour des maisons de commerce canadiennes et étrangères et pour toute autre personne, firmes ou corporations, sous le nom de « Nomad Trading Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1348-66

320 Laird Boulevard, Robert Hayes, 2295 Fleming, all twelve executives, and Jean Morrison, housewife, wife of James Morrison, 356 Glengarry, all thirteen of Mount Royal, for the following purposes:

To assist in and to promote public affairs and undertakings which are for the good of the town of Mount Royal, under the name of "Mount Royal Property Owners' Association Inc.—L'Association des propriétaires de Mont-Royal inc."

The amount to which the value of the immovable property which the association may possess or hold is to be limited, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 694-66

### Myray construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rémi Blackburn, contractor, Françoise Hudon, clerk, wife contractually separate as to property of said Rémi Blackburn, both of 111, Boivin, St., and Jean-Yves Hébert, clerk, Dequen Street, all three of Mistassini, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Myray construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mistassini, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 439-66

### Nomad Trading Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, Wolfe M. Friedman, attorney, 5750 Smart Avenue, Côte-St-Luc, Gladys Kobalenko, secretary, spinster of the full age of majority, 1419 Rolland Avenue, Verdun, and Theslyn Miller, secretary, spinster of the full age of majority, 2351 Coursol Street, Montreal, for the following purposes:

To act as representatives and commission merchants and brokers for Canadian and foreign commercial houses and for any other persons, firms or corporation, under the name of "Nomad Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 class "A" shares of a par value of \$10 each, 1,500 class "B" shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1348-66

**Northern Commercial Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, et Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Northern Commercial Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1261-66

**Adrian O'Neill & Sons Ltd.  
Adrian O'Neill & fils Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Adrian G. O'Neill, nettoyeur industriel, 593, Hull, LaSalle, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, app. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à entretenir et faire le service dans toutes sortes de propriétés industrielles, commerciales et résidentielles sous le nom de « Adrian O'Neill & Sons Ltd.—Adrian O'Neill & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, chemin Hibernia, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1427-66

**Orient Import Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Raimondo Reggio, administrateur, 11987, rue Albert-Duquesne, Montréal-Nord, André Perpignani, commis, 5245, chemin Côte St-Luc, et Iris Calleya, ménagère, veuve de feu Armand Webber, 7940, avenue Stuart, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie d'éponge, cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Orient Import Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**Northern Commercial Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, and Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Northern Commercial Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 20,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1261-66

**Adrian O'Neill & Sons Ltd.  
Adrian O'Neill & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrian G. O'Neill, industrial cleaner, 593 Hull, LaSalle, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of maintaining and servicing all kinds of industrial, commercial and residential property, under the name of "Adrian O'Neill & Sons Ltd.—Adrian O'Neill & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 800 Hibernia Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1427-66

**Orient Import Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raimondo Reggio, executive, 11987 Albert-Duquesne Street, Montreal-North, André Perpignani, clerk, 5245 Côte-St-Luc Road, and Iris Calleya, housewife, widow of the late Armand Webber, 7940 Stuart Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, made in whole or in part, of sponge, leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, under the name of "Orient Import Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 11987, rue Albert-Duquesne, Montréal, Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1390-66

**Orly Diamonds Ltd.**  
**Les Diamants Orly Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Bernard Reis, 4906, rue Fulton, C. Ralph Lipper, 4350, ouest, Sherbrooke, et Gordon L. Echenberg, 4125, Blueridge Crescent, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Orly Diamonds Ltd.—Les Diamants Orly Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1410, rue Stanley, suite 307, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1307-66

**Pain du Nord inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jean-Réal Lévesque, Aurèle Lévesque, tous deux administrateurs, de Ferme-Neuve, Lucille St-Denis, secrétaire, fille majeure, 5617, De Carignan, et Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et pâtisseries, sous le nom de « Pain du Nord inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, comté de Labelle, district judiciaire de Labelle.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1415-66

**Par-All Itée**  
**Par-All Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Bernard Taillefer, avocat, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, Claude Poulin, avocat, 811, 4<sup>e</sup> avenue, Verdun, et André Brunet, avocat, 3565, rue Legarde, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, matières colorantes, ciments, minéraux, super-phosphates, savons, engrais, peintures, vernis, produits, couleurs, huiles, acides, charbon, goudron de houille et ses produits, la tourbe et ses produits, le caoutchouc et ses produits et les substances plastiques, sous le nom de « Par-All Itée

The head office of the company is at 11987 Albert-Duquesne Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1390-66

**Orly Diamonds Ltd.**  
**Les Diamants Orly Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Bernard Reis, 4906 Fulton Street, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke West, and Gordon L. Echenberg, 4125 Blueridge Crescent, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Orly Diamonds Ltd.—Les Diamants Orly Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1410 Suite 307, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1307-66

**Pain du Nord inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Réal Lévesque, Aurèle Lévesque, both administrators of Ferme-Neuve, Lucille St-Denis, secretary, fille majeure, 5617 De Carignan, and Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and pastry cooks, under the name of "Pain du Nord inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, county of Labelle, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1415-66

**Par-All Itée**  
**Par-All Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Taillefer, lawyer, 5595 Marcel-Monette Street, Montreal-North, Claude Poulin, lawyer, 811, 4th Avenue, Verdun, and André Brunet, lawyer, 3565 Lagarde Street, Laval, for the following purposes:

To deal in chemical products, coloring substances, ciments, minerals, super-phosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, products, colors, oils, acids, coal, coal-tar and its products, peat and its products, rubber and its products and plastic substances, under the name of "Par-All Itée — Par-All Ltd.", with a total

—Par-All Ltd., avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1245-66

**Parc Flooring Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation: Viviane Mc Carrick, 463, rue Bourassa, Camille Maltais, 530, rue Scott, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Lucette Dubeau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Bertrand Gravel, 126, rue Roussel, toutes trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce des substances plastiques de toutes sortes et des articles faits totalement ou en partie de ces substances ou autres semblables, sous le nom de « Parc Flooring Limited », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1228-66

**Raymond Pépin inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Raymond Pépin, administrateur, Fernande David, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Pépin, tous deux de 6205, Cairns, Anjou, et Jean-Jacques Hamel, avocat, 67, Théberge, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Raymond Pépin inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,990 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 749-66

**Léo Petitclerc inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Léo Petitclerc, industriel, Denise Robert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo Petitclerc, tous deux de 3, avenue Petitclerc, et Alma Beaulieu, ménagère, veuve non remariée de Gaudias Petitclerc, tous trois de St-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Léo Petitclerc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1245-66

**Parc Flooring Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Viviane Mc Carrick, 463 Bourassa Street, Camille Maltais, 530 Scott Street, both secretaries, filles majeures, and Lucette Dubeau, secretary, wife contractually separate as to property of Bertrand Gravel, 126 Roussel Street, all three of Alma, for the following purposes:

To deal in plastic substances of all kinds and in articles made totally or in part from these substances or other similar substances, under the name of "Parc Flooring Limited", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 70 Sacré-Coeur Street, Alma, judicial district of Roberval.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1228-66

**Raymond Pépin inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Pépin, administrator, Fernande David, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Pépin, both of 6205 Cairns, Anjou, and Jean-Jacques Hamel, advocate, 67 Théberge, Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Raymond Pépin inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 5,990 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

11564 749-66

**Léo Petitclerc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Petitclerc, industrialist, Denise Robert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léo Petitclerc, both of 3 Petitclerc Ave., and Alma Beaulieu, housekeeper, unremarried widow of Gaudias Petitclerc, all three of St-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Léo Petitclerc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1537-66

#### Les Placements Futura inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat et conseil en Loi de la reine, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Marvin Riback, avocat et conseil en Loi de la reine, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, et Jacob L. Rothman, avocat et conseil en Loi de la reine, 7920, avenue Kingsley, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Futura inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8606, Central, suite 206, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1518-66

#### Les Placements La Verendrye inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Roger Chartrand, arpenteur-géomètre, 3345, Beauséjour, St-Laurent, Jean-Claude Laroche, assureur-vie agréé, 770, Croissant de Carignan, André Renaud, comptable agréé, 199, rue Bazin, tous deux de Laval, Marc Sauvé, notaire, 1395, Fleury est, et Yvon Trudel, courtier d'assurance agréé, 10855, rue Waverly, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements La Verendrye inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 14,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1395, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1308-66

#### Playwrights' Workshop (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Tevia Abrams, préposé aux relations publiques, 4414, avenue Beaconsfield, Richard Martin, vendeur, 4680, avenue Earncliffe, Aviva Bornstein, ménagère, épouse séparée de biens de Nahum Ravel, 1908, avenue Clinton, Zangwill Godlovitch, préposé à la publicité, 5315, avenue Cumberland, John Whelan, écrivain, 5232, avenue Ponsard, tous les cinq de Montréal, Dan Daniels écrivain, 730 rue Champagnieur, Outremont, Marjorie Patterson, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Hartman, 351, avenue

The head office of the company is at St-Félix-du-Cap-Rouge, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1537-66

#### Les Placements Futura inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, advocate and Queen's Counsel, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Marvin Riback, advocate and Queen's Counsel, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, and Jacob L. Rothman, advocate and Queen's Counsel, 7920 Kingsley Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Futura inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8606 Central, Suite 206, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1518-66

#### Les Placements La Verendrye inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Chartrand, land-surveyor, 3345 Beauséjour, St-Laurent, Jean-Claude Laroche, chartered life insurer, 770 Croissant de Carignan, André Renaud, chartered accountant, 199 Bazin Street, both of Laval, Marc Sauvé, notary, 1395 Fleury East, and Yvon Trudel, chartered insurance broker, 10855 Waverly Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements La Verendrye inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 14,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1395 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1308-66

#### Playwrights' Workshop (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Tevia Abrams, public relations man, 4414 Beaconsfield Avenue, Richard Martin, salesman, 4680 Earncliffe Avenue, Aviva Bornstein, housewife, wife separate as to property of Nahum Ravel, 1908 Clinton Avenue, Zangwill Godlovitch, advertising man, 5315 Cumberland Avenue, John Whelan, writer, 5232 Ponsard Avenue, all five of Montreal, Dan Daniels, writer, 730 Champagnieur Street, Outremont, Marjorie Patterson, housewife, wife separate as to property of Paul Hartman, 351 Mercille Avenue, St-Lambert,

Mercille, St-Lambert, Manuel Meland, agent d'immeubles, 622, 65e avenue, Laval, Margaret Mortimer, ménagère, épouse séparée de biens de Lionel Joseph Morris, 1110, Dover Drive Laval, et Carol Mauer, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Libman, 5607, avenue Wentworth, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Apporter aux acteurs une critique professionnelle et leur donner l'opportunité de présenter des pièces devant un auditoire vivant sous le nom de « Playwrights' Workshop (Montreal) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164 1495-66

**Plomberie St-Luc inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1966, constituant en corporation: Georges Deslandes, plombier, Gertrude Courville, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges Deslandes, et Denis Deslandes, plombier, tous trois de 295, rue Principale, St-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie St-Luc inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Luc, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1263-66

**Polaris Metal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Charles Dallaire, industriel, 705, rue Monty, Laval, Gaston Proulx, machiniste, 810, avenue Prieur, Laval, et Gérard Tremblay, teneur de livres, 655, Puget, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie concernant le métal, sous le nom de « Polaris Metal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1274-66

**Prestige Automotive Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1966, autorisant la fusion de la compagnie « Jerry Long Sales Company » et la compagnie « Alen Automotive Parts Co. Ltd. », toutes deux constituées en vertu de ladite première partie de la Loi des

Manuel Meland, realtor, 622, 65th Avenue, Laval, Margaret Mortimer, housewife, wife separate as to property of Lionel Joseph Morris, 1110 Dover Drive, Laval, and Carol Mauer, housewife, wife separate as to property of Sydney Libman, 5607 Wentworth Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To supply professional criticism and give opportunity to playwrights to present plays before a live audience, under the name of "Playwrights' Workshop (Montreal) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1495-66

**Plomberie St-Luc inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Deslandes, plumber, Gertrude Courville, housewife, wife separate as to property of said Georges Deslandes, and Denis Deslandes, plumber, all three of 295 Principale Street, St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie St-Luc inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Luc, judicial district of Iberville.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1263-66

**Polaris Metal Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Dallaire, industrialist, 705 Monty Street, Laval, Gaston Proulx, machinist, 810 Prieur Avenue, Laval, and Gérard Tremblay, bookkeeper, 655 Puget, Laval, for the following purposes:

To operate an industry in the fields of metal, under the name of "Polaris Metal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Michel, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1274-66

**Prestige Automotive Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Jerry Long Sales Company" and "Alen Automotive Parts Co. Ltd.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respec-

compagnies, par lettres patentes datées, respectivement, du 21 mars 1957 et du 27 avril 1964, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et de moteurs de toutes sortes, avec un capital total de \$80,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 720 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Prestige Automotive Corp. ».

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

932-66 — 1316/23

**Les Productions Pierre Nadeau inc.  
Pierre Nadeau Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Pierre Nadeau, imprésario, 1260, Mackay, app. 8, Montréal, Jean Gagné, avocat, 10285, Jeanne-Mance, Montréal, et Serge Laprade, artiste, 1115, Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de théâtre, et autres représentations de radio, télévision et cinéma, agir comme agents, producteurs, producteurs de disques, gérant et réalisateur de telles entreprises, gérant personnel d'artistes, sous le nom de « Les Productions Pierre Nadeau inc. — Pierre Nadeau Productions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5585, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1501-66

**Les Propriétés Pelletier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Léonne Angers, commerçante, veuve non remariée de Paul-Émile Lachapelle dit Pelletier, 168, Ste-Gertrude, Maurice Pelletier, pharmacien, 580, Pasteur, et Roland Pelletier, étudiant en pharmacie, 168, Ste-Gertrude, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Propriétés Pelletier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

379-66

**Rapid Bar-B-Q Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1966,

tively, March 21, 1957 and April 27, 1964, for the following purposes:

To deal in automobiles and motors of all kinds, with a total capital stock of \$80,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each, 720 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The name of the new company is "Prestige Automotive Corp."

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

932-66 — 1316/23

**Les Productions Pierre Nadeau inc.  
Pierre Nadeau Productions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Nadeau, impresario, 1260 Mackay, Apt. 8, Montreal, Jean Gagné, advocate, 10285 Jeanne-Mance, Montreal, and Serge Laprade, performer, 1115 Sherbrooke St. West, Montreal, for the following purposes:

To operate theater enterprises, and other radio, television and cinema presentations; to act as agents, producers, record producers, and managers of such enterprises, personal managers for performers, under the name of "Les Productions Pierre Nadeau inc. — Pierre Nadeau Productions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5585 Monkland Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1501-66

**Les Propriétés Pelletier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonne Angers, trader, unremarried widow of Paul-Émile Lachapelle, dit Pelletier, 168 Ste-Gertrude, Maurice Pelletier, pharmacist, 580 Pasteur, and Roland Pelletier, pharmacology student, 168 Ste-Gertrude, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Propriétés Pelletier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

379-66

**Rapid Bar-B-Q Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: Jean Trépanier, assistant-gérant, Françoise Meunier, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Trépanier, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 709, rue Ste-Angèle, Trois-Rivières, et Louise Duchesneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Légaré, 9660, boulevard des Forges, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la livraison de poulets communément appelés Bar-B-Q, des spaghettis et autres produits alimentaires, sous le nom de « Rapid Bar-B-Q Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1316-66

**La Regence Sales Agency Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1966, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, avocat, 5053, avenue Ponsard, Montréal, Harvey Crestohl, avocat, 158, avenue Leckhart, Mont Royal, et Beverlee Boldovitch, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 2201, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de photographies commerciales, copies de publicité, dessins commerciaux et autres articles et choses nécessaires ou connexes audit commerce, sous le nom de « La Regence Sales Agency Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1149-66

**Restaurant des Pyrénées Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Michel Hounçaren, restaurateur, Gisèle Gaudreault, ménagère, épouse dudit Michel Hounçaren, tous deux de 2280, rue Préfontaine, Jacques-Cartier, et Gilles Leduc, comptable, 162, rue Bienville, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant des Pyrénées Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 907-66

**Revelation Cosmetics Inc.  
Les cosmétiques Révélation inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

rating: Jean Trépanier, assistant manager, Françoise Meunier, housewife, wife common as to property of the said Jean Trépanier, and duly authorized by him for these presents, both of 709 Ste-Angèle St., Trois-Rivières, and Louise Duchesneau, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Légaré, 9660 des Forges Blvd., Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in and delivering chickens, commonly called Bar-B-Q, spaghetti and other food products, under the name of "Rapid Bar-B-Q Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1316-66

**La Regence Sales Agency Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph S. Blumer, advocate, 5053 Ponsard Avenue, Montreal, Harvey Crestohl, advocate, 158 Leckhart Avenue, Mount Royal, and Beverlee Boldovitch, secretary, fille majeure usant de ses droits, 2201 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in commercial photographs, advertising copy, commercial art and such other articles and things as are necessary or incidental to the said business, under the name of "La Regence Sales Agency Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1149-66

**Restautant des Pyrénées Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Hounçaren, restaurateur, Gisèle Gaudreault, housewife, wife of the said Michel Hounçaren, both of 2280 Préfontaine, Jacques-Cartier, and Gilles Leduc, accountant, 162 Bienville St., Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant des Pyrénées Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,200 preferred shares of a nominal value of \$25 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 907-66

**Revelation Cosmetics Inc.  
Les cosmétiques Révélation inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrot, et Raymonde Lamarche, secrétaire, fille majeure, 8831, St. Denis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de savon, produits de savon, parfums, cosmétiques, lotions et produits similaires, sous le nom de « Revelation Cosmetics Inc. — Les cosmétiques Révélation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1339-66

### La Revue des photographes professionnels

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Tremblay, photographe, 105, Nelson, Jonquière, Robert Courtemanche, photographe, 270, Principale, Magog, et Réginald Sauvageau, photographe, 15, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à la photographie, sous le nom de « La Revue des photographes professionnels ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est 290, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1178-66

### Richardson Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Franklin Kishner, Gerald S. Kishner, tous deux comptables, de 4911, avenue Van Horne, Montreal, et Paul Masse, conseillers d'affaires 2030, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de manufacturiers généraux de produits du bois et du métal, sous le nom de « Richardson Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

901-66

### Robichaud ébéniste Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966,

30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perreault, lawyer, 4353 Girouard, Normand Duval, lawyer, 2185 Nicolas-Perrot, and Raymonde Lamarche, secretary, spinster of the full age of majority, 8831 St. Denis, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all manner of soap, soap products, perfumes, cosmetics, lotions and similar products, under the name of "Revelation Cosmetics Inc. — Les cosmétiques Révélation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1339-66

### La Revue des photographes professionnels

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léo Tremblay, photographer, 105 Nelson, Jonquière, Robert Courtemanche, photographer, 270 Principale, Magog, and Réginald Sauvageau, photographer, 15 Fusey Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To group into an association the persons interested in photography, under the name of "La Revue des photographes professionnels".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at 290 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1178-66

### Richardson Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Franklin Kishner, Gerald S. Kishner, both accountants, of 4911 Van Horne Avenue, Montreal, and Paul Masse, business consultant, 2030 Des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of general manufacturers of metal and wood products, under the name of "Richardson Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

901-66

### Robichaud ébéniste Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporat-

constituant en corporation: Paul Robichaud, industriel, Alfreda Ouellet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Robichaud, tous deux de 64, Bellevue, et Jean-Charles Larouche, contre-maître, 105, de l'Église, tous trois de St-Romuald-d'Étchemin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Robichaud ébéniste ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Romuald-d'Étchemin, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1449-66

**Robin & Lapointe ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Henri Robin, plombier, Buckingham, Laurier Lapointe, plombier, et Claude Bourassa, comptable, ces deux derniers de Templeton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et sous-entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Robin & Lapointe ltée », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1197-66

**Roulottes Metropole inc.  
Metropole Mobile Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Guy Bertrand, assureur, 8770, Cartier, Laval, Bernard Lamarre, garagiste, 9194, 6e avenue, St-Michel, et Jeannine Favreau, secrétaire, épouse de Gilles Bisson, 12065, rue Edger, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Roulottes Metropole inc. — Metropole Mobile Homes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1485-66

**Royal Upholstery & Drapery Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1966, constituant en corporation: Louis Maltz, charpentier, 1012, ouest, avenue Bernard, Elvira Herskovits, 3473, avenue Prud'homme, app. 4, et Patricia Duin, 5210 boulevard Cavendish, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

ing: Paul Robichaud, industrialist, Alfreda Ouellet, housewife, wife separate as to property of the said Paul Robichaud, both of 64 Bellevue, and Jean-Charles Larouche, foreman, 105 de l'Église, all three of St-Romuald-d'Étchemin, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of furniture and novelties, under the name of "Robichaud ébéniste ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Romuald-d'Étchemin, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1449-66

**Robin & Lapointe ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Robin, plumber, Buckingham, Laurier Lapointe, plumber, and Claude Bourassa, accountant, the two latter of Templeton, for the following purposes:

To carry on business as contractors and sub-contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Robin & Lapointe ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Buckingham, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1197-66

**Roulottes Metropole inc.  
Metropole Mobile Homes Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bertrand, insurer, 8770 Cartier, Laval, Bernard Lamarre, garageman, 9194, 6th Ave., St-Michel, and Jeannine Favreau, secretary, wife of Gilles Bisson, 12065 Edger St., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Roulottes Metropole Inc. — Metropole Mobile Homes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1485 66

**Royal Upholstery & Drapery Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Maltz, carpenter, 1012 Bernard Avenue West, Elvira Herskovits, 3473 Prud'homme Avenue, apt. 4, and Patricia Duin, 5210 Cavendish Boulevard, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce de rembourrage et de ré-embourrage, réparation et remodelage de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Royal Upholstery & Drapery Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1381-66

### Samrose Fur (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Sam Cynamon, fourreur, 2765, boulevard Toupin, St-Laurent, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, app. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la fourrure, peaux, articles en fourrure, peaux vertes, garnitures et accessoires en fourrure, fournitures, garnitures pour fourreurs, cuirs et marchandises, articles effets et tissus de toutes sortes, sous le nom de « Samrose Fur (Montreal) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1309-66

### Service des loisirs Ste-Marthe

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Guertin, surveillant, 8880, 1<sup>re</sup> rue, Yvon Prévile, fonctionnaire municipal, 10011, 28<sup>e</sup> avenue, et Lionel Bourdon, marchand, 9160, Gouin est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Ste-Marthe, sous le nom de « Service des loisirs Ste-Marthe ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1214-66

### Les Services géotechniques Shickshocks inc. Shickshocks Geotechnical Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1<sup>er</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: J.-V.-Bernard Boudrias, avocat, 1307, Brochu, St-Laurent, Guy-F.

To carry on the business of upholstery and reupholstering, repairs and remodelling of furniture of all kinds, under the name of "Royal Upholstery & Drapery Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 3,600 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1381-66

### Samrose Fur (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sam Cynamon, furrier, 2765 Toupin Boulevard, St-Laurent, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in furs, skins, articles of fur, hides, and fur trimmings, fur accessories, furriers' findings, trimmings, leathers and goods, wares, merchandise and materials of every kind, under the name of "Samrose Fur (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1309-66

### Service des loisirs Ste-Marthe

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Guertin, supervisor, 8880, 1st Street, Yvon Prévile, municipal employee, 10011, 28th Avenue, and Lionel Bourdon, merchant, 9160 Gouin East, all three of Montreal, for the following purposes:

To develop a recreation centre in the parish of Ste-Marthe, under the name of "Service des loisirs Ste-Marthe".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1214-66

### Les Services géotechniques Shickshocks inc. Shickshocks Geotechnical Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, advocate, 1307 Brochu, St-Laurent, Guy-F. Gervais,

Gervais, avocat, 3245, Linton app. 11, Montréal, et Thérèse Ouellette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration et gestion pour l'industrie des mines, du gaz naturel et du pétrole, sous le nom de « Les Services géotechniques Shickshocks inc. — Shickshocks Geotechnical Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune, 20,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 15,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15387, Estérel, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1178-66

**Shaftsbury Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, avocat, 5748, Eldridge, Côte-St-Luc, Avrum Rubinger, avocat, 4530, Côte-des-Neiges, Montréal, et Leila Bedouch, secrétaire, fille majeure, 1520, rue Elizabeth, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Shaftsbury Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5165, ouest, rue Sherbrooke, suite 316, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1391-66

**Germain Simard Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Germain Simard, vendeur, 3003, Lyall, Montréal, Jehan Perdriau, avocat, 10681, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, et Benoît Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Germain Simard Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 947-66

**La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

advocate, 3245 Linton, Apt. 11, Montreal, and Thérèse Ouellette, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne, Apt. 2, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To act as consultants in administration and management for the mining, natural gas and petroleum industry, under the name of "Les Services géotechniques Shickshocks inc. — Shickshocks Geotechnical Services Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 20,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each and 15,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 15387 Estérel, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1178-66

**Shaftsbury Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, advocate, 5748 Eldridge, Côte-St-Luc, Avrum Rubinger, advocate, 4530 Côte-des-Neiges, Montreal, and Leila Bedouch, secretary, spinster of the full age of majority, 1520 Elizabeth Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Shaftsbury Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the value of \$1 each.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Suite 316, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1391-66

**Germain Simard Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Simard, salesman, 3003 Lyall, Montreal, Jehan Perdriau, lawyer, 10681 St-Michel Boulevard, Montreal-North, and Benoît Gonthier, lawyer, 8521 St-Gérard, Montreal, for the following purposes:

To deal in motors, their parts and accessories, and other instruments and appliances, under the name of "Germain Simard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 947-66

**La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandre-A. Labrecque, avocat, 345, avenue Laurier, Québec, Roger Vézina, avocat, 2396, Nérée-Beauchemin, Sillery, Pierre Talbot, conseiller en relations industrielles, 425, rue des Saules est, Québec, Bernardin Blanchet, avocat, 180, rue de Bernières, Québec, et Marcel Crépeau, gérant, 2546, chemin St-Louis, Sillery, pour les objets suivants:

Aménager, administrer, exploiter des facilités de stationnement dans l'arrondissement historique du Vieux Québec, sous le nom de « La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1423-66

### Sodeca limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1966, constituant en corporation: Georfe Rickli, courtier en immeubles, 5385, chemin Chambly, Dr Fabien Poulin, médecin, 1515, rue Latour, tous deux de Saint-Hubert, Jean Rhéaume, industriel, 29, D'Anjou, Prévile, Claude Rouleau, ingénieur, 4200, rue Wilson, Montréal, et Régis Trudeau, ingénieur, 215, boulevard Union, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Sodeca limitée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 240,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1040-66

### Somi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1966, constituant en corporation: Pierre Valois, 5528, 11e Avenue, Marcel Lefavre, 5112, St-Zotique, tous deux vendeurs, de Montréal, et Réal L'Heureux, ingénieur, 2000, Ivry, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble, du placement et de la construction, sous le nom de « Somi inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5528, 11e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

991-66

5th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alexandre-A. Labrecque, advocate, 345 Laurier Avenue, Quebec, Roger Vézina, advocate, 2396 Nérée-Beauchemin, Sillery, Pierre Talbot, adviser in industrial relations, 425 des Saules Street East, Quebec, Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières Street, Quebec, and Marcel Crépeau, manager, 2546 St-Louis Road, Sillery, for the following purposes:

To organize, administer, operate parking facilities in the historical district of Old Quebec, under the name of "La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1423-66

### Sodeca limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Georfe Rickli, real estate broker, 5385 Chambly Road, Dr. Fabien Poulin, physician, 1515 Latour St., both of Saint-Hubert, Jean Rhéaume, industrialist, 29 D'Anjou, Prévile, Claude Rouleau, engineer, 4200 Wilson St., Montreal, and Régis Trudeau, engineer, 215 Union Blvd., Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Sodeca limitée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 60,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 240,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at St-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1040-66

### Somi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Valois, 5528, 11th Avenue, Marcel Lefavre, 5112 St-Zotique, both salesmen of Montreal, and Réal L'Heureux, engineer, 2000 Ivry, Laval, for the following purposes:

To carry on business in the real estate, investment and construction fields, under the name of "Somi inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5528, 11th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

991-66

**Sonny Holdings Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, et Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « Sonny Holdings Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 15,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1497-66

**Super-Marché Crevier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Françoise Théoret, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, Denise Poirier, secrétaire, fille majeure, 218, rue Dorion, toutes deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Super-Marché Crevier inc. », avec un capital total de \$60,000, idvisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 650, rue Principale, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1387-66

**Taxi B. L. M. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Gagné, opérateur de taxi, Pauline Hébert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Gagné, tous deux de 110, route 40A, Iberville, et Paul Hébert, sacristain, 175, 9e avenue, Iberville, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi B. L. M. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 616, 1re rue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 570-66

**Tempo Office Personnel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

**Sonny Holdings Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, and Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Sonny Holdings Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 class "A" shares of \$1 each, 15,000 class "B" shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1497-66

**Super-Marché Crevier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Théoret, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille Street, Denise Poirier, secretary, fille majeure, 218 Dorion Street, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, fille majeure, 206, 17th Avenue, Two Mountains, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Super-Marché Crevier inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 4,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 650 Principale Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1387-66

**Taxi B. L. M. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Gagné, taxi operator, Pauline Hébert, housewife, wife contractually separate as to property of said Jacques Gagné, both of 110 Route 40A, Iberville, and Paul Hébert, sacristan, 175, 9th Avenue, Iberville, for the following purposes:

To operate taxi-stands, under the name of "Taxi B. L. M. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 616, 1st Street, Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 570-66

**Tempo Office Personnel Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, avenue Fulton, Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, tous deux de Montréal, et Irving Adessky, avocat, 56, chemin Heath, Hampstead, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et conseiller, en général, dans la gérance et administration de toute entreprise commerciale ou organisation industrielle, sous le nom de « Tempo Office Personnel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1420-66

### Trans-Kebec Vacuum (Que.) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Jacques Gauvin, vendeur, 150, des Pins, app. 1, Jean Gauvin, avocat, 1350, Garnier, tous deux de Québec, et André Caron, entrepreneur-électricien, St-Étienne, comté de Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aspirateurs centraux pour fins domestiques, commerciales et industrielles, sous le nom de « Trans-Kebec Vacuum (Que.) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1320, Chanoine-Morel, Sillery, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

1447-66

### Trident Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Joseph-Bernard Billard, notaire, Jacques Verdy, notaire, et Louis-Octave Cadotte, gérant, tous trois de 715, carré Victoria, # 930, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents généraux pour la vente et l'achat de produits, sous le nom de « Trident Import Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur au pair et 4,500 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6590, 40<sup>e</sup> Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

1106-66

### Trough Iron Company Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'avril 1966, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat, 29, chemin Barat, Westmount, Beverley

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, advocate, 4725 Fulton Avenue, Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, both of Montreal, and Irving Adessky, advocate, 56 Heath Road, Hampstead, for the following purposes:

To act as consultants and advisers, in general, to management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Tempo Office Personnel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1420-66

### Trans-Kebec Vacuum (Que.) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gauvin, salesman, 150 des Pins, Apt. 1, Jean Gauvin, lawyer, 1350 Garnier, both of Quebec, and André Caron, contractor-electrician, St-Étienne, county of Levis, for the following purposes:

To deal in central vacuum cleaners for domestic, commercial and industrial purposes, under the name of "Trans-Kebec Vacuum (Que.) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1320 Chanoine-Morel, Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

1447-66

### Trident Import Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph-Bernard Billard, notary, Jacques Verdy, notary, and Louis-Octave Cadotte, manager, all three of 715 Victoria Square, # 930, Montreal, for the following purposes:

To act as brokers and general agents for the sale and purchase of products, under the name of "Trident Import Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without par value and 4,500 preferred shares class "A" of \$10 each.

The head office of the company is at 6590, 40th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1106-66

### Trough Iron Company Limited (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John McGlinchey Home, advocate, 29 Barat Road, Westmount, Beverley

Jean Avery, secrétaire, célibataire, 154, place Benoit, St-Laurent, et Douglas Scott Pryde, avocat, 4491, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations aux fins de découvrir des mines et du minerai, sous le nom de « Trough Iron Company Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 1407-66

**Valdero inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1966, constituant en corporation: Jean Derôme, industriel, Normand Derôme, industriel, tous deux de 8387, 13e avenue, St-Michel, et Pierre-Paul Lavoie, industriel, 432, rue Cherrier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Valdero inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8387, 13e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1180-66

**Au Violon D'Ingres inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1966, constituant en corporation: Roland Trépanier, gérant de magasin, 2867, Sasseville, Ste-Foy, Yves Dion, comptable agréé, et Jeannine Dion, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yves Dion, ces deux derniers de 67, Colombière ouest, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Au Violon D'Ingres inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 875-66

**Wakefield Bakery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1966, constituant en corporation: William Thomas Armstrong, homme d'affaires, 95 chemin Aylmer, Lucerne, Margaret Pilmer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit William

Jean Avery, secretary, spinster, 154 Place Benoit, St-Laurent, and Douglas Scott Pryde, advocate, 4491 Côte-des-Neiges Road, Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Trough Iron Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 1407-66

**Valdero inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Derôme, industrialist, Normand Derôme, industrialist, both of 8387, 13th Ave., St-Michel, and Pierre-Paul Lavoie, industrialist, 432 Cherrier St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Valdero inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8387, 13th Ave., Saint-Michel, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1180-66

**Au Violon D'Ingres inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Trépanier, store manager, 2867 Sasseville, Ste-Foy, Yves Dion, chartered account, and Jeannine Dion, housewife, wife contractually separate as to property of said Yves Dion, the latter two of 67 Colombière west, Quebec, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all specialties related thereto, under the name of "Au Violon D'Ingres inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2700 Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Québec.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 875-66

**Wakefield Bakery Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Thomas Armstrong, businessman, 95 Aylmer Road, Lucerne, Margaret Pilmer, housewife, wife contractually separate as to property of the said William Thomas Armstrong,

Thomas Armstrong, 95 chemin Aylmer, Lucerne, et Charles Munn, notaire, D'Amour Drive, Lucerne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « Wakefield Bakery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wakefield, district judiciaire de Hull.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1432-66

#### Alfred Zanger Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation: Jack Lighstone, avocat, 2176, chemin Fulton, Mont Royal, Jacob L. Rothman, avocat, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, et Marvin Riback, avocat, 5621, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, qu'ils soient, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, sous le nom de « Alfred Zanger Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4870, Côte-des-Neiges, app. 502, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164

1330-66

#### Les 24 heures de La Tuque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Bélanger, 318, Lamarche, Réal Gagnon, 575-C, Commerciale, et Denis Duchesneau, 510, Elisabeth, tous trois employés, de La Tuque, pour les objets suivants:

Organiser des concours de nage et autres sports à La Tuque, afin de promouvoir la pratique des sports, et ce avec l'assentiment des autorités compétentes, sous le nom de « Les 24 heures de La Tuque inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 318, rue Lamarche, La Tuque, district judiciaire de St-Maurice.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

3116-65

95 Aylmer Road, Lucerne, and Charles Munn, notary, D'Amour Drive, Lucerne, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Wakefield Bakery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Wakefield, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1432-66

#### Alfred Zanger Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lighstone, advocate, 2176 Fulton Road, Mount Royal, Jacob L. Rothman, advocate, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, and Marvin Riback, advocate, 5621 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, whether, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, under the name of "Alfred Zanger Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4870 Côte-des-Neiges, Apt. 502, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

1330-66

#### Les 24 heures de La Tuque inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Bélanger, 318 Lamarche, Réal Gagnon, 575-C Commerciale, and Denis Duchesneau, 510 Elisabeth, all three employees, of La Tuque, for the following purposes:

To organize swimming competitions and other sports at La Tuque, in order to promote the practice of sports and this with the consent of the competent authorities, under the name of "Les 24 heures de La Tuque inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 318 Lamarche Street, La Tuque, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

3116-65

## Lettres patentes supplémentaires

### A. H. Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

## Supplementary Letters Patent

### A. H. Bergeron inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966,

patentes supplémentaires en date du 23e jour de mars 1966, à la compagnie « A. H. Bergeron inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 2413-65 — 1317/32

15164-o

**Canada Bag & Belt Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de mars 1966, à la compagnie « Canada Belt (1964) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1941, 1° changeant son nom en celui de « Canada Bag & Belt Co. Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 2502-41 — 1315/4

15164

**Caron Creighton Itée  
 Caron Creighton Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1966, à la compagnie « Tecad Itée — Tecad Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « Caron Creighton Itée — Caron Creighton Ltd. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 3062-64 — 1317/69

15164-o

**Clarke, Villeneuve & Hubbard Itée  
 Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1966, à la compagnie « Clarke, Villeneuve & Hubbard Itée — Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 14065-57 — 1317/71

15164

**Le Club de golf de Cap-Rouge inc.  
 The Cap-Rouge Golf Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1966, à la compagnie « Le Club de golf de Cap-Rouge inc. — The Cap-Rouge Golf Club Inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,500 actions d'une valeur nominale de \$200 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 11193-59 — 1317/33

15164-o

**Coronation Foods Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. H. Bergeron inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$140,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 2413-65 — 1317/32

15164

**Canada Bag & Belt Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canada Belt (1964) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of April, 1941, 1. changing its name to that of "Canada Bag & Belt Co. Ltd."; 2. extending its powers.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 2502-41 — 1315/4

15164-o

**Caron Creighton Itée  
 Caron Creighton Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tecad Itée — Tecad Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1964, changing its name to that of "Caron Creighton Itée — Caron Creighton Ltd.".

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 3062-64 — 1317/69

15164

**Clarke, Villeneuve & Hubbard Itée  
 Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Clarke, Villeneuve & Hubbard Itée — Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.", modifying the provision of its letters patent.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 14065-57 — 1317/71

15164-o

**Le Club de golf de Cap-Rouge inc.  
 The Cap-Rouge Golf Club Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Club de golf de Cap-Rouge inc. — The Cap-Rouge Golf Club Inc.", increasing its capital stock from \$100,000 to \$1,000,000, the additional share capital being divided into 4,500 shares of a nominal value of \$200 each.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 11193-59 — 1317/33

15164

**Coronation Foods Corporation**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

d'avril 1966, à la compagnie « Coronation Foods Corporation », 1° changeant ses 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,500 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$250,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,464 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et en 3,600 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

11820-51 — 1317/74

#### Dagenais Super Marché inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 30<sup>e</sup> jour de mars 1966, à la compagnie « Lachute Foodliner Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1960, changeant son nom en celui de « Dagenais Super Marché inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

10262-60 — 1317/76

#### Doyon, Mainville, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15<sup>e</sup> jour d'avril 1966, à la compagnie « Doyon, Desjeans, Hyde, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11<sup>e</sup> jour de février 1963, 1° changeant son nom en celui de « Doyon, Mainville, inc. »; 2. augmentant son capital de \$4,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

670-63 — 1317/80

#### Duron (Quebec) Ltd. Duron (Québec) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23<sup>e</sup> jour de mars 1966, à la compagnie « Duron Company (Quebec) Limited », constituée par lettres patentes en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Duron (Quebec) Ltd.—Duron (Québec) Itée ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

15206-60 — 1317/81

#### Federal Spice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1966, à la compagnie « Federal Spice Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

13439-60 — 1317/83

Province to "Coronation Foods Corporation", 1. changing its 1,500 preferred shares of \$100 each into 1,500 class "A" preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$250,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 2,464 class "A" preferred shares of \$100 each and into 3,600 class "B" preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

11820-51 — 1317/74

#### Dagenais Super Marché inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lachute Foodliner Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1960, changing its name to that of "Dagenais Super Marché inc."

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

10262-60 — 1317/76

#### Doyon, Mainville, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Doyon, Desjeans, Hyde, Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February 1963, 1. changing its name to that of "Doyon, Mainville, inc."; 2. increasing its capital from \$4,000 to \$40,000, the additional capital shares being divided into 1,800 common shares of \$10 each and into 1,800 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

670-63 — 1317/80

#### Duron (Quebec) Ltd. Duron (Québec) Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Duron Company (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of November, 1960, changing its name to that of "Duron (Quebec) Ltd.—Duron (Québec) Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

15206-60 — 1317/81

#### Federal Spice Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Federal Spice Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital shares being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164

13439-60 — 1317/83

**Frigo-Québec limitée  
Quebec Freezers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1966, à la compagnie « Quebec Freezers Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « Frigo-Québec limitée — Quebec Freezers Limited ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164 12110-59 — 1317/85

**Minmor Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1966, à la compagnie « Streamlined Sportswear Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de juillet 1939, changeant son nom en celui de « Minmor Investment Corp. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164 3852-39 — 1317/95

**Mitchel Paper Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'avril 1966, à la compagnie « Mitchel Paper Products Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 21,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164 5256-65 — 1317/96

**Les Placements Hamco inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'avril 1966, à la compagnie « Les Placements Hamco inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 94-66 — 1318/39

**The Price Company Limited  
La Compagnie Price limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Price Brothers & Company, Limited — La Compagnie Price limitée », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1920, 1° changeant son nom en celui de « The Price Company Limited — La Compagnie Price limitée »; 2° subdivisant ses 3,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale en 10,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 3° augmentant son capital-actions de 10,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale de 15,000,000 actions ordinaires sans valeur nominale, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale et la considération

**Frigo-Québec limitée  
Quebec Freezers Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Quebec Freezers Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of April, 1959, changing its name to that of "Frigo-Québec limitée — Quebec Freezers Limited".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 12110-59 — 1317/85

**Minmor Investment Corp.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Streamlined Sportswear Incorporated", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1939, changing its name to that of "Minmor Investment Corp.".

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 3852-39 — 1317/95

**Mitchel Paper Products Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mitchel Paper Products Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 21,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o 5256-65 — 1317/96

**Les Placements Hamco inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Hamco inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 94-66 — 1318/39

**The Price Company Limited  
La Compagnie Price limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Price Brothers & Company, Limited — La Compagnie Price limitée", incorporated by letters patent dated the 7th day of October, 1920, 1. changing its name to that of "The Price Company Limited — La Compagnie Price limitée"; 2. subdividing its 3,500,000 common shares of no nominal value into 10,500,000 common shares of no nominal value; 3. increasing its share capital of 10,500,000 common shares of no nominal value to 15,000,000 common shares of no nominal value, the additional share capital being divided into 4,500,000 common shares of no nominal value, and the amount up to which unissued shares of no

pour laquelle les actions sans valeur nominale non émises pourront l'être n'excédera pas \$30,000,000.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1492-20 — 1317/60

#### Restaurant Le Clou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1966, à la compagnie « Café Canadien inc. », constituée par lettres patentes en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1966, changeant son nom en celui de « Restaurant Le Clou inc. ».

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 218-66 — 1317/125

#### E. Thérien & fils limitée (E. Thérien & Son Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13<sup>e</sup> jour d'avril 1966, à la compagnie « E. Thérien & fils limitée — (E. Thérien & Son Limited) », augmentant son capital de \$49,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,510 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 4698-48 — 1317/30

nominal value may be issued will not exceed \$30,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1492-20 — 1317/60

#### Restaurant Le Clou inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Café Canadien inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January 1966, changing its name to that of "Restaurant Le Clou inc."

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 218-66 — 1317/125

#### E. Thérien & fils limitée (E. Thérien & Son Limited)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "E. Thérien & fils limitée — (E. Thérien & Son Limited)", increasing its capital stock from \$49,000 to \$500,000, the additional share capital being divided into 1,510 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 4698-48 — 1317/30

## Arrêtés en Conseil

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 823

Québec, le 4 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la division de la province, pour les fins de la chasse en 18 zones.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 3<sup>a</sup> de l'article 65 de la Loi de la chasse (Statuts refondus 1964, chapitre 202) le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir pour les fins de la chasse des divisions territoriales;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE pour les fins de la chasse, la province soit divisée en 18 zones, savoir:

1<sup>o</sup> Zone A1: Cette partie de la province située au Sud du fleuve St-Laurent et bornée au sud-est par la rive ouest de la Baie Missisquoi, de la frontière internationale à Venise, par la route 52 de Venise à Cowansville, par la route 13 de Cowansville à Drummondville et par la route 9 de Drummondville au pont de Québec; au sud, par la frontière internationale.

2<sup>o</sup> Zone A2: Cette partie de la province bornée au nord-ouest par la route 13 de Granby à Drummondville et par la route 9 de Drummondville jusqu'à sa jonction avec la route 1 près du pont de Québec; au nord-est et au sud-est, par la

## Orders in Council

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 823

Québec, May 4, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING division of the Province, for hunting purposes, into 18 zones.

WHEREAS pursuant to paragraph 3. a of section 65 of the Game Act (Revised Statutes, 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may establish, by regulation, territorial divisions for hunting purposes;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT, for hunting purposes, the Province be divided into 18 zones, to wit:

1. Zone A1: That part of the Province situated south of the Saint Lawrence River, and bounded on the southeast by the west bank of Baie Missisquoi from the international border to Venise, by route 52 from Venise to Cowansville, by route 13 from Cowansville to Drummondville and by route 9 from Drummondville to the Quebec Bridge; on the south by the international border.

2. Zone A2: That part of the Province bounded on the northwest by route 13 from Granby to Drummondville and by route 9 from Drummondville to the junction with route 1 near the Quebec Bridge; on the northeast and southeast by route

route 1 depuis sa jonction avec la route 9 près du pont de Québec jusqu'à Magog; au sud par la route 1 de Magog à Granby.

3° *Zone A3*: Cette partie de la province bornée au nord par la route 1 de Granby à Magog; à l'est par la rive est du lac Memphramagog; au sud par la frontière internationale et à l'ouest par la rive ouest de la Baie Missisquoi de la frontière internationale à Venise, par la route 52 de Venise à Cowansville et par la route 13 de Cowansville à Granby.

4° *Zone B*: Cette partie de la province située au sud du fleuve St-Laurent, bornée à l'ouest par les zones A2 et A3 et à l'est par la route 25 et son prolongement jusqu'au fleuve St-Laurent et par la ligne sud-ouest du canton Daaquam.

5° *Zone C*: Cette partie de la province située au sud du fleuve St-Laurent, bornée à l'ouest par la zone B, et à l'est par cette section de la route 6 de Ste-Flavie à Matapédia.

6° *Zone D*: Cette partie de la province située au sud du fleuve et du golfe St-Laurent, et à l'est de la Zone C.

7° *Zone E*: Cette partie de la province comprenant les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges et la partie des comtés de Terrebonne, Montcalm, Joliette et l'Assomption située au sud de la route 41 et de son prolongement au sud jusqu'au fleuve St-Laurent, à Berthierville, ainsi que les îles de Montréal, Gésu, Perrot, Bizard et toutes les autres îles de la rivière Outaouais, du fleuve St-Laurent, de la rivière des Mille-Iles et de la rivière des Prairies, incluses dans les comtés, partie de comtés ou régions cités plus haut.

8° *Zone F*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: Partant de l'intersection de la route 11 et de la frontière interprovinciale à Hull, et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le nord, puis l'est, la route 11, vers le nord-est la rivière Rouge; vers le sud-est la limite sud-ouest du parc du Mont Tremblant, vers le nord-est la limite sud-est dudit parc et la route reliant St-Michel des Saints au canton Forbes; vers le sud-est la route 43 jusqu'à St-Gabriel de Brandon; vers le nord-est la route reliant St-Gabriel de Brandon, St-Didace, St-Édouard, St-Paulin, Shawinigan, Grand'Mère et St-Tite; vers le sud-est la route 19A et son prolongement au sud jusqu'au fleuve St-Laurent; vers le sud-ouest le fleuve St-Laurent; vers le sud-ouest le prolongement au sud de la route 41 et la route elle-même jusqu'à la limite du comté de Deux-Montagnes; vers l'ouest la limite nord du comté de Deux-Montagnes; vers le nord-ouest la limite nord-est du comté d'Argenteuil; vers le sud-ouest la limite nord-ouest du comté d'Argenteuil; vers l'ouest la rivière Outaouais jusqu'au point de départ.

9° *Zone G*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant de l'intersection du fleuve St-Laurent et du prolongement au sud de la route 19-A et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le nord-ouest le prolongement au sud de la route 19-A et la route elle-même jusqu'à St-Tite; vers le nord-est le chemin de fer canadien national de St-Tite à Rivière-à-Pierre; vers le nord le chemin de fer Canadien National de

1 from the junction with route 9 near the Quebec Bridge to Magog; on the south by route 1 from Magog to Granby.

3. *Zone A3*: That part of the Province bounded on the north by route 1 from Granby to Magog; on the east by the east bank of Lake Memphramagog; on the south by the international border and on the west by the west bank of Baie Missisquoi from the international border to Venise, by route 52 from Venise to Cowansville and by route 13 from Cowansville to Granby.

4. *Zone B*: That part of the Province situated south of the Saint-Lawrence River, bounded on the west by Zones A2 and A3 and on the east by route 25 and its extension as far as the Saint Lawrence River and by the southwest line of the Township of Daaquam.

5. *Zone C*: That part of the Province situated south of the Saint Lawrence River, bounded on the west by Zone B and on the east by the section of route 6 from Ste-Flavie to Matapédia.

6. *Zone D*: That part of the Province situated south of the Saint Lawrence River and of the Gulf of the Saint Lawrence and to the east of Zone C.

7. *Zone E*: That part of the Province including the counties of Argenteuil, Two Mountains, Vaudreuil-Soulanges and the part of the counties of Terrebonne, Montcalm, Joliette and l'Assomption situated south of route 41 and its extension to the south as far as the Saint Lawrence River, to Berthierville, as well as the islands of Montreal, Gésu, Perrot, Bizard and all the other islands in the Outaouais River, the Saint Lawrence River, Mille-Iles River and des Prairies River, included in the counties, parts of counties or areas mentioned above.

8. *Zone F*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the intersection of route 11 and the interprovincial border at Hull, and passing successively by the following lines and demarcations: towards the north, then the east, route 11, towards the northeast, the Rouge River; towards the southeast, the southwest limit of Mont Tremblant Park, towards the northeast, the southeast limit of the said park and the road linking St-Michel des Saints to the Township of Forbes; towards the southeast, route 43 as far as St-Gabriel de Brandon; towards the northeast, the road linking St-Gabriel de Brandon, St-Didace, St-Édouard, St-Paulin, Shawinigan, Grand'Mère and St-Tite; towards the southeast, the route 19A and its extension to the south as far as the Saint Lawrence River; towards the southwest, the Saint Lawrence River; towards the southwest, the extension to the south of route 41 and the highway itself as far as the boundary of the county of Two Mountains; towards the west, the north limit of the county of Two Mountains; towards the northwest, the northeast boundary of the county of Argenteuil; towards the west, the Outaouais River as far as the starting point.

9. *Zone G*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the intersection of the Saint Lawrence River and the extension to the south of route 19-A and passing successively by the following lines and demarcations: towards the northwest, the extension to the south of route 19-A and the highway itself as far as St-Tite; towards the northeast, the Canadian National Railway from St-Tite to Rivière-à-Pierre; towards the north,

Rivière-à-Pierre à Chambord et son prolongement au nord jusqu'au lac St-Jean; vers l'est la rive sud du lac St-Jean; vers le sud-est la rivière Saguenay; vers le sud-ouest le fleuve St-Laurent jusqu'au point de départ.

10° *Zone II*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant de l'intersection de la route 58 avec le chemin de fer Canadien National, à Senneterre, et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-est le chemin de fer Canadien National, de Senneterre à Duplessis; vers l'est la rivière St-Maurice; vers le nord la rivière Trenché et la rivière Rimbault jusqu'à la limite sud de la réserve de Chibougamau; vers l'est et le nord-est les limites sud et sud-est de la réserve de Chibougamau jusqu'à la rive gauche de la rivière Chamouchouane; vers le sud-est la rive gauche de la rivière Chamouchouane et la rive sud-ouest du lac St-Jean jusqu'à Chambord; vers le sud le chemin de fer Canadien National jusqu'à rivière-à-Pierre; vers le sud-ouest le chemin de fer Canadien National de Rivière-à-Pierre à St-Tite; vers le sud-ouest la route reliant St-Tite, Grand'Mère, Shawinigan, St-Paulin, St-Édouard, St-Didace et St-Gabriel de Brandon; vers le nord-ouest la route 43 jusqu'à St-Michel des Saints; vers le sud-ouest la route reliant St-Michel des Saints au canton Forbes et la limite sud-est du parc du Mont Tremblant; vers le nord-est et le nord-ouest la limite sud-ouest du parc du Mont Tremblant; vers le sud-ouest la rivière Rouge; vers l'ouest la route 11 et la route 58; vers le nord, le nord-ouest et l'ouest les limites est, nord-est et nord du parc de la Vérendrye; vers le nord la route 58 jusqu'au point de départ.

11° *Zone I*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant de l'intersection de la route 11 et de la route 58, à Grand Remous, et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-ouest et le sud la route 11 jusqu'à la rivière Outaouais; vers le nord-ouest et le nord de la rivière Outaouais, le lac Témiscamingue et la frontière interprovinciale Québec-Ontario; vers l'est la limite nord du comté de Témiscamingue jusqu'au parc de la Vérendrye; vers le sud et l'est les limites ouest et sud du parc de la Vérendrye jusqu'à la route 58; vers le sud-est la route 58 jusqu'au point de départ.

12° *Zone J*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant du point de rencontre du chemin de fer Canadien National avec la frontière interprovinciale à La Reine et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-est le chemin de fer Canadien National jusqu'à Senneterre; vers le sud la route 58 jusqu'à la limite nord du parc de la Vérendrye; vers l'ouest, le sud, puis l'ouest, puis le sud, puis l'ouest suivant la limite nord du parc de la Vérendrye jusqu'à la limite ouest dudit parc; vers l'ouest la limite entre les comtés de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda; vers le nord la frontière interprovinciale jusqu'au point de départ.

the Canadian National Railway from Rivière-à-Pierre to Chambord and its extension to the north as far as Lake St. John; towards the east, the south shore of Lake St. John; towards the southeast, the Saguenay River; towards the southwest, the Saint Lawrence River as far as the starting point.

10. *Zone II*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the intersection of route 58 with the Canadian National Railway at Senneterre, and passing successively by the following lines and demarcations: towards the southeast, the Canadian National Railway from Senneterre to Duplessis; towards the east, the St-Maurice River; towards the north, the Trenché River and the Rimbault River as far as the south limit of the Chibougamau reserve; towards the east and the northeast, the south and southeast boundaries of the Chibougamau reserve as far as the left bank of the Chamouchouane River; towards the southeast, the left bank of the Chamouchouane River and the southwest bank of Lake St. John as far as Chambord; towards the south, the Canadian National Railway as far as Rivière-à-Pierre; towards the southwest, the Canadian National Railway from Rivière-à-Pierre to St-Tite; towards the southwest, the highway linking St-Tite, Grand'Mère, Shawinigan, St-Paulin, St-Édouard, St-Didace and St-Gabriel de Brandon; towards the northwest, route 43 to St-Michel des Saints; towards the southwest, the highway linking St-Michel des Saints to the township of Forbes and the southeast limit of Mont Tremblant Park; towards the northeast and northwest, the southwest limit of Mont Tremblant Park; towards the southwest, the Rouge River; towards the west, route 11 and route 58; towards the north, the northwest and the west, the east, northeast and north limits of de la Vérendrye Park; towards the north, route 58 as far as the starting point.

11. *Zone I*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the intersection of route 11 and route 58 at Grand Remous, and passing successively by the following lines and demarcations: towards the southwest and the south, route 11 as far as the Outaouais River; towards the northwest and the north, the Outaouais River, Lake Témiscamingue, and the Quebec-Ontario border; towards the east, the north limit of the county of Témiscamingue as far as de la Vérendrye Park; towards the south and the east, the west and south limits of de la Vérendrye Park as far as route 58; towards the southeast, route 58 to the starting point.

12. *Zone J*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the point of intersection of the Canadian National Railway with the interprovincial border at La Reine, and passing successively by the following lines and demarcations: towards the southeast, the Canadian National Railway as far as Senneterre; towards the south, route 58 as far as the north limit of de la Vérendrye Park; towards the west, the south, again the west, then the south, and once more the west, following the north limit of de la Vérendrye Park as far as the west limit of the said park; towards the west, the border between the counties of Témiscamingue and Rouyn-Noranda; towards the north, the interprovincial frontier as far as the starting point.

13° *Zone K*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant du point de rencontre du chemin de fer Canadien National avec la frontière interprovinciale à La Reine; vers le nord la frontière interprovinciale; vers l'est le parallèle de latitude 50° jusqu'à la limite est de la réserve de Chibougamau; vers le sud-est la limite est de la réserve de Chibougamau; vers l'ouest la limite sud de la réserve de Chibougamau usqu'à la rivière Rimbault; vers le sud la rivière Rimbault et la rivière Trenche jusqu'à la rivière St-Maurice; vers l'ouest la rivière St-Maurice jusqu'à Duplessis; vers le nord-ouest le chemin de fer Canadien National jusqu'au point de départ.

14° *Zone L*: Comprend l'île d'Anticosti.

15° *Zone M*: Cette partie de la province dont le périmètre peut être décrit comme suit: partant du point nord-est de la réserve de Chibougamau, sur le parallèle de latitude 40° et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers l'est le parallèle de latitude 50° jusqu'au golfe St-Laurent; vers le sud-ouest le golfe et le fleuve St-Laurent jusqu'à la rivière Saguenay; vers le nord-ouest la rivière Saguenay jusqu'à la limite est du comté de Chicoutimi; vers le nord la limite est du comté de Chicoutimi jusqu'à la limite nord du canton Pijart; vers le nord-ouest les limites nord des cantons Pijart, Liégeois, Lemercier, Garreau, Chastelain, Aulneau et Rouleau jusqu'à la rivière Péribonka; vers le nord la rivière Péribonka jusqu'à la limite nord du comté de Lac St-Jean; vers l'ouest les limites nord des cantons St-Onge, Tanguay, Ménard, La Trappe, Hémon, Bourbon, Condé, Damyville et Louigny; vers le nord-ouest la limite est de la réserve de Chicougamau jusqu'au point de départ.

16° *Zone N*: Cette partie de la province bornée au nord par la limite nord des cantons Louigny, Damyville, Condé, Bourbon, Hémon, La Trappe, Ménard, Tanguay, et St-Onge la rive gauche de la rivière Péribonka et la limite nord des cantons Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau, Lemercier, Liégeois et Pijart; à l'est, par la limite entre les comtés de Chicoutimi et de Saguenay; au sud-ouest par la rivière Saguenay, les rives nord et nord-ouest du lac St-Jean et la rive gauche de la rivière Chamouchouane.

17° *Zone O*: Toute cette partie de la province située au nord du 50ème parallèle de latitude.

18° *Zone P*: Iles de la Madeleine.

QUE l'arrêté en conseil numéro 802 en date du 23 avril 1965 soit abrogé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,  
JACQUES PRÉMONT.

15204-0

15204

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 824

Québec, le 4 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

13. *Zone K*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the meeting point of the Canadian National Railway and the interprovincial border at La Reine; towards the north, the interprovincial border; towards the east, the parallel of latitude 50° as far as the east boundary of the Chibougamau reserve; towards the southeast, the east limit of the Chibougamau reserve; towards the west, the south limit of the Chibougamau reserve as far as the Rimbault River; towards the south, the Rimbault River and the Trenche River as far as the St-Maurice River; towards the west, the St-Maurice River as far as Duplessis; towards the northwest, the Canadian National Railway to the starting point.

14. *Zone L*: Comprises the Island of Anticosti.

15. *Zone M*: That part of the Province the perimeter of which may be described as follows: starting at the northeast point of the Chibougamau reserve, on the parallel of latitude 40° and passing successively by the following lines and demarcations: towards the east, the parallel of latitude 50° as far as the Gulf of the Saint Lawrence; towards the southwest, the Gulf of the Saint Lawrence and the Saint Lawrence River as far as the Saguenay River; towards the northwest, the Saguenay River as far as the east limit of the county of Chicoutimi; towards the north, the east boundary of the county of Chicoutimi as far as the north boundary of the township of Pijart; towards the northwest, the north boundaries of the townships of Pijart, Liégeois, Lemercier, Garreau, Chastelain, Aulneau and Rouleau as far as the Peribonka River; towards the north, the Peribonka River as far as the north limit of the county of Lake St. John; towards the west, the north limits of the townships of St-Onge, Tanguay, Ménard, La Trappe, Hémon, Bourbon, Condé, Damyville and Louigny; towards the northwest, the east boundary of the Chibougamau reserve as far as the starting point.

16. *Zone N*: That part of the Province bounded on the north by the north limit of the townships of Louigny, Damyville, Condé, Bourbon, Hémon, La Trappe, Ménard, Tanguay and St-Onge, the left bank of the Peribonka River and the north boundary of the townships of Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau, Lemercier, Liégeois and Pijart; towards the east by the border between the counties of Chicoutimi and Saguenay, on the southwest by the Saguenay River the north and northwest shores of Lake St. John and the left bank of the Chamouchouane River.

17. *Zone O*: All that part of the Province situated north of the 50th parallel of latitude.

18. *Zone P*: Magdalen Islands.

THAT Order in Council number 802, dated April 23, 1965, be repealed;

THAT this Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
Clerk of the Executive Council.

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 824

Québec, May 4, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la réserve de pêche de la rivière Laval.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6ème de l'article 65 de la Loi de la chasse, (Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse ou de pêche;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en réserve de pêche une partie de la rivière Laval située dans le comté de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la partie de la rivière Laval comprise entre son embouchure dans le golfe St-Laurent et le lac à Jacques ainsi qu'une bande de terrain de trois chaînes de chaque côté de cette rivière soit constituée en réserve de pêche sous le nom de « Réserve de pêche de la rivière Laval »;

QUE le règlement suivant s'applique dans cette réserve:

1. Nul ne peut pêcher sans être détenteur d'un permis spécial délivré sous l'autorité du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

2. Nul ne peut pêcher ailleurs qu'aux endroits déterminés par le Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

3. Nul ne doit établir de campement sur le terrain compris dans cette réserve.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

*Le Greffier du Conseil Exécutif.*

15204-o

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 825

Québec, le 4 mai 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de Sept-Iles Port Cartier.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse, (Statuts refondus 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer une réserve de chasse et de pêche ou en modifier les limites;

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche de Sept-Iles Port Cartier a été constituée par l'arrêté en conseil numéro 807, en date du 23 avril 1965, tel qu'amendé par l'arrêté en conseil numéro 1709, du 1er septembre 1965;

ATTENDU qu'il est opportun de modifier les limites de ladite réserve.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la description de la réserve de chasse et de pêche de Sept-Iles Port Cartier soit à l'avenir comme suit:

« Un territoire d'une superficie d'environ 3,000 milles carrés faisant partie des comtés de Saguenay et de Duplessis dont le périmètre se décrit comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord de l'emprise du chemin de fer Cartier d'une ligne située à 10 chaînes au nord de la limite de l'emprise de la route 15 et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

CONCERNING the Fish Reserve of Laval River.

WHEREAS in pursuance to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may incorporate Fish or Game Reserves;

WHEREAS it is expedient to incorporate into a Fish Reserve a part of Laval River situated in the county of Saguenay.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game;

THAT the part of Laval River included between its mouth in the Gulf of St. Lawrence and Jacques Lake as well as a belt of land of three chains on each side of this river be incorporated into a Fish Reserve under the name of "Réserve de pêche de la rivière Laval";

THAT the following regulation be applied to this reserve:

1. No one may fish without holding a special license delivered under the authority of the Minister of Tourism, Fish and Game;

2. No one may fish anywhere other than at the places determined by the Minister of Tourism, Fish and Game;

3. No one may camp on the land included in this reserve.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT.

15204

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 825

Québec, May 4, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Sept-Iles Port Cartier Fish and Game Reserve.

WHEREAS in pursuance to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may incorporate a Fish and Game Reserve or amend its limits;

WHEREAS the Sept-Iles Port Cartier Fish and Game Reserve was incorporated by Order in Council number 807, dated April 23, 1965, such as amended by Order in Council number 1709, of September 1, 1965;

WHEREAS it is expedient to amend the limits of the said Reserve.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game;

THAT the description of the Sept-Iles Port Cartier Fish and Game Reserve in the future, be as follows:

"A territory of an area of approximately 3,000 square miles being part of the Counties of Saguenay and Duplessis whose perimeter is described as follows:

Starting from a point situated at the intersection of the northern limit of the Cartier railroad right of way by a line situated at 10 chains on the north of the limit of the right of way of Route 15 and successively passing by the following lines and demarcations:

Vers le nord-ouest, la limite nord de l'emprise du chemin de fer Cartier jusqu'à son intersection avec la rive droite de la décharge du lac Vermette; vers le nord, suivant ladite rive droite de ladite décharge jusqu'au côté ouest d'une île située à l'est de cette décharge, dans la rivière aux Rochers; vers le nord, le côté ouest de ladite île et la rive gauche de la rivière aux Rochers jusqu'à la limite nord de l'emprise du chemin passant au sud du lac Walker; de là vers le sud-est, puis le nord-est, suivant ladite limite nord de l'emprise dudit chemin jusqu'à la limite ouest du canton Babel; de là, nord, 4½ milles, suivant cette dernière, puis, ouest, 2 milles, puis, sud, environ 14½ milles, jusqu'au parallèle de latitude 50°00'; de là, ouest environ 9.5 milles, suivant ledit parallèle jusqu'au point situé à 3 chaînes à l'ouest de la rive droite de la rivière Pentecôte; de là, dans une direction générale nord-ouest, suivant une ligne située à 3 chaînes de la rive droite de la rivière Pentecôte, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 50°30'; de là, ouest, suivant ledit parallèle, jusqu'à un point situé à 3 chaînes à l'ouest de la rive droite de la rivière Toulousteuc; de là, vers le nord, suivant une ligne située à 3 chaînes de la rive droite de la rivière Toulousteuc, en contournant par l'ouest et à 3 chaînes de leurs rives, les lacs Bouffard, Fortin et Caron jusqu'à sa rencontre avec le parallèle de latitude 51°00'; de là vers l'est, suivant ledit parallèle jusqu'à un point situé à 3 chaînes à l'est de la rive gauche de la rivière Ste-Marguerite; de là, vers le sud-est, suivant une ligne située à 3 chaînes de la rive gauche de la rivière Ste-Marguerite, jusqu'à son intersection avec la limite nord du canton Beauvais; de là vers l'est, puis le sud, suivant les limites nord et est du canton Beauvais, jusqu'à la limite nord du canton Arnaud; de là vers l'ouest, suivant ladite limite nord du canton Arnaud, jusqu'à un point situé à 3 chaînes à l'ouest de la limite de l'emprise du chemin se rendant au lac Curot (Smith); de là vers le sud, puis le sud-ouest, suivant une ligne située à 3 chaînes à l'ouest de la limite de ladite emprise dudit chemin, jusqu'à un point situé à 10 chaînes au nord de la limite de l'emprise de la route 15; de là, dans une direction générale sud-ouest, suivant une ligne située à 10 chaînes au nord de la limite de l'emprise de la route 15, jusqu'au point de départ.»

On the northwest, the northern limit of the Cartier railroad right of way up to its intersection with the right shore of the discharge of Vermette Lake; on the north, following the said right shore of the said discharge up to the west side of an island situated to the east of this discharge, in aux Rochers River; on the north, the west side of the said island and the left shore of aux Rochers River up to the northern limit of the right of way passing on the south of Walker Lake; thence to the southeast, then the northeast, following the said northern limit of the right of way of the said road up to the western limit of the township of Babel; thence, north, 4½ miles, following the latter, then, west, 2 miles, then, south, approximately 14½ miles, up to the parallel latitude 50°00'; thence, west approximately 9.5 miles, following the said parallel up to a point situated at 3 chains on the west of the right shore of Pentecôte River; thence, in a general northwest direction, following a line situated at 3 chains of the right shore of Pentecôte River; up to its intersection with the parallel latitude 50°30'; thence, west, following the said parallel, up to a point situated at 3 chains on the west of the right shore of Toulousteuc River; thence, on the north, following a line situated at 3 chains of the right shore of Toulousteuc River, by turning towards the west, and at 3 chains from their shores, Bouffard, Fortin and Caron Lakes, up to its meeting with the parallel latitude 51°00'; thence, on the east, following the said parallel up to a point situated at 3 chains to the east of the left shore of Ste-Marguerite River; thence, on the south-east, following a line situated at 3 chains of the left shore of Ste-Marguerite River, up to its intersection with the northern limit of the township of Beauvais; thence, on the east, then the south, following the northern and eastern limits of the township of Beauvais, up to the northern limit of the township of Arnaud; thence, on the west, following the said northern limit of the township of Arnaud, up to a point situated at 3 chains to the west of the limit of the right of way going to Curot Lake (Smith); thence, on the south, then the southwest, following a line situated at 3 chains to the west of the limit of the said right of way of the said road, up to a point situated at 10 chains to the north of the limit of the right of way of Route 15; thence, in a general southwest direction, following a line situated at 10 chains to the north of the limit of the right of way of Route 15, up to the point of departure."

QUE les arrêtés en conseil numéros 807, du 23 avril 1965, et 1709, du 1er septembre 1965, soient annulés;

QUE publication du présent arrêté en conseil soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,  
JACQUES PRÉMONT.

15204-0

THAT Orders in Council numbers 807, of April 23, 1965, and 1709, of September 1, 1965, be annulled;

THAT publication of the present Order in Council be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,  
Clerk of the Executive Council.

15204

## Ministère du Travail

## Department of Labour

### Avis de modification

### Notice of amendment

Fourrure — Gros — Montréal

Fur industry (Wholesale) — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable

convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce en gros, dans la région de Montréal, rendu obligatoire par le décret numéro 524 du 11 mai 1955 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « a » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« V. Heures de travail: a) La semaine de travail est de trente-six (36) heures réparties comme suit:

1. Pour les manufacturiers: Une semaine de cinq (5) jours répartie comme suit: du lundi au jeudi: de 8 h. du matin à midi et de 1 h. de l'après-midi à 4.30 h. de l'après-midi.; le vendredi: de 8 h. du matin à midi et de 1 h. de l'après-midi à 3 h. de l'après-midi.

À compter du 1er mai 1967, la semaine de travail sera de trente-cinq (35) heures, sans réduction des salaires, répartie comme suit: du lundi au vendredi inclusivement: de 8 h. du matin à midi et de 1 h. de l'après-midi à 4 h. de l'après-midi.

2. Pour les détaillants: Une semaine de cinq (5) jours répartie comme suit: du lundi au vendredi inclusivement: de 9 h. du matin à midi et de 1 h. de l'après-midi à 4.30 h. de l'après-midi.; le samedi: de 9 h. du matin à midi et trente.

À compter du 1er mai 1967, la semaine de travail sera de trente-cinq (35) heures, sans réduction de salaires, répartie comme suit: du lundi au vendredi inclusivement: de 9 h. du matin à midi et de 1 h. de l'après-midi à 4.15 h. de l'après-midi.; le samedi: de 9 h. du matin à midi et quarante-cinq. »

2° Le paragraphe « i » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« i) Nonobstant les dispositions du présent article, les détaillants seuls ont le droit, le samedi matin, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, de faire exécuter trois heures et trois quart (3 $\frac{3}{4}$ ) de travail supplémentaire pour lesquelles les salariés sont payés au taux de salaire régulier au lieu de salaire et demi. Toutefois, ils ne peuvent contraindre leurs salariés à exécuter ce travail supplémentaire. »

3° Le paragraphe « c » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« c) Pour les fêtes ci-haut mentionnées, tous les salariés doivent être payés, sur la base de c'est-à-dire, qu'ils devront recevoir une rémunération proportionnée à la durée du travail accompli durant cette semaine, par rapport à la durée complète du travail de la semaine. Cependant, pour les fêtes du Premier de l'An, et du Vendredi-Saint, chaque salarié aura droit à une journée complète de salaire sans tenir compte du prorata des autres jours de fêtes. »

4° L'article XX sera remplacé par le suivant:

« XX. Durée du décret: Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente jours avant le 30 avril de l'année 1968 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Fur workers, wholesale trade, Montréal district (made binding by decree number 524 of May 11, 1955 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"V. Hours of work: (a) The 36-hour week is scheduled as follows:

1. For manufacturers: A five-day week scheduled as follows: Monday through Thursday: from 8:00 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m.; Friday: from 8:00 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 3:00 p.m.

As of May 1, 1967, the standard work-week shall be reduced to thirty-five (35) hours, without reduction in pay, and shall be divided as follows: Monday through Friday: from 8:00 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:00 p.m.

2. For retailers: A five-day week scheduled as follows: Monday through Friday: from 9:00 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m.; Saturday: from 9:00 a.m. to 12:30 p.m.

As of May 1, 1967, the standard work-week shall be reduced to thirty-five (35) hours, without reduction in pay, and shall be divided as follows: Monday through Friday: from 9:00 a.m. to noon and from 1:00 p.m. to 4:15 p.m.; Saturday: from 9:00 a.m. to 12:45 p.m."

2. Subsection "i" of section V will be replaced by the following:

"(i) Notwithstanding the provisions of this section, only retailers will be allowed to work 3 $\frac{3}{4}$  hours overtime on Saturday mornings during September, October, November and December for which employees are to be paid straight time instead of time and a half. However, employers may not compel employees to work such overtime."

3. Subsection "c" of section VII will be replaced by the following:

"(c) All employees shall be paid for the above holidays on a pro rata basis, meaning that they shall only be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time actually worked bears on the full working time of the said week. However, each employee shall be entitled to be paid for New Year's Day and Good Friday without taking into account the pro rata basis arrived at for all the other holidays referred to above.

4. Section XX will be superseded by the following:

"XX. Term of the decree: This decree, as amended, remains in force until April 30, 1968. It shall then automatically renew itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days prior to April 30th of 1968 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 mai 1966. 15205-0

**Avis de modification**

*Industrie de la construction — Rimouski*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1203 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc.; La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.), d'une part, et,

Le Syndicat National des Métiers de la Construction de Rimouski Inc.; Le Syndicat National des Métiers de la Construction de la Gaspésie, d'autre part. »

2° Le paragraphe 1.20 sera remplacé par le suivant:

« 1.20 Le terme « travail supplémentaire » désigne tout travail exécuté en dehors des heures de travail mentionnées à l'article 5.00. »

3° Les paragraphes 1.21, 1.29, 1.30, 1.31 et 1.32 seront biffés.

4° Les paragraphes 2.02 et 2.05 seront biffés.

5° Le paragraphe 3.01 sera remplacé par le suivant:

« 3.01 Aux fins d'application du décret, ce champ d'application territorial est divisé en trois (3) zones de la façon suivante:

*Zone I:* La ville de Rimouski, les municipalités de Notre-Dame du Sacré-Coeur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St-Yves), Pointe-au-Père et l'Île St-Barnabé.

*Zone II:* Les villes de Mont-Joli et de Matane ainsi que la municipalité de Price, comté de Matane.

*Zone III:* Le territoire non compris dans les autres zones.

*Zone IV:* À compter du 1er mai 1968, les districts électoraux de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure feront partie de la Zone III et en conséquence il n'y aura plus de Zone IV à compter du 1er mai 1968. »

6° L'article 4.00 sera remplacé par le suivant:

« 4.00 *Taux de salaires:* Les taux minimaux suivants doivent être payés:

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 21, 1966. 15205-0

**Notice of amendment**

*Construction Industry — Rimouski*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Rimouski district (made binding by decree number 1203 of June 17, 1964 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The list of contracting parties will be replaced by the following:

« *L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent Inc.; La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.)* and

*Le Syndicat National des Métiers de la Construction de Rimouski Inc.; Le Syndicat National des Métiers de la Construction de la Gaspésie.* »

2. Subsection 1.20 will be superseded by the following:

“1.20 The word “overtime” designates any work performed outside the working hours mentioned in section 5.00.”

3. Subsections 1.21, 1.29, 1.30, 1.31 and 1.32 will be deleted.

4. Subsections 2.02 and 2.05 will be deleted.

5. Subsection 3.01 will be replaced by the following:

“3.01 For the purposes of the decree, this territorial jurisdiction is divided into three (3) zones, as follows:

*Zone I:* The city of Rimouski, the municipalities of Notre-Dame du Sacré-Coeur, Rimouski-West (Ste. Odile), Rimouski-East (St. Yves), Pointe-au-Père and Ile St. Barnabé.

*Zone II:* The towns of Mont-Joli and Matane as well as the municipality of Price (Matane county).

*Zone III:* The territory not included in the other zones.

*Zone IV:* As of May 1, 1968, Zone IV will no longer exist as the electoral districts of Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure will be part of Zone III.”

6. Section 4.00 will be superseded by the following:

“4.00 *Wage rates:* Minimum wage rates to be paid are the following:

<i>Métiers — Trades:</i>	Zone I		Zone II		Zone III		Zone IV					
	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68				
Briqueleur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer.....	\$2.60	\$2.80	\$3.00	\$2.54	\$2.74	\$2.94	\$2.37	\$2.57	\$2.77	\$2.24	\$2.44	\$2.77
Calfat — Caulker.....	2.15	2.35	2.55	2.10	2.30	2.50	1.93	2.13	2.33	1.80	2.00	2.33
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year.....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Électricien-Entrepreneur (services personnels) — Electrician-Contractor (personal services).....	3.70	3.90	4.10	3.65	3.85	4.05	3.43	3.63	3.83	3.07	3.27	3.83
Compagnon — Journeyman.....	2.60	2.80	3.00	2.54	2.74	2.94	2.37	2.57	2.77	2.19	2.39	2.77
Ferblantier-Mécanicien en ventilation — Tinsmith-Ventilation mechanic												
Compagnon — Journeyman.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year.....	2.38	2.58	2.78	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Fer et bronze d'ornement — Ornamental iron and bronze												
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year.....	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Foreur — Driller.....	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander (hand or machine).....	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Ventilation et air climatisé — Ventilation or air conditioning.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Mineral wool insulation, blower method												
Chef d'équipe — Chief operator.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator.....	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Aide — Helper.....	2.09	2.29	2.49	2.04	2.24	2.44	1.87	2.07	2.27	1.75	1.95	2.27
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher.....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Manoeuvre, journalier, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer and hod carrier.....	2.09	2.29	2.49	2.04	2.24	2.44	1.87	2.07	2.27	1.75	1.95	2.27
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary and portable).....	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Peintre — Painter.....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year.....	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50

	Zone I		Zone II		Zone III		Zone IV					
	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68		
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo-polishing machine operator.	\$2.26	\$2.46	\$2.66	\$2.21	\$2.41	\$2.61	\$2.04	\$2.24	\$2.44	\$1.91	\$2.11	\$2.44
1er semestre — 1st six months	2.15	2.35	2.55	2.10	2.30	2.50	1.98	2.18	2.38	1.86	2.06	2.38
Poseur de lattes (bois et métal) — Lather (wood or metal)	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Poseur de tuiles, marbre ou terrazzo — Tile, marble or terrazzo layer	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Mixer or compressor operator												
7 pieds cubes ou plus — 7 cubic feet or more	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.04	2.24	2.44	1.91	2.11	2.44
moins de 7 pieds cubes — less than 7 cubic feet	2.09	2.29	2.49	2.04	2.24	2.44	1.87	2.07	2.27	1.75	1.95	2.27
Préposé aux monte-charges — Freight elevator operator	2.26	2.46	2.66	2.21	2.41	2.61	2.04	2.24	2.44	1.91	2.11	2.44
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator	2.26	2.46	2.66	2.21	2.41	2.61	2.04	2.24	2.44	1.91	2.11	2.44
Préposé aux monte-charges, grues et chèvres non actionnés par la vapeur — Operator: elevator, crane and derrick (not steam-driven)	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter (en construction site)	2.60	2.80	3.00	2.54	2.74	2.94	2.37	2.57	2.77	2.24	2.44	2.77
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreader	2.71	2.91	3.11	2.65	2.85	3.05	2.48	2.68	2.88	2.35	2.55	2.88
Rateleur d'asphalte — Asphalt raker	2.54	2.74	2.94	2.48	2.68	2.88	2.27	2.47	2.67	2.19	2.39	2.67
Aide rateleur d'asphalte — Asphalt raker's helper	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Préposé au rouleau compresseur (2 à 5 tones) — Asphalt roller operator (2 to 5 tons)	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Préposé au rouleau compresseur (8 à 12 tonnes) — Asphalt roller operator (8 to 12 tons)	2.54	2.74	2.94	2.48	2.68	2.88	2.27	2.47	2.67	2.19	2.39	2.67
Gréeur — Rigger	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Forgeron — Blacksmith	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Préposé à la pelle mécanique (qualifié) — Shovel operator (qualified)	2.60	2.80	3.00	2.54	2.74	2.94	2.37	2.57	2.77	2.24	2.44	2.77
Aide conducteur de pelle mécanique — Shovel operator's helper	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	2.02	2.22	2.55
Porteur d'eau — Water boy	1.54	1.74	1.94	1.54	1.74	1.94	1.51	1.71	1.91	1.36	1.56	1.91
Soudeur (gaz ou électricité) — Welder (gas or electric arc)	2.54	2.74	2.94	2.48	2.68	2.88	2.32	2.52	2.72	2.19	2.39	2.72
Conducteur de tracteur RDS ou l'équivalent — Tractor operator (RDS or equivalent)	2.60	2.80	3.00	2.54	2.74	2.94	2.37	2.57	2.77	2.24	2.44	2.77
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year	2.15	2.35	2.55	2.10	2.30	2.50	1.93	2.13	2.33	1.80	2.00	2.33
Apprenti, 2ème année — Apprentice, 2nd year	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50

	Zone I		Zone II		Zone III		Zone IV					
	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68				
Dynamiteur — Blaster.....	\$2.48	\$2.68	\$2.88	\$2.43	\$2.63	\$2.83	\$2.26	\$2.46	\$2.66	\$2.13	\$2.33	\$2.66
Conducteur de tracteur RD6 ou 7 ou l'équivalent — Tractor operator (RD 6, 7 or equivalent).....	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.13	2.33	2.66
Préposé aux autres tracteurs — Operator (other type tractors).....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Préposé aux tracteurs de ferme — Farm tractor operator.....	2.21	2.41	2.61	2.15	2.35	2.55	1.98	2.18	2.38	1.86	2.06	2.38
Poseur de linoléum — Linoleum layer.....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year.....	2.09	2.29	2.49	2.04	2.24	2.44	1.87	2.07	2.27	1.75	1.95	2.27
Couvreur de toiture — Roofer.....	2.26	2.46	2.66	2.21	2.41	2.61	2.04	2.24	2.44	1.91	2.11	2.44
Préposé aux bouilloires (asphalte de couverture) — Kettleman (roofing asphalt).....	2.26	2.46	2.66	2.21	2.41	2.61	2.04	2.24	2.44	1.91	2.11	2.44
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry process).....	2.43	2.63	2.83	2.37	2.57	2.77	2.21	2.41	2.61	2.08	2.28	2.61
1er semestre — 1st six months.....	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	1.97	2.17	2.50
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum de 72 hres par semaine — Site watchman (day and night, Sundays and holidays), 72-hr. week maximum.....	1.75	1.95	2.15	1.75	1.95	2.15	1.70	1.90	2.10	1.60	1.80	2.10
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver, directly employed by construction industry contractors.....	2.09	2.29	2.49	2.09	2.29	2.49	1.87	2.07	2.27	1.75	1.95	2.27
Par semaine — Per week.....	97.50	107.50	117.50	94.00	104.00	114.00	86.50	96.50	106.50	81.50	91.50	106.50
Mécanicien en tuyauterie, plombier Entrepreneur, services personnels — Pipe mechanic, plumber, Contractor, personal services.....	2.71	3.91	4.11	3.60	3.80	4.00	3.32	3.52	3.72	3.07	3.27	3.72
Compagnon — Journeyman.....	2.60	2.80	3.00	2.54	2.74	2.94	2.37	2.57	2.77	2.19	2.39	2.77
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1 year.....	2.37	2.57	2.77	2.32	2.52	2.72	2.15	2.35	2.55	1.97	2.17	2.55
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder.....	2.54	2.74	2.94	2.48	2.68	2.88	2.27	2.47	2.67	2.13	2.33	2.67

7° Le paragraphe 4.03 sera remplacé par le suivant:

\* 4.03 Chef d'équipe qui dirige dix (10) hommes et plus: \$0.15 l'heure de plus que le taux de son métier. »

8° L'article 5.00 sera remplacé par le suivant :

\* 5.00 *Durée du travail:*

5.01 La durée maximum du travail au taux normal dans les zones I, II, et III sera de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-cinq (45) heures par semaine à temps simple.

5.02 Dans la zone IV, la durée maximum du travail au taux normal sera de dix (10) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine à temps simple.

5.03 *Travail le samedi:* Aucun employeur n'aura le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux le samedi. Toutefois, dans les cas de nécessité urgente, un employeur professionnel pourra exécuter de tels travaux à condition d'en donner avis écrit au Comité et alors, la preuve de la nécessité urgente incombe à l'employeur.

Tout travail ainsi exécuté le samedi doit être rémunéré à raison du salaire normal majoré de 100%.

5.04 Si le régime de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail n'exécède jamais neuf (9) heures par jour, dans les zones I, II et III et dix (10) heures par jour dans la zone IV. Une prime de \$0.10 l'heure doit être payée pour ce travail en plus du salaire effectivement payé au salarié.

5.05 Tout travail supplémentaire doit être payé à raison du salaire majoré de 50% s'il est effectué avant minuit, et du salaire majoré de 100% s'il est effectué de minuit à sept heures du matin, selon le salaire effectivement payé au salarié.

5.06 Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement dans un délai maximum d'une semaine. Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

- 1° les nom et prénom du salarié;
- 2° la date et la période de paie;
- 3° le taux de salaire;
- 4° le travail supplémentaire;
- 5° les déductions faites;
- 6° le montant net payé.

5.07 Pour la pose de l'asphalte, les travaux d'aqueduc et d'égout et les travaux de construction des quais qui sont sujets à la marée, la durée maximum de travail est de quarante-cinq (45) heures dans les zones I, II et III et de cinquante (50) heures dans la zone IV soit du lundi au vendredi inclusivement sans limitation quotidienne.

7. Subsection 4.03 will be replaced by the following:

"4.03 Grang leader in charge of ten (10) men or more: 15¢ an hour more than his trade rate."

8. Section 5.00 will be superseded by the following:

"5.00 *Hours of work:*

5.01 In zones I, II and III, maximum hours of work paid at the regular rate shall not exceed 45 a week and 9 a day, scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday.

5.02 In zone IV, maximum hours of work paid at the regular rate shall not exceed 50 a week and 10 a day, scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday.

5.03 *Saturday work:* No employer may work or have work done on Saturdays. However, in emergencies, a professional employer may carry out such work provided that he advises the Committee thereof. Proof of such emergency rests with the employer.

Double time shall be paid for all such Saturday work.

5.04 Should a two-shift system be set up, hours of work are to be scheduled according to the firm's needs, provided that they do not exceed nine (9) a day in zones I, II and III and ten (10) a day in zone IV. Employees shall receive a 10¢ an hour bonus for such work.

5.05 Time and a half the employee's wage rate shall be paid for all overtime worked before midnight. Double time shall be paid for overtime worked from midnight to 7:00 a.m.

5.06 Wages shall regularly be paid in full within a week. The earnings statement should mention the following:

1. employee's name and surnames;
2. date and pay period;
3. wage rate;
4. overtime worked;
5. deductions made;
6. net take-home pay.

5.07 When tides affect work done in connection with the laying of asphalt, water mains, sewers and the construction of wharves, working hours in a week shall not exceed forty-five (45) in zones I, II and III and fifty (50) in zone IV, Monday through Friday, without daily limitation.

5.08 Les dispositions du paragraphe 5.05 ne s'appliquent au gardien sur chantier qu'après 72 heures par semaine et au chauffeur de camion à la semaine qu'après 55 heures par semaine.

5.09 Pour finisseur de ciment les dispositions du paragraphe 5.05 ne s'appliquent qu'après le maximum d'heures prévues pour une journée de travail sans tenir compte de l'heure du début ou de la fin de la journée de travail. »

9° Le mot « l'Épiphanie » apparaissant à l'article 6.00 sera biffé.

10° Le paragraphe 6.01 sera remplacé par le suivant :

« 6.01. *Semaine de vacances payées*: Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque salarié a droit à 5% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire, et à compter du 1er avril 1967, chaque salarié aura droit à 6% de son salaire hebdomadaire. »

11° Le paragraphe 7.01 sera remplacé par le suivant :

« 7.01 Si l'employeur fait signer un contrat d'engagement, il doit en fournir une copie au salarié à sa demande. »

12° Le paragraphe 8.01 sera biffé.

13° Le paragraphe 9.10 sera remplacé par le suivant :

« 9.10 *Taux de salaires des apprentis*: Les taux horaires minima sont les suivants :

5.08 The provision of subsection 5.05 apply to watchmen after their 72-hour week and to weekly-paid truck drivers after their 55-hour week.

5.09 For cement finishers, the provisions of subsection 5.05 apply only after the maximum hours of work in a day has been reached, without taking into account the time at which work began and ended."

9. In section 6.00, the words "Epiphany Day" will be deleted.

10. Subsection 6.01 will be replaced by the following:

"6.01 *One week's vacation with pay*: All construction workers are entitled to one week's vacation with pay. Therefore, each employee is entitled to receive 5% of his weekly salary to be paid by the employer besides the weekly salary. As of April 1, 1967, each employee will be entitled to 6% of his weekly salary."

11. Subsection 7.01 will be superseded by the following:

"7.01 When employers request the signing of a hiring contract, they shall supply a copy thereof whenever employees so request."

12. Subsection 8.01 will be deleted.

13. Subsection 9.10 will be replaced by the following:

"9.10 *Apprentices' wage rates*: Minimum hourly wage rates are as follows:

	Zone I		Zone II			Zone III			Zone IV			
	à compter du		à compter du			à compter du			à compter du			
	as of		as of			as of			as of			
	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68	1/4/67	1/5/68
<b>Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier — Apprentice bricklayer, mason and plasterer:</b>												
1ère année — 1st year	\$1.71	\$1.91	\$2.11	\$1.65	\$1.85	\$2.05	\$1.48	\$1.68	\$1.88	\$1.48	\$1.68	\$1.88
2e année — 2nd year	2.05	2.25	2.45	1.98	2.18	2.38	1.82	2.02	2.22	1.80	2.00	2.22
3e année — 3rd year	2.32	2.52	2.72	2.26	2.46	2.66	2.10	2.30	2.50	2.02	2.22	2.50
4e année — 4th year	2.48	2.68	2.88	2.43	2.63	2.83	2.26	2.46	2.66	2.19	2.39	2.66
<b>Autres apprentis — Other apprentices:</b>												
1ère année — 1st year	1.65	1.85	2.05	1.59	1.79	1.99	1.41	1.61	1.81	1.42	1.62	1.81
2e année — 2nd year	1.87	2.07	2.27	1.82	2.02	2.22	1.65	1.85	2.02	1.65	1.85	2.05
3e année — 3rd year	2.10	2.30	2.50	2.10	2.30	2.50	1.87	2.07	2.27	1.80	2.00	2.27
4e année — 4th year	2.26	2.46	2.66	2.21	2.41	2.61	2.05	2.25	2.45	1.97	2.17	2.45

14° Le paragraphe 11.00 sera remplacé par le suivant:

« 11.00 *Frais de transport et de pension*: Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés de 15 milles ou plus de la résidence permanente du salarié, les frais de transport et de pension sont à la charge de l'employeur.

Le salarié recevra une (1) heure de salaire à son taux normal pour chaque quarante (40) milles parcourus. »

15° Le paragraphe 12.02 sera remplacé par le suivant:

« 12.02 *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

Zone I à compter du			Zone II et III à compter du			Zone IV à compter du			
as of			as of			as of			
1/4/67	1/5/68		1/4/67	1/5/68		1/4/67	1/5/68		
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	\$87.00	\$96.00	\$105.00	\$81.00	\$90.00	\$99.00	\$77.00	\$86.00	\$99.00
Manoeuvre (ouvrier non qualifié) — Labourer (unskilled worker)	77.00	86.00	95.00	76.00	85.00	94.00	72.00	81.00	94.00

16° Le paragraphe 12.03 sera remplacé par le suivant:

« 12.03 *Durée du travail*: La durée du travail est de quarante-cinq (45) heures par semaine, sans limitation journalière. »

17° Le paragraphe 12.05 sera remplacé par le suivant:

« 12.05 *Congé annuel payé*: Un congé annuel payé de deux semaines doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à un tel congé est acquis. »

18° L'article 15.00 sera remplacé par le suivant:

« 15.00 *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1968. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire entre le sixtième et trentième jour avant le 31 décembre de l'année 1968 ou de toute année subséquente.

Dans le cas d'une dénonciation, copie de l'avis doit être également adressée au Ministre du Travail.

*Note*: Les parties contractantes ont convenu que les dispositions de la convention aient leur effet à compter du 6 juin 1966. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 mai 1966.

15205-0

14. Subsection 11.00 will be replaced by the following:

« 11.00 *Transportation and living expenses*: When work is done in places located 15 or more miles away from the employee's permanent residence, transportation and living expenses shall be paid by the employer.

Employees shall be paid one (1) hour's work at the regular rate for each forty (40) miles travelled. »

15. Subsection 12.02 will be superseded by the following:

« 12.02 *Minimum wages*: Minimum wage rates are as follows:

16. Subsection 12.03 will be replaced by the following:

« 12.03 *Hours of work*: Working hours in a week shall not exceed forty-five (45), without daily limitation. »

17. Subsection 12.05 will be replaced by the following:

« 12.05 *Annual vacation with pay*: Employers shall grant two weeks' vacation with pay to all employees who have been in their service for one year. Each vacation period must be given within twelve (12) months of the vacation entitlement date. »

18. Section 15.00 will be superseded by the following:

« 15.00 *Term of the decree*: The decree remains in force until December 31, 1968. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other written notice to the contrary between the sixtieth and thirtieth day prior to December 31 of 1968 or of any subsequent year.

Copy of such notice of termination shall also be filed with the Minister of Labour.

*Note*: The contracting parties have agreed that the provisions of the agreement are to be effective as of June 6, 1966. »

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 21, 1966.

15205-0

**Avis de modification**

*Tanneries et Corroieries — Province*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« Edgar Clément Limitée, Québec, Nazaire Fortier Inc, Québec, La Tannerie Cantin, Inc, Loretteville, Coyle Tanning Co. Ltd, Montréal-Est, Tannerie Laurentienne, Inc, Québec, Ide Bergeron, Inc, St-Gabriel de Brandon, Hector Rioux & Fils Itée, Trois-Pistoles, T. Antonio Fournier Limitée, Plessisville, d'une part, et

Le Syndicat Catholique des Employés de Tanneries de Québec, Inc, Le Syndicat Catholique des Travailleurs du cuir et chaussure, Inc, Plessisville, Le Syndicat National des Tanneurs Corroyeurs, Inc, St-Hyacinthe, La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc (secteur chaussure) C.S.N., d'autre part. »

2° L'alinéa intitulé « Remarque » apparaissant à l'article II sera biffé.

3° L'échelle de salaire de la catégorie IV, apparaissant à l'article V, sera remplacée par la suivante:

« Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:

	Taux horaires		
	Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.63	\$1.58	\$1.48
Classe B — Class B.....	1.47	1.43	1.34
Classe C — Class C.....	1.33	1.32	1.23
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.03	1.02	0.92

2. Salariés travaillant à la pièce:

Classe A — Class A.....	\$1.70	\$1.65	\$1.55
Classe B — Class B.....	1.54	1.49	1.39
Classe C — Class C.....	1.38	1.37	1.27
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.07	1.06	0.96

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun cas dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur. »

Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:

À compter du 28 mars 1967  
From March-28, 1967

	Taux horaires		
	Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.73	\$1.68	\$1.58
Classe B — Class B.....	1.56	1.52	1.43
Classe C — Class C.....	1.41	1.40	1.31
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.11	1.10	1.00

**Notice of amendment**

*Tanners and Curriers — Province*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Tanners and Curriers in the Province of Québec (made binding by decree number 330 of March 19, 1953) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The list of contracting parties will be superseded by the following:

“Edgar Clément Limitée, Québec, Nazaire Fortier Inc., Québec, La Tannerie Cantin Inc., Loretteville, Coyle Tanning Co. Ltd., Montreal-East, Tannerie Laurentienne, Inc., Québec, Ide Bergeron, Inc., St-Gabriel de Brandon, Hector Rioux & Fils Itée., Trois-Pistoles, T. Antonio Fournier Limitée, Plessisville, and

Le Syndicat Catholique des Employés de Tanneries de Québec, Inc., Le Syndicat Catholique des Travailleurs du cuir et chaussure, Inc., Plessisville, Le Syndicat National des Tanneurs Corroyeurs, Inc., St-Hyacinthe, La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc., (Secteur Chaussure) C.S.N.”

2. In section II, the paragraph entitled “Proviso” will be deleted.

3. In section V, the wage scale for Category IV will be superseded by the following:

“Category IV: 1. Employees working on an hourly basis:

	Taux horaires		
	Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.63	\$1.58	\$1.48
Classe B — Class B.....	1.47	1.43	1.34
Classe C — Class C.....	1.33	1.32	1.23
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.03	1.02	0.92

2. Employees working on a piece-work basis:

Classe A — Class A.....	\$1.70	\$1.65	\$1.55
Classe B — Class B.....	1.54	1.49	1.39
Classe C — Class C.....	1.38	1.37	1.27
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.07	1.06	0.96

The number of class “C” employees shall included apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer.”

Category IV: 1. Employees working on an hourly basis:

À compter du 28 mars 1967  
From March-28, 1967

	Taux horaires		
	Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.73	\$1.68	\$1.58
Classe B — Class B.....	1.56	1.52	1.43
Classe C — Class C.....	1.41	1.40	1.31
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.11	1.10	1.00

## 2° Salariés travaillant à la pièce:

	À compter du 28 mars 1967 From March 28, 1967		
	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.80	\$1.75	\$1.65
Classe B — Class B.....	1.63	1.58	1.48
Classe C — Class C.....	1.46	1.45	1.35
Apprenti, classe C, d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.15	1.14	1.04

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur.

## Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:

	À compter du 28 mars 1967 From March 28, 1967		
	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.82	\$1.77	\$1.67
Classe B — Class B.....	1.64	1.60	1.51
Classe C — Class C.....	1.48	1.47	1.38
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.18	1.17	1.07

## 2. Salariés travaillant à la pièce:

Classe A — Class A.....	\$1.89	1.84	\$1.74
Classe B — Class B.....	1.71	1.66	1.56
Classe C — Class C.....	1.53	1.52	1.42
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.....	1.22	1.21	1.11

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur. »

4° Les paragraphes « a » et « b » de l'article VI seront remplacés par les suivants:

« VI. Heures de travail: a) La durée hebdomadaire du travail des salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: Cinquante-quatre (54) heures.

Catégorie II: Soixante heures (60) exécutées en six jours.

Catégorie III: Quarante-cinq (45) heures réparties au gré de l'employeur, du lundi au samedi à midi. Cependant, un salarié ne peut être forcé de travailler plus de neuf (9) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement et pendant plus de cinq (5) heures le samedi avant-midi.

Catégorie IV: Quarante-cinq (45) heures dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III.

b) Travail d'équipe: Tout travail exécuté en dehors de l'horaire quotidien par un ou plusieurs salariés, autre que les salariés réguliers, (équipe de jour) travaillant la journée normale de l'entreprise, est reconnu comme travail d'équipe et donne droit au supplément de salaire suivant:

Entre 5 heures p.m. et minuit: \$0.07 l'heure;

Entre minuit et sept (7) heures a.m.: \$0.10 l'heure. »

5° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. Travail supplémentaire: Les mots « travail supplémentaire » désignent tout travail en heures ou fractions d'heures que le salarié accepte

## 2. Employees working on a piece-work basis:

À compter du 28 mars 1967  
From March 28, 1967  
Taux horaires  
Hourly rates  
Zones

I II III

The number of class "C" employees shall include apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer.

Catégorie IV: 1. Employees working on an hourly basis:

À compter du 28 mars 1967  
From March 28, 1967  
Taux horaires  
Hourly rates  
Zones

I II III

The number of class "C" employees shall include apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer."

4. Subsections "a" and "b" of section VI will be replaced by the following:

"VI. Hours of work: (a) Maximum working hours in a week for employees in each category are as follows:

Category I: Fifty-four (54) hours.

Category II: Sixty (60) hours divided into six days.

Category III: Forty-five (45) hours, scheduled at the employer's choice, Monday through Saturday noon. However, employees shall not be compelled to work more than nine (9) hours, Monday through Friday and five (5) hours, Saturday morning.

Category IV: Forty-five (45) hours with the daily schedule being the same as that of Category III.

(b) Shift work: All work performed outside the daily schedule by one or more employees, other than regular employees (day shift) working the firm's standard work-day, is considered as shift work and entails the following differentials:

Between 5:00 p.m. and midnight: 7¢ an hour.

Between midnight and 7:00 a.m.: 10¢ an hour."

5. Section VII will be superseded by the following:

"VII. Overtime: The word "overtime" means any hour or fraction thereof which an employee accepts to work over and above the weekly

de faire en plus de la durée hebdomadaire de travail mentionnée à l'article VI, ou en plus de neuf (9) heures par jour. Ils désignent aussi le travail exécuté le dimanche et les jours fériés dans les cas de nécessité absolue et pour tout travail excédant six jours de travail.

Cependant, dans le cas des gardiens et du proposé à la mise en trempe, le travail supplémentaire ne compte qu'après la durée hebdomadaire de travail de ces catégories. »

6° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Jours fériés:* a) Les jours suivants sont reconnus jours fériés et doivent être chômés: les Dimanches, le Premier de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, la Fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, l'Action de Grâce, et Noël.

Toutefois cette disposition ne s'applique pas aux gardiens et aux proposés à la mise en trempe.

b) Les jours suivants, en plus d'être chômés, devront être payés:

i. Pour l'année 1966: Noël.

ii. Pour l'année 1967: Vendredi-Saint, Noël.

iii. Pour l'année 1968: Vendredi-Saint, Fête du Travail, Noël.

c) Si l'un des jours fériés et chômés et payés est célébré un samedi ou un dimanche, l'employeur aura l'option de décréter l'observance de tout autre jour férié ou de le payer en plus de la paie hebdomadaire régulière.

d) Si un salarié est requis au travail un des jours chômés et payés, il sera rémunéré comme suit: le salaire de la fête chômée plus le double du salaire régulier, pour toute heure ou partie d'heure de travail exécutée durant ce jour. Cependant, les gardiens, les mécaniciens de machines fixes seront payés au taux régulier de salaire pour tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours chômés et payés en plus du salaire de la fête chômée.

Les préposés à la mise en trempe seront rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours de fêtes chômés et payés en plus du salaire prévu pour le jour férié.

e) Les jours fériés ci-haut mentionnés au sous-paragraphe « b », seront payés à tout salarié ayant complété trois (3) mois de service continu pour le même employeur et qui est au travail les jours cédulés de travail précédant et suivant tels jours fériés et payés, si ses services sont requis.

Toutefois, les salariés en permis d'absence ou absents de l'usine pour raison valable ou force majeure, les jours ouvrables précédant et suivant tels congés payés, auront droit au paiement du congé payé ci-haut mentionné, en telle circonstance.

f) Le salaire payé à l'occasion des congés payés, sera l'équivalent d'une journée normale de travail de huit (8) heures au taux de salaire régulier payé au salarié. »

7° L'article IX-A sera remplacé par le suivant:

« IX-A. *Vacances payées.* 1° *Congés additionnels:* Le salarié, qui au 1er juin 1966 ou au 1er juin de toute année subséquente, a rendu à son employeur des services continus pendant deux (2) ans et plus a droit à un congé additionnel payé d'une durée minimum continue de sept (7) jours.

L'employeur a la faculté de faire exécuter des travaux d'entretien et de réparation, durant la période de prise de ce congé additionnel, et dans cette éventualité, l'employeur accordera le congé additionnel aux salariés à une date convenue entre lui et le ou les salariés.

working hours mentioned in section VI or over and above the 9-hour day. It also means all time worked on Sundays and holidays in cases of absolute necessity together with all work performed over and above the six working days.

However, in the case of watchmen and steppers, only that time worked in excess of the standard working hours in a week for such categories shall be considered as overtime."

6. Section VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Holidays:* (a) The following days are considered as holidays: Sundays, New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

However, the above provision does not apply to watchmen and steppers.

(b) The following days are considered as paid holidays:

i. For 1966: Christmas Day

ii. For 1967: Good Friday and Christmas Day

iii. For 1968: Good Friday, Labour Day and Christmas Day.

(c) When one of the abovementioned paid holidays falls on a Sunday, the employer may transfer its observance to any other holiday or pay for the holiday besides the regular weekly wages.

(d) When an employee has to work any such paid holiday, he shall be paid as follows: payment for the holiday plus double time for all hour or fraction thereof worked on any such day. However, watchmen and stationary enginemens shall be paid the regular rate for all time worked on any such day, plus payment for the holiday.

Steppers shall be paid time and a half for all time worked on any such day, plus payment for the holiday.

(e) The holidays mentioned in subdivision "b" above shall be paid to any employee who has completed three (3) months' service with the same employer and who has been at work the working days preceding and following such paid holidays when his services were needed.

However, when employees are on leave of absence or are absent from work on the days preceding and following such paid holidays for a good reason or due to circumstances beyond their control, they shall be entitled to payment for such holidays.

(f) Wages paid for a paid holiday shall be equal to a standard 8-hour day paid at the employee's regular wage rate."

7. Section IX-A will be superseded by the following:

"IX-A. *Vacation with pay:* 1. *Additional vacation:* Any employee who, on June 1, 1966 or of any subsequent year, has been in an employer's continuous service for two (2) years or more is entitled to an additional seven days' vacation with pay.

During such additional vacation time, the employer may have maintenance or repair work done. In such case, the employer shall grant the additional vacation time at a time agreed upon by both himself and the employee(s).

2° Tout salarié, ayant complété au 1er juin 1965, quinze (15) ans et plus de services continus a droit à une rémunération additionnelle de un pour cent (1%) établie sur la même base que celle déterminée pour le calcul de la rémunération de la semaine de congé régulier.

À compter du 1er juin 1967, les employés ayant ainsi complété quinze (15) ans et plus de services continus auront droit à un deuxième (2ième) congé annuel additionnel payé, d'une durée minimum continue de sept (7) jours, plutôt qu'à la rémunération additionnelle prévue au paragraphe précédent.

3° *Rémunération*: Le salarié a droit pour ses contés additionnels à une rémunération établie sur la même base que celle déterminée pour le calcul de la rémunération de la semaine de congé régulier.

4° *Période de prise de congés*: Les congés additionnels doivent être donnés entre le 25 juin et le 25 juillet de l'année suivant la date à laquelle le droit à ces congés est acquis.

5° *Fixation de la période des congés*: Le salarié doit être informé au moins trente (30) jours à l'avance de la période de ses congés.

6° *Congés facultatifs*: Dans le cas du premier congé additionnel, l'employeur et un ou des salariés pourront convenir de remplacer ce congé, pendant la période de prise de congé, par une indemnité compensatrice égale à la rémunération à laquelle le salarié aurait eu droit s'il avait pris tel congé.

Dans le cas du second congé additionnel, l'employeur a la faculté de ne pas accorder ce deuxième (2ième) congé additionnel, mais il doit le remplacer, durant la période de prise de congé, par une indemnité compensatrice égale à la rémunération à laquelle le salarié aurait eu droit s'il avait pris tel congé.

7° *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de vacances annuelles, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, à compter de la mise en vigueur du présent décret, la résiliation du contrat de travail nécessitée par le changement de nom de l'entreprise, l'incorporation de l'entreprise, l'augmentation ou la diminution des sociétaires de l'entreprise, le transfert, la vente, cession, faillite de l'entreprise, ou pour toute autre raison, n'est pas considérée comme interrompant la durée des services continus si, par la suite, les services de ce salarié sont loués par la ou les personnes propriétaires ou devenues propriétaires de l'entreprise, sans que ledit salarié n'ait occupé entre la résiliation du contrat de travail et la révocation de ses services un autre emploi rémunéré.

Ne sauraient non plus être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours où l'employé aura occupé un autre emploi rémunéré durant une période de manque de travail, s'il n'y a pas eu de résiliation de contrat de travail.

2. Any employee who, on June 1, 1965 has completed fifteen (15) or more years' continuous service is entitled to an additional one percent's (1%) pay, calculated on the same basis as his vacation pay for the regular week's vacation.

As of June 1, 1967, employees who have so completed the fifteen (15) or more years' continuous service are entitled to a second seven days' vacation rather than the additional pay provided in the above subsection.

3. *Vacation pay*: Every employee is entitled to payment for additional vacations. Such payment is to be calculated on the same basis as the payment for the regular week's vacation.

4. *Timing of vacations*: Additional vacations shall be granted between June 25th and July 25th of the year which follows the date of vacation entitlement.

5. *Vacation dates*: Every employee shall be notified of his vacation dates at least thirty (30) days beforehand.

6. *Optional vacations*: The employer and his employee(s) may agree to replace the first additional vacation period by a monetary compensation equal to the payment the employee would have been entitled to, had he taken such vacation.

The employer may choose not to grant the second additional vacation period. In such case, it must be replaced by a monetary compensation equal to the payment the employee would have been entitled to, had he taken such vacation.

7. *Continuous service*: By "continuous service" is meant the period during which an employee is bound to his employer by a work contract, although the carrying out of such contract may have been interrupted without cancellation of the contract.

The following cannot be considered as interrupting the continuous service period: sick-leave, if the contract was not cancelled; closing days; annual vacation periods; leaves of absence, if the employee did not take up other gainful employment during such time.

Notwithstanding the provisions of the two foregoing paragraphs, as of the effective date of this amendment, the cancellation of a work contract due to a firm's change of name, its incorporation, an increase or decrease in the number of its partners, its transfer, sale, bankruptcy or any other reason is not considered as interrupting the continuous service period provided that afterwards, such employee is employed by the proprietor(s) or new proprietor(s) of the firm and that such employee has not taken up gainful employment from the time the contract was cancelled until he was called back to work.

Furthermore, the days worked by an employee at another remunerated employment, during a period of work shorted in his own occupation, shall not be considered as interrupting the duration of continuous services.

8° *Conditions supplémentaires:* Les conditions déterminées par la semaine régulière de congé relativement aux avantages additionnels, à l'échéance de la rémunération, et à la résiliation du contrat de travail s'appliquent aux congés annuels additionnels. »

8° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. *Paiement du travail supplémentaire:* a) Le travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, soit le salaire effectivement payé au salarié, augmenté ou majoré de cinquante pour cent (50%).

b) Tout travail exécuté les dimanches et les jours fériés autres que les jours suivants: Noël pour les années 1966, 1967 et 1968, Vendredi-Saint pour les années 1967 et 1968 et la Fête du Travail pour l'année 1968, doit être rémunéré au taux de salaire double, soit le salaire effectivement payé au salarié majoré de cent pour cent (100%). Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux gardiens et aux préposés à la mise en trempé. »

9° Le paragraphe « c » suivant sera ajouté à l'article XIII:

« c) Tout salarié affecté à une opération appartenant à un classement supérieur doit, après quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables, être à toutes fins promu à tel classement supérieur. »

10° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

« XIV. *Choix des salariés:* Tout employeur professionnel peut choisir les salariés qui feront partie des classes, A, B et C. Lorsque le choix aura été établi, cet employeur ne pourra faire de changement sans l'autorisation du Comité Conjoint, même à l'occasion d'un réembauchage du salarié. »

11° L'article XX sera remplacé par le suivant:

« XX. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur, jusqu'au 28 mars 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 mars de l'année 1969 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 mai 1966. 15205-0

**Avis de modification**

*Industrie de la chemise pour hommes et garçons  
Province de Québec*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143),

8. *Further conditions:* The conditions laid down by the regular week's vacation with regard to additional benefits, payment due date and the cancellation of the work contract, also apply to additional annual vacations."

8. Section X will be replaced by the following:

"X. *Payment of overtime:* (a) Time and a half (the employee's regular rate increased by 50%) shall be paid for overtime.

(b) All work performed on Sundays and holidays shall be paid at double time (the employee's regular wage rate increased by 100%). This does not apply to: Christmas Day 1966, 1967 and 1968; Good Friday 1967 and 1968; Labour Day 1968. However, this provision does not cover watchmen and sleepers."

9. The following subsection "c" will be added to section XIII:

"(c) Every employee who is assigned to an operation belonging to a higher category shall, after ninety (90) working days, be promoted to such higher category."

10. Section XIV will be superseded by the following:

"XIV. *Choice of employees:* Every professional employer may chose the employees who will be in classes A, B and C. Once the choice has been made, such employer shall not be allowed to make any changes, even though an employee may be re-hired, without the Joint Committee's authorization."

11. Section XX will be replaced by the following:

"XX. *Term of the decree:* This decree remains in force until March 28, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) or no less than thirty (30) days prior to March 28 of 1969 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 21, 1966. 15205-0

**Notice of amendment**

*Men's and Boys' Shirt Industry  
Province of Québec*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the con

que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1<sup>o</sup> Le paragraphe « d » de l'article 3.06 sera remplacé par le suivant:

« Tout travail exécuté par un salarié de quelque équipe que ce soit, en dehors des heures normales de sa propre équipe, doit être rémunéré à raison de ses gains normaux et tous montants additionnels majorés de 50%. »

2<sup>o</sup> L'article 4 sera remplacé par le suivant:

« Si un employeur fait travailler un salarié en dehors des heures normales mentionnées aux articles 3.01 et 3.03, il doit verser audit salarié ses gains normaux et tous montants additionnels majorés de 50%. »

3<sup>o</sup> L'article 5.05 sera remplacé par le suivant:

« Le terme « ouvriers généraux » désigne ceux qui font les divers ouvrages de fabrication accessoire à celle de tout vêtement assujéti au présent décret, tels que les aides-contrematresses, la distribution des paquets de marchandise aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'emballage, l'empaquetage, l'enveloppement, l'expédition ainsi que les autres salariés dont le métier n'est pas défini dans le présent article, qui exécutent une opération ou un travail visé par le champ d'application industriel du décret. »

4<sup>o</sup> À l'article 7, le mot « minimaux » dans le titre, sera biffé.

5<sup>o</sup> À l'article 7.12, les mots « gains réguliers » seront remplacés dans la version française par les mots « gains normaux ».

6<sup>o</sup> À l'article 7.13, l'alinéa suivant sera ajouté:

« L'expérience acquise pour l'une quelconque des opérations prévues à l'article 7.02 est cumulative aussi bien que celle qui est prévue aux articles 7.05 et 7.06. »

7<sup>o</sup> À l'article 11.04, le troisième paragraphe sera remplacé par le suivant:

« Cette moyenne est établie tous les trois (3) mois en commençant le 1er janvier de chaque année. Chaque employeur doit fournir les listes des gains horaires moyens au Comité paritaire au plus tard le 31 janvier pour les mois d'octobre, novembre et décembre précédents, le 30 avril pour les mois de janvier, février et mars précédent—le 31 juillet pour les mois d'avril, mai et juin précédents et le 31 octobre pour les mois de juillet, août et septembre précédents, sur des formules mises à sa disposition par le Comité paritaire. »

8<sup>o</sup> L'article 11.06 sera remplacé par le suivant:

« *Rémunération du travail les jours fériés:* Si un employeur fait travailler un salarié un jour férié ou le dimanche, il doit verser audit salarié ses gains normaux et tous les montants additionnels, le tout majoré de 100%, en plus de l'indemnité de jours fériés établie ci-dessus. »

9<sup>o</sup> L'article 13 sera remplacé par le suivant:

« *Travail à domicile:* Nul ne peut donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujéti au décret, ni ne pourra exécuter à domicile, soit à titre d'artisan, soit à titre de salariés, du travail assujéti au décret. »

tractig parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province (made binding by decree number 1204 of June 17, 1964, and amendments), have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsection "d" of article 3.06 will be replaced by the following:

"All hours worked by employees on any shift over and above the hours herein stipulated for their own shift shall be paid at their regular earnings and all additional amounts, plus one half."

2. Article 4 will be superseded by the following:

"Should an employer have work done by an employee over and above the standard hours outlined in articles 3.01 and 3.03, he shall pay the said employee his regular earnings and all additional amounts, plus one half."

3. Article 5.05 will be replaced by the following:

"The term "general hands" applies to those actually performing sundry factory work incidental to the manufacture of all garments falling within the present jurisdiction, for example: assisting a forelady; carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners; stamping, bundling, packing, wrapping and shipping. The term also applies to any other employees whose craft is not defined in the present article and who carry out an operation or work covered by the industrial jurisdiction of the decree."

4. In article 7, the word "minimum" in the heading will be deleted.

5. In the French version of article 7.12, the words "gains réguliers" will be superseded by the words "gains normaux".

6. The following paragraph will be added to article 7.13:

"Experience acquired in any operation covered by article 7.02 shall be cumulative just as the experience acquired in any operation covered by articles 7.05 and 7.06."

7. In article 11.04, the third subsection will be superseded by the following:

"This average is established every three (3) months beginning January 1 of each year. On forms provided by the Parity Committee each employer must supply lists of the average hourly earnings to the Parity Committee no later than January 31st for the preceding October, November and December; no later than April 30th for the preceding January, February and March; no later than July 31st for the preceding April, May and June and no later than October 31st for the preceding July, August and September."

8. Article 11.06 will be replaced by the following:

"*Payment for work on holidays:* Should an employer have his employees work any of the holidays herein fixed or any Sunday, they shall be paid twice their regular earnings plus twice all additional amounts, in addition to payment for paid holidays as herein provided."

9. Article 13 will be superseded by the following:

"*Home work:* No one shall give work to be performed at home on garments coming under the jurisdiction of the decree, nor shall any one, whether as an artisan or as an employee, carry out work covered by the decree, at home."

10° La dernière phrase de l'article 14 sera biffée.

11° À l'article 18, le deuxième paragraphe sera remplacé par le suivant:

« *Registre pour travail à la pièce*: Le registre et les documents établissant le nombre de pièces fabriquées ainsi que le taux à la pièce demeurent entre les mains de l'employeur, pour être gardés en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins douze (12) mois, et doivent être disponibles en tout temps pour inspection par l'administrateur du Comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 mai 1966.

15205-0

#### Avis de modification

*Construction — Sherbrooke*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), qu'à la demande de représentants des parties contractantes il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est;

Les paragraphes « a » et « c » de l'article 17° seront remplacés par les suivants:

« 17° *Congé annuel obligatoire*: a) Une semaine de congé est obligatoire dans tout le champ d'application territorial stipulé à l'article 4° du présent décret.

Cette prise de congé obligatoire aura lieu la troisième semaine complète de juillet de chaque année.

Les employeurs peuvent garder à leur service un certain nombre d'employés pour les cas d'urgence pendant cette prise de congé.

La prise de congé des employés d'urgence peut avoir lieu la semaine précédente ou la semaine suivante de la période prévue au présent paragraphe.

L'employeur peut retenir ainsi les services de pas plus de 10% de sa main d'oeuvre avec minimum d'un salarié.

Ce 10% est basé sur le rapport de juin de l'employeur au Comité paritaire. »

« c) L'employeur doit faire connaître par écrit au Comité paritaire les noms de ses employés d'urgence dans un délai de dix (10) jours avant la date de la prise de congé obligatoire stipulée au paragraphe « a ».

10. The last sentence of article 14 will be deleted.

11. The second subsection of article 18 will be replaced by the following:

« *Piece-work records*: Records showing the piece-work rates and the number of pieces worked shall be maintained by the employer and kept on his premises at all times for a period of at least twelve (12) months. Such records shall always be available for inspection by the administrator of the Parity Committee or by his duly-authorized representatives. »

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 21, 1966.

15205-0

#### Notice of amendment

*Construction industry — Sherbrooke*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that, at the request of representatives of the contracting parties, he intends submitting the following amendment to decree number 122 of February 29, 1956 and amendments (Construction industry and trades in the Eastern Townships district) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Subsections « a » and « c » of section 17 will be replaced by the following:

« 17. *Compulsory annual vacation*: (a) A week's vacation is compulsory in all the territorial jurisdiction mentioned in section 4 of this decree.

Such compulsory vacation shall be taken each year during the third full week in July.

During the said vacation period, employers shall keep a certain number of employees for emergencies.

Such emergency employees may take their vacation the week before and/or after the vacation period set down in this subsection.

Employers shall keep no more than ten percent (10%) of their staff working with the minimum of one employee.

Such 10% is based on the report the employer forwarded to the Parity Committee for the month of June. »

« (c) Employers shall advise the Parity Committee in writing, at least ten (10) days before the compulsory vacation time stipulated in subsection « a », of such emergency employee's names.

Afin de retenir leurs services, l'employeur doit aviser ses employés d'urgence dans un délai de dix (10) jours avant la date de prise de congé obligatoire.

Tout travail exécuté pendant cette semaine doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 mai 1966. 15205-0

### Avis de modification

*Construction (Électriciens) — Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « E » (Électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section « E » comme suit:

1° L'article VII-A actuel (Prestations de sécurité sociale) deviendra l'article XIII.

2° Tous les articles de la section « E » (sauf l'article VII-A) seront remplacés par les suivants:

« SECTION « E »

#### TITRE I

##### *Champ d'application*

*Article I: Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial comprend: a) l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception des districts électoraux de Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption et Terrebonne et des villes de Chambly et Fort Chambly et de tout autre territoire assujéti au décret 784 du 21 juillet 1955 et amendements.

b) La cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité d'Ormstown.

*Article II: Champ d'application professionnel et industriel:* La présente section s'applique: a) à tout travail d'électricité relatif à la construction, l'installation, la démolition, les réparations et à toute installation électrique, tel que défini dans la Loi des Électriciens et des Installations Électriques (Chapitre 152 S.R.Q. 1964) et la Loi des Maîtres Électriciens de la province de Québec (Chapitre 153 S.R.Q. 1964);

b) à tout travail de construction secondaire et accessoire s'il est nécessaire et lié au travail d'une installation électrique (paragraphe "a" ci-dessus).

c) *Exceptions:* Cependant, le présente section ne s'applique pas:

To have them work, employers shall advise his emergency employees at least ten (10) days before the compulsory vacation time.

All time worked during such week shall be paid attime and a half."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 21, 1966. 15205-0

### Notice of amendment

*Construction (Electricians) — Montréal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Montréal district (made binding by Section "E" (Electricians) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments) have petitioned him to amend said Section "E" as follows:

1. The present article VII-A (Social security benefits) will become article XIII.

2. All the articles in Section "E" (except article VII-A) will be replaced by the following:

"SECTION "E"

#### TITLE I

##### *Jurisdiction*

*Article I: Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction encompasses: (a) the Island of Montréal and a 15-mile radius from its limits with the exception of: the electoral districts of Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption and Terrebonne; the towns of Chambly and Fort Chambly and all the territory subject to decree number 784 of July 21, 1955 and amendments.

(b) The city of Salaberry-de-Valleyfield and the municipality of Ormstown.

*Article II: Professional and industrial jurisdictions:* This section covers: (a) all electrical work done in connection with building, installation, demolition, repairs and any electrical installation as defined in the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, chapter 152) and the Master Electricians Act (R.S.Q. 1964, chapter 153);

(b) all secondary and accessory construction work when it is necessary and tied in with work for an electrical installation (subsection "a" above).

(c) *Exceptions:* However, this section does not cover:

1) au travail de production exécuté dans les boutiques, les ateliers mécanisés et fabriques;

2) aux salariés permanents, au sens de la Loi des décrets de convention collective;

3) aux travaux d'installation et de réparation s'ils sont exécutés par les salariés permanents du propriétaire d'un immeuble s'il est détenteur d'une licence A-2;

4) aux travaux exécutés directement par la Commission Hydro-électrique de Québec si de tels travaux ne sont pas exécutés par l'intermédiaire d'un maître électricien.

d) Pour les fins de la présente section, les classifications énumérées ci-après désignent les salariés possédant les qualifications suivantes:

1. *Soudeur*: Cette classification désigne un salarié qui est qualifié selon la classe « O », tel que défini à la section VA-1, article 38, paragraphe « i » du code de soudure de la Canadian Standard Association (W-47-1947).

2. *Épisseur de câbles*: Cette classification désigne un salarié qualifié comme compagnon-électricien, détenteur de licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et qui possède la compétence nécessaire pour entreprendre tout travail relatif aux câbles recouverts de plomb servant comme conducteur de haut voltage et leurs accessoires; y compris les opérations, tels que les joints, l'épissage, la mise à l'épreuve, l'étalage et réparations de tous câbles recouverts de plomb ainsi que le raccordement des boîtes d'extrémité (pothead) et tous autres accessoires reliés à ces câbles.

3. *Compagnon-Électricien Licence « C »*: Cette classification désigne tout salarié détenteur d'une licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques de la province de Québec.

4. *Apprenti-Électricien*: Cette classification désigne tout salarié détenteur d'un carnet d'apprenti émis par le Bureau des Examineurs, en vertu de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques et qui a préalablement satisfait aux conditions prévues à l'article X, paragraphe « b », alinéa (1) de la présente section.

5. *Maître-Électricien*: Cette classification désigne toute personne qui est membre en règle de la Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, tel que défini par la Loi des Maîtres-Électriciens de la province de Québec.

6. *Maître-Électricien A-2*: Cette classification désigne tout maître-électricien, détenteur d'une licence A-2, selon la Loi des Électriciens et des Installations Électriques.

7. *Contremaître-Électricien*: Cette classification désigne tout salarié détenteur d'une licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques, et qui a effectivement la charge de la surveillance des travaux d'électricité exécutés par tous les compagnons-électriciens sur un chantier quelconque.

8. *Compagnon-junior licence « C »*: Ce terme désigne un salarié qui détient une licence « C » selon les dispositions de l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques, et dont la licence « C » a été émise après le 1er juin 1965.

Ce compagnon-junior (celui dont la Licence « C » a été émise après le 1er juin 1965) garde cette classification pendant une période de douze (12) mois à compter de la date d'émission de cette première licence « C ». Au premier anniversaire de la date d'émission de cette première licence « C », il est classé automatiquement comme compagnon-électricien.

(1) production work carried out in shops, machine shops and factories;

(2) permanent employees, as defined in the Collective Agreement Decrees Act;

(3) installation and repair work when such work is carried out by the permanent employees of the proprietor of a building if he holds an A-2 licence;

(4) work directly performed by the Québec Hydro-electric Commission when such work is not done through a master-electrician.

(d) For the purposes of this section, the classifications listed below designate employees with the following qualifications:

1. *Welder*: This classification designates an employee who is qualified under class "O" as defined in section VA-1, article 38, paragraph "i" of the Canadian Standards Association Welding Qualification Code (W-47-1947).

2. *Cable-Splicer*: This classification designates an employee classified as a Journeyman-Electrician, Licence "C", in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and who is qualified to undertake any work in connection with lead-covered cables carrying high voltage and their accessories, including the jointing, splicing, testing, bonding, tacking, and repair of lead-covered cables, as well as the fitting of potheads and other accessories connected to such cables.

3. *Journeyman-Electrician, Licence "C"*: This classification designates any employee who is the holder of a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act.

4. *Apprentice-Electrician*: This classification designates any employee who holds an apprenticeship booklet issued by the Board of Examiners under the Electricians and Electrical Installations Act and who has complied with the conditions laid down in Article X, subsection "b", paragraph (1) of this section.

5. *Master-Electrician*: This classification designates anyone who is a member in good standing of the Corporation of Master Electricians of the Province of Québec, as defined in the Master Electricians Act.

6. *Master-Electrician, A-2*: This classification designates any master electrician who holds an A-2 licence in accordance with the Electricians and Electrical Installations Act.

7. *Electrical-Foreman*: This classification designates any employee who holds a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and who has the effective authority to supervise the electrical work being done by other Journeyman-Electricians on a given project.

8. *Junior-Journeyman Licence "C"*: This term designates an employee who holds a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and whose "C" licence has been issued after June 1, 1965.

Such Junior-Journeyman, to whom a "C" licence has been issued after June 1, 1965, shall retain the classification of "Junior Journeyman" for a period of twelve (12) months from the date of issuance of his first "C" licence. Upon the 1st anniversary date of the issuance of his first "C" licence he shall automatically be classified as "Journeyman Electrician".

9. *Mécanicien de brûleur à l'huile — Classe « A »*: Ce terme désigne tout salarié détenteur d'une licence « C » de compagnon-électricien (sous-paragraphe 3 ci-dessus) et qui est capable de faire du travail en béton, ciment, briques, peinture et des travaux d'autres métiers nécessaires à l'installation de brûleurs à l'huile.

9. *Oil burner mechanic, class "A"*: This term designates any employee who holds the journeyman-electrician's "C" licence (subdivision 3 below) and who is able to do concrete, cement and brick work, painting and other trade work required for oil burner installations.

## TITRE II

## Rémunération

*Article III: Salaire*: Les taux minimaux suivants doivent être payés:

1. Maître-électricien qu'il utilise ses outils, ou agisse comme contremaître ou remplisse toutes autres fonctions de surveillance — Master-electrician using his own tools, acting as foreman or in any other supervisory capacity
2. Maître-électricien (qualificateur-licence A-2) — Master-electrician (qualifying his employer A-2 licence)
3. Contremaître-électricien détenteur de la licence « C » — Electrical foreman, "C" licence holder
4. Épisseur de câbles (compagnon-électricien, détenteur de la licence « C » travaillant comme épisseur de câbles) — Cable-splicer (journeyman-electrician, "C" licence holder, working as cable-splicer)
5. Compagnon-électricien détenteur de la licence « C » et mécanicien de brûleur à l'huile classe « A » — Journeyman-electrician, "C" licence holder and oil burner mechanic, class "A"
6. Soudeur — Welder
7. Compagnon-junior, licence « C » — Junior journeyman, "C" licence
8. Chauffeur de camion de service (salaire hebdomadaire) — Service truck driver, (weekly salary)

9. *Apprentis*: Les taux minimaux de salaire des apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum payé au compagnon-électricien comme suit:

1 <sup>re</sup> année — 1st year	40%
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	50%
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	60%
4 <sup>ème</sup> année — 4th year	75%

10. *Autres classifications*: S'il y a lieu, les autres sections du décret relatives aux métiers de la construction de Montréal s'appliquent.

Le Comité Conjoint, sur recommandation du Comité d'examen prévu à l'article XI, peut, mais pour fins de rémunération seulement, accepter, retarder ou avancer la promotion d'un apprenti au cours de ses années d'apprentissage.

Le Comité Conjoint, sur rapport du Comité d'examen (Art. XI), émet à l'apprenti un certificat de classification aux fins indiquées, et en avise son employeur.

*Article IV*: Tout salarié est payé selon le salaire de sa classification respective tel que mentionné ci-haut et toute entente ou convention

## TITLE II

## Remuneration

*Article III: Wages*: The following minimum rates shall be paid:

Mise en vigueur du décret	au 1 oct. 1966	au 1 avril 1967	au 1 oct. 1967	au 1 avril 1968
Effect-ive decree	As of Oct. 1, 1966	As of Apr. 1, 1967	As of Oct. 1, 1967	As of Apr. 1, 1968

1. Maître-électricien qu'il utilise ses outils, ou agisse comme contremaître ou remplisse toutes autres fonctions de surveillance — Master-electrician using his own tools, acting as foreman or in any other supervisory capacity	\$ 5.20	\$ 5.35	\$ 5.65	\$ 5.95	\$ 6.25
2. Maître-électricien (qualificateur-licence A-2) — Master-electrician (qualifying his employer A-2 licence)	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
3. Contremaître-électricien détenteur de la licence « C » — Electrical foreman, "C" licence holder	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
4. Épisseur de câbles (compagnon-électricien, détenteur de la licence « C » travaillant comme épisseur de câbles) — Cable-splicer (journeyman-electrician, "C" licence holder, working as cable-splicer)	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
5. Compagnon-électricien détenteur de la licence « C » et mécanicien de brûleur à l'huile classe « A » — Journeyman-electrician, "C" licence holder and oil burner mechanic, class "A"	3.50	3.65	3.95	4.25	4.55
6. Soudeur — Welder	3.50	3.65	3.95	4.25	4.55
7. Compagnon-junior, licence « C » — Junior journeyman, "C" licence	2.98	3.10	3.36	3.61	3.87
8. Chauffeur de camion de service (salaire hebdomadaire) — Service truck driver, (weekly salary)	75.00	80.00	85.00	90.00	100.00

9. *Apprentices*: Apprentices' minimum wage rates are set according to the percentage of the minimum wages paid to a journeyman-electrician, as follows:

Mise en vigueur du décret	au 1 oct. 1966	au 1 avril 1967	au 1 oct. 1967	au 1 avril 1968	
Effect-ive decree	As of Oct. 1, 1966	As of Apr. 1, 1967	As of Oct. 1, 1967	As of Apr. 1, 1968	
1 <sup>re</sup> année — 1st year	\$1.40	\$1.46	\$1.58	\$1.70	\$1.82
2 <sup>ème</sup> année — 2nd year	1.75	1.83	1.98	2.13	2.28
3 <sup>ème</sup> année — 3rd year	2.10	2.19	2.37	2.55	2.73
4 <sup>ème</sup> année — 4th year	2.63	2.74	2.96	3.19	3.41

10. *Other classifications*: Whenever possible, the other sections of the decree respecting the Montreal construction industry trades apply.

Upon recommendation of the examining committee provided for in article XI and for remuneration purposes only, the Joint Committee may accept, delay or step up an apprentice's promotion during his apprenticeship years.

Upon the Examining Committee's report (Art. XI), the Joint Committee may issue a classification certificate for the abovementioned purposes in favour of the apprentice and advise his employer thereof.

*Article IV*: Every employee is paid according to the wage rates stipulated above for his classification. Any arrangement or agreement granting

donnant à un salarié un salaire hebdomadaire ou conditions moindres que celles mentionnées en proportion des heures travaillées, basé sur le taux horaire tel que spécifié ci-dessus, sont nulles et sans valeur.

*Article V:* Dans le cas d'un salarié dont la classification n'est pas prévue à l'article III, la section générale du décret des métiers de la construction de Montréal s'applique pour déterminer le taux de salaire.

*Article VI:* Tout travail d'installation électrique (article II, paragraphe a) dont le coût total (main d'oeuvre et matériaux compris) est inférieur à cinq mille dollars (\$5,000.00) et s'il est exécuté au-delà d'un périmètre de dix (10) milles de rayon des limites de l'île de Montréal, est rémunéré au taux minimum (article III) réduit de vingt pourcent (20%).

*Article VII:* La semaine régulière de travail est de 40 heures réparties du lundi au vendredi inclusivement.

La journée régulière de travail peut commencer à sept heures et demi de l'avant-midi (7:30 a.m.) et peut se terminer à six heures du soir (6:00 p.m.).

*Article VIII:* a) Tout travail exécuté en plus des heures régulières mentionnées à l'article VII sera considéré comme travail supplémentaire.

b) Le taux minimum (article III) majoré de sa moitié est payé pour toutes les heures de travail excédant la limite hebdomadaire de 40 heures (article VII) ou pour tout travail exécuté entre 6:00 hres. p.m. et 8:00 hres. p.m.

c) Le travail exécuté le samedi, le dimanche, les jours de fêtes statutaires ci-après énumérés et durant des périodes non prévues au paragraphe « b » ci-dessus est rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire minimum établi à l'article III.

*Fêtes statutaires:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël.

d) Nonobstant les paragraphes « b » et « c » ci-dessus, dans le cas des salariés préposés d'une façon régulière « au service », les quinze (15) premières heures de travail supplémentaires sont payées au taux minimum (Art. III) majoré de sa moitié. Tout travail supplémentaire excédant ces quinze (15) heures est rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire minimum (Art. III).

*Article IX:* a) *Journée de travail entrecoupé:* Un supplément de 25¢ l'heure est payé aux salariés devant exécuter leur travail quotidien en deux (2) étapes séparées par plus d'une heure. Tel travail est toujours sujet à la limite journalière de huit (8) heures ainsi qu'à la limite hebdomadaire de quarante (40) heures. Cette prime de 25¢ ne s'applique pas dans le cas où le salarié bénéficie d'un taux majoré selon les paragraphes « b », « c » et « d » de l'article VIII.

b) *Équipes:* Tout travail de modification ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées à l'article VII pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée au taux régulier avec un supplément horaire de 10¢. Cependant, le taux de

an employee a weekly salary or conditions less favourable than those mentioned in proportion to hours worked (based on the hourly wage rates stipulated above) shall be null and void.

*Article V:* When an employee's classification does not appear in article III, his wage rate shall be determined according to the general section of the decree respecting the Montreal construction industry trades.

*Article VI:* All electrical installation work (article II, subsection (a) whose total cost (labour and material included) is under five thousand dollars (\$5,000.00) and when it is carried out outside the perimeter with a 10-mile radius from the Island of Montreal's limits is paid at the minimum rate (article III), less twenty percent (20%).

*Article VII:* Standard working hours in a week shall not exceed 40, Monday through Friday.

The standard work-day may start at 7:30 a.m. and end at 6:00 p.m.

*Article VIII:* (a) All work performed over and above the standard hours mentioned in article VII shall be considered as overtime.

(b) Time and a half the minimum rate (article III) is paid for all hours worked over and above the 40-hour week (article VII) or for all work performed between 6:00 p.m. and 8:00 p.m.

(c) All time worked on Saturdays, Sundays, legal holidays listed below and during times not provided for in subsection « b » below is paid double the minimum wage rate set down in article III.

*Legal holidays:* New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

(d) Notwithstanding subsections « b » and « c » above, in the case of regular service men, the first fifteen (15) hours of overtime are paid at time and a half the minimum rate (art. III). All time worked over and above such fifteen (15) hours is paid at double the minimum wage rate (art. III).

*Article IX:* (a) *Broken shift:* A 25¢-an-hour premium shall be paid to employees working on any day shift broken by more than one hour. Such work is always subject to the 8-hour-day and 40-hour-week maximums. The 25¢-an-hour premium does not apply when the employee is paid overtime rates as par subsections « b », « c » and « d » of article VIII.

(b) *Shifts:* All building alterations and repairs which, for a good reason, cannot be carried out within the hourly limits laid down in article VII governing the starting and finishing times may be done in other periods of the day but shall entail a 10¢-an-hour bonus. Unless such work (shift) be more than three (3) consecutive days, overtime rates (article VIII) shall apply. Such

salaire supplémentaire (article VIII) s'applique pour tout travail semblable, à moins que ce même travail (équipe) soit d'une durée de plus de trois (3) jours consécutifs. Tout travail (équipe) semblable sera toujours sujet à la limite journalière de huit (8) heures ainsi qu'à la limite hebdomadaire de quarante (40) heures.

c) Tous les salariés requis de commencer leur travail avant 4:00 hres. a.m. n'importe quel jour de la semaine, sont rémunérés au taux de salaire double pour toutes les heures de travail consécutives jusqu'à ce qu'il leur soit accordée une période de repos d'au moins huit (8) heures.

d) Si pour la protection des personnes ou de la propriété, un travail urgent d'altération ou de réparation à un édifice ne peut être exécuté en deçà des limites horaires régulières, il n'y a pas d'heure fixe de commencement ou de cessation de travail pour tout travail de ce genre. Tous les salariés affectés à tel travail doivent recevoir un supplément de quinze cents (15¢).

*Article X: Renvoi, congédiement et période d'attente:* a) Une heure de salaire au taux minimum est payée à tout salarié lors de sa mise-à-pied, afin de lui permettre de recueillir ses outils et effets personnels.

b) Tout salarié se rapportant au travail à l'heure régulière pour le début de la journée de travail, et qui n'a pas été avisé au moins deux (2) heures avant le début de la journée de travail par l'employeur que ses services ne seraient pas requis, ce même salarié a droit à l'équivalent d'au moins trois (3) heures de salaire au taux régulier, à moins que ce dernier refuse d'exécuter le travail requis de lui dans son métier ou à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température inclemente.

Lorsque le travail est suspendu à cause de la température inclemente et que le salarié reçoit l'ordre de demeurer sur le chantier, ce même salarié doit être payé pour la durée de cette période de temps jusqu'à ce qu'il en soit avisé par le contremaître ou l'employeur que le travail est définitivement suspendu pour la journée pour cause de température. Cependant, si le travail quotidien est commencé après une telle période d'attente, cette même période sera considérée comme étant du temps au travail pourvu que le salarié concerné soit demeuré sur le chantier et qu'il ait exécuté, s'il y a lieu, le travail se rapportant à son métier ou non suivant les instructions du contremaître ou de l'employeur.

### TITRE III

#### Apprentissage

*Article XI: a)* Les apprentis seront classifiés en quatre (4) catégories: Apprenti première année, deuxième année, troisième année et quatrième année.

b) Tout apprenti-électricien doit faire un stage préliminaire de six (6) mois ou l'équivalent de 1,000 heures dans un Centre d'Apprentissage approuvé par le Bureau des Examineurs Électriciens, avant de pouvoir être embauché par un maître électricien. Ce dernier ne peut, pour aucune considération, embaucher un apprenti de première année qui n'a pas satisfait à cette condition préalable.

c) Tout apprenti, à la fin d'une année d'apprentissage, soit la première, deuxième ou troisième année, doit se présenter au comité d'examen pour subir un examen afin de pouvoir être ainsi classifié dans une autre catégorie. En cas d'insuccès, l'apprenti doit se présenter à nouveau

work (shift) shall always be subject to the 8-hour day and 40-hour week maximums.

(c) All employees who are required to start work before 4:00 a.m. on any week day are paid double time for all subsequent working hours until they are given a rest period of at least eight (8) hours.

(d) If, to prevent property damage and ensure public safety, urgent building alterations and repairs cannot be carried out within the hourly limits, there is not set times for beginning and ending work. All employees engaged in such work shall receive a 15¢-an-hour bonus.

*Article X: Lay-off, dismissal and waiting period:* (a) When laid off, employees shall be granted one hour's pay at the regular rate so that they may pick up their tools and personal belongings.

(b) Every employee who reports in to work at the regular starting time and who has not been notified at least two (2) hours before starting time that his services would not be required, is entitled to three (3) hours' pay at the regular rate unless he refuses to do the trade work required of him or unless work is suspended because of adverse weather conditions.

When work is suspended because of adverse weather conditions and the employee is ordered to remain on the site, such employee shall be paid up to the time he is advised by the foreman or employer that work is being called off for the day due to the weather factor. However, should work start after such waiting period, the waiting period shall be considered as working time provided that the employee in question stayed on the site and that he has performed all work assigned to him by the foreman or employer, whether it be trade work or not.

### TITLE III

#### Apprenticeship

*Article XI: (a)* Apprentices shall be classified into four (4) categories: Apprentice 1st year, 2nd year, 3rd year and 4th year.

(b) Before being hired by a master-electrician, every apprentice-electrician shall undergo a preliminary six-month training period or the equivalent of 1,000 hours in an Apprenticeship Centre approved by the Electricians' Board of Examiners. No master-electrician may hire a first-year apprentice who has not complied with the above requirement.

(c) At the end of his first, second, third or fourth year of apprenticeship, every apprentice shall go before the examining committee to take the examination which will classify him in another category. Should he fail, the apprentice must once again take the examination on the

pour se soumettre à un nouvel examen à la date fixée par le comité d'examen. Nonobstant toute autre classification, le maître-électricien verse à l'apprenti la rémunération prévue à l'article III selon sa catégorie telle que déterminée par ledit comité d'examen.

Ces examens ont lieu au Centre d'Apprentissage de Montréal.

(d) Un comité d'examen constitué d'un représentant de chacune des parties contractantes et d'un représentant du Centre d'Apprentissage de Montréal, se chargera de cet examen. Le résultat de l'examen de contrôle sera remis au Bureau des Examineurs Électriciens.

Les dispositions précédentes ne privent pas le Bureau des Examineurs Électriciens de son droit d'accorder des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée et au succès de ses études à tout élève des écoles spécialisées du Ministère de l'Éducation ou des écoles professionnelles reconnues par celui-ci.

(e) Aucun maître-électricien n'a le droit d'avoir plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon-électricien à son emploi.

#### TITRE IV

##### *Sécurité sociale et autres bénéfices*

*Article XII: Vacances et fêtes:* L'employeur doit verser mensuellement au Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal une somme égale à sept pourcent (7%) du montant brut du salaire gagné au taux régulier (la rémunération payée pour le travail supplémentaire (Art. III) n'est pas retenue pour le calcul de cette somme) par chaque salarié durant la période de travail concernée. Les règles concernant l'administration, la procédure, le remboursement aux bénéficiaires et les autres modalités d'application sont celles prévues au titre cinquième (art. 48 à 58) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction (No 613 et amendements, région de Montréal).

*Article XIII: Prestations de sécurité sociale:* (Voir amendement No 1).

#### TITRE V

##### *Administration générale*

*Article XIV: Automobile:* Les salariés ne peuvent être contraints d'utiliser leur voiture pour le transport d'outils ou matériaux appartenant au maître électricien ni comme moyen de transport pour eux-mêmes durant les heures de travail ou pour toutes autres fins, y inclus le transport des autres salariés.

*Article XV: Paie:* Le salaire doit être payé chaque semaine en espèces ou par chèque.

L'employeur doit remettre aux salariés avec chaque paiement un état de compte détaillé démontrant:

- i. le nombre d'heures de travail au taux régulier;
- ii. le nombre d'heures de travail au taux double ou moyennant prime ou supplément;
- iii. les taux à l'heure suivant lesquels on s'est basé pour établir le calcul;
- iv. le montant total brut du salaire gagné;
- v. le montant des prestations de congés qui sont créditées aux salariés et qui doivent être remises au Comité Conjoint;
- vi. le montant et la nature de chacune des contributions faites par l'employeur;

day fixed by the examining committee. Notwithstanding any other classification, master-electricians shall pay the apprentice the wage rates laid down in article III, according to the category he was classified in by the examining committee.

Such examinations are held at the Montréal Apprenticeship Centre.

(d) The examination will be held by an examining committee made up of one representative from each of the contracting parties and one representative from the Montréal Apprenticeship Centre. Results of the type-examination shall be forwarded to the Electricians' Board of Examiners.

The foregoing provisions do not deprive the Electricians' Board of Examiners of its right to grant apprenticeship credits proportionate to the length of studies and results of examinations taken by students who have attended specialized schools governed by or vocational schools recognized by the Department of Education.

(e) No master-electrician may have more than one (1) apprentice for each journeyman-electrician in his employ.

#### TITLE IV

##### *Social security and other benefits*

*Article XII: Vacations and holidays:* Each month, the employer shall turn over to the Montréal Construction Industry Joint Committee an amount equal to seven percent (7%) of gross wages earned at the regular rate for each employee during the work period concerned. Payment for overtime (art. III) does not affect the calculation of this amount. The regulations governing the administration, procedure, beneficiary re-imbusement and other administrative measures are those provided for in the fifth title (art. 48 to 58) of decree number 613 and amendments (Construction industry and trades in the Montréal district).

*Article XIII: Social security benefits:* (See amendment No. 1).

#### TITLE V

##### *General administration*

*Article XIV: Cars:* Employees cannot be compelled to use their cars to transport tools and materials belonging to the master-electrician. They may not use their cars as a means of transportation for themselves or for other purposes, including the transportation of other employees.

*Article XV: Pay:* Wages shall be paid each week, in cash or by cheque. The employer shall include, with the payment, an earnings statement giving all details as to:

- i. the number of hours worked at the regular rate;
- ii. the number of hours worked at overtime or bonus rates;
- iii. the hourly rates used as calculation basis;
- iv. gross amount of wages earned;
- v. the amount of vacation pay credits for each employee which must be turned over the Joint Committee;
- vi. type and amount of each contribution made by the employer;

vii. le montant et la nature de chacune des déductions;

viii. le montant total net du salaire gagné.

*Article XVI: Administration:* L'administration et la surveillance de l'application de la présente section sont confiés au Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal.

*Article XVII: Décret général:* Sauf pour l'application des articles III, V, XII et XVI, les dispositions du décret général (le décret concernant l'ensemble des métiers de la construction de Montréal) ne s'appliquent pas aux personnes assujetties à la présente section.

*Article XVIII: Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1969.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre la Corporation des Maîtres-Électriciens du Québec, section de Montréal, d'une part, et la Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité (Local 568), d'autre part.)

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le sous-ministre du Travail,*

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 21 mai 1966.

15205-0

vii. type and amount of deductions made;

viii. net take-home pay.

*Article XVI: Administration:* The administration and supervision of this section's application is entrusted to the Montréal Construction Industry Joint Committee.

*Article XVII: General decree:* Save for the application of articles III, V, XII and XVI, the provisions of the general decree (decree respecting the Montréal construction industry trades as a whole) do not cover persons subject to this section.

*Article XVIII: Term:* This section remains in force until June 1, 1969.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Corporation of Master-Electricians of the Province of Québec (Montréal branch) and Local 568 of the International Brotherhood of Electrical Workers.)

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY.

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour.

Québec, May 21, 1966.

15205-0

## Associations coopératives

### Magasin Co-op de Charlesbourg

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coopérative de Charlesbourg », en celui de « Magasin Co-op de Charlesbourg ».

Québec, le 12 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

15185-0

RAYMOND DOUVILLE.

### Magasin Co-op de Desbiens

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « La Prévoyante », en celui de « Magasin Co-op de Desbiens ».

Québec, le 18 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

15227-0

RAYMOND DOUVILLE.

### Magasin Co-op de St-Samuel

*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « L'Avenir Coopérative de Consommation », en celui de « Magasin Co-op de St-Samuel ».

Québec, le 12 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

15250-0

RAYMOND DOUVILLE.

## Cooperative Associations

### Magasin Co-op de Charlesbourg

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coopérative de Charlesbourg", to that of "Magasin Co-op de Charlesbourg".

Québec, April 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15185

*Assistant Secretary of the Province.*

### Magasin Co-op de Desbiens

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, has approved the change of name of the cooperative association "La Prévoyante", into that of "Magasin Co-op de Desbiens".

Québec, April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15227

*Assistant Secretary of the Province.*

### Magasin Co-op de St-Samuel

*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "L'Avenir Coopérative de Consommation", to that of "Magasin Co-op de St-Samuel".

Québec, April 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

15250

*Assistant Secretary of the Province.*

**Avis**

**Notices**

**Nombre total des électeurs inscrits sur les listes électorales par les énumérateurs**

**Total number of electors entered on the electoral lists by the enumerators**

District électoral	Nombre d'électeurs
Abitibi-Est	42,934
Abitibi-Ouest	15,328
Ahuntsic	41,475
Argenteuil	18,460
Arthabaska	27,470
Bagot	12,869
Beauce	34,091
Beauharnois	30,561
Bellechasse	14,309
Berthier	16,442
Bonaventure	23,109
Bourassa	47,053
Bourget	43,525
Brome	8,453
Chambly	47,142
Champlain	30,722
Charlevoix	18,006
Châteauguay	24,777
Chauveau	46,978
Chicoutimi	24,627
Compton	12,683
D'Arcy McGee	45,611
Deux-Montagnes	21,576
Dorchester	20,773
Dorion	37,186
Drummond	34,581
Dubuc	25,215
Duplessis	18,573
Fabre	47,475
Frontenac	15,446
Gaspé-Nord	12,041
Gaspé-Sud	18,625
Gatineau	31,849
Gouin	44,596
Hull	33,378
Huntingdon	8,559
Iberville	10,556
Iles-de-la-Madeleine	6,611
Jacques-Cartier	41,811
Jeanne-Mance	52,103
Jean-Talon	38,539
Joliette	27,489
Jonquière	32,142
Kamouraska	15,583
Labelle	14,549
Lac-Saint-Jean	24,670
Lafontaine	44,978
L'Assomption	26,589
Laurier	43,151
Laval	48,217
Lavolette	27,855
Lévis	34,693
Limoulou	43,573
L'Islet	13,605
Lotbinière	15,758
Louis-Hébert	44,436
Maisonneuve	47,406
Marguerite-Bourgeoys	38,173
Maskinongé	12,781
Matane	23,115
Matapédia	15,998
Mégantic	30,502
Mercier	43,351
Missisquoi	19,322
Montcalm	11,335
Montmagny	15,280

Electoral district	Number of electors
Abitibi-East	42,934
Abitibi-West	15,328
Ahuntsic	41,475
Argenteuil	18,460
Arthabaska	27,470
Bagot	12,869
Beauce	34,091
Beauharnois	30,561
Bellechasse	14,309
Berthier	16,442
Bonaventure	23,109
Bourassa	47,053
Bourget	43,525
Brome	8,453
Chambly	47,142
Champlain	30,722
Charlevoix	18,006
Châteauguay	24,777
Chauveau	46,978
Chicoutimi	24,627
Compton	12,683
D'Arcy McGee	45,611
Two Mountains	21,576
Dorchester	20,773
Dorion	37,186
Drummond	34,581
Dubuc	25,215
Duplessis	18,573
Fabre	47,475
Frontenac	15,446
Gaspé-North	12,041
Gaspé-South	18,625
Gatineau	31,849
Gouin	44,596
Hull	33,378
Huntingdon	8,559
Iberville	10,556
Magdalen Islands	6,611
Jacques-Cartier	41,811
Jeanne-Mance	52,103
Jean-Talon	38,539
Joliette	27,489
Jonquière	32,142
Kamouraska	15,583
Labelle	14,549
Lac-Saint-Jean	24,670
Lafontaine	44,978
L'Assomption	26,589
Laurier	43,151
Laval	48,217
Lavolette	27,855
Lévis	34,693
Limoulou	43,573
L'Islet	13,605
Lotbinière	15,758
Louis-Hébert	44,436
Maisonneuve	47,406
Marguerite-Bourgeoys	38,173
Maskinongé	12,781
Matane	23,115
Matapédia	15,998
Mégantic	30,502
Mercier	43,351
Missisquoi	19,322
Montcalm	11,335
Montmagny	15,280

Montmorency . . . . .	31,851	Montmorency . . . . .	31,851
Napierville-Laprairie . . . . .	28,755	Napierville-Laprairie . . . . .	28,755
Nicolet . . . . .	17,435	Nicolet . . . . .	17,435
Notre-Dame-de-Grâce . . . . .	43,073	Notre-Dame-de-Grâce . . . . .	43,073
Olier . . . . .	44,949	Olier . . . . .	44,949
Outremont . . . . .	40,129	Outremont . . . . .	40,129
Papineau . . . . .	31,472	Papineau . . . . .	31,472
Pontiac . . . . .	11,770	Pontiac . . . . .	11,770
Portneuf . . . . .	32,529	Portneuf . . . . .	32,529
Richelieu . . . . .	29,503	Richelieu . . . . .	29,503
Richmond . . . . .	22,877	Richmond . . . . .	22,877
Rimouski . . . . .	30,565	Rimouski . . . . .	30,565
Rivière-du-Loup . . . . .	22,725	Rivière-du-Loup . . . . .	22,725
Robert Baldwin . . . . .	50,232	Robert Baldwin . . . . .	50,232
Roberval . . . . .	30,023	Roberval . . . . .	30,023
Rouville . . . . .	16,399	Rouville . . . . .	16,399
Rouyn-Noranda . . . . .	20,886	Rouyn-Noranda . . . . .	20,886
Saguenay . . . . .	36,238	Saguenay . . . . .	36,238
Sainte-Anne . . . . .	31,749	Sainte-Anne . . . . .	31,749
Sainte-Marie . . . . .	38,048	Sainte-Marie . . . . .	38,048
Saint-Henri . . . . .	40,583	Saint-Henri . . . . .	40,583
Saint-Hyacinthe . . . . .	30,161	St. Hyacinthe . . . . .	30,161
Saint-Jacques . . . . .	35,138	Saint-Jacques . . . . .	35,138
Saint-Jean . . . . .	22,309	St. John's . . . . .	22,309
Saint-Laurent . . . . .	48,649	Saint-Laurent . . . . .	48,649
Saint-Louis . . . . .	27,553	Saint-Louis . . . . .	27,553
Saint-Maurice . . . . .	36,672	St. Maurice . . . . .	36,672
Saint-Sauveur . . . . .	34,623	Saint-Sauveur . . . . .	34,623
Shefford . . . . .	33,947	Shefford . . . . .	33,947
Sherbrooke . . . . .	53,392	Sherbrooke . . . . .	53,392
Stanstead . . . . .	21,581	Stanstead . . . . .	21,581
Taillon . . . . .	38,271	Taillon . . . . .	38,271
Témiscamingue . . . . .	10,751	Témiscamingue . . . . .	10,751
Témiscouata . . . . .	13,231	Témiscouata . . . . .	13,231
Terrebonne . . . . .	68,417	Terrebonne . . . . .	68,417
Trois-Rivières . . . . .	38,126	Trois-Rivières . . . . .	38,126
Vaudreuil-Soulanges . . . . .	25,638	Vaudreuil-Soulanges . . . . .	25,638
Verchères . . . . .	27,934	Verchères . . . . .	27,934
Verdun . . . . .	47,242	Verdun . . . . .	47,242
Westmount . . . . .	46,096	Westmount . . . . .	46,096
Wolfe . . . . .	9,134	Wolfe . . . . .	9,134
Yamaska . . . . .	9,048	Yamaska . . . . .	9,048
	<hr/>		<hr/>
	3,190,373		3,190,373

Je certifie que le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales par les énumérateurs est de 3,190,373.

Québec, le 14 mai 1966.

*Le Président général des élections.*

15249-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

### Loi électorale de Québec

*Avis concernant une agence de publicité (art. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. » aux soins de M. Gabriel Lalande, suite 811, 1155 ouest, rue Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de monsieur Léo Davignon, agent officiel du parti de l'Union Nationale pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 17 mai 1966.

*Le Président général des élections.*

15249-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

### Loi électorale de Québec

*Avis concernant une agence de publicité (art. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Maison Jean Lesiège & Associés » aux soins de M. Jean Lesiège, publiciste, 10,

I hereby certify the number of electors entered on the electoral lists by the enumerators is 3,190,373.

Quebec, May 14, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15249-o Chief Returning-Officer.

### Quebec Election Act

*Notice concerning a publicity agency (sec. 377)*

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd." care of Mr. Gabriel Lalande, room 811, 1155 west, Dorchester Street, Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Léo Davignon, official agent of the Union National Party for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 17, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15249-o Chief Returning-Officer.

### Quebec Election Act

*Notice concerning a publicity agency (sec. 377)*

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Maison Jean Lesiège & Associés" care of Mr. Jean Lesiège, publicist,

Place Crémazie, suite 524, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Armand Poupart Jr., agent officiel de M. Léo Pearson, candidat libéral dans le district électoral de Saint-Laurent pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 17 mai 1966.

*Le Président général des élections,*

15249-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

10, Place Crémazie, Room 524, Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Armand Poupart Jr., official agent of Mr. Léo Pearson, liberal candidate in the electoral district of Saint-Laurent for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 17, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15249-o Chief Returning-Officer.

### Loi électorale de Québec

*Avis concernant une agence de publicité (art. 377)*

Je donne avis, par les présentes, que l'agence de publicité « Young & Rubicam Ltd. » aux soins de M. Gabriel Lalonde, suite 811, 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal, est reconnue comme mandataire de M. Pierre Lavery, agent officiel de M. Paul Dozois, candidat de l'Union Nationale dans le district électoral de Saint-Jacques pour la présente élection dont le scrutin est fixé au 5 juin 1966.

Québec, le 17 mai 1966.

*Le Président général des élections,*

15249-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

### Quebec Election Act

*Notice concerning a publicity agency (sec. 377)*

I give notice, by these presents, that the publicity agency "Young & Rubicam Ltd." care of Mr. Gabriel Lalonde, Room 811, 1155 west, Dorchester Blvd., Montreal, is recognized as the authorized agent of Mr. Pierre Lavery, official agent of Mr. Paul Dozois, Union National candidate in the electoral district of Saint-Jacques for the present election for which voting is fixed for June 5, 1966.

Quebec, May 17, 1966.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

15249-o Chief Returning-Officer.

### Village du Lac Etchemin

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la Corporation Municipale du village du Lac Etchemin, comté de Dorchester, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (chap. 193 S.R.Q. 1964).

Les limites de la municipalité de ville projetées seront les mêmes que celles de la municipalité du village du Lac Etchemin.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village du Lac Etchemin établit à 2843 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Lac Etchemin, ce 5 mai 1966.

*L'Avisseur légal de la corporation,*

15083-19-2-o JAMES DUFOUR, notaire.

### Village of Lac Etchemin

Public notice is hereby given by the undersigned, that the Municipal Corporation of the village of Lac Etchemin, county of Dorchester, upon expiry of the legal delays following the publication of this notice, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory into a town municipality, and to obtain letters patent for this purpose, under the authority of sections 12 and those following of the cities and towns Act (Chapter 193, R. S. Q. 1964).

The limits of the proposed town municipality will be the same as those of the municipality of the village of Lac Etchemin.

The census ordered by the Council of the municipality of the village of Lac Etchemin establishes the population of the said municipality at 2843 souls.

Given at Lac Etchemin on May 5, 1966.

JAMES DUFOUR, notary,

15083-19-2 Legal Adviser of the Corporation.

### Sogebry Ltée

(Re: Vente d'actions ordinaires de Québec-Téléphone) « Sogebry Ltée », requérante.

Avis est par les présentes donné que la requête numéro S207 R.S.P. en vertu de laquelle Sogebry Ltée demande l'approbation du transfert à Anglo-Canadian Telephone Company des 681,470 actions ordinaires qu'elle détient dans Québec-Téléphone sera entendue devant la Régie des Services Publics le 25 mai 1966; c'est au Palais de Justice de Rimouski que l'audience publique aura lieu dans cette affaire et elle débutera à dix (10) heures de l'avant-midi à la date précitée.

Toute personne qui désire être entendue devant la Régie, en cette occasion, devra signifier son intention de le faire au moyen d'une lettre qui devra elle-même être parvenue à la Régie avant cinq (5) heures le 20 mai 1966, à l'adresse suivante:

### Sogebry Ltd.

(Re: Sale of common shares of Québec-Téléphone) « Sogebry Ltd. », petitioner.

Notice is hereby given that petition No. S207 P.S.B. in virtue of which Sogebry Ltd. requests approval of the transfer to Anglo-Canadian Telephone Company of the 681,470 common shares which it holds in Québec-Téléphone will be heard before the Public Service Board on May 25th 1966; the public audience for this matter will be held at the Court House in Rimouski and will commence at ten (10) a.m. on the aforesaid date.

Any person who wishes to be heard before the Board in this matter should give notice of his intentions by means of a letter which must reach the Board before five (5) p.m. on May 20th 1966 at the following address:

Régie des services publics, a/s Me Mark Dubé, secrétaire, 880 Chemin Ste-Foy, Québec, P.Q.

Rimouski, le 4 mai 1966.

*Les Procureurs de la requérante,*  
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,  
COPE, PORTEOUS & HANSARD,  
*avocats.*

1 Place Ville-Marie,  
Montréal 2, P.Q.

15131-19-20-

### Jean-Pierre Bursztyn

Avis est par les présentes donné que, conformément au projet de loi 31, Loi concernant les changements de noms, Jean-Pierre Bursztyn, de Montréal, Québec, sollicite du Secrétaire Provincial la permission de changer son nom à Jean-Pierre I. Soler.

Montréal, le 4 avril 1966.

15165-20-2-0 JEAN-PIERRE I. BURSZTYN.

### Cité de Saint-Jérôme

Avis est donné par les présentes que la cité de Saint-Jérôme présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que faire se peut une requête pour modifier la charte de la cité de Saint-Jérôme. La modification alors demandée sera la suivante:

Rescinder le paragraphe c de l'article 42 de la loi 14 Geo. VI, chap. 103, 1950 et le remplacer par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, S.R.Q. 1964, chap. 193, art. 427, paragraphe 23 et également pour rescinder l'article 50 de la Loi 14 Geo. VI, chap. 103, 1950, et le remplacer par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, S.R.Q. 1964, chap. 193, art. 500.

Ladite requête est déposée aux archives de la cité où elle peut être examinée.

Daté en la cité de Saint-Jérôme, ce 11 mars 1966.

*Les Procureurs de la requérante,*

15166-0

MATHIEU & FORGET.

### Michael-Brian Burofsky

Prenez avis que Michael-Brian Burofsky, de la cité de Montréal, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi de changement de nom, de changer son nom à Michael-Brian Burrows.

Montréal, 12 mai 1966.

*Les Procureurs du requérant,*

15186-20-2-0

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK &  
MOSCOWITZ.

### Chevaliers de Colomb de St-Félicien (Conseil No 2973)

Le Conseil St-Félicien (No 2973) des Chevaliers de Colomb de St-Félicien, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chapitre 134, article 2a) à partir du 30 octobre 1965.

*Le Grand Chevalier,*

PAUL-E. SIMARD.

*Le Secrétaire Archiviste,*

15206-0

CHS.-EUG. BOUCHARD.

### Chevaliers de Colomb de St-Michels des Saints (Conseil No 4421)

Le Conseil St-Michel des Saints (No 4421) des Chevaliers de Colomb de St-Michel des Saints,

Public Service Board, c/o Me Mark Dubé, Secretary, 880 Chemin Ste-Foy, Québec, P.Q.

Rimouski, May 4th 1966.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,  
COPE, PORTEOUS & HANSARD,  
*Advocates,*  
*Attorneys for the petitioner.*

1 Place Ville Marie,  
Montréal 2, P.Q.

15131-19-20-

### Jean-Pierre Bursztyn

Notice is hereby given that, in conformity with the project of Act 31, Act concerning the change of names, Jean-Pierre Bursztyn, of Montreal, Quebec, solicits from the Provincial Secretary, the permission to change his name to Jean-Pierre I. Soler.

Montreal, April 4, 1966.

15165-20-2 JEAN-PIERRE I. BURSZTYN.

### City of Saint-Jérôme

Notice is hereby given that the city of Saint-Jérôme will present to the Lieutenant-Governor in Council as soon as it will be possible a petition to modify the charter of the city of Saint-Jérôme. The required modification will be as follows:

To annual paragraph c of section 42 of chapter 103 of the Act 14 Geo. VI, 1950, and replaced it by corresponding provisions of the chap. 193 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1964, and for annul chapter 193 section 427 paragraph 23 and also and for section 50 of the chap. 103 of the Act 14 Geo. VI, 1950, and replace it by corresponding provisions of the chap. 193 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1964.

The present petition is deposited at the city Hall where it may be examined.

Dated in the city of Saint-Jérôme, this May 11, 1966.

MATHIEU & FORGET,

15166-0

*Attorneys for the petitioner.*

### Michael-Brian Burofsky

Take notice that Michael-Brian Burofsky, of the city and district of Montreal, will make application to the Lieutenant-Governor in Council, under the change of name Act, to change his name to Michael-Brian Burrows.

Montreal, May 12, 1966.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK &

15186-20-2-0

MOSCOWITZ,

*Attorneys for applicant.*

### Knights of Columbus of St-Félicien (Council No. 2973)

The "Council (No 2973) St-Félicien of Knights of Columbus", of St-Félicien, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chapter 134, section 2a) as from October 30, 1965.

PAUL-E. SIMARD,

*Grand Knight.*

CHS.-EUG. BOUCHARD,

15206

*Recording-Secretary.*

### Knights of Columbus of St-Michels des Saints (Council No. 4421)

The "Council St-Michel des Saints (No 4421) of Knights of Columbus", of St-Michel des

donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chapitre 134, article 2a) à partir du 20 octobre 1965.

*Le Grand Chevalier,*  
GÉRARD BELLEROSE.  
*Le Secrétaire Archiviste,*  
LAURIER BELLEROSE.

15207

**John Karwatsky**

Avis, est par la présente donné, que John Karwatsky, contrôleur, domicilié au numéro 6847 de la rue Viau en les cité et district de Montréal, province de Québec, a transmis au Secrétaire de la province, une requête demandant que son nom soit changé de John Karwatsky à John Kent.

À la suite de la requête, le nom de Lori Ann Karwatsky née le 16 juin 1964, issue du mariage de John Karwatsky, à Janet Klemka, sera changé en celui de : Lori Ann Kent, domiciliée à 6847 de la rue Viau, en les cité et district de Montréal.

Montréal, le 13 mai 1966.

*Les Procureurs du requérant,*  
MASSÉ & MASSÉ.

15248-20-2-o

**Cité de Beauport**

Avis public est donné que par requête conjointe, la Cité de Beauport et la Corporation de Beauport-Ouest s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité de cité. La requête peut être consultée et copie peut être obtenue en s'adressant à l'Hôtel de ville de Beauport et chez monsieur Roland Lortie, secrétaire-trésorier de la Corporation de Beauport-Ouest à 295, rue Seigneuriale, Beauport. Tout propriétaire des municipalités concernées s'opposant à cette fusion doit, durant le mois suivant celui au cours duquel cet avis est donné s'adresser par écrit à la Commission Municipale de Québec en indiquant les motifs de son objection.

*Le Procureur des requérantes,*  
J. C. LORD.

15259-20-2-o

**Anthony Robert Basil**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 826, du 4 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Anthony Robert Vasilopoulos en celui de Anthony Robert Basil.

Québec, le 12 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

**Joseph Ernest Ouellet**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 827, du 4 mai 1966, d'effectuer le changement de nom de Joseph Ernest Ouellette en celui de Joseph Ernest Ouellet.

Québec, le 12 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o

**Caroll Joseph Jacques Alexandre  
Zimmerman**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 828, du 4 mai 1966, d'effec-

Saints, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chapter 134, section 2a) as from October 20, 1965.

GÉRARD BELLEROSE,  
*Grand Knight.*

LAURIER BELLEROSE,  
*Recording-Secretary.*

15207

**John Karwatsky**

Notice is hereby given that John Karwatsky controller, residing and domiciled at 6847 Viau Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has transmitted to the Provincial Secretary, a petition requesting the change of his name from John Karwatsky to John Kent.

Pursuant to the application, the name of Lori Ann Karwatsky, born, June 16, 1964, at Montreal, from the marriage of John Karwatsky to Janet Klemka, residing and domiciled at 6847 Viau Street, in the city and district of Montreal, may be changed to Lori Ann Kent.

Montreal, May 13, 1966.

MASSÉ & MASSÉ,  
*Attorneys for petitioner.*

15248-20-2-o

**City of Beauport**

Public notice is given that, by joint request, the City of Beauport and the Corporation of Beauport-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council asking him to issue letters patent amalgamating these municipalities and creating a new city municipality. The request may be consulted and copy may be obtained by applying to the City Hall of Beauport and to Mr. Roland Lortie, secretary-treasurer of the Corporation of Beauport-West, at 295 Seigneuriale Street, Beauport. Any owner from these municipalities concerned being opposed to this amalgamation must, during the month following the one in which this notice is given, apply by writing to the Quebec Municipal Commission indicating the motives of his objection.

J. C. LORD,  
*Attorney for the petitioners.*

15259-20-2

**Anthony Robert Basil**

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 826, dated May 4, 1966, to effect the change of name of Anthony Robert Vasilopoulos to that of Anthony Robert Basil.

Quebec, May 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

**Joseph Ernest Ouellet**

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 827, dated May 4, 1966, to effect the change of name of Joseph Ernest Ouellette to that of Joseph Ernest Ouellet.

Quebec, May 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164

**Caroll Joseph Jacques Alexandre  
Zimmerman**

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree number 828 dated May 4,

tuer le changement de nom de Caroll Joseph Jacques Alexandre Zemelman en celui de Caroll Joseph Jacques Alexandre Zimmerman.

Québec, le 12 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

15164-o

RAYMOND DOUVILLE.

1966, to effect the change of name of Caroll Joseph Jacques Alexandre Zemelman to that of Caroll Joseph Jacques Alexandre Zimmerman.

Quebec, May 12, 1966.

*RAYMOND DOUVILLE,*

15164

*Assistant Secretary of the Province.*

## Caisses d'épargne et de crédit

### La Caisse Populaire de la Vallée de l'Or

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de la Vallée de l'Or ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la ville de Val d'Or, la ville de Bourlamaque, la municipalité Lac Lemoyne, Jacola, Sullivan.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Val d'Or, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

Québec, le 10 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire adjoint*

*de la province,*

15187-o

LUCIEN DARVEAU.

## Savings and Credit Unions

### La Caisse Populaire de la Vallée de l'Or

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de la Vallée de l'Or".

The territory in which the union will recruit its members will be the town of Val d'Or, the town of Bourlamaque, the municipality of Lac Lemoyne, Jacola, Sullivan.

The head office of the savings and credit union is situated at Val d'Or, in the electoral district of Abitibi-East.

Quebec, May 10, 1966.

*LUCIEN DARVEAU,*

*Associate Assistant Secretary*

15187

*of the Province.*

## Compagnies autorisées à faire des affaires

### Hall's Motor Transit Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Hall's Motor Transit Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Reginald D. Tormey, de 7403, boulevard Newman, en la cité de LaSalle.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 7403, boulevard Newman, en la cité de LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

17-66 — 1319/89

## Companies Licensed to do Business

### Hall's Motor Transit Company

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Hall's Motor Transit Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Reginald D. Tormey, of 7403 Newman Boulevard, in the city of LaSalle.

The principal office of the company in the Province is at 7403 Newman Boulevard, in the city of LaSalle, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

17-66 — 1319/89

### International Norvalie Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « International Norvalie Mines Limited », a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. André Valiquette, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 612 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164

4-66 — 1318/124

### International Norvalie Mines Limited

Notice is given that "International Norvalie Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. André Valiquette, of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 612 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

15164-o

4-66 — 1318/124

### Ocotal Aktiengesellschaft

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ocotal Aktiengesellschaft », a été autorisée à faire affaires dans la province.

### Ocotal Aktiengesellschaft

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Ocotal Aktiengesellschaft", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Amedeo Gatti, administrateur, 1010, Beaver Hall Hill, suite 804, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 101, Beaver Hall Hill, suite 804, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 15-66 — 1318/134

**Thoroughbred Racing Protective Bureau, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Thoroughbred Racing Protective Bureau, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164 33-63 — 1319/103

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Amedeo Gatti, administrator, of 1010 Beaver Hall Hill, Suite 804, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1010 Beaver Hall Hill, Suite 804, Montreal, judicial district of Montreal.

*Assistant Secretary of the Province.*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 15-66 — 1318/134

**Thoroughbred Racing Protective Bureau, Inc.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Thoroughbred Racing Protective Bureau, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. H. Laidley, of 231 St-James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 231 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*Assistant Secretary of the Province.*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 33-63 — 1319/103

**Chartes — Abandon de**

**Carmel Investments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Carmel Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1966.  
15167 ALFRED MANASTER.

**Harleg Industries Ltd.**

Prenez avis que la compagnie « Harleg Industries Ltd. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte. Montréal, 10 mai 1966.

*Le Procureur de Harleg Industries Ltd.,*  
15168 JOHN HERSCHORN.

**Claude Morin Cable Vision Ltée.**

Avis est donné que la compagnie « Claude Morin Cable Vision Ltée. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de mai, 1966.  
*Le Procureur de*  
15169-c *Claude Morin Cable Vision Ltée.,*  
CHARLES WOLFSON, C.R.

**Textile Apparel Factors Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Textile Apparel Factors Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec

**Charters — Surrender of**

**Carmel Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Carmel Investments Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of April, 1966.  
15167-o ALFRED MANASTER.

**Harleg Industries Ltd.**

Take notice that "Harleg Industries Ltd.", will petition the Provincial Secretary for permission to abandon its charter.

Montreal, May 10, 1966.  
15168-o JOHN HERSCHORN,  
*Attorney for Harleg Industries Ltd.*

**Claude Morin Cable Vision Ltée.**

Notice is hereby given that "Claude Morin Cable Vision Ltée.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of May, 1966.  
15169-o CHARLES WOLFSON, Q.C.,  
*Attorney for*  
*Claude Morin Cable Vision Ltée.*

**Textile Apparel Factors Inc.**

Notice is hereby given that "Textile Apparel Factors Inc.", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender

afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux termes de la Loi des compagnies de Québec, à compter d'une date devant être fixée par le secrétaire de la province.

Daté à Montréal, Québec, ce 12<sup>e</sup> jour de mai 1966.

Textile Apparel Factors Inc.,  
Par le Secrétaire-trésorier,  
PAUL F. DINGLE.

15189 869-65

#### Ameublements Baillargeon Limitée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ameublements Baillargeon Limitée », demandera au secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 10 mai 1966.

Le Président,  
YVON BAILLARGEON.

15188-0

#### Laurentien Car Cleaners Limited

Avis est donné que la compagnie « Laurentien Car Cleaners Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Belleville, ce 29<sup>e</sup> jour d'avril 1966.

Le Secrétaire-trésorier,  
JESSIE CUNNINGHAM.

15228

#### Sterlco Distributors Corp.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Sterlco Distributors Corp. », donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 16 mai 1966.

Sterlco Distributors Corp.,  
Par le Secrétaire,  
LAWRENCE BESSNER.

15251

its charter under the terms of the Quebec Companies Act as and from a date to be fixed by the Provincial Secretary.

Dated at Montreal, Quebec, this 12th day of May, 1966.

Textile Apparel Factors Inc.,  
Per: PAUL F. DINGLE,  
Secretary-Treasurer.

15189-0

#### Baillargeon Furniture Limited

Notice is hereby given that "Baillargeon Furniture Limited", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 10, 1966.

YVON BAILLARGEON,  
President.

15188-0

#### Laurentien Car Cleaners Limited

Notice is hereby given that "Laurentien Car Cleaners Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Belleville, this 29th day of April, 1966.

JESSIE CUNNINGHAM,  
Secretary-Treasurer.

15228-0

#### Sterlco Distributors Corp.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Sterlco Distributors Corp.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable Provincial Secretary for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, May 16, 1966.

Sterlco Distributors Corp.,  
Per: LAWRENCE BESSNER,  
Secretary.

15251-0

### Compagnies dissoutes

#### Apex Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Apex Building Corporation », constituée en corporation le 14 décembre 1953, à compter du 16 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0 50494-53

#### Argyle Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Argyle Realty Corp. », constituée en corporation le 3 novembre 1964, à compter du 16 mai 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-0 4876-64

### Companies Dissolved

#### Apex Building Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Apex Building Corporation", incorporated on December 14, 1953, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

15164 50494-53

#### Argyle Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Argyle Realty Corp.", incorporated on November 3, 1964, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

15164 4876-64

**Association des hôpitaux du Québec inc.  
Quebec Hospital Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de l'« Association des hôpitaux du Québec inc.—Quebec Hospital Association Inc. », constituée en corporation le 9 octobre 1956, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 12785-56

**Compagnie de placements  
Georges Alepins Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Compagnie de placements Georges Alepins Itée », constituée en corporation le 5 décembre 1946, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 8115-46

**La Compagnie J. A. Vachon Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Compagnie J. A. Vachon Itée », constituée en corporation le 30 décembre 1955, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 10100-56

**Guy B. Cossette Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Guy B. Cossette Itée », constituée en corporation le 25 mai 1954, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 11264-54

**Garry Insurance Agencies Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Garry Insurance Agencies Limited », constituée en corporation le 5 octobre 1933, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1798-33

**K. M. Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières, et de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « K. M. Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation le 24 novembre 1958, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 14249-58

**Leo, limitée  
Leo, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

**Association des hôpitaux du Québec inc.  
Quebec Hospital Association Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association des hôpitaux du Québec inc.—Quebec Hospital Association Inc.", incorporated on October 9, 1956, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 12785-56

**Compagnie de placements  
Georges Alepins Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Compagnie de placements Georges Alepins Itée", incorporated on December 5, 1946, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 8115-46

**La Compagnie J. A. Vachon Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie J. A. Vachon Itée", incorporated on December 30, 1955, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 10100-56

**Guy B. Cossette Itée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Guy B. Cossette Itée", incorporated on May 25, 1954, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 11264-54

**Garry Insurance Agencies Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garry Insurance Agencies Limited", incorporated on October 5, 1933, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1798-33

**K. M. Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under the Mining Companies Act and the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "K. M. Corporation" (No Personal Liability) incorporated on November 24, 1958, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 14249-58

**Leo, limitée  
Leo, Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Leo, limitée — Leo, Limited », constituée en corporation le 20 mars 1936, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 665-36

#### Librairie Arthème Fayard (Canada) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Librairie Arthème Fayard (Canada) Itée », constituée en corporation le 19 octobre 1959, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 12055-59

#### Lingal Hardware Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lingal Hardware Supplies Ltd. », constituée en corporation le 4 octobre 1954, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 12175-54

#### Maestro Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Maestro Development Inc. », constituée en corporation le 26 mai 1959, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 13259-59

#### Mascot Leather Goods Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mascot Leather Goods Co. Ltd. », constituée en corporation le 13 octobre 1965, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 4501-65

#### Metropole Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Metropole Limited », constituée en corporation le 24 octobre 1933, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1535-33

#### Muir Beddall (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Muir Beddall (Canada) Limited », constituée en corporation le 19 juillet 1929, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 1466-29

to accept the surrender of the charter of "Leo, limitée — Leo, Limited", incorporated on March 20, 1936, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 665-36

#### Librairie Arthème Fayard (Canada) Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Librairie Arthème Fayard (Canada) Itée", incorporated on October 19, 1959, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 12055-59

#### Lingal Hardware Supplies Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lingal Hardware Supplies Ltd.", incorporated on October 4, 1954, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 12175-54

#### Maestro Development Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Maestro Development Inc.", incorporated on May 26, 1959, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 13259-59

#### Mascot Leather Goods Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mascot Leather Goods Co. Ltd.", incorporated on October 13, 1965, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 4501-65

#### Metropole Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Metropole Limited", incorporated on October 24, 1933, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1535-33

#### Muir Beddall (Canada) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Muir Beddall (Canada) Limited", incorporated on July 19, 1929, on and from May 16, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1466-29

**Les Placements D. D. G. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Placements D. D. G. inc. », constituée en corporation le 27 août 1963, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15164-o 3788-63

**Plastainers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Plastainers Limited », constituée en corporation le 17 mars 1964, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15164-o 1208-64

**Ruco Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ruco Construction Inc. », constituée en corporation le 25 mars 1963, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15164-o 1329-63

**Victorai Lumber Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Victoria Lumber Company Limited », constituée en corporation le 30 juillet 1957, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15164-o 12427-57

**Vista Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vista Development Corporation », constituée en corporation le 29 décembre 1955, à compter du 16 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15164-o 13665-55

**Divers  
Compagnies**

**Association générale des étudiants  
de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 avril 1966, approuvé les règlements généraux de l'« Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

15170-o 14369-59

**Association générale des étudiants  
de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)**

Avis est donné que l'« Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.

**Les Placements D. D. G. inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Placements D. D. G. inc.", incorporated on August 27, 1963, on and from May 16, 1966.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 3788-63

**Plastainers Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Plastainers Limited", incorporated on March 17, 1964, on and from May 16, 1966.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1208-64

**Ruco Construction Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ruco Construction Inc.", incorporated on March 25, 1963, on and from May 16, 1966.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 1329-63

**Victoria Lumber Company Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Victoria Lumber Company Limited", incorporated on July 30, 1957, on and from May 16, 1966.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 12427-57

**Vista Development Corporation**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vista Development Corporation", incorporated on December 29, 1955, on and from May 16, 1966.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 13665-55

**Miscellaneous  
Companies**

**Association générale des étudiants  
de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on April 22, 1966, approved the general by-laws of "Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

15170 14369-59

**Association générale des étudiants  
de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.)**

Notice is hereby given that "Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke

U.S.) », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 27.

*Le Président,*  
ALBERT DUPUIS.

15170-o 14369-59

#### Arthur Deshaies & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Arthur Deshaies & fils inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*  
LIONEL DESHAIES.  
15171-o 2324-63

#### Richard Hemsley Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « Richard Hemsley Co. Limited », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

*Le Secrétaire,*  
Mme H. ADELAND.  
15172 9083-41

#### La Machinerie idéale cie ltée Ideal Machinery Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « La Machinerie idéale cie ltée — Ideal Machinery Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

*Le Secrétaire*  
MAURICE BRISSETTE.  
15173-o 8110-46

#### Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « Le Club des bons loisirs de St-Prime inc. », et ce, en vertu, de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*  
LUCIEN DARVEAU.  
15190-o 2230-64

#### Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Avis est donné que la corporation « Le Club des bons loisirs de St-Prime inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le Secrétaire,*  
CLAUDE MOREAU.  
15190-o 2230-64

#### Fondation Pillenière inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1966, approuvé les règlements généraux de la « Fondation Pillenière inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*  
LUCIEN DARVEAU.  
15191-o 4311-65

#### Knowlton Athletic Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 mai 1966, approuvé les règlements généraux de « Knowlton Athletic Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*  
LUCIEN DARVEAU.  
15192-o 695-66

(A.G.E.U.S.) », has changed the number of its directors from 4 to 27.

ALBERT DUPUIS,  
*President.*  
14369-59

15170

#### Arthur Deshaies & fils inc.

Notice is hereby given that the « Arthur Deshaies & fils inc. », has changed the number of its directors from 3 to 4.

LIONEL DESHAIES,  
*Secretary.*  
15171 2324-63

#### Richard Hemsley Co. Limited

Notice is given that « Richard Hemsley Co. Limited », has changed the number of its directors from 3 to 4.

Mrs. G. ADELAND,  
*Secretary.*  
15172-o 9083-41

#### La Machinerie idéale cie ltée Ideal Machinery Co. Ltd.

Notice is hereby given that « La Machinerie idéale cie ltée — Ideal Machinery Co. Ltd. », has changed the number of its directors from 6 to 4.

MAURICE BRISSETTE,  
*Secretary.*  
15173 8110-46

#### Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 5, 1966, approved by-laws numbers 1 and 2 of « Le Club des bons loisirs de St-Prime inc. », and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LUCIEN DARVEAU,  
*Associate Assistant Secretary of the Province.*  
15190 2230-64

#### Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Notice is hereby given that « Le Club des bons loisirs de St-Prime inc. », has changed the number of its directors, from 3 to 7.

CLAUDE MOREAU,  
*Secretary.*  
15190 2230-64

#### Fondation Pillenière inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 5, 1966, approved the general by-laws of « Fondation Pillenière inc. », and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

LUCIEN DARVEAU,  
*Associate Assistant Secretary of the Province.*  
15191 4311-65

#### Knowlton Athletic Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 6, 1966, approved general by-laws of « Knowlton Athletic Association », and such, pursuant to section 225 of the companies Act.

LUCIEN DARVEAU,  
*Associate Assistant Secretary of the Province.*  
15192 695-66

**L'Association des abattoirs avicoles  
du Québec inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1966, approuvé les règlements numéros 1 et 3 de « L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

15193-o 5769-65

**Club équestre Bromont ltée  
Bromont Equestrian Club Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Club équestre Bromont ltée — Bromont Equestrian Club Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

*La Secrétaire,*

Mlle MYRTO BRASSEUR.

15208-o 1374-66

**La Compagnie de gestion St-Maurice inc.**

Avis est donné que « La Compagnie de gestion St-Maurice inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

*Le Secrétaire,*

CLAUDE SIMARD.

15209-o 4859-63

**La Fédération des oeuvres de loisirs du  
diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 décembre 1965, approuvé les règlements généraux de « La Fédération des oeuvres de loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière », et ce, conformément aux dispositions de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15210-o 12596-62

**La Fédération des oeuvres de loisirs du  
diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière**

Avis est donné que « La Fédération des oeuvres de loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière », a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 17.

*Le Président,*

JULES BLANCHET.

15210-o 12596-62

**H. O. P. inc.**

Avis est donné que la compagnie « H. O. P. inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*

P. A. RENAUD.

15211-o 2951-63

**Peltier Handling Equipment  
compagnie limitée  
Peltier Handling Equipment  
Company Limited**

Avis est donné que « Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

*Le Secrétaire,*

GASTON LAMOUREUX.

15212-o 3243-48

**L'Association des abattoirs avicoles  
du Québec inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 5, 1966, approved the by-laws numbers 1 and 3 of "L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

15193 5769-65

**Club équestre Bromont ltée  
Bromont Equestrian Club Ltd.**

Notice is hereby given that "Club équestre Bromont ltée — Bromont Equestrian Club Ltd." has changed the number of its directors from 5 to 9.

MISS MYRTO BRASSEUR,

*Secretary.*

15208 1374-66

**La Compagnie de gestion St-Maurice inc.**

Notice is given that "La Compagnie de gestion St-Maurice inc.", has changed the number of its directors from 9 to 5.

CLAUDE SIMARD,

*Secretary.*

15209-o 4859-63

**La Fédération des oeuvres de loisirs du  
diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 7, 1965, approved the general by-laws of "La Fédération des oeuvres de loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière", and such, in conformity with the provisions of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15210 12596-62

**La Fédération des oeuvres de loisirs du  
diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière**

Notice is hereby given that "La Fédération des oeuvres de loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière", has changed the number of its directors from 11 to 17.

JULES BLANCHET,

*President.*

15210 12596-62

**H. O. P. inc.**

Notice is given that "H. O. P. inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

P. A. RENAUD,

*Secretary.*

15211 2951-63

**Peltier Handling Equipment  
compagnie limitée  
Peltier Handling Equipment  
Company Limited**

Notice is hereby given that "Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company limited", has changed the number of its directors from 5 to 7.

GASTON LAMOUREUX,

*Secretary.*

15212 3243-48

**Provincial Transport Company  
La Compagnie de transport provinciale**

Avis est donné que la compagnie « Provincial Transport Company — La Compagnie de transport provinciale », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 9.

*Le Secrétaire,*  
GASTON MELOCHE.

15213 2256-28

**The Quebec Forest Industries  
Association, Limited  
L'Association des industries  
forestières du Québec, limitée**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 mai 1966, approuvé des modifications aux articles 9a et 20 des règlements généraux de « The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des industries forestières du Québec, limitée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire adjoint de la province,*

LUCIEN DARVEAU.

15214-o 24-1924

**The Quebec Forest Industries  
Association, Limited  
L'Association des industries  
forestières du Québec, limitée**

Avis est donné que la compagnie « The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des industries forestières du Québec, limitée », a changé le nombre de ses directeurs de 30 à 35.

*Le Secrétaire,*  
ANATOLE CÔTÉ.

15214 24-1924

**Socaf Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Socaf Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le Secrétaire,*  
ÉMILE MALLIEN.

15215-o 11268-59

**Le Téléphone de Chénier Itée**

Avis est donné que la compagnie « Le Téléphone de Chénier Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

*Le Secrétaire,*  
JEAN DE GRANDPRÉ.

15216-o 5974-64

**Victoriaville Upholstering Ltd.  
Remboursement Victoriaville Itée**

Avis est donné que la compagnie « Victoriaville Upholstering Ltd. — Remboursement Victoriaville Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le Secrétaire,*  
G. A. HEATON.

15217-o 15741-60

**Dubonnet inc.**

Avis est donné que la compagnie « Dubonnet inc. », a changé le nom de ses administrateurs de 6 à 5.

*Le Secrétaire,*  
H. T. HOBBS.

15229 1442-35

**Provincial Transport Company  
La Compagnie de transport provinciale**

Notice is given that "Provincial Transport Company — La Compagnie de transport provinciale", has changed the number of its directors from 8 to 9.

GASTON MELOCHE,  
*Secretary.*

15213-o 2256-28

**The Quebec Forest Industries  
Association, Limited  
L'Association des industries  
forestières du Québec, limitée**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on May 9, 1966, approved the amendments to sections 9a and 20 of the general by-laws of "The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des industries forestières du Québec, limitée", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LUCIEN DARVEAU,

*Associate Assistant Secretary of the Province.*

15214 24-1924

**The Quebec Forest Industries  
Association, Limited  
L'Association des industries  
forestières du Québec, limitée**

Notice is given that "The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des industries forestières du Québec, limitée", has changed the number of its directors from 30 to 35.

ANATOLE CÔTÉ,  
*Secretary.*

15214-o 24-1924

**Socaf Ltd.**

Notice is hereby given that "Socaf Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

ÉMILE MALLIEN,  
*Secretary.*

15215 11268-59

**Le Téléphone de Chénier Itée**

Notice is given that "Le Téléphone de Chénier Itée", has changed the number of its directors from 3 to 7.

JEAN DE GRANDPRÉ,  
*Secretary.*

15216 5974-64

**Victoriaville Upholstering Ltd.  
Remboursement Victoriaville Itée**

Notice is hereby given that "Victoriaville Upholstering Ltd. — Remboursement Victoriaville Itée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

G. A. HEATON,  
*Secretary.*

15217 15741-60

**Dubonnet inc.**

Notice is given that the company "Dubonnet inc.", has changed the number of its directors from 6 to 5.

H. T. HOBBS,  
*Secretary.*

15229-o 1442-35

**Sièges sociaux**

**Head Offices**

**Les Produits de Sécurité Belco (Québec) Ltée  
Belco Safety Products (Quebec) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Produits de Sécurité Belco (Québec) Ltée — Belco Safety Products (Quebec) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'août, 1965, a transporté son siège social de 6521, avenue du Parc, Montréal, à 6130, Chemin Côte de Liesse, Montréal (ville St-Laurent) P.Q.

Montreal, P.Q., le 2 mai, 1966.

*Le Président,*

C. M. BELL.

15174-o

3513-65

**Bermad Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Bermad Inc. », constituée par lettres patentes sous la partie I de la Loi des compagnies du Québec en date du 21<sup>e</sup> jour de janvier 1966, a établi son siège social à 2425 rue St-Antoine, Lachine, district de Montréal.

(Scellé)

*Le Secrétaire,*

GUY MARTIN, C.A.

15175-o

273-66

**Bymac Limited**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Bymac Limited », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3<sup>e</sup> jour de mars 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, au numéro civique 800, carré Victoria, suite 2401.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5<sup>e</sup> jour de mai 1966.

*Le Secrétaire-Trésorier,*

J. I. LUMSDEN.

15176

536-66

**Cardinal Hotel & Shopping  
Centre Inc.**

**L'Hôtel et le Centre Commercial,  
Cardinal Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Cardinal Hotel & Shopping Centre Inc.—L'Hôtel et le Centre Commercial, Cardinal Inc. », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 5<sup>e</sup> jour de mai 1966, et ayant son siège social en la cité de Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au No 12940 est, rue Notre-Dame.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de mai 1966.

*Le Secrétaire,*

C. R. CHISHOLM.

15177-o

1922-66

**Cloak and Dagger (Montreal) Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Cloak and Dagger (Montreal) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 29 mars 1966 a établi

**Les Produits de Sécurité Belco (Québec) Ltée  
Belco Safety Products (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Produits de Sécurité Belco (Québec) Ltée — Belco Safety Products (Quebec) Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 12th day of August, 1965, has moved its head office from 6521 Park Avenue, Montreal, to 6130 Côte de Liesse Road, Montreal (ville St-Laurent), P.Q.

Montreal, P.Q., May 2, 1966.

C. M. BELL,

*President.*

15174-o

3513-65

**Bermad Inc.**

Take notice that "Bermad Inc.", has been incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on 21<sup>st</sup> day of January, 1966, and that it has located its head office and principal place of business at 2425 St. Antoine St., Lachine, district of Montreal.

(Seal)

GUY MARTIN, C.A.,

*Secretary.*

15175-o

273-66

**Bymac Limited**

Notice is hereby given that "Bymac Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 3<sup>rd</sup> day of March, 1966, has established its head office in the city of Montreal at civic number 800 Victoria Square, Suite 2401.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5<sup>th</sup> day of May, 1966.

J. I. LUMSDEN,

*Secretary-Treasurer.*

15176-o

536-66

**Cardinal Hotel & Shopping  
Centre Inc.**

**L'Hôtel et le Centre Commercial,  
Cardinal Inc.**

Notice is hereby given that "Cardinal Hotel & Shopping Centre Inc.—L'Hôtel et le Centre Commercial, Cardinal Inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the 5<sup>th</sup> day of May, 1966, and having its head office in the city of Pointe aux Trembles, district of Montreal, province of Quebec, has established its office at No. 12940 Notre-Dame Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6<sup>th</sup> day of May, 1966.

C. R. CHISHOLM,

*Secretary.*

15177

1922-66

**Cloak and Dagger (Montreal) Inc.**

Notice is hereby given that "Cloak and Dagger (Montreal) Inc.", a company incorporated by letters patent, under Part I of the companies Act (Quebec) on March 29, 1966 has established Montreal, in the province of Quebec

son siège social et sa principale place d'affaires à 1126, ouest, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal, en la province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 11<sup>e</sup> jour de mai 1966.

*Le Président,*  
MARVIN CANELL.

15178 1333-66

**L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques Inc.**

Avis est donné que la compagnie « L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 août 1965, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au 4568 avenue Wilson.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 25 avril 1966.

*Le Président,*  
JACQUES BRAZEAU.

15179-o 3818-65

**Musée de l'Automobile Ltée  
Museum of the Automobile Ltd.**

Avis est par la présente donné que la compagnie « Musée de l'Automobile Ltée — Museum of the Automobile Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 18 avril 1966, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 12470, boulevard Lachapelle, dans la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit siège social est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22<sup>e</sup> jour d'avril 1966.

(Secau) *Le Président,*  
H. GORDON KAVANAGH.

15180-o 1584-66

**Les Perruquiers d'Avant-Garde Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Perruquiers d'Avant-Garde Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 18 mars 1966, et ayant son siège social dans la ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1625, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 18<sup>e</sup> jour d'avril 1966.

(Secau) *Le Président,*  
PIERRE ANCTIL.

15181-o 1146-66

**L'Association des abattoirs avicoles  
du Québec inc.**

Avis est donné que « L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 1273, rue Chambly, à Ste-Foy, dans le district de Québec.

*Le Secrétaire,*  
J.-A. LAHAYE.

15193-o 5769-65

its head office and principal place of business at 1126 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of May, 1966.

MARVIN CANELL,  
*President.*

15178-o 1333-66

**L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques Inc.**

Notice is hereby given that "L'Institut de Recherches en Sciences Sociologiques Inc.", incorporated by letters patent dated August 26, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at 4568 Wilson Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, April 25, 1966.

JACQUES BRAZEAU,  
*President.*

15179 3818-65

**Musée de l'Automobile Ltée  
Museum of the Automobile Ltd.**

Notice is hereby given that the company "Musée de l'Automobile Ltée — Museum of the Automobile Ltd.", constituted in corporation in the Province of Quebec by letters patent dated April 18, 1966, has its head office at 12470 boulevard Lachapelle in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of April 1966.

(Seal) H. GORDON KAVANAGH,  
*President.*

15180-o 1584-66

**Les Perruquiers d'Avant-Garde Inc.**

Notice is hereby given that "Les Perruquiers d'Avant-Garde Inc.", incorporated by letters patent granted on March 18, 1966, and having its head office in city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1625 Ste-Catherine St. West, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of April 1966.

(Seal) PIERRE ANCTIL,  
*President.*

15181 1146-66

**L'Association des abattoirs avicoles  
du Québec inc.**

Notice is given that "L'Association des abattoirs avicoles du Québec inc.", has changed its head office from Montreal, to number 1273 Chambly Street, at Ste-Foy, in the district of Quebec.

J.-A. LAHAYE,  
*Secretary.*

15193 5769-65

**Centre de Mécanographie Professionnel  
& Industriel Inc.  
Professional & Industrial Data Processing  
Centre Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Centre de Mécanographie Professionnel & Industriel Inc.—Professional & Industrial Data Processing Centre Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 février 1965 et ayant son bureau principal dans la cité de Laval, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 93 de la rue Mariale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5e jour d'avril 1966.

*Le Président,*  
PAUL-ANDRÉ DE GRAND-MAISON.  
15194-o 461-65

**Club Sales & Agencies Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Club Sales & Agencies Ltd. », a changé son siège social au numéro 3150, 37e Rue, cité St-Michel.

*Le Secrétaire,*  
PAUL FONTAINE.  
15195-o 11413-60

**Denis Robert Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Denis Robert Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 18 février 1966 a son bureau chef au numéro 830 du Boulevard Vanier, à Laval, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Montréal, ce 16 mars 1966.

DENIS ROBERT.  
15196-o 680-66

**Bouchabex Holding Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Bouchabex Holding Corporation », a changé son siège social de ville St-Pierre, au numéro 9851, boulevard Parkway, dans la ville d'Anjou.

*Le Secrétaire,*  
GAÉTAN CHABOT.  
15218-o 14539-60

**Coinco Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Coinco Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 9851, boulevard Parkway, dans la ville d'Anjou.

*Le Secrétaire,*  
GAÉTAN CHABOT.  
15219-o 13338-60

**Commercial Automation (1964) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Commercial Automation (1964) Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 9851, boulevard Parkway, dans la ville d'Anjou.

*Le Secrétaire,*  
GAÉTAN CHABOT.  
15220-o 5986-64

**Centre de Mécanographie Professionnel  
& Industriel Inc.  
Professional & Industrial Data Processing  
Centre Inc.**

Notice is hereby given that "Centre de Mécanographie Professionnel & Industriel Inc.—Professional & Industrial Data Processing Centre Inc.", incorporated by letters patent dated February 5, 1965 and having its head-office in the city of Laval, district of Montreal, has established its office at 93 Mariale Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 5th day of April, 1966.

PAUL-ANDRÉ DE GRAND-MAISON,  
*President.*  
15194-o 461-65

**Club Sales & Agencies Ltd.**

Notice is hereby given that "Club Sales & Agencies Ltd.", has changed its address to 3150, 37th Street, city St. Michel.

PAUL FONTAINE,  
*Secretary.*  
15195-o 11413-60

**Denis Robert Inc.**

Notice is hereby given that "Denis Robert Inc.", incorporated by letters patent dated February 18, 1966, has its head office at number 830, Vanier Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, March 16, 1966.

DENIS ROBERT.  
15196 680-66

**Bouchabex Holding Corporation**

Notice is given that "Bouchabex Holding Corporation", has changed its head office from the town of St-Pierre, to number 9851 Parkway Boulevard, in the town of Anjou.

GAÉTAN CHABOT,  
*Secretary.*  
15218 14539-60

**Coinco Ltd.**

Notice is given that "Coinco Ltd.", has changed its head office from Montreal, to number 9851 Parkway Boulevard, in the town of Anjou.

GAÉTAN CHABOT,  
*Secretary.*  
15219 13338-60

**Commercial Automation (1964) Ltd.**

Notice is hereby given that "Commercial Automation (1964) Ltd.", has changed its head office of Montreal, to number 9851, Parkway Boulevard, in the town of Anjou.

GAÉTAN CHABOT,  
*Secretary.*  
15220 5986-64

**Hancock Tire Quebec Limited**

Avis est donné que la compagnie « Hancock Tire Quebec Limited », constituée en corporation par des lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 12<sup>e</sup> jour d'août 1960, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 3930 boulevard Samson, ville de Chomedey, l'a transporté à 1167 avenue Bernard, dans la ville d'Outremont, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de juillet 1965.

*Le Secrétaire,*  
A. W. BRUCE.

15221-o 13063-60

**Maytag Quebec Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Maytag Quebec Inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 9851, boulevard Parkway, dans la ville d'Anjou.

*Le Secrétaire,*  
GAËTAN CHABOT.

15222-o 13142-57

**La Société Tagema Inc.**

Avis est donné que « La Société Tagema Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du 9 décembre 1964, a établi son bureau principal au numéro 6380 de la rue Alexis-Contant à Montréal.

*Le Président,*  
BERNARD TRUDEAU.

15223-o 5518-64

**Robert Bouchard Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Robert Bouchard Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1965 et ayant son bureau principal à Port-Alfred, P.Q. a établi son bureau au No 59 de la 3<sup>e</sup>me Rue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Port-Alfred, ce 9<sup>e</sup> jour de mars 1966.

*Le Président,*  
ROBERT BOUCHARD.

15230-o 5718-65

**École de Musique Galipeau Inc.**

Avis est donné que la compagnie « École de Musique Galipeau Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes datées du 31 août 1962 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1480 est rue Fleury dans ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20<sup>e</sup> jour d'avril 1966.

*Le Président,*  
ROMÉO GALIPEAU.

15231-o 13527-62

**Hancock Tire Quebec Limited**

Notice is hereby given that "Hancock Tire Quebec Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 12th day of August, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, where its head office was situated up to today at 3930 Samson Boulevard, city of Chomedey, has moved it to 1167 Bernard Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of July, 1965.

A. W. BRUCE,  
*Secretary.*

15221-o 13063-60

**Maytag Quebec Inc.**

Notice is hereby given that "Maytag Quebec Inc.", has changed its head office from Montreal, to 9851 Parkway Boulevard, in the town of Anjou.

GAËTAN CHABOT,  
*Secretary.*

15222 13142-57

**La Société Tagema Inc.**

Notice is hereby given that "La Société Tagema Inc.", incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated December 9, 1964, has established its principal office at number 6380 Alexis-Contant Street in Montreal.

BERNARD TRUDEAU,  
*President.*

15223-o 5518-64

**Robert Bouchard Ltée**

Notice is given that "Robert Bouchard Ltée", incorporated by letters patent dated December 30, 1965, and having its principal office at Port-Alfred, P.Q., has established its office at No. 59 of the 3rd Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Port-Alfred, this 9th day of March, 1966.

ROBERT BOUCHARD,  
*President.*

15230 5718-65

**École de Musique Galipeau Inc.**

Notice is given that "École de Musique Galipeau Inc.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent dated August 31, 1962, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at number 1480 Fleury Street East in the said locality.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 20th day of April, 1966.

ROMÉO GALIPEAU,  
*President.*

15231 13527-62

**Examen du Barreau**

**Bar Examination**

**Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW

Noms Surnames	Prénom Given names	Age	Résidence Residence	Collège College
Gagné.....	Kenneth.....	26	625 Calixa Lavallée, Qué.....	Université Laval.
St-Pierre.....	Bernard.....	25	Cap-Chat Est-East.....	Université de Montréal.

Matane, le 12 mai 1966.— Matane, May 12, 1966.

*Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,*  
CHARLES-B. QUIMPER, C.R.,  
*Secretary of Lower St. Lawrence Bar.*

15252-6

**Liquidation — Avis de**

**Winding up Notice**

**Syndicat des épiciers de Chicoutimi**

**Syndicat des épiciers de Chicoutimi**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « Syndicat des épiciers de Chicoutimi », tenue à Chicoutimi, le 15 novembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 281), et que MM. Gilles Tremblay, Charles-Eugène Gagnon et Gilbert Brassard ont été nommés liquidateurs.

Notice is given that, at a general meeting of the members of the co-operative "Syndicat des épiciers de Chicoutimi", held at Chicoutimi, on November 15, 1965, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated and that same be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Co-operative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) and of the Winding-Up Act (*Ibid.*, chapter 281), and that Messrs. Gilles Tremblay, Charles-Eugène Gagnon and Gilbert Brassard have been appointed liquidators.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15182-0

3600-46

15182

3600-46

**Ministère des Affaires municipales**

**Department of Municipal Affairs**

**Cité de Joliette**

**City of Joliette**

Canada,  
Province de  
Québec,  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada,  
Province of  
Quebec,  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the Council of a municipal corporation governed by this Act, may grant letters patent amending the charter of said corporation, by replacing certain provisions thereof by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

ATTENDU que le conseil de la cité de Joliette, par sa requête en date du 21 mars 1966, demande

WHEREAS the Council of the town of Joliette, by its petition dated March 21, 1966, requests

que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte, en y remplaçant l'article 15 de la loi 14 George VI, chapitre 92, par les dispositions de la Loi des cités et villes.

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 830, en date du 4 mai 1966, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Joliette, en date du 21 mars 1966, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Joliette soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
15254-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

#### Ville Vanier

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

#### Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU qu'en vertu de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), il est décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil municipal, modifier le nom d'une municipalité et émettre à cette fin des lettres patentes supplémentaires après accomplissement des formalités prescrites;

ATTENDU QUE, par sa requête du 14 février 1966, basée sur une résolution adoptée le 16 décembre 1965, le conseil municipal de la ville de

that letters patent be granted in its favour, amending its charter by replacing section 15 of Act 14 George VI, chapter 92, by the provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 830, dated May 4, 1966, we grant the petition of the Council of the city of Joliette, dated March 21, 1966, and We declare and order, by the Present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the aforementioned provisions of the charter of the town of Joliette be replaced by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given by the presents, that these letters patent shall enter into force from and after the date of this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
15254 Deputy Minister of Municipal Affairs.

#### Town Vanier

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

#### Supplementary Letters Patent

WHEREAS pursuant to section 2 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council, upon petition of a municipal Council, may change the name of a municipality, and, for this purpose, may issue supplementary letters patent after the fulfillment of the prescribed formalities;

WHEREAS, by its petition dated February 14, 1966, based upon a resolution adopted on December 16, 1965, the municipal Council of the town

Québec-Ouest demande que le nom de ladite ville soit changé en celui de « Ville Vanier »;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la Loi des cités et villes ont été remplies.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 681, en date du 13 avril 1966, Nous avons changé et, par les présentes lettres patentes supplémentaires, changeons le nom de la ville de Québec-Ouest en celui de « Ville Vanier », conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes supplémentaires et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzisième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193.).

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
15254-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

of Quebec-West requests that the name of the said town be changed to that of "Town Vanier";

WHEREAS all the formalities prescribed by the Cities and Towns Act have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 681, dated April 13, 1966, We have changed, and, by these supplementary letters patent, do change the name of the Town of Quebec-West to that of "Town Vanier", pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present supplementary letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given In Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of May is the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice of the issuing of the above supplementary letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
15254 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation**

**Department of Agriculture and Colonization**

**Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent**

**Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent**

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de « La Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile du Bic », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent », conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1964, c. 124).

Notice is hereby given that, by the consent of the direction board of "La Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile du Bic", the name of this agricultural cooperative is changed to that of "Coopérative Agricole du Bas St-Laurent", pursuant to the provisions of section 8 of the Agricultural Cooperative Associations Act (R.S.Q. 1964, c. 124).

Québec, ce neuvième jour de mai 1966.

Quebec, this ninth day of May, 1966.

*Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,*  
ALCIDE COURCY.

ALCIDE COURCY,  
*Minister of Agriculture and Colonisation.*

15197-0

15197

**Ministère de l'Éducation**

**Department of Education**

Cox

Cox

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Cox, dans le comté de Bonaventure, à la municipalité scolaire de Paspébiac, dans le même comté.

Application is made to annex the present territory of the School Commission of Cox, in the county of Bonaventure, to the School Municipality of Paspébiac, in the same county.

Québec, le 10 mai 1966.

Quebec, May 10, 1966.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

15135-19-2-0

1944-60

15135-19-2

1944-60

**Commission scolaire régionale de Tilly**

**Tilly regional school board**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 808 en date du 4 mai 1966, de distraire

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 808, dated May 4, 1966, to

les commissions scolaires de St-Romuald d'Etchemin et de St-Jean Chrysostôme de la commission scolaire régionale Louis Fréchette, pour les intégrer dans la commission scolaire régionale de Tilly, à compter du 1er juillet 1966.

Québec, le 11 mai 1966.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15253-0

522-62

### Ville de Ste-Thérèse

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 808 en date du 4 mai 1966, de porter à sept le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne.

Pour fins de la représentation de l'article 54a, le territoire de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Thérèse annexé à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Thérèse, par l'arrêté en conseil numéro 660 du 13 avril 1966, est divisé en deux quartiers numérotés et délimités comme suit, savoir:

a) Le quartier No 6 comprenant le territoire actuel des quartiers Nos 1, 2 et 3 de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Thérèse;

b) Le quartier No 7 comprenant le territoire actuel des quartiers Nos 4 et 5 de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Thérèse;

Les numéros et territoires des quartiers 1, 2, 3, 4 et 5 sont les mêmes que ceux désignés actuellement dans le territoire de la commission scolaire de la ville de Ste-Thérèse.

Québec, le 13 mai 1966.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15253-0

50-65

### Dionne

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dionne, dans le comté de Dorchester, les lots 698 à 700 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie, dans le comté de Beauce.

Québec, le 13 mai 1966.

*Le Ministre de l'Éducation,*

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

15260-20-2-0

78-65

withdraw the school commissions of St-Romuald d'Etchemin and St-Jean Chrysostôme from the Louis-Fréchette regional school board, to integrate them into the Tilly regional school board from and after July 1, 1966.

Quebec, May 11, 1966.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

15253

522-62

### Town of Ste-Thérèse

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 808, dated May 4, 1966, to increase to seven the number of school commissioners of the town of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne.

For purposes of representation of section 54a, the territory of the school commission of the parish of Ste-Thérèse annexed to the school commission of the town of Ste-Thérèse, by Order in Council number 660, dated April 13, 1966, is divided into two wards numbered and bounded as follows, to wit:

(a) Ward No. 6 includes the present territory of wards Nos 1, 2 and 3 of the school commission of the parish of Ste-Thérèse;

(b) Ward No. 7 includes the present territory of wards Nos 4 and 5 of the school commission of the parish of Ste-Thérèse;

The numbers and territories of wards 1, 2, 3, 4, and 5 are the same as those presently designated in the territory of the school commission of the town of Ste-Thérèse.

Quebec, May 13, 1966.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

15253

50-65

### Dionne

Application is made to detach from the school municipality of Dionne, in the county of Dorchester, lots 698 to 700 inclusively, on the official cadaster of the parish of Ste-Marie, county of Beauce, to annex them to the school municipality of Ste-Marie, in the county of Beauce.

Quebec, May 13, 1966.

*PAUL GÉRIN-LAJOIE,*

*Minister of Education.*

15260-20-2

78-65

## Ministère des Finances Assurances

### London Guarantee & Accident Company, Limited

*AVIS d'annulation de permis  
et de certificat d'enregistrement*

Attendu que « London Guarantee & Accident Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Phoenix Assurance Company, Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 25 mars 1966;

## Department of Finance Insurance

### London Guarantee & Accident Company, Limited

*Notice of Cancellation of License  
and Certificate of Registration*

Whereas "London Guarantee & Accident Company Limited", whose office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with the "Phoenix Assurance Company, Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on March 25, 1966;

Attendu que « Phoenix Assurance Company, Limited », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « London Guarantee & Accident Company, Limited », s'est conformé aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « London Guarantee & Accident Company, Limited », sont annulés à compter du 2 mai 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministères des finances, le 2 mai 1966.

*Pour le Ministre des finances*

*de la province,*

*Le Surintendant des assurances,*

15126-19-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Whereas « Phoenix Assurance Company, Limited », is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas « London Guarantee & Accident Company, Limited », has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of « London Guarantee & Accident Company, Limited », are cancelled as from May 2, 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on May 2, 1966.

*For the Minister of Finance*

*of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,*

15126-19-2-o

*Superintendent of Insurance.*

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre**

**Department of Lands and Forests  
Cadastre**

**Cité de Québec, Quartier St-Roch**

**City of Quebec, St-Roch Ward**

Cadastre officiel de la cité de Québec, Quartier St-Roch, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the city of Quebec, St-Roch Ward, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que le lot 11 et les rues Smith et Dorchester sont corrigés; que partie des rues Smith et Dorchester, partie du lot 11 (rue Gignac) et de la rue Dorchester, partie de la rue Dorchester sont annulées et que les lots 4511, 4512, 4514 sont ajoutés en vertu des articles 2174, 2174A du Code civil et de l'article 7 chap. 320 des S. R. P. Q. 1964.

Notice is hereby given that lot 11 and the Smith and Dorchester Streets are corrected; Part of the Smith and Dorchester Streets, part of lot 11 (Gignac Street) and Dorchester Street, part of Dorchester Street are cancelled and lots 4511, 4512, 4514 are added in virtue of Articles 2174, 2174A of the Civil Code and of Article 7 Chap. 320 of R. S. P. Q. 1964.

Québec, le 27 janvier 1966.

Québec, January 27, 1966.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN,

15183-o

FERNAND BOUTIN.

15183-o

*Deputy Minister.*

**Municipalité de la Rivière au Tonnerre**

**Municipality of the Rivière au Tonnerre**

Cadastre officiel de la municipalité de la Rivière au Tonnerre, municipalité du village de la Rivière au Tonnerre, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of the municipality of the Rivière au Tonnerre, municipality of village of the Rivière au Tonnerre, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que le Bloc « A » du village de Rivière au Tonnerre, est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that Block «A» of village of Rivière au Tonnerre is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 21 avril 1966.

Québec, April 21, 1966.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN,

15183-o

FERNAND BOUTIN.

15183-o

*Deputy Minister.*

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(canton projeté de Fornel)**

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(Projected township of Fornel)**

Cadastre officiel de la Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (canton projeté de Fornel), municipalité de la Rivière St-Jean, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Official cadastre of the Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (Projected township of Fornel), municipality of the Rivière St-Jean, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 89 à 100, village de Magpie (non-incorporé) sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 89 to 100, village of Magpie (non-incorporated) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 18 avril 1966.

Québec, April 18, 1966.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN,

15183-o

FERNAND BOUTIN.

15183-o

*Deputy Minister.*

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(canton projeté de Mingan)**

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(Projected township of Mingan)**

Cadastre officiel de la Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (canton projeté de Mingan), municipalité de Longue-Pointe de Mingan, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Official cadastre of the Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (Projected township of Mingan), municipality of Longue-Pointe de Mingan, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 118 à 189 sont ajoutés et les lots 59, 66, 77 et 106, village de Longue-Pointe de Mingan, sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 avril 1966.

15183-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(canton projeté de Rocamadour)**

Cadastre officiel de la Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (canton projeté de Rocamadour), municipalité de Rivière St-Jean, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 127 à 160, village de la rivière St-Jean, sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 avril 1966.

15183-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 118 to 189 are added and lots 59, 66, 77 and 106, village of Longue-Pointe de Mingan, are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 18, 1966.

15183-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Seigneurie de Terra Firma de Mingan  
(Projected township of Rocamadour)**

Official cadastre of the Seigneurie de Terra Firma de Mingan, (Projected township of Rocamadour), municipality of Rivière St-Jean, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 127 to 160, village of Rivière St-Jean, are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 18, 1966.

15183-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

## Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 13 avril 1966.

M. Maurice Dussault, de Gaspé, avocat et membre du Barreau de la province: nommé, à compter du 2 mai 1966, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires de Gaspé et de Bonaventure, avec résidence à New-Carlisle ou dans le voisinage immédiat.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15164-o 23-66

## Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal of the Province, has been pleased to make the following appointment:

Québec, April 13, 1966.

Mr. Maurice Dussault, of Gaspé, advocate and member of the Bar of the Province: appointed, from and after May 2, 1966, judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction, to the judicial districts of Gaspé and Bonaventure, with residence in New-Carlisle or the immediate vicinity.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15164 23-66

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

### Proclamation

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le vingt juin prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

### Proclamation

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the twentieth day of June next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P. C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huit avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé,  
de la Chancellerie,  
JEAN SENÉCAL.*

14815-16-8-0

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

*JEAN SENÉCAL,  
Clerk Associate of the Crown,  
in Chancery, Quebec.*

14815-16-8-0

### Soumissions

#### Paroisse de Ste-Luce Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H.-P. Côté, secrétaire-trésorier, Route Nationale, Ste-Luce, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 juin 1966 pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Luce, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No.: 189 — \$40,000 — terrain de stationnement et aménagement d'une plage publique.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$40,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$ 500
1er juin 1968	500
1er juin 1969	500
1er juin 1970	1,000
1er juin 1971	1,000
1er juin 1972	1,500
1er juin 1973	1,500
1er juin 1974	2,000
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	2,000
1er juin 1977	2,000
1er juin 1978	2,500
1er juin 1979	2,500
1er juin 1980	2,500
1er juin 1981	2,500
1er juin 1982	2,500
1er juin 1983	2,500
1er juin 1984	3,500
1er juin 1985	3,500
1er juin 1986	3,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Luceville.

### Tenders

#### Parish of Ste-Luce County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H.-P. Côté, secretary-treasurer, National Route, Ste-Luce, county of Rimouski, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 7, 1966, for the purchase of an issue of \$40,000 of bonds for the parish of Ste-Luce, county of Rimouski, dated June 1, 1966 and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No.: 189 — \$40,000 — parking lot and accommodations of a public beach.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$40,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 500
June 1, 1968	500
June 1, 1969	500
June 1, 1970	1,000
June 1, 1971	1,000
June 1, 1972	1,500
June 1, 1973	1,500
June 1, 1974	2,000
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	2,000
June 1, 1977	2,000
June 1, 1978	2,500
June 1, 1979	2,500
June 1, 1980	2,500
June 1, 1981	2,500
June 1, 1982	2,500
June 1, 1983	2,500
June 1, 1984	3,500
June 1, 1985	3,500
June 1, 1986	3,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Luceville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 juin 1966, à 8 heures du soir, au Bureau de la corporation, Route Nationale, St-Luce, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Luce, (Comté de Rimouski), ce 11 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
H.-P. CÔTÉ.

Route Nationale,

Ste-Luce, (Rimouski), P.Q.

Téléphone: 739-4310, code 418. 15198-o

#### Ville de Gatineau

Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Racicot, greffier, Hôtel de Ville, 280 est, boul. Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 6 juin 1966, pour l'achat de \$110,500 d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau datées du 1er juin 1967 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 117 — \$110,500 — Renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$110,500 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$5,500
1er juin 1968	6,000
1er juin 1969	6,000
1er juin 1970	6,500
1er juin 1971	6,500
1er juin 1972	7,000
1er juin 1973	7,000
1er juin 1974	7,500
1er juin 1975	7,500
1er juin 1976	8,000
1er juin 1977	8,000
1er juin 1978	8,500
1er juin 1979	8,500
1er juin 1980	9,000
1er juin 1981	9,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, June 7, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the corporation, National Route, Ste-Luce, county of Rimouski, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Luce, (County of Rimouski), May 11, 1966.

*H.-P. CÔTÉ,*  
*Secretary-Treasurer.*

National Route,

Ste-Luce, (Rimouski), P.Q.

Telephone: 739-4310, code 418. 15198

#### Town of Gatineau

County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Normand Racicot, Town Clerk, Town Hall, 280 Maloney Blvd. East, Gatineau, county of Papineau, P.Q. until 8.30 o'clock p.m., Monday, June 6, 1966, for the purchase of an issue of \$110,500 of bonds for the town of Gatineau, county of Papineau, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 117 — \$110,500 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$110,500 — 15 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$5,500
June 1, 1968	6,000
June 1, 1969	6,000
June 1, 1970	6,500
June 1, 1971	6,500
June 1, 1972	7,000
June 1, 1973	7,000
June 1, 1974	7,500
June 1, 1975	7,500
June 1, 1976	8,000
June 1, 1977	8,000
June 1, 1978	8,500
June 1, 1979	8,500
June 1, 1980	9,000
June 1, 1981	9,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 juin 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 280 est, boul. Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, (Comté de Papineau), ce 12 mai 1966.

*Le Greffier,*

NORMAND RACICOT.

Hôtel de Ville, 280 est, boul. Maloney.

Gatineau, (Papineau), P.Q.,

Téléphone: 663-5371, code 819. 15224-0

**La commission scolaire régionale du Grand-Portage**

Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Bélanger, secrétaire-trésorier, 464A, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 juin 1966, pour l'achat de \$188,000 d'obligations de la commission scolaire régionale du Grand-Portage, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 25 octobre 1965 — \$188,000 — dépenses en immobilisation, dépenses d'organisation et construction de 3 écoles temporaires.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$188,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	x \$26,000
1er juin 1968	5,000
1er juin 1969	5,000
1er juin 1970	5,500
1er juin 1971	5,500
1er juin 1972	6,000
1er juin 1973	6,500
1er juin 1974	7,000
1er juin 1975	7,500
1er juin 1976	7,500
1er juin 1977	8,000
1er juin 1978	8,500
1er juin 1979	9,000
1er juin 1980	9,500
1er juin 1981	10,500
1er juin 1982	11,000
1er juin 1983	11,500
1er juin 1984	12,000
1er juin 1985	13,000
1er juin 1986	13,500

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 6, 1966, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 280 Maloney Blvd. East, Gatineau, county of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau), May 12, 1966.

*NORMAND RACICOT,*

*Town Clerk.*

Town Hall, 280 Maloney Blvd. East.

Gatineau, (Papineau), P.Q.,

Telephone: 663-5371, code 819. 15224

**The Regional School Board of Grand-Portage**

County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marc Bélanger, secretary-treasurer, 464A Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, June 8, 1966, for the purchase of an issue of \$188,000 of bonds for the Regional School Board of Grand-Portage, county of Rivière-du-Loup, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 25, 1965 — \$188,000 — capital expenses, expenses of organization and construction of 3 temporary schools.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$188,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	x \$26,000
June 1, 1968	5,000
June 1, 1969	5,000
June 1, 1970	5,500
June 1, 1971	5,500
June 1, 1972	6,000
June 1, 1973	6,500
June 1, 1974	7,000
June 1, 1975	7,500
June 1, 1976	7,500
June 1, 1977	8,000
June 1, 1978	8,500
June 1, 1979	9,000
June 1, 1980	9,500
June 1, 1981	10,500
June 1, 1982	11,000
June 1, 1983	11,500
June 1, 1984	12,000
June 1, 1985	13,000
June 1, 1986	13,500

Le « x » indique l'année durant laquelle le versement d'un octroi total de \$23,250 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de \$23,250, en 1967, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 juin 1966, à 8 heures du soir, 464A, rue Fontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 12 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
MARC BÉLANGER.

464A, rue Lafontaine, C.P. 460,  
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.  
Téléphone: 862-6977, code 418. 15225-0

**Village de St-Sauveur-des-Monts**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Villemare, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., à 30, rue Filion, St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m., à la Salle du Centre des Loisirs, St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 6 juin 1966, pour l'achat de \$400,000 d'obligations du village de St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 137 — \$250,000 — usine d'épuration; 137-A — \$150,000 — usine d'épuration.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$400,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 5,000
1er juillet 1968	5,500
1er juillet 1969	5,500
1er juillet 1970	6,500
1er juillet 1971	6,500
1er juillet 1972	6,500
1er juillet 1973	7,000
1er juillet 1974	8,000

The letter "x" indicates the year during which a payment of a total amount of \$23,250 granted by the Provincial Government and payable in one instalment of \$23,250 in 1967.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds for the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, June 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at 464A Lafontaine St., Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), May 12, 1966.

MARC BÉLANGER,  
Secretary-Treasurer.

464A Lafontaine St., P.O. Box 460,  
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.  
Telephone: 862-6977, code 418. 15225

**Village of St-Sauveur-des-Monts**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léopold Villemare, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at 30 Filion Street, St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the Recreational Centre Hall, St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, P.Q., Monday, June 6, 1966, for the purchase of an issue of \$400,000 of bonds for the village of St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 137 — \$250,000 — filtration plant; 137-A — \$150,000 — filtration plant.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$400,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 5,000
July 1, 1968	5,500
July 1, 1969	5,500
July 1, 1970	6,500
July 1, 1971	6,500
July 1, 1972	6,500
July 1, 1973	7,000
July 1, 1974	8,000

1er juillet 1975.....	\$ 8,000
1er juillet 1976.....	8,500
1er juillet 1977.....	9,000
1er juillet 1978.....	9,500
1er juillet 1979.....	10,500
1er juillet 1980.....	11,000
1er juillet 1981.....	11,500
1er juillet 1982.....	12,000
1er juillet 1983.....	13,000
1er juillet 1984.....	13,500
1er juillet 1985.....	14,500
1er juillet 1986.....	228,500

July 1, 1975.....	\$ 8,000
July 1, 1976.....	8,500
July 1, 1977.....	9,000
July 1, 1978.....	9,500
July 1, 1979.....	10,500
July 1, 1980.....	11,000
July 1, 1981.....	11,500
July 1, 1982.....	12,000
July 1, 1983.....	13,000
July 1, 1984.....	13,500
July 1, 1985.....	14,500
July 1, 1986.....	228,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Sauveur-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 juin 1966, à 8 heures du soir, à la Salle du Centre des Loisirs, St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sauveur-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 12 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
LÉOPOLD VILLEMAIRE.

30, rue Filion, C. P. 130,  
St-Sauveur-des-Monts, (Terrebonne), P. Q.  
Téléphone: 227-2605, code 514. 15226-0

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Orsainville**

Chauveau — anciennement Québec-Comté

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Larivière, secrétaire-trésorier, 5250, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 juin 1966, pour l'achat de \$324,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Orsainville, comté de Chauveau, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datées du 28 février 1966 — \$324,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes et différentes dépenses d'immobilisation.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Sauveur-des-Monts.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 6, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Recreational Centre Hall, St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Sauveur-des-Monts, (County of Terrebonne), May 12, 1966.

LÉOPOLD VILLEMAIRE,  
*Secretary-Treasurer.*

30 Filion Street, P.O. Box 130,  
St-Sauveur-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.  
Telephone: 227-2605, code 514. 15226

**The school commissioners for the municipality of Orsainville**

Chauveau — formerly Quebec County

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Larivière, secretary-treasurer, 5250 des Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 7, 1966, for the purchase of an issue of \$324,000, of bonds for the school commissioners for the municipality of Orsainville, county of Chauveau, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967 to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 28, 1966 — \$324,000 — construction of an elementary school of 12 classes and different immobilization expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Tableau d'amortissement — \$324,000 — 20 ans		Table of redemption — \$324,000 — 20 years	
Année	Capital	Year	Capital
1er juillet 1967	x \$48,000	July 1, 1967	x \$48,000
1er juillet 1968	x 51,000	July 1, 1968	x 51,000
1er juillet 1969	x 54,000	July 1, 1969	x 54,000
1er juillet 1970	x 57,000	July 1, 1970	x 57,000
1er juillet 1971	4,500	July 1, 1971	4,500
1er juillet 1972	4,500	July 1, 1972	4,500
1er juillet 1973	5,000	July 1, 1973	5,000
1er juillet 1974	5,500	July 1, 1974	5,500
1er juillet 1975	5,500	July 1, 1975	5,500
1er juillet 1976	6,000	July 1, 1976	6,000
1er juillet 1977	6,500	July 1, 1977	6,500
1er juillet 1978	6,500	July 1, 1978	6,500
1er juillet 1979	7,000	July 1, 1979	7,000
1er juillet 1980	7,500	July 1, 1980	7,500
1er juillet 1981	8,000	July 1, 1981	8,000
1er juillet 1982	8,500	July 1, 1982	8,500
1er juillet 1983	9,000	July 1, 1983	9,000
1er juillet 1984	9,500	July 1, 1984	9,500
1er juillet 1985	10,000	July 1, 1985	10,000
1er juillet 1986	10,500	July 1, 1986	10,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$224,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$56,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 juin 1966, à 8 heures du soir, 5250, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau — anciennement Québec-Comté, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Chauveau), ce 13 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier,*

ROGER LARIVIÈRE.

5250, avenue des Sauges,

Orsainville, (Chauveau —  
anciennement Québec-Comté), P.Q.

Téléphone: 623-3667, code 418. 15232-0

#### Ville de Port-Alfred

Comté de Dubuc — anciennement Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Willie Tremblay, greffier, Hôtel de Ville, 49, 2<sup>ème</sup> Rue, Port-Alfred, comté de Dubuc, P.Q.,

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$224,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$56,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, June 7, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at 5250 des Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau — formerly Québec-County., P.Q.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Chauveau), May 13, 1966.

ROGER LARIVIÈRE,

*Secretary-Treasurer.*

5250 des Sauges Avenue,

Orsainville, (Chauveau —  
formerly Québec-County), P.Q.

Telephone: 623-3667, code 418. 15232

#### Town of Port-Alfred

County of Dubuc — formerly Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Willie Tremblay, town clerk, Town Hall, 49, 2nd Street, Port-Alfred, county of Dubuc, P.Q., until 7:30 o'clock

jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 7 juin 1966 pour l'achat de \$175,000 d'obligations de la ville de Port-Alfred, comté de Dubuc, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 327 — \$175,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$175,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$ 5,000
1er juin 1968	5,000
1er juin 1969	5,500
1er juin 1970	5,500
1er juin 1971	6,000
1er juin 1972	6,500
1er juin 1973	7,000
1er juin 1974	7,000
1er juin 1975	7,500
1er juin 1976	8,000
1er juin 1977	8,500
1er juin 1978	9,000
1er juin 1979	9,500
1er juin 1980	10,000
1er juin 1981	10,500
1er juin 1982	11,500
1er juin 1983	12,000
1er juin 1984	13,000
1er juin 1985	13,500
1er juin 1986	14,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Alfred.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 7 juin 1966, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 49, 2ième Rue, Port-Alfred, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Alfred, (Comté de Dubuc), ce 13 mai 1966.

Le Greffier,  
WILLIE TREMBLAY.

Hôtel de Ville, 49, 2ième Rue,  
Port-Alfred, (Dubuc — anciennement Chicoutimi), P.Q.

Téléphone: 544-3344, code 418. 15233-0

p.m., Tuesday, June 7, 1966, for the purchase of an issue of \$175,000 of bonds for the town of Port-Alfred, county of Dubuc, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 327 — \$175,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$175,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 5,000
June 1, 1968	5,000
June 1, 1969	5,500
June 1, 1970	5,500
June 1, 1971	6,000
June 1, 1972	6,500
June 1, 1973	7,000
June 1, 1974	7,000
June 1, 1975	7,500
June 1, 1976	8,000
June 1, 1977	8,500
June 1, 1978	9,000
June 1, 1979	9,500
June 1, 1980	10,000
June 1, 1981	10,500
June 1, 1982	11,500
June 1, 1983	12,000
June 1, 1984	13,000
June 1, 1985	13,500
June 1, 1986	14,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Port-Alfred.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 7, 1966, at 7:30 o'clock p.m., at the town Hall, 49, 2nd Street, Port-Alfred, county of Dubuc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Port-Alfred, (County of Dubuc), May 13, 1966.

WILLIE TREMBLAY,  
Town Clerk.

Town Hall, 49, 2nd Street,  
Port-Alfred, (Dubuc — formerly Chicoutimi), P.Q.

Telephone: 544-3344, code 418. 15233

**Ville de Duberger**  
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-Henri Gauvin, greffier, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 juin 1966, pour l'achat de \$347,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de St-Sauveur, datées du 1er juillet 1966 et remboursables par séries du 1er juillet 1967 au 1er juillet 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 193 — \$113,000 — égouts et voirie; 213 — \$59,000 — aqueduc; 263 — \$175,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1966.

Tableau d'amortissement — \$347,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1967	\$ 6,500
1er juillet 1968	8,000
1er juillet 1969	8,500
1er juillet 1970	7,500
1er juillet 1971	8,500
1er juillet 1972	9,500
1er juillet 1973	10,000
1er juillet 1974	9,500
1er juillet 1975	11,000
1er juillet 1976	11,000
1er juillet 1977	11,500
1er juillet 1978	12,000
1er juillet 1979	14,500
1er juillet 1980	13,500
1er juillet 1981	14,500
1er juillet 1982	16,000
1er juillet 1983	16,000
1er juillet 1984	18,000
1er juillet 1985	18,000
1er juillet 1986	123,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 8 juin 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord, Duberger, (Québec 8), P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

**Town of Duberger**  
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul-Henri Gauvin, Town Clerk, Town Hall, 67 Central North Blvd., Duberger, (Quebec 8), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, June 8, 1966, for the purchase of an issue of \$347,000 of bonds for the town of Duberger, county of St-Sauveur, dated July 1, 1966, and redeemable serially from July 1, 1967, to July 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1, and January 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 193 — \$113,000 — sewers and roads; 213 — \$59,000 — aqueduct; 263 — \$175,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1966.

Table of redemption — \$347,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1967	\$ 6,500
July 1, 1968	8,000
July 1, 1969	8,500
July 1, 1970	7,500
July 1, 1971	8,500
July 1, 1972	9,500
July 1, 1973	10,000
July 1, 1974	9,500
July 1, 1975	11,000
July 1, 1976	11,000
July 1, 1977	11,500
July 1, 1978	12,000
July 1, 1979	14,500
July 1, 1980	13,500
July 1, 1981	14,500
July 1, 1982	16,000
July 1, 1983	16,000
July 1, 1984	18,000
July 1, 1985	18,000
July 1, 1986	123,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 67 Central North Blvd. Duberger, (Quebec 8), P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duburger, (Comté de St-Sauveur), ce 17 mai 1966.

*Le Greffier,*  
PAUL-HENRI GAUVIN.

Hôtel de Ville, 67, Blvd Central Nord,  
Duburger, (Québec 8), P.Q.,  
Téléphone: 681-6007, code 418. 15255-0

**Municipalité de Cap St-Ignace**  
Comté de Montmagny

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Fortin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m., à Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q., et par après de 7.30 heures p.m., à 8 heures p.m., à la Salle municipale, Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q., lundi, le 6 juin 1966, pour l'achat de \$278,000 d'obligations pour la municipalité de Cap St-Ignace, comté de Montmagny, datées du 1er juin 1966 et remboursables par séries du 1er juin 1967 au 1er juin 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 80 — \$100,000 — renouvellement; 129 — \$178,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1966.

Tableau d'amortissement — \$278,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1967	\$ 6,000
1er juin 1968	6,000
1er juin 1969	6,500
1er juin 1970	7,000
1er juin 1971	7,500
1er juin 1972	7,500
1er juin 1973	8,000
1er juin 1974	8,000
1er juin 1975	9,000
1er juin 1976	9,000
1er juin 1977	9,500
1er juin 1978	9,500
1er juin 1979	10,500
1er juin 1980	11,000
1er juin 1981	11,000
1er juin 1982	2,500
1er juin 1983	3,000
1er juin 1984	3,000
1er juin 1985	3,500
1er juin 1986	140,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmagny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Duburger, (County of St-Sauveur), May 17, 1966.

PAUL-HENRI GAUVIN,  
*Town Clerk.*

Town Hall, 67 Central North Blvd.,  
Duburger (Quebec 8), P.Q.,  
Telephone: 681-6007, code 418. 15255

**Municipality of Cap St-Ignace**  
County of Montmagny

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Fortin, secretary-treasurer, until 6:00 o'clock p.m., at Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m., to 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q., Monday, June 6, 1966, for the purchase of an issue of \$278,000 of bonds for the municipality of Cap St-Ignace, county of Montmagny, dated June 1, 1966, and redeemable serially from June 1, 1967 to June 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 80 — \$100,000 — renewal; 129 — \$178,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1966.

Table of redemption — \$278,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1967	\$ 6,000
June 1, 1968	6,000
June 1, 1969	6,500
June 1, 1970	7,000
June 1, 1971	7,500
June 1, 1972	7,500
June 1, 1973	8,000
June 1, 1974	8,000
June 1, 1975	9,000
June 1, 1976	9,000
June 1, 1977	9,500
June 1, 1978	9,500
June 1, 1979	10,500
June 1, 1980	11,000
June 1, 1981	11,000
June 1, 1982	2,500
June 1, 1983	3,000
June 1, 1984	3,000
June 1, 1985	3,500
June 1, 1986	140,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmagny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 juin 1966, à 8 heures du soir, à la Salle municipale, Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap St-Ignace, (Comté de Montmagny), ce 17 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier,*

PAUL FORTIN.

Cap St-Ignace, (Montmagny), P.Q.

Téléphone: 246-5402, code 418. 15261-0

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 6, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap St-Ignace, (County of Montmagny), May 17, 1966.

PAUL FORTIN,

*Secretary-Treasurer.*

Cap St-Ignace, (Montmagny), P.Q.

Telephone: 246-5402, code 418. 15261

## Syndicats professionnels

### L'Alliance des diplômées en soins hospitaliers de l'hôpital Ste-Thérèse de Shawinigan

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Alliance des diplômées en soins hospitaliers de l'hôpital Ste-Thérèse de Shawinigan », a été autorisée par le secrétaire de la province le 25 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 453, 5<sup>e</sup> rue, Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Québec, le 27 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15199-0 123-65

### L'Association des employés de Édouard Roy & fils limitée

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des employés de Édouard Roy & fils limitée », a été autorisée par le secrétaire de la province le 15 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 4115, Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15200-0 22-66

### Association des employés de la commission scolaire régionale de la Chaudière

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de la commission scolaire régionale de la Chaudière », a été autorisée par le secrétaire de la province le 15 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Québec, le 20 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

15201-0 31-66

## Professional Syndicates

### L'Alliance des diplômées en soins hospitaliers de l'hôpital Ste-Thérèse de Shawinigan

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Alliance des diplômées en soins hospitaliers de l'hôpital de Ste-Thérèse de Shawinigan", has been authorized by the Provincial Secretary on April 25, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 453, 5th Street, Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

Quebec, April 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15199 123-65

### L'Association des employés de Édouard Roy & fils limitée

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des employés de Édouard Roy & fils limitée", has been authorized by the Provincial Secretary on April 15, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 4115, Ontario E., Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 19, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15200 22-66

### Association des employés de la commission scolaire régionale de la Chaudière

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de la commission scolaire régionale de la Chaudière", has been authorized by the Provincial Secretary on April 15, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Georges of Beauce, judicial district of Beauce.

Quebec, April 20, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

15201 31-66

**Fédération nationale des syndicats  
du bâtiment et du bois inc. (CSN)**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 avril 1966, autorisé le changement de nom de « La Fédération des travailleurs du bâtiment du Canada », dont la constitution a été autorisée le 17 octobre 1963, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de la « Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois inc. (CSN) », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 22 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15202-o

67-61

**Syndicat professionnel  
des comptables agréés  
du gouvernement du Québec**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat professionnel des comptables agréés du gouvernement du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 6512, de Lanaudière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 5 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15203-o

1-66

**Association des médecins de  
laboratoire du Québec  
Quebec Association of  
Laboratory Physicians**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 mai 1965, autorisée le changement de nom de l'« Association des anatomo-pathologistes de la province de Québec », dont la constitution a été autorisée le 24 décembre 1948, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de l'« Association des médecins de laboratoire du Québec — Quebec Association of Laboratory Physicians », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 25 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15234-o

3136-48

**Association des Omnipraticiens  
de la Côte Nord**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Omnipraticiens de la Côte Nord », a été autorisée par le secrétaire de la province le 18 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Hauterive (Saguenay), district judiciaire de Hauterive.

Québec, le 21 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15235-o

46-66

**Fédération nationale des syndicats  
du bâtiment et du bois inc. (CSN)**

*(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, has, on April 20, 1966, authorized the change of name of "La Fédération des travailleurs du bâtiment du Canada", whose incorporation was authorized on October 17, 1963, and whose head office is situated in Montreal, into that of "Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois inc. (CSN)", and such, in pursuance to the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, April 22, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15202

67-61

**Syndicat professionnel  
des comptables agréés  
du gouvernement du Québec**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat professionnel des comptables agréés du gouvernement du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on March 29, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 6512 de Lanaudière, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, April 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15203

1-66

**Association des médecins de  
laboratoire du Québec  
Quebec Association of  
Laboratory Physicians**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 20, 1965, authorized the change of name of "Association des anatomo-pathologistes de la province de Québec", whose incorporation has been authorized on December 24, 1948, and whose head office is situated in Montreal, to that of "Association des médecins de laboratoire du Québec — Quebec Association of Laboratory Physicians", and such, pursuant to the provisions of Professional Syndicates' Act, Quebec Revised Statutes, 1941, chapter 162.

Québec, May 25, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15234

3136-48

**Association des Omnipraticiens  
de la Côte Nord**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Omnipraticiens de la Côte Nord", has been authorized by the Provincial Secretary on April 18, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Hauterive, (Saguenay), judicial district of Hauterive.

Québec, April 21, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15235

46-66

**Association des principaux  
de Verdun-LaSalle**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des principaux de Verdun-LaSalle », a été autorisée par le secrétaire de la province le 1er avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 504, 5e avenue, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 5 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15236-o 41-64

**Les Enseignants des Bois-Francis**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Les Enseignants des Bois-Francis », a été autorisée par le secrétaire de la province le 22 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, le 27 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15237-o 51-66

**Le Syndicat des policiers de St-Léonard**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des policiers de St-Léonard », a été autorisée par le secrétaire de la province le 30 mars 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 5 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15238-o 30-66

**Syndicat des producteurs de bleuets  
de St-Fulgence (U.C.C.)**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bleuets de St-Fulgence (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 8 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Fulgence, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 11 février 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15239-o 55-65

**Le Syndicat national des débardeurs de Sorel**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 avril 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat catholique et national des débardeurs de Sorel », dont la constitution a été autorisée le 20 février 1937, et dont le siège social est situé à Sorel, en celui de « Le Syndicat national des débardeurs de Sorel », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts, refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 18 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15240-o 81-37

**Association des principaux  
de Verdun-LaSalle**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des principaux de Verdun-LaSalle", has been authorized by the Provincial Secretary on April 1, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 504, 5th Ave., Verdun, judicial district of Montreal.

Québec, April 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15236 41-64

**Les Enseignants des Bois-Francis**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Les Enseignants des Bois-Francis", has been authorized by the Provincial Secretary on April 22, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Victoriaville, county of Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Québec, April 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15237 51-66

**Le Syndicat des policiers de St-Léonard**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des policiers de St-Léonard", has been authorized by the Provincial Secretary on March 30, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Léonard, judicial district of Montreal.

Québec, April 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15238 30-66

**Syndicat des producteurs de bleuets  
de St-Fulgence (U.C.C.)**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bleuets de St-Fulgence (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on February 8, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Fulgence, judicial district of Chicoutimi.

Québec, February 11, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15239 55-65

**Le Syndicat national des débardeurs de Sorel**

*(Professional Syndicates Act)*

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 13, 1966, authorized the change of name of "Syndicat catholique et national des débardeurs de Sorel", whose incorporation has been authorized on February 20, 1937, and whose head office is situated at Sorel, to that of "Le Syndicat national des débardeurs de Sorel", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, April 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15240 81-37

**Syndicat national des employés de l'alimentation en gros de Québec inc.**

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 avril 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat catholique des employés de l'alimentation en gros de Québec inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat catholique des employés de gros de l'alimentation », a été autorisée le 4 avril 1940, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Syndicat national des employés de l'alimentation en gros de Québec inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 27 avril 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15241-o 602-40

**Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 10 mai 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 12 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15242-o 59-66

**Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 29 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 3 mai 1966.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

15256-o 48-66

**Syndicat national des employés de l'alimentation en gros de Québec inc.**

*(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 22, 1966, authorized the change of name of "Syndicat catholique des employés de l'alimentation en gros de Québec inc.", whose incorporation, under the original name of "Syndicat catholique des employés de gros de l'alimentation", has been authorized on April 4, 1940, and whose the head office is situated in Quebec, to that of "Syndicat national des employés de l'alimentation en gros de Québec inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, April 27, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15241 602-40

**Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat professionnel des médecins du gouvernement du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on May 10, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, May 12, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15242 59-66

**Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec**

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on April 29, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, May 3, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

15256 48-66

**Vente par licitation**

**Cagliesi et al vs Cagliesi**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No 667 458. Claude Cagliesi et al., demandeurs, vs Roméo Cagliesi, défendeur.

*Avis de licitation*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Robert Lafleur, le 4 avril 1966, dans une cause dans laquelle Claude Cagliesi, policier, résidant au 914 rue Thomas-Chapais, St-Martin, Jean Cagliesi, commis, demeurant au 1892, rue St-Timothée, app.

**Sale of Licitation**

**Cagliesi et al vs Cagliesi**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 667 458. Claude Cagliesi et al., plaintiffs, vs Roméo Cagliesi, defendant.

*Notice of licitation*

Notice is hereby given that in virtue of a judgement of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Robert Lafleur, on April 4, 1966, in a case in which Claude Cagliesi, policeman, domiciled at 914 Thomas-Chapais at St. Martin; Jean Cagliesi, clerk, domiciled at 1892 St. Timothée, apt. 4, in

4, à Montréal; Dame Berthe Côté Cagliesi, veuve en premières noces et non remariée de feu Joseph Cagliesi, de son vivant tavernier de Montréal; et Dame Yolande Cagliesi, épouse de Ludger Rousseau des cité et district de Montréal, tous cohéritiers de la Succession ab intestat de feu Joseph Cagliesi, sont demandeurs et Roméo Cagliesi du 1846, St-Timothée à Montréal, est défendeur, la licitation des immeubles ci-après désignés a été ordonnée, à savoir:

« Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro neuf cent dix-neuf (919) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Jacques, contenant environ soixante-sept pieds en front, par une profondeur de soixante-six pieds et six pouces dans la ligne nord-est et cinquante-quatre pieds et six pouces dans la ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue Ontario, en arrière par le lot numéro neuf cent dix-huit du susdit cadastre, du côté nord-est par la rue St-Timothée et de l'autre par une ruelle.

Avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 926 à 940 de la rue Ontario est et 1892 à 1896 de la rue St-Timothée. »

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 15<sup>e</sup> jour de juin 1966, à 10 heures et quinze de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, sujets aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier de charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1,500.00 sera exigé de tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

Montréal, ce 25 avril 1966.

Les Procureurs des demandeurs,  
15144-19-2-o LACHANCE & GAGNÉ.

Montreal; Dame Berthe Côté Cagliesi, widow not remarried of Joseph Cagliesi, in his lifetime tavern owner in Montreal; and Dame Yolande Cagliesi, wife of Ludger Rousseau, both domiciled in Montreal, all of them coheirs in the "intestate" succession of the late Joseph Cagliesi, are plaintiffs, and Roméo Cagliesi, domiciled at 1846 St. Timothée Street in Montreal, is defendant, the licitation of the immoveables herein-after designated has been ordered, to wit:

"An emplacement situated in the city of Montreal, known and designated as number nine hundred and nineteen (919) of the official plan and book of reference of St. James Ward, containing around sixty-seven feet in front, by a depth of sixty-six feet and six inches in the northeast line and fifty-four feet and six inches in the southeast line, English measures, and more or less, and bounded in front by Ontario Street, in rear by lot number nine hundred and eighteen of above said cadastre, on the northeast side by St. Timothée Street and on the other side by a lane.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 926 to 940 of Ontario Street east, and 1892 to 1896 of St. Timothée Street."

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 15th day of June, 1966, at a quarter past ten o'clock in the forenoon, in room 31, in the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,500.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer of bid on the aforesaid immoveable.

Montreal, April 25, 1966.

LACHANCE & GAGNÉ,  
15144-19-2-o Attorneys for the plaintiffs.

## Ventes par Shérifs

## Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### ABITIBI

### ABITIBI

Canada — Province de Québec  
District d'Abitibi

Canada — Province of Quebec  
District of Abitibi

Cour Supérieure, { CHARTRE LUMBER  
No V-5712. { LIMITEE, corps poli-  
tique légalement incorporé,  
ayant sa principale place d'affaires dans la ville  
de Malartic district d'Abitibi; (demandeur

Superior Court, { CHARTRE LUMBER  
No. V-5712. { LIMITED, body politic  
legally incorporated, having  
its principal place of business in the town of  
Malartic, district of Abitibi, plaintiff seizing; es

saisissant); *vs* MIKE KOZICKI, résidant dans la ville de Val d'Or, P.Q., district d'Abitibi, (défendeur saisi).

*Avis de vente*

Les lots de terre connus et désignés sous le numéro (34-538) et (34-539) du canton Bourlamaque P.Q., district d'Abitibi est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale St-Sauveur de Val d'Or, P.Q., district d'Abitibi, le NEUVIÈME jour de JUIN 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait à Amos, ce 25 avril 1966.

*Le Shérif,*  
R. COSSETTE.

14900-17-2-0

MIKE KOZICKI, residing in the town of Val d'Or, P.Q., district of Abitibi, defendant seized.

*Notice of sale*

The lots of land known and designated under numbers (34-538) and (34-539) of the township of Bourlamaque, P.Q., district of Abitibi East, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur de Val d'Or, P.Q., district of Abitibi, on the NINTH day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Made at Amos, this April, 25 1966.

R. COSSETTE,  
*Sheriff.*

14900-17-2

BEAUCE

*De Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Beauce  
Bref d'exécution

Cour de Magistrat, { RAOUL PARENT, né-  
No 35,906. { gociant, St-Martin,  
Beauce, demandeur, *vs* JOSUÉ THIBODEAU, St-Martin, Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Martin, Beauce, étant partie du lot numéro neuf-A (P/9-A), rang un (1), canton Shenley Nord, en le comté de Beauce, ayant sur le sens du lot une largeur de cent soixante-huit pieds (168'), sur une profondeur de cent trente-deux pieds (132'), mesures anglaises; plus ou moins; et borné comme suit: au nord: au terrain appartenant à Philippe Boucher; à l'est: aux emplacements de M. Josaphat Paquet, et Mme Albert Gilbert; à l'ouest: à une rue projetée, appartenant au vendeur; et au sud: à l'emplacement appartenant à M. Ovila Thibodeau. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Martin, comté de Beauce, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN, 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.  
Ville St-Joseph de Beauce, le 12 mai, 1966.  
15243-20-2-0

[Première insertion: 21 mai, 1966.]

[Deuxième insertion: 11 juin, 1966.]

*De Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Beauce  
Bref d'exécution

Cour Supérieure, { EUGÈNE VEILLEUX,  
No 32,229. { entrepreneur funéraire,  
faisant affaire sous la raison sociale de La Maison Gédéon Roy, 2590, 1ère Ave., St-Georges Ouest, Beauce, demandeur, *vs* JOSUÉ THIBODEAU, St-Martin, Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Martin, Beauce, étant partie du lot numéro huit-E (Pte 8-E) du cadastre pour le premier rang du canton de Shenley Nord, en le comté de Beauce, ayant quatre-vingts pieds de largeur

BEAUCE

*De Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Beauce  
Writ of execution

Magistrate's Court, { RAOUL PARENT, mer-  
No. 35,906. { chant, St-Martin,  
Beauce, plaintiff, *vs* JOSUÉ THIBODEAU, St-Martin, Beauce, defendant.

To be sold the immovable described below:

“An emplacement situated in the parish of St-Martin, Beauce, being part of lot number nine-A (P/9-A), range one (1), township of Shenley North, in the county of Beauce, having in the lot direction a width of one hundred and sixty-eight feet (168'), by a depth of one hundred and thirty-two feet (132'), english measures; more or less; and bounded as follows: on the north: by the terrain belonging to Philippe Boucher; on the east: by the emplacements of Mr. Josaphat Paquet, and Mrs. Albert Gilbert; on the west: by a proposed street, belonging to the vendor; and on the south: by the emplacement belonging to Mr. Ovila Thibodeau.”

To be sold at the parochial church door of St-Martin, county of Beauce, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Town of St-Joseph de Beauce, May 12, 1966.  
15243-20-2

[First insertion: May 21, 1966.]

[Second insertion: June 11, 1966.]

*De Terris*

Canada — Province of Québec  
District of Beauce  
Writ of execution

Superior Court, { EUGÈNE VEILLEUX,  
No. 32,229. { undertaker, carrying on  
business under the style of La Maison Gédéon Roy, 2590, 1st Ave., St-Georges West, Beauce, plaintiff, *vs* JOSUÉ THIBODEAU, St-Martin, Beauce, defendant.

The immovable hereinafter described to be sold:

“An emplacement situated in the parish of St-Martin, Beauce, being part of lot number eight-E (P. 8-E) in the cadaster of the first range in the township of Shenley North, in the county of Beauce, measuring eighty feet in width

sur environ un arpent de profondeur, borné en front à la route, au sud-ouest à Veuve Tancrède Doyon, ou représentants, au nord-est à Évangéliste Couture ou représentants, et Théodule Quirion ou représentants, et au sud-est à Arthur Fortin (le terrain présentement décrit étant la partie de terrain qu'Elzéar Thibodeau a acquis le vingt-deux juin mil neuf cent quarante-quatre suivant acte devant Adélarde Gilbert, notaire, et enregistré à Beauceville Est, sous le numéro 133867 avec bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Martin, comté de Beauce, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*  
ADALBERT LESSARD.  
Bureau du Shérif,  
Ville St-Joseph de Beauce, le 12 mai, 1966.  
15258-20-2-o

[Première insertion: 21 mai 1966.]  
[Deuxième insertion: 11 juin 1966.]

by approximately one arpent in depth, bounded in front by the highway, on the southwest by the widow of Tancrède Doyon or representatives, on the northeast by Évangéliste Couture or representatives, and Théodule Quirion or representatives, and on the southeast by Arthur Fortin (the land presently described being part of the land which Elzéar Thibodeau acquired on the twenty-second day of June, one thousand nine hundred and forty-four according to a deed drawn up by Adélarde Gilbert, notary, and registered in Beauceville East under number 133867, with buildings.)

To be sold at the parochial church door of St-Martin, county of Beauce, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,  
Sheriff's Office,  
Town of St-Joseph de Beauce, May 12, 1966.  
15258-20-2

[First insertion: May 21, 1966.]  
[Second insertion: June 11, 1966.]

## DRUMMOND

Canada — Province de Québec  
District de Drummond

Cour Supérieure, { RONALDO HOULE, en-  
Bref No 604. { trepreneur plombier  
Drummondville, demandeur,  
vs GEORGES AVERILL, autrefois de Drum-  
mondville et maintenant demeurant à 154 rue  
Principale, Granby district de Bedford, défen-  
deur. Le registrateur du bureau d'enregistrement  
de la division de Drummondville à Drummond-  
ville, district de Drummond, mis-en-cause.

### *Désignation:*

Un emplacement de forme irrégulière, mesurant quatre-vingt-seize pieds et cinq dixièmes de pied de profondeur, le long de la rue St-Jean par une largeur de soixante-six pieds du côté de la rue Brouillard par une longueur de cent un pieds et cinq-dixièmes de pied au nord-ouest pour aller faire un angle droit en venant vers la rue St-Jean, sur une profondeur de vingt-quatre pieds et cinq-dixièmes de pied, pour faire de là un angle droit en allant sur la rue Brouillard, sur une longueur de cinq pieds environ, pour de là faire un autre angle droit pour descendre à la rue St-Jean, sur une longueur d'environ quarante et un pieds et cinq-dixièmes de pied; lequel emplacement est borné comme suit:

Au sud-est par la rue St-Jean, pour se borner à un mur mitoyen de quarante et un pieds et cinq-dixièmes de pied appartenant à Alfred Gouin, et ensuite par l'autre partie allant jusqu'à la profondeur, ainsi bornée par Alfred Gouin; au nord-ouest par le lot nuéro 509 et au nord-est par la rue Brouillard, lequel emplacement est connu et désigné au cadastre du Quartier-Est de la ville de Drummondville, comme étant une partie du lot numéro cinq cent huit (Ptie 508 Quartier-Est).

Avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement de forme triangulaire ayant front sur la rue Brouillard, mesurant quatre dixièmes de pieds en avant sur la rue Brouillard, par une profondeur de cinquante-cinq pieds et cinq dixièmes de pied, borné en front au nord-est par la rue Brouillard au sud-est par le lot 508, au sud-ouest par l'intersection des lots 508 et 509 et au nord-ouest par l'emplacement de Dame

## DRUMMOND

Canada — Province of Quebec  
District of Drummond

Superior Court, { RONALDO HOULE, con-  
Writ No. 604. { tractor plumber, Drum-  
mondville, plaintiff, vs GEOR-  
GES AVERILL, heretofore of Drummondville  
and now residing at 154 Main Street, Granby,  
district of Bedford, defendant, The Registrar  
of the Registration Office of the division of Drum-  
mondville, at Drummondville, district of Drum-  
mond, mis-en-cause.

### *Description:*

An emplacement of irregular form, measuring ninety-six feet and five tenths of a foot in depth, along St-John Street, by a width of sixty-six feet on the side of Brouillard Street by a length of one hundred and one feet and five tenths of a foot on the north-west to form a right angle coming toward St-John Street, by a depth of twenty-four feet and five tenths of a foot, to form thence a right angle going toward Brouillard Street, by a length of five feet approximately, thence to make a right angle to go down St-John Street, by a length of about forty-one feet and five tenths of a foot; such emplacement is bounded as follows:

On the south-east by St-John Street, to be bounded by a common wall of forty-one feet and five tenths of a foot belonging to Alfred Gouin, and then by the other part going to the depth, thus bounded by Alfred Gouin; on the north-west by lot number 509 and on the north-east by Brouillard Street, which emplacement is known and designated on the cadaster of the East Ward of the town of Drummondville, as being a part of lot number five hundred and eight (Pt 508 East Ward).

With all the buildings thereon constructed.

2. An emplacement of triangular form fronting on Brouillard Street, measuring four tenths of a foot in front on Brouillard Street, by a depth of fifty-five feet and five tenths of a foot, bounded in front on the north-east by Brouillard Street on the south-east by lot 508, on the south-west by the intersection of lots 508 and 509 and on the north-west by the emplacement of Dame Pépin;

Pépin; Lequel emplacement est connu et désigné au cadastre du Quartier-Est de la ville de Drummondville comme étant la partie nord-est du lot cinq cent neuf (Ptie N.E. 509 Quartier-Est).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Frédéric de Drummondville, JEUDI, le DEUXIÈME jour de JUIN 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*  
STEPHEN DOLAN.  
Bureau du Shérif, 14906-17-2-o  
Drummondville.  
[Première insertion: le 30 avril 1966]

which emplacement is known and designated on the cadaster of the East Ward of the town of Drummondville as being the north-east part of lot five hundred and nine (Pt N. E. 509 East Ward).

To be sold at the parochial church door of St Frédéric de Drummondville, THURSDAY, the SECOND day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,  
*Sheriff.*  
Sheriff's Office, 14906-17-2  
Drummondville.  
[First insertion: on April 30, 1966]

**HAUTERIVE**

*Fieri Facias de Terris*  
District de Québec et Hauterive

No 142 543. { SOCIÉTÉ CENTRALE  
D'HYPOTHÈQUE ET  
DE LOGEMENT, corpora-  
tion ayant son siège social en la cité d'Ottawa,  
Province d'Ontario, dûment constitué en vertu  
d'un acte spécial du Parlement Canadien et  
ayant une place d'affaire en la cité et district  
de Québec, demanderesse, contre J. ARMAND  
BOUDREAU domicilié et résidant à Québec  
contre sa propriété de Port Cartier district de  
Hauterive, défendeur.

La subdivision deux de la subdivision cent quatre-vingt-neuf et la subdivision cent quatre-vingt-dix du lot originaire bloc A (Bloc A-189-2 et A-190) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Babel, Ville de Port Cartier comté de Saguenay, avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, à 40 Place McCormick à Port Cartier.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-Coeur de Port Cartier district de Hauterive, comté de Saguenay, le SEPTIÈME jour de JUIN 1966 à ONZÈ heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*  
LOUIS DROUIN.  
Bureau du Député Shérif, 14892-17-2-o  
Baie Comeau, 21 avril 1966.

**HAUTERIVE**

*Fieri Facias de Terris*  
District of Quebec and Hauterive

No. 142 543. { CENTRAL MORTGAGE  
AND HOUSING COR-  
PORATION, corpora-  
tion having its head office in the city of Ottawa,  
Province of Ontario, duly incorporated under a  
special act of the Canadian Parliament, and  
having a place of business in the city and district  
of Quebec, plaintiff; vs J. ARMAND BOU-  
DREAU, domiciled and residing in Quebec,  
against his property in Port Cartier, district of  
Hauterive, defendant.

Subdivision two of subdivision one hundred and eighty-nine and subdivision one hundred and ninety of original lot block A (block A-189-2 and A-190) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the township of Babel, town of Port Cartier, county of Saguenay, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, at 40 Place McCormick in Port Cartier.

To be sold at the church door of Sacré Coeur in Port Cartier, district of Hauterive, county of Saguenay, on the SEVENTH day of JUNE, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS DROUIN,  
*Deputy-Sheriff.*  
Office of the Deputy-Sheriff, 14892-17-2  
Baie Comeau, April 21, 1966.

**HULL**

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { CAPITAL FUNDS  
No 8094. { (I.A.C.) LIMITED,  
un corps politique et incor-  
poré dûment constitué, ayant son siège social et  
sa principale place d'affaires pour la province de  
Québec, en les ville et district de Montréal,  
demanderesse; vs ÉDIFICE SIROIS ET COU-  
TURE LTÉE, un corps politique et incorporé,  
dûment constitué, ayant son siège social et sa  
principale place d'affaires pour la province de  
Québec, en les ville et district de Hull, défen-  
deresse.

« Un immeuble sis en la cité de Hull, et portant les numéros 133, 135 et 137 de la rue Eddy, connu et désigné au cadastre du Quartier trois (III) de la cité de Hull, comme étant composé:

- a) Du lot deux cent soixante-trois (263) dudit Quartier trois (III);
- b) Des subdivisions un et deux du lot originaire deux cent soixante-dix-sept (277-1 et 277-2) dudit Quartier trois (III);

**HULL**

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { CAPITAL FUNDS  
No. 8094. { (I.A.C.) LIMITED,  
a body politic and corporate  
duly incorporated having its head office and  
principal place of business for the Province of  
Quebec in the city and district of Montreal,  
plaintiff; vs ÉDIFICE SIROIS ET COU-  
TURE LTÉE, a body politic and corporate duly in-  
corporated having its head office and principal  
place of business for the province of Quebec in  
the city and district of Hull, defendant.

“An immoveable lying in the city of Hull, and bearing numbers 133, 135 and 137 Eddy Street, known and designated on the cadaster for Ward three (III) of the city of Hull, as being composed of:

- (a) Lot two hundred and sixty-three (263) of said Ward three (III);
- (b) Of subdivisions one and two or original lot two hundred and seventy-seven (277-1 and 277-2) of said ward three (III);

c) De la subdivision un du lot originaire deux cent quatre-vingt-treize (293-1) dudit Quartier trois (III), et

d) De la partie nord de la subdivision un du lot originaire deux cent quatre-vingt-seize (ptie N. 296-1) dudit Quartier trois (III), mesurant, mesures anglaises et plus ou moins, cent dix-neuf pieds (119') et deux pieds et cinq dixièmes (2.5') vers le nord, quatre-vingt-six pieds et un dixième (86.1') et trois pieds (3') vers l'ouest, cent trente pieds et deux dixièmes (130.2') vers le sud et quatre-vingt-huit pieds (88') vers l'est, et borné comme suit:

Vers le nord par les lots deux cent quatre-vingt-dix-sept, subdivision quatre, deux cent quatre-vingt-dix-sept, subdivision cinq, et partie du lot deux cent quatre-vingt-dix-sept, subdivision six (297-4, 297-5 et ptie 297-6) dudit Quartier trois; vers l'ouest par les lots deux cent quatre-vingt-seize, subdivision huit et deux cent quatre-vingt-seize, subdivision neuf (296-8 et 296-9) ainsi que les parties des lots deux cent quatre-vingt-seize, subdivision sept et deux cent quatre-vingt-dix-sept, subdivision six (pties 296-7 et 297-6), tous dudit Quartier trois (III); vers le sud par le résidu sud dudit lot deux cent quatre-vingt-seize, subdivision un (296-1), propriété de Royal Bélanger ou représentants; vers l'Est par lesdits lots deux cent soixante-trois, deux cent soixante-dix-sept, subdivision un, deux cent soixante-dix-sept, subdivision deux et deux cent quatre-vingt-treize, subdivision un (263, 277-1, 277-2 et 293-1) dudit Quartier trois (III). »

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus « en bloc » à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ce 26 avril, 1966.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
15244-20-2-o

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour de Magistrat. { BENOIT WHISELL,  
No 47363. { B garageiste, domicilié à  
St-André Avellin, district

de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de BENOIT WHISELL ENR., demandeur, vs LIONEL AMYOT, de Ripon, district de Hull, défendeur.

« Un terrain désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Ripon, sous la partie du lot de terre numéro vingt-huit V (Ptie 28v, R. 4) mesurant cent dix pieds (110') dans les lignes est et ouest, et cent treize pieds (113') dans les lignes nord et sud, et borné comme suit: Au nord par la rue du cimetière, à l'est par le terrain de la Fabrique, à l'ouest par la rue du Moulin, et au sud par le terrain de l'Oeuvre des Terrains de Jeux de Ripon. » Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Casimir, à Ripon, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUIN, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ce 9 mai, 1966.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
15245-20-2-o

(c) Of subdivision one of original lot two hundred and ninety-three (293-1) of said ward three (III), and

(d) Of the north part of subdivision one of original lot two hundred and ninety-six (Pt. N. 296-1) of said ward three (III) measuring, English measure and more or less one hundred and nineteen feet (119') and two feet and five five tenths (2.5') towards north, eight-six feet and one tenth (86.1') and three feet (3') towards west, one hundred and thirty feet and two tenths (130.2) towards south and eighty-eight feet (88') towards east and bounded as follows:

Towards north by lots two hundred and ninety-seven, subdivision four, two hundred and ninety-seven, subdivision five and part of lot two hundred and ninety-seven, subdivision six (297-4, 297-5 and pt. 297-6 of said ward three; towards west by lots two hundred and ninety-six, subdivision eight and two hundred and ninety-six subdivision nine (296-8 and 296-9) as well as parts of lots two hundred and ninety-six, subdivision seven and two hundred and ninety-seven, subdivision six (Pts. 296-7 and 297-6), all of ward three (III); towards south by the south residue of said lot two hundred and ninety-six, subdivision one (296-1), property of Royal Bélanger or representatives; towards east by said lots two hundred and sixty-three, two hundred and seventy-seven, subdivision one, two hundred and seventy-seven, subdivision two, and two hundred and ninety-three, subdivision one (263, 277-1 277-2 and 293-1) of said ward three (III)".

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, at the Court House, in the city of Hull, on the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, April 26, 1966.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
15244-20-2

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Magistrate's Court. { BENOIT WHISELL,  
No. 47363. { B garage keeper, domici-  
ciled at St. André Avellin,

district of Hull, and therein carrying on business under the style and name of BENOIT WHISELL ENR., plaintiff, vs LIONEL AMYOT, of Ripon, district of Hull, defendant.

"A terrain designated on the official cadaster for the fourth range of the township of Ripon, under part of the lot of land number twenty-eight V (Pt. 28v, R. 4) measuring one hundred and ten feet (110') in the east and west lines, and one hundred and thirteen feet (113') in the north and south lines, and bounded as follows: on the north by the cemetery street, on the east by the Fabrique terrain, on the west by the Moulin Street, and on the south by the terrain of the Oeuvre des Terrains de Jeux de Ripon." With buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St. Casimir, at Ripon, on the TWENTY-THIRD day of the month of JUNE, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, May 9, 1966.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
15245-20-2

JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Québec  
District de Joliette

Cour Supérieure, { R ENÉ LACOMBE, manu-  
No 20,553. { facturier, demeurant au  
261, rue Ste-Ursule, à l'As-  
sompption, district de Joliette, demandeur, contre  
JOSEPH TURCOTTE, domicilié au Motel  
St-Donat, St-Donat, district de Joliette, défende-  
ur.

Terrain: Lot originaire 19, subdivision 3-1;  
lot originaire 19-1-1, rang 2, canton Lussier à  
St-Donat.

Terrain: Lot originaire 19, subdivision 3-1-1,  
rang 2, canton Lussier à St-Donat.

Terrain: Partie du lot 80, rivière Ouareau,  
rang D, canton Lussier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale  
de St-Donat, comté de Montcalm, district de  
Joliette, le MARDI, SEPTIÈME jour du  
mois de JUIN 1966, à ONZE heures de l'avant-  
midi.

*Le Shérif.*

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.  
Joliette, ce 22 avril 1966. 14893-17-2-0

JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec  
District of Joliette

Superior Court, { R ENÉ LACOMBE, manu-  
No. 20,553. { facturer, domiciled at  
261 Ste-Ursule St., in L'As-  
sompption, district of Joliette, plaintiff, vs JOSEPH  
TURCOTTE, domiciled at Motel St-Donat,  
St-Donat, district of Joliette, defendant.

Lot of land: Original lot 19, subdivision 3-1;  
original lot 19-1-1, range 2, Lussier township at  
St-Donat.

Lot of land: Original lot 19, subdivision 3-1-1,  
range 2, Lussier township at St-Donat.

Lot of land: Part of lot 80, Ouareau River,  
range D, Lussier township.

To be sold at parochial church door of St-  
Donat, county of Montcalm, district of Joliette,  
on TUESDAY, SEVENTH day of JUNE, 1966,  
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT.

Sheriff's Office, CHARLES ÉLÉMENT.  
Joliette, April 22, 1966. Sheriff.  
14893-17-2

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { JACK MINDLIN ET AL.,  
No 697 944. { es-qualité, demandeurs,  
vs CLOVIS ARES, défende-  
ur, et ARMAND GAGNON, mis-en-cause.  
Comme appartenant à la faillite de Clovis Ares  
et en la possession du mis-en-cause.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-  
François de Sales, et composé de:

a) Les lots de subdivision numéros cinquante-  
sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante  
et soixante-deux du lot originaire numéro sept  
(7-57, 58, 59, 60 et 62) aux plan et livres de  
renvoi officiels de la paroisse de St-François de  
Sales, mesurant quatre cent dix-neuf pieds (419')  
sur la sixième avenue, six cent dix pieds (610')  
sur l'autre rue et sept cent treize pieds (713')  
sur le boulevard, et formant en tout une superficie  
totale de quatre cent trente-neuf mille deux  
cent pieds carrés (439,200 p.c.), mesure anglaise  
et plus ou moins.

b) Une partie du lot originaire numéro sept  
(ptie 7) auxdits plan et livre de renvoi officiels  
de la paroisse de St-François de Sales, ayant  
front sur le Boulevard, et mesurant sept cent  
deux pieds (702') de largeur sur cent soixante-  
sept pieds (167') de profondeur, sur la Montée du  
Moulin et deux cent huit pieds (208') de profon-  
deur de l'autre côté, ayant front sur la rue; et  
ayant une superficie de cent sept mille neuf cent  
quarante-huit pieds carrés (107,948 p.c.) mesure  
anglaise et plus ou moins; et

c) Le lot de subdivision numéro soixante-trois  
dudit lot originaire numéro sept (7-63) auxdits  
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de  
St-François de Sales, mesurant cent cinquante  
pieds (150') de largeur sur l'avenue Gravel, sur  
une profondeur de cent soixante-sept pieds  
(167') d'un côté et cent soixante-treize pieds  
(173') de l'autre côté et ayant une superficie de

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montréal

Montréal, to wit: { JACK MINDLIN ET AL.,  
No. 697 944. { es-quality, plaintiffs, vs  
CLOVIS ARES, defendant,  
and ARMAND GAGNON, mis-en-cause. As  
belonging to the Bankruptcy of Clovis Ares  
and in the possession of the mis-en-cause.

“An emplacement situated in the parish of St-  
François de Sales, and composed of:

(a) Subdivision lot numbers fifty-seven, fifty-  
eight, fifty-nine, sixty and sixty-two of the ori-  
ginal lot number seven (7-57, 58, 59, 60 and 62)  
on the official plan and in the book of refer-  
ence of the parish of St-François de Sales, measur-  
ing four hundred and nineteen feet (419') on  
Sixth Avenue, six hundred and ten feet (610')  
on the other street and seven hundred and  
thirteen feet (713') on the Boulevard, and  
forming in all a total area of four hundred and  
thirty-nine thousand two hundred square feet  
(439,200 sq. ft.), English measure and more or  
less;

(b) A part of the original lot number seven  
(Pt. 7) on the said official plan and book of  
reference of the parish of St. François de Sales,  
fronting on the Boulevard, measuring seven  
hundred and two feet (702') in width by one  
hundred and sixty-seven feet (167') in depth,  
on the Montée du Moulin and two hundred and  
eight feet (208') in depth on the other side,  
fronting on the street; and having a superficial  
area of one hundred and seven thousand nine  
hundred and forty-eight square feet (107,948  
sq. ft.), English measure and more or less; and

(c) Subdivision lot number sixty-three of the  
said original lot number seven (7-63) on the said  
official plan and in the book of reference of the  
parish of St. François de Sales, measuring one  
hundred and fifty feet (150') in width on Gravel  
Avenue, by a depth of one hundred and sixty-  
seven feet (167') on one side and one hundred  
and seventy-three feet (173') on the other side,

vingt-cinq mille cinq cent cinquante-deux pieds carrés (25,552 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que ladite propriété subsiste présentement, y compris treize magasins et toutes les autres bâtisses dessus érigées à l'exception du poste d'essence

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, en la cité de St-François de Sales (présentement cité de Laval) le TROISIÈME jour du mois de JUIN, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.  
Montréal, 25 avril 1966. 14907-17-2

and having a superficial area of twenty-five thousand five hundred and fifty-two square feet (25,552 sq. ft.), English measure and more or less.

As the said properties now subsist, including thirteen stores and all other buildings thereon erected with the exception of the gasoline station

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, in the city of St-François de Sales (now city of Laval) on the THIRD day of the month of JUNE 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

*BERNARD SARRAZIN, Q.C.,*

Sheriff's Office, *Sheriff,*  
Montreal, April 25, 1966. 14907-17-2-0

## QUÉBEC

### *Fieri Facias*

Québec, à savoir: **C**OMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant

son siège social en la cité de Montréal, contre Dame MARIE CLAIRE LAPLANTE, épouse de Roger Poulin, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse domiciliée à 100 rue Gaulin, Beauport, et, JEAN-CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de registraire du bureau d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« Les subdivisions quatre et cinq du lot original numéro trois cent soixante-quatre (364-4 et 5) du cadastre de Beauport, comté de Québec, avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances, et portant les numéros civiques 951 et 953 Boulevard des Chutes, Beauport, comté de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le TROISIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.  
Québec, le 27 avril 1966. 14908-17-2-0  
[Première insertion: 30 avril 1966]  
[Deuxième insertion: 21 mai 1966]

### *Fieri Facias*

Québec, à savoir: **R**OGER MORAIS, arpenteur-géomètre, demeurant à 1472 ouest, de la rue St-Cyrille, en la cité de Québec, contre ROLAND CODERRE, demeurant à 2575 Chemin Ste-Foy, appartement No 5, en la ville de Ste-Foy.

1.- Un lopin de terre ayant trois arpents de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin public à aller au trait-carré entre les premier et deuxième rangs et faisant partie du lot numéro trois cent sept (307 P.) au cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, borné par devant au chemin public du deuxième rang (2<sup>e</sup> r.), à la profondeur au sud-est au trait-carré entre les premier et deuxième rangs, d'un côté à l'est au lot No 309, et d'autre côté à l'ouest au lot No. 302, avec maison dessus construite.

(Description prise dans No 169,805).

2.- Le lot numéro trois cent neuf (309) du cadastre officiel pour le comté de Portneuf, paroisse de Pointe-aux-Trembles. Mais à distraire dudit lot numéro trois cent neuf (309) la

## QUÉBEC

### *Fieri Facias*

Quebec, to wit: **M**ONTREAL LIFE INSURANCE COMPANY, a corporation legally incorporated, having its head

office in the city of Montreal, against DAME MARIE CLAIRE LAPLANTE, wife of Roger Poulin, the latter, as personally as to authorize his wife domiciled at 100 Gaulin Street, Beauport, and, JEAN-CHARLES PICHER, notary, in his quality of Registrar of the Quebec registration division, mis-en-cause.

"Subdivisions four and five of original lot number three hundred and sixty-four (364-4 and 5) of the cadaster for Beauport, county of Quebec, with the building thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic numbers 951 and 953 Des Chutes Blvd., Beauport, county of Quebec.

To be sold at the church door of Beauport, county of Quebec, the THIRD day of JUNE, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

*ALBERT-F. RACETTE,*

Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*  
Quebec, April 27, 1966. 14908-17-2  
[First insertion: April 30, 1966]  
[Second insertion: May 21, 1966]

### *Fieri Facias*

Quebec, to wit: **R**OGER MORAIS, land-surveyor, residing at No. 143-562, 1472 St-Cyrille Street West, in the city of Quebec, vs ROLAND CODERRE, residing at 2575 Ste-Foy Road, apartment No. 5, in the city of Ste-Foy.

1.- A piece of land having three arpents in width by a depth existing from the public road to the trait-carré between the first and second ranges and being part of lot number three hundred and seven (307 P.) of the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded in front by the public road of the second range (r. 2), in depth on the southeast by the trait-carré between the first and the second ranges, on one side on the east by lot No. 309, and on the other side on the west by lot No. 302, with house thereon constructed.

(Description taken in No. 169,805).

2.- Lot number three hundred and nine (309) of the official cadaster for the county of Portneuf, parish of Pointe-aux-Trembles. But to withdraw of the said lot number three hundred

partie appartenant au chemin de fer Transcontinental, suivant acte enregistré sous le No 49,692. Sujet aussi ledit lot à une servitude pour ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré sous le No 109,064 et à une autre servitude pour ligne de téléphone, en faveur de Bell Telephone Co., suivant acte enregistré sous le No 119,417.

(Description prise dans No 169,805).

3.- (a) Une partie du lot numéro trois cent dix (310) du cadastre officiel de Pointe-aux-Trembles dans toute sa largeur borné au sud par la rivière aux Pommès, au nord par le lot trois cent dix (310), à l'est par le lot trois cent onze (311) couvrant une longueur de un arpent soit cent quatre-vingt-douze pieds (192') en partant de la rivière aux Pommès vers le nord. La venderesse a acquis ledit immeuble de son époux Georges Julien en vertu de son testament.

(Description prise dans 164,627).

b)- Une certaine étendue de terrain connue comme étant une partie du lot numéro trois cent dix (310 P.) du cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, mesurant un arpent et demi (1½ arpent) de front, étant toute la largeur du lot sur environ dix-huit arpents (18 arpents) de profondeur, étant toute la profondeur à partir de la Rivière aux Pommès, au nord, jusqu'à la propriété de Monsieur Joseph Dubuc;

Cette étendue de terrain est bornée au sud à Monsieur Joseph Dubuc, au nord à la rivière aux Pommès, au nord-est au lot numéro trois cent onze (311) décrit ci-après et au sud-ouest au lot trois cent neuf (309), propriété de l'acquéreur.

(Description prise dans No 169,806).

c)- Une partie du lot numéro trois cent dix (310 Ptie) au cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, située au nord de la rivière aux Pommès, mesurant quatre arpents de longueur par la largeur dudit lot, borné vers le nord par une autre partie appartenant à la venderesse, vers l'est, le sud et l'ouest par d'autres terres appartenant à l'acquéreur. Cet emplacement et les mesures ne comprennent pas la partie du chemin transcontinental.

(Description prise dans No 171,209).

4.- Une autre étendue de terrain, connue comme étant une partie du lot numéro trois cent onze (311 P.) du cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant un arpent et demi (1½ arpent) de front, étant toute la largeur dudit lot, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin de front du second rang de la Pointe-aux-Trembles au nord jusqu'à la rivière aux Pommès; Cette étendue de terrain étant bornée au sud au chemin du second rang, au nord à la rivière aux Pommès, au nord-est au lot trois cent douze (312), propriété de Monsieur Nérée Gingras ou représentants et au sud-ouest au lot trois cent dix (310), décrit en premier lieu.

(Description prise dans No 169,806).

5.- Une certaine étendue de terrain connue comme étant une partie du lot numéro trois cent douze (312 P.) du cadastre officiel pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, mesurant un arpent et demi de front, étant toute la largeur de ladite terre, sur trois arpents au sud et trois arpents au nord de la

and nine (309) the part belonging to the Trans-Continental railways, according to registered deed under No. 49,692. Subject also the said lot to a servitude for electrical transmission line in favour of The Shawinigan Water & Power Co. according to registered deed under No. 109,064, and to another servitude for telephone line in favour of Bell Telephone Co., according to registered deed under No. 119,417.

(Description taken in No. 169,805).

3. (a) - A part of lot number three hundred and ten (310) of the official cadaster of Pointe-aux-Trembles in all its width bounded on the south by the Rivière aux Pommès, on the north by lot three hundred and ten (310), on the east by lot three hundred and eleven (311) covering a length of one arpent that is one hundred and ninety-two (192') feet going from the Rivière aux Pommès toward the north. The vendor has acquired the said immovable of her husband Georges Julien in virtue of his will.

(Description taken in 164,627).

(b) - A certain stretch of land known as being a part of lot number three hundred and ten (310 P.) of the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, measuring one arpent and a half (1½ arpent) in front, being the whole width of the lot by about eighteen arpents (18 arpents) in depth, being the whole depth from the Rivière aux Pommès, on the north, to the property of Mr. Joseph Dubuc;

This stretch of land is bounded on the south by Mr. Joseph Dubuc, on the north by the Rivière aux Pommès, on the northeast by lot number three hundred and eleven (311) described hereinafter and on the southwest by lot three hundred and nine (309), property of the buyer.

(Description taken in No. 169,806).

(c) - A part of lot number three hundred and ten (310 Pt) on the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, situated on the north of the Rivière aux Pommès, measuring four arpents in length by the width of said lot, bounded toward the north by another part belonging to the vendor, toward the east, on the south and the west by other lands belonging to the buyer. This emplacement and the measures do not comprise the part of the transcontinental road.

(Description taken in No. 171,209).

4. - Another stretch of land, known as being a part of lot number three hundred and eleven (311 P.) of the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, measuring one arpent and a half (1½ arpent) in front, being the whole width of the said lot, by the depth existing from the front road of the second range of Pointe-aux-Trembles on the north up to the Rivière aux Pommès; This stretch of land being bounded on the south by the road of the second range, on the north by the Rivière aux Pommès, on the northeast by lot three hundred and twelve (312), property of Mr. Nérée Gingras or representatives and on the southwest by lot three hundred and ten (310), described in the first place.

(Description taken in No. 169,806).

5. - A certain stretch of land known as being a part of lot number three hundred and twelve (312 P.) of the official cadaster for the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, measuring one arpent and a half in front, being the whole width of the said land, by three arpents on the south and three arpents on the north of the

rivière aux Pommes, en profondeur, bornée au nord et au sud au vendeur, par des parties restantes du susdit lot 312, à l'est par MM. Napoléon Lamothe et Delphis Denis, parties du lot No 313, et à l'ouest par l'acquéreur, partie du lot No 311.

(Description prise dans No 169,804).

Il ne faut pas oublier que sur tous ces lots, il y a servitude de passage et aussi plusieurs subdivisions non enregistrées officiellement ont été vendues.

Pour être vendu à la porte de l'église de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le TROISIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.  
 Québec, le 26 avril 1966. 14909-17-2-0  
 [Première insertion: 30 avril 1966.]  
 [Deuxième insertion: 21 mai 1966.]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { SAMSON & FRÈRES  
 Cour de Magistrat, } INC., corps politique  
 No 306-182. } légalement constitué ayant  
 son siège social et sa principale place d'affaires à St-Pierre, comté de Montmagny, contre MARCEL LÉTOURNEAU, résidant actuellement à St-Jean, Ile d'Orléans, district de Québec.

« Un certain lopin de terre servant d'emplacement, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-trois (143) du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, Ile d'Orléans, avec bâtisses et dépendances, contenant quarante pieds français de terre de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre par le nord au chemin royal courant au sud jusqu'à la haute marée du fleuve St-Laurent.

Avec la servitude constituée sur ledit emplacement par acte de servitude dûment déposé au bureau d'enregistrement de l'Ile d'Orléans le 20 décembre 1961. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.  
 Québec, le 17 mai 1966. 15262-20-2-0  
 [Première insertion: 21 mai 1966.]  
 [Deuxième insertion: 11 juin 1966.]

RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province de Québec  
 District de Rimouski

Cour Supérieure, { JEANNE D'ARC JEAN, de  
 No 32-790. } la ville d'Amqui, district  
 de Rimouski, demanderesse,  
 vs RICHARD CASSISTA, domicilié en la ville  
 d'Amqui, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain contenant soixante-et-dixpieds de front, de même largeur, à l'arrière, sur cent sept pieds de profondeur, borné au nord au chemin, au sud au terrain de la bailleresse ainsi qu'à l'est, à l'ouest à celui de Cyprien Ouellet, ledit terrain faisant alors partie et détaché du lot connu et désigné sous le numéro cinquante-six-A, (P. 56-A) du cadastre officiel du rang quatre du canton Humqui; maintenant connu et désigné sous le numéro cinquante-six-A-quarante-sept (56-A-47) du cadastre officiel du rang quatre du canton Humqui.

Rivière-aux-Pommes, in depth, bounded on the north and on the south by the vendor, by remaining parts of the above-mentioned lot 312, on the east by Messrs. Napoléon Lamothe and Delphis Denis, parts of lot No. 313, and on the west by the buyer, part of lot No. 311.

(Description taken in No. 169,804).

It must not be forgotten that on all these lots there is a servitude of passage and also several subdivisions not officially registered have been sold.

To be sold at the church door of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, on the THIRD day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
 Québec, April 26, 1966. 14909-17-2  
 [First insertion: April 30, 1966.]  
 [Second insertion: May 21, 1966.]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: { SAMSON & FRÈRES  
 Magistrate's Court, } INC., body politic legal-  
 No. 306-182. } ly incorporated, having its  
 head office and principal business place at St-Pierre, county of Montmagny, vs MARCEL LÉTOURNEAU, presently residing at St-Jean, Ile d'Orléans, district of Québec.

"A certain piece of land serving as an emplacement, known and designated as being lot number one hundred and forty-three (143) of the official cadastre of the parish of St-Jean, Ile d'Orléans, with buildings and dependencies, containing forty french feet of land in front by the possible depth to take on the north of the royal road going to the south to the high tide of the St. Lawrence River.

With the servitude incorporated on the said emplacement by a deed of servitude duly deposited at the registration office of Ile d'Orléans on December 20, 1961."

To be sold at the church door of St-Jean, Ile d'Orléans, county of Montmorency, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the morning.

ALBERT-F. RACETTE,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
 Québec, May 17, 1966. 15262-20-2  
 [First insertion: May 21, 1966.]  
 [Second insertion: June 11, 1966.]

RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province of Quebec  
 District of Rimouski

Superior Court, { JEANNE D'ARC JEAN, of  
 No. 32-790. } the town of Amqui, dis-  
 trict of Rimouski, plaintiff, vs  
 RICHARD CASSISTA, domiciled in the town of  
 Amqui, district of Rimouski, defendant

A terrain containing seventy feet in front, of the same width, in the rear, by one hundred and seven feet in depth, bounded on the north by the road, on the south by the terrain of the lessor as well as on the east, on the west by that of Cyprien Ouellet, said terrain then being part and detached from lot known and designated under number fifty-six-A (P. 56-A) on the official cadaster of range four of the township of Humqui; now known and designated under number fifty-six-A-forty-seven (56-A-47) on the official cadaster of

pour le cadastre révisé du village d'Amqui, avec bâtisses dessus construites, circonstances, et dépendances, rente s'il y a.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph Benoit Labre d'Amqui, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Député-Shérif, *Le Député-Shérif,*  
Rimouski, 16 mai 1966. JACQUES MARTIN.  
15246-20-2-0

range four of the township of Humqui, for the revised cadaster of the village of Amqui, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, rent if any.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph Benoit Labre d'Amqui, on the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Office of the Deputy-Sheriff, *Deputy-Sheriff,*  
Rimouski, May 16, 1966. JACQUES MARTIN,  
15246-20-2

SAINT — FRANÇOIS

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-François  
(Sherbrooke)

Cour de Magistrat, { LA CORPORATION DU  
No 84,430. VILLAGE DE BEAU-  
LAC, corporation légale-

ment constituée, ayant son siège social à Garthby Station, comté de Wolfe, district de St-François, demanderesse, vs DAME RAYMONDE DANIS, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Dicaire, domiciliée et résidant à 5034 de la rue Cartier, des cité et district de Montréal, défenderesse, et MARCEL R. SAVARD, syndic, dans l'affaire de faillite de Dame Raymonde Danis-Dicaire, comptable agréé, ayant bureau d'affaires au numéro 89 de la rue King ouest, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, mis-en-cause.

« Les lots numéros deux cent cinquante-huit, un, deux cent cinquante-huit, deux, deux cent cinquante-huit, trois, deux cent cinquante-huit, quatre, deux cent cinquante-huit, cinq, deux cent cinquante-huit, six, deux cent cinquante-huit, sept, deux cent cinquante-huit, huit, deux cent cinquante-huit, neuf, deux cent cinquante-huit, dix, deux cent cinquante-huit, onze, deux cent cinquante-huit, douze, deux cent cinquante-huit, treize, deux cent soixante, un, deux cent soixante, deux, deux cent soixante, trois, deux cent soixante, quatre, deux cent soixante, cinq, deux cent soixante, six, deux cent soixante, sept, deux cent soixante, huit, deux cent soixante, neuf, deux cent soixante, dix, deux cent soixante, onze, deux cent soixante, douze, deux cent soixante, treize, deux cent soixante, quatorze, deux cent soixante et un, un, deux cent soixante et un, deux, deux cent soixante et un, trois, deux cent soixante et un, quatre et deux cent soixante et un, cinq, (258-1, 258-2, 258-3, 258-4, 258-5, 258-6, 258-7, 258-8, 258-9, 258-10, 258-11, 258-12, 258-13, 260-1, 260-2, 260-3, 260-4, 260-5, 260-6, 260-7, 260-8, 260-9, 260-10, 260-11, 260-12, 260-13, 260-14, 261-1, 261-2, 261-3, 261-4, et 261-5), sur le plan et dans le livre de renvoi officiel du Cadastre pour le village de Beaulac. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Charles-Borromée, Garthby, comté Wolfe, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME, (31) jour de MAI 1966 à DIX heure de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Palais de Justice, DONAT JACQUES.  
Sherbrooke, ce 20 avril 1966. 14835-17-2-0  
[Première insertion: le 30 avril 1966]

SAINT — FRANCIS

*Fieri Facias de Terris*  
District of St. François  
(Sherbrooke)

Magistrate's Court, { THE CORPORATION  
No. 84,430. OF THE VILLAGE  
OF BEAULAC, corpora-

tion legally incorporated, having its head office at Garthby Station, county of Wolfe, district of St. Francis, plaintiff, vs MRS. RAYMONDE DANIS, wife contractually separate as to property of Roger Dicaire, domiciled and residing at 5034 Cartier Street, in the city and district of Montreal, defendant, and MARCEL R. SAVARD, trustee, in the bankruptcy of Mrs. Raymonde Danis-Dicaire, chartered accountant, having his business place at 89 King Street West, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, mis-en-cause.

“Lot numbers two hundred and fifty-eight, one, two hundred and fifty-eight, two, two hundred and fifty-eight, three, two hundred and fifty-eight, four, two hundred and fifty-eight, five, two hundred and fifty-eight, six, two hundred and fifty-eight, seven, two hundred and fifty-eight, eight, two hundred and fifty-eight, nine, two hundred and fifty-eight, ten, two hundred and fifty-eight, eleven, two hundred and fifty-eight, twelve, two hundred and fifty-eight, thirteen, two hundred and sixty, one, two hundred and sixty, two, two hundred and sixty, three, two hundred and sixty, four, two hundred and sixty, five, two hundred and sixty, six, two hundred and sixty, seven, two hundred and sixty, eight, two hundred and sixty, nine, two hundred and sixty, ten, two hundred and sixty, eleven, two hundred and sixty, twelve, two hundred and sixty, thirteen, two hundred and sixty, fourteen, two hundred and sixty-one, one, two hundred and sixty-one, two, two hundred and sixty-one, three, two hundred and sixty-one, four, and two hundred and sixty-one, five, (258-1, 258-2, 258-3, 258-4, 258-5, 258-6, 258-7, 258-8, 258-9, 258-10, 258-11, 258-12, 258-13, 260-1, 260-2, 260-3, 260-4, 260-5, 260-6, 260-7, 260-8, 260-9, 260-10, 260-11, 260-12, 260-13, 260-14, 261-1, 261-2, 261-3, 261-4, and 261-5), on the plan and official book of reference of the cadastre of village of Beaulac”.

To be sold “en bloc” at the parochial church door of St-Charles-Borromée, Garthby, county of Wolfe, TUESDAY, the THIRTY-FIRST (31) day of MAY, 1966, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office, *Donat Jacques,*  
Court House, Sheriff.  
Sherbrooke, April 20, 1966. 14835-17-2  
[First insertion: April 30, 1966]

## SAINT — MAURICE

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec  
District de St-MauriceCour Supérieure, { **M. ALPHONSE FORTIN,**  
St-Maurice, { commerçant domici-  
No 848. { llé à Shawinigan sud district  
de St-Maurice *vs* **RAYMOND****PHILIBERT** journalier domicilié à 763, 5<sup>e</sup> rue apt. 3 à Shawinigan district de St-Maurice et **LÉO PHILIBERT** de Shawinigan dudit district et **ÉMILE BÉLANGER** en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement de Shawinigan et **J. ARTHUR VILLENEUVE & ADRIEN LAMBERT**, en leur qualité de registrateurs pour la division d'enregistrement de Trois-Rivières, mis-en-cause.

a) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Gérard des Laurentides, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-trois de subdivision du lot originaire numéro six cent neuf (609-23) cadastre de la paroisse de Ste-Flore.

b) Un emplacement situé dans la paroisse de St-Gérard des Laurentides, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre de subdivision du lot originaire numéro six cent neuf (609-24) cadastre de la paroisse de Ste-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard des Laurentides district de St-Maurice le DIXIÈME jour de JUN 1966, à DIX heure et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ BOISVERT.  
Shawinigan, ce 19 avril 1966. 14851-17-2-o

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de TerrebonneCour Supérieure, { **DON BOA'S MOTOR**  
No 57,322. { **SALES LTD.,** corps  
politique dûment incorporé  
selon la loi, ayant sa principale place d'affaires  
à Lachute, district de Terrebonne, demanderesse,  
*vs* **JOSEPH A. ROY**, gentilhomme de Carillon,  
district de Terrebonne, défendeur.*Avis de vente*

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur:

« Un certain morceau de terre d'une forme irrégulière connu et désigné comme le lot 43 au plan de la subdivision officielle du lot No 1060, dans la première concession du canton de Chatham, étant borné au nord-est par le lot No 2, au sud-est par la route de l'Île aux Chats, au sud-ouest par le lot 44, au nord-ouest par le lot 42, et contenant une superficie totale de 5310 pi. carrés, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique paroissiale de Carillon, comté d'Argenteuil, MARDI le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, mil neuf cent soixante-six, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.  
Saint-Jérôme, le 20 avril 1966. 14852-17-2-o

## SAINT — MAURICE

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec  
District of St-MauriceSuperior Court, { **Mr. ALPHONSE FOR-**  
St-Maurice, { **TIN,** trader domiciled  
No. 848. { at Shawinigan south, district  
of St-Maurice *vs* **RAYMOND****PHILIBERT**, labourer, domiciled at 763, 5<sup>th</sup> Street, Apt. 3 in Shawinigan, district of St-Maurice, and **LÉO PHILIBERT**, of Shawinigan of the said district and **ÉMILE BÉLANGER** in his capacity as registrar for the registration division of Shawinigan and **J. ARTHUR VILLENEUVE & ADRIEN LAMBERT**, in their capacity as registrar for the registration division of Trois-Rivières, mis-en-cause.

(a) An emplacement situated in the parish of St-Gérard des Laurentides, known and designated as being lot number twenty-three of the subdivision of original lot number six hundred and nine (609-23) cadastre of the parish of Ste-Flore.

(b) An emplacement situated in the parish of St-Gérard des Laurentides, known and designated under number twenty-four of the subdivision of original lot number six hundred and nine (609-24) cadastre of the parish of Ste-Flore.

To be sold at the parochial church door of St-Gérard des Laurentides, district of St-Maurice, on the TENTH day of JUNE, 1966, at TEN THIRTY in the morning.

RENÉ BOISVERT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Shawinigan, April 19, 1966. 14851-17-2

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of TerrebonneSuperior Court, { **DON BOA'S MOTOR**  
No. 57,322. { **SALES LTD.,** body  
politically duly incorporated according to law, having its principal business place at Lachute, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* **JOSEPH A. ROY**, gentleman from Carillon, district of Terrebonne, defendant.*Notice of sale*

The immovables hereafter designated in the possession of the defendant:

"A certain piece of land of an irregular form known and designated as lot 43 on the plan of the official subdivision of lot No. 1060, in the first concession of the township of Chatham, being bounded on the north-east by lot No. 2, on the south-east by the route of Ile aux Chats, on the south-west by lot 44, on the north-west by lot 42, and containing a total area of 5310 sq. feet, English measure, more or less, with buildings erected thereon."

To be sold at the door of the parochial catholic church of Carrillon, county of Argenteuil, TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-six, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Jérôme, April 20, 1966. 14852-17-2

Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { **GUY ROLLAND**, homme  
No 695 070. { d'affaires de Ville Mont-  
Royal, district de Montréal,  
demandeur, *vs* **ARÈS INC.**, corporation légale-  
ment constituée, ayant son siège social dans les  
ville et district de Montréal, défenderesse.

*Avis de vente*

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession de Arès Inc.

1° Vingt-cinq lots de terre situés à St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, connus et désignés sous les lots numéros cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, cent trente-neuf, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre et cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trente-sept (Nos. 537-53, 54, 55, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 139, 142, 143, 144 et 145) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de St-Louis de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, faisant partie du lot numéro cinq cent trente-sept (Ptie No 537) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, mesurant cent cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: vers le sud-est par les lots Nos 537-24, 25, et 26, vers le nord-est par le lot No 537-145, vers le sud-ouest, par le lot No 537-144 et vers le nord-ouest par une partie non subdivisée du lot originaire numéro 537, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale catholique de Terrebonne, comté de Terrebonne, MERCREDI, le PREMIER jour de JUN 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.  
Saint-Jérôme, le 26 avril 1966. 14910-17-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Montréal

Cour Supérieure, { **ONÉSIME GRENIER &**  
No 697 120. { **FILS INC.**, corps poli-  
tique et incorporé ayant sa  
principale place d'affaires dans Lac Français,  
district de Terrebonne, demanderesse, *vs* **PLACE-**  
**MENTS « ALTITUDE 1500 » INVESTMENTS**  
**INC.**, corps politique et incorporé, ayant sa  
principale place d'affaires dans les cité et district  
de Montréal, défenderesse.

*Avis de vente*

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession de Placements « Altitude 1500 » Investments Inc.,

« Un certain immeuble sis et situé dans le rang six, du canton Howard, de la division d'enregistrement d'Argenteuil et comprenant:

a) Le lot de terre numéro cinq « A » (5a), du rang six (VI), du canton Howard, moins et à distraire de ce lot:

Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { **GUY ROLLAND**, business-  
No. 695 070. { man of town of Mont-  
Royal, district of Montreal,  
plaintiff, *vs* **ARÈS INC.**, a corporation legally  
incorporated, having its head office in the city  
and district of Montreal, defendant.

*Notice of sale*

The immoveables hereinafter mentioned and in the possession of Arès Inc.

1. Twenty-five lots of land situated at St-Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, known and designated under lots numbers fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four and one hundred and forty-five of the official subdivision of original lot number five hundred and thirty-seven (Nos. 537-53, 54, 55, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 139, 142, 143, 144 and 145) on official plan and book of reference for the parish of St-Louis de Terrebonne.

2. An emplacement situated in the parish of St-Louis de Terrebonne, in the county of Terrebonne, forming part of lot number five hundred and thirty-seven (Pt. No. 537) on official plan and book of reference for the parish of St-Louis de Terrebonne, measuring one hundred and fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: towards southeast by lots Nos. 537-24, 25, and 26, towards northeast by lot No. 537-145, towards southwest, by lot No. 537-144 and towards northwest by unsubdivided part of original lot number 537, all of the said official plan and book of reference.

To be sold, en bloc, at the parochial catholic church door of Terrebonne, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the FIRST day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*  
Saint-Jérôme, April 26, 1966. 14910-17-2

Canada — Province of Quebec  
District of Montreal

Superior Court, { **ONÉSIME GRENIER &**  
No. 697 120. { **FILS INC.**, body poli-  
tic and corporate having its  
principal place of business in Lac Français,  
district of Terrebonne, plaintiff, *vs* **PLACE-**  
**MENTS « ALTITUDE 1500 » INVESTMENTS**  
**INC.**, body politic and corporate having its  
principal place of business in the city and district  
of Montreal, defendant.

*Notice of sale*

The undermentioned immoveable and in the possession of Placements « Altitude 1500 » Investments Inc.,

« A certain immoveable lying and situated in range six of the township of Howard, of the registration division of Argenteuil and comprising:

(a) The lot of land number five « A » (5a), of range six (VI), of the township of Howard, less and to withdraw from this lot:

1<sup>o</sup> Le terrain de Adélarde Gratton, tel que réservé à l'acte enregistré sous le numéro 53621;

2<sup>o</sup> Les emplacements de Léopold Legault, suivant ses titres enregistrés sous les numéros 54897 et 57856;

3<sup>o</sup> L'emplacement de Lucien Lefebvre, suivant son titre enregistré sous le numéro 57641;

4<sup>o</sup> L'emplacement de André Lachance, suivant son titre enregistré sous le numéro 57642;

5<sup>o</sup> L'emplacement de J. Elzéar Desjardins, suivant titre enregistré sous le numéro 69367;

6<sup>o</sup> L'emplacement de Rémi Corbeil, suivant son titre enregistré sous le numéro 86512;

7<sup>o</sup> L'emplacement de J. L. Verdier Co Ltée, suivant titre enregistré sous le numéro 104098.

b) Les lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize et quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq « A » (5a-1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14), du rang six (VI), du canton Howard, au cadastre dudit canton, avec bâtisse y érigée et sujet aux servitudes établies par les titres enregistrés. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Adolphe d'Howard, MERCREDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT,  
Saint-Jérôme, 12 mai 1966. 15247-20-2-o

Le Shérif,

1. The terrain of Adélarde Gratton, such as reserved in registered deed under number 53621;

2. The emplacements of Léopold Legault, according to his registered titles under numbers 54897 and 57856;

3. The emplacement of Lucien Lefebvre, according to his registered title under number 57641;

4. The emplacement of André Lachance, according to his registered title under number 57642;

5. The emplacement of J. Elzéar Desjardins, according to his registered title under number 69367;

6. The emplacement of Rémi Corbeil, according to his registered title under number 86512;

7. The emplacement of J. L. Verdier Co Ltée, according to registered title under number 104098.

(b) The lots of land numbers one, two, three, four, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen and fourteen of the official subdivision of original lot number five "A" (5a-1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14), of range six (VI) of the township of Howard, on the cadaster of the said township, with building thereon erected and subject to the servitudes established by the registered titles."

To be sold at the parochial church door of St-Adolphe d'Howard, WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's office, VILLENEUVE HUOT,  
Saint-Jérôme, May 12, 1966. 15247-20-2

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff.

## Ventes pour taxes

### Ville de Matane

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Matane, que les propriétés ci-dessous désignées et situées dans les limites de la ville de Matane seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Matane, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépens ne soient payés avant la vente, à savoir:

Audeux, Napoléon.— Lot numéro quatre-vingt-six subdivision douze (86-12) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$158.38.

Desrosiers, Antonio.— Lot numéro cent cinq subdivision quarante sous-division cinq (105-40-5) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$245.62.

Desrosiers, Zénon.— Lots numéros cent quatre subdivision trente-deux sous-division deux (104-32-2) lot numéro cent cinq subdivision quarante sous-division trente-sept (105-40-37) lot numéro cent cinq subdivision quarante sous-division vingt-cinq (105-40-25) des plans et livres de

## Sales for Taxes

### Town of Matane

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Matane, that the properties hereinafter described and situated in the limits of the town of Matane will be sold by Public Auction at the Town Hall of Matane, on the FIFTEENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-six, at TEN o'clock in the morning (daylight saving time) to satisfy the payment of municipal, school and other imposition taxes, as well as to pay the costs incurred for and by the sale, unless these taxes and other impositions and expenses be paid before the sale, to wit:

Audeux, Napoléon.— Lot number eighty-six subdivision twelve (86-12) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$158.38.

Desrosiers, Antonio.— Lot number one hundred and five subdivision forty subdivision five (105-40-5) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$245.62.

Desrosiers, Zénon.— Lot numbers one hundred and four subdivision thirty-two subdivision two (104-32-2) lot number one hundred and five subdivision forty subdivision thirty-seven (105-40-37) lot number one hundred and five subdivision forty subdivision twenty-five (105-40-25)

renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$88.75.

Desrosiers, Zénon.— Lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision deux (95-2), lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision vingt et un sous-division un (95-21-1) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$293.67.

Dupéré, Joseph.— Lot numéro quatre-vingt-neuf subdivision quarante-cinq sous-division dix-huit (89-45-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$252.82.

Harrisson, Richard.— Lot numéro cent trente et un subdivision quatre-vingt-deux (131-82) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$277.07.

Helgerson, Roland.— Lot numéro soixante-huit subdivision vingt-six sous-division dix-neuf (68-26-19) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$735.26.

Labrie, Fernand.— Lot numéro cent quatre-vingt-onze subdivision cent cinquante (191-150) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$990.32.

Langlois, Wilbrod.— Lot numéro quatre-vingt-quinze subdivision vingt-huit sous-division quinze (95-28-15) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$299.62.

Lapierre, Ernest.— Lot numéro cent cinq subdivision dix-huit (105-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$190.60.

Maltais, Antonin.— Lot numéro quatre-vingt-dix subdivision vingt-huit (90-28), lot numéro quatre-vingt-dix subdivision vingt-huit et sous-division un (90-28-1), lot numéro quatre-vingt-dix subdivision vingt-huit sous-division deux (90-28-2) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$181.49.

Ouellet, Patrice.— Lot numéro cent quatre-vingt-deux subdivision trente-six (182-36) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$380.46.

Sirois, Sylvio.— Lot numéro cent quatre-vingt-neuf subdivision quarante (189-40), lot numéro cent quatre-vingt-dix subdivision vingt-quatre (190-24) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$246.90.

St-Pierre, Georges.— Lot numéro cent quatre-vingt-deux subdivision dix-huit (182-18) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$547.74.

Viens, Mme Oscar.— Lot numéro cent six subdivision quatre (106-4) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$200.73.

of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$88.75.

Desrosiers, Zénon.— Lot number ninety-five subdivision two (95-2), lot number ninety-five subdivision twenty-one subdivision one (95-21-1) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$293.67.

Dupéré, Joseph.— Lot number eighty-nine subdivision forty-five subdivision eighteen (89-45-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$252.82.

Harrisson, Richard.— Lot number one hundred and thirty-one subdivision eighty-two (131-82) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$277.07.

Helgerson, Roland.— Lot number sixty-eight subdivision twenty-six subdivision nineteen (68-26-19) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$735.26.

Labrie, Fernand.— Lot number one hundred and ninety-one subdivision one hundred and fifty (191-150) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$990.32.

Langlois, Wilbrod.— Lot number ninety-five subdivision twen-eight subdivision fifteen (95-28-15) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$299.62.

Lapierre, Ernest.— Lot number one hundred and five subdivision eighteen (105-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$190.60.

Maltais, Antonin.— Lot number ninety subdivision twenty-eight (90-28), lot number ninety subdivision twenty-eight and subdivision one (90-28-1), lot number ninety subdivision twenty-eight subdivision two (90-28-2) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$181.49.

Ouellet, Patrice.— Lot number one hundred and eighty-two subdivision thirty-six (182-36) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$380.46.

Sirois, Sylvio.— Lot number one hundred and eighty-nine subdivision forty (189-40), lot number one hundred and ninety subdivision twenty-four (190-24) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$246.90.

St-Pierre, Georges.— Lot number one hundred and eighty-two subdivision eighteen (182-18) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$547.74.

Viens, Mrs. Oscar.— Lot number one hundred and six subdivision four (106-4) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$200.73.

Vignola, Robert.— Lot numéro quatre-vingt-six subdivision vingt-trois sous-division deux (86-23-2) des plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Jérôme de Matane, ville de Matane. Taxes: \$330.64.

Donné à Matane, Québec, ce douzième jour de mai de l'an mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,  
OLIVIER PHILIBERT.

15257-20-2-0

## Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Vignola, Robert.— Lot number eighty-six subdivision twenty-three subdivision two (86-23-2) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, town of Matane. Taxes: \$330.64.

Given at Matane, Quebec, this twelfth day of May, one thousand nine hundred and sixty-six.

OLIVIER PHILIBERT,  
Secretary-Treasurer.

15257-20-2

## City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of Sherbrooke, that the herein-after described immoveables will be sold by public auction, at the city hall, 145 Wellington St., north, in the said city, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE 1966, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	Numéros des cadastres Cadastral numbers	Quartier Ward
Nadeau, Honoré.....	899-157-17.....	Est-East.
Vallières, Antonio.....	899-157-78.....	Est-East.
Nadeau, Honoré.....	899-157-6.....	Est-East.
Rodrigue, Jean-Paul.....	22F-118, rg 6.....	Ascot.
Beaunoyers, Roméo.....	P. 22 B, rg 6.....	Ascot.
Bouliane, Hervé.....	727-107.....	Est-East.
Laventure, Lucien.....	Pt. 451.....	Est-East.
Albert, Éva D. Mme-Mrs.....	501.....	Est-East.
Lamontagne, Léo-Paul.....	297.....	Est-East.
Courtois, Réal.....	Pt 1-40, 1-41.....	Est-East.
Blais, Roland.....	16A-144, rg 6.....	Ascot.
Chénard, Lionel et-and Wellie.....	1444-30.....	Sud-South.
Lambert, Réginald.....	7-246.....	Sud-South.
Doyon, Jacques.....	15A-232, rg 7.....	Ascot.
Lambert, Gaétan, Dion, Théodule et-and Jean-Marie.....	1539-99, Pt 1539-100, Pt 1539.....	Sud-South.
Fournier, Roger.....	1494-275.....	Sud-South.
Lemieux, J.-Richard.....	1537-32.....	Sud-South.
Lemieux, J.-Richard.....	1537-33.....	Sud-South.
Laliberté, Léo-Paul.....	1494-129.....	Sud-South.
Albert, Mme-Mrs. Éva D.....	Pt 321.....	Nord-North.
Laforest, Normand.....	Pt 1-20.....	Nord-North.
Albert, Mme-Mrs. Éva D.....	1-161-1.....	Nord-North.
Dion, Théodule.....	461.....	Nord-North.
Succ.-est. J.-L. Ferland.....	903-201.....	Nord-North.
Succ.-est. Moïse Messier.....	Pt. 71-25.....	Orford.
Deleseleuc, Armand.....	47-84.....	Orford.
Couture, Aimé.....	Pt. 4, Pt 5.....	Orford.

Donné à la cité de Sherbrooke, ce dixième jour de mai 1966.

Le Greffier,  
H.-P. ÉMOND.

15146-19-2-0

Given at the city of Sherbrooke, this tenth day of May, 1966.

H.-P. ÉMOND,  
City Clerk.

15146-19-2-0

## Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le HUITIÈME jour de JUIN, 1966, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

## Municipalité d'Halifax-Nord

1<sup>o</sup> Une partie du lot No 1108, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, mesurant environ 2½ arpents de largeur sur 675 pieds de profondeur, bornée en avant au sud-ouest par le cordon des rangs 2 et 3,

## Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE, 1966 at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

## Municipality of Halifax-North

1. A part of the lot No. 1108, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, measuring about 2½ arpents in width by 675 feet in depth, bounded in front to the southwest by the division line of ranges 2

en arrière au nord-est par la clôture actuelle séparant le présent lot de terre du lot appartenant à Roch Pelchat et Louis Breton ou représentants, d'un côté au nord-ouest par le lot No 1109 et de l'autre côté au sud-est à la fois par une autre partie du présent lot No 1108 appartenant à Pierre Chauvette ou représentants et par le morceau de terre ci-après désigné, sans bâtisse.

2° Une autre partie du lot No 1108, du même cadastre, mesurant environ 220 pieds dans sa ligne nord-est et 225 pieds dans sa ligne nord-ouest, bornée au nord-ouest par le morceau de terre ci-dessus désigné, au nord-est par la clôture actuelle séparant le lot présentement vendu du lot appartenant auxdits Pelchat et Breton ou représentants, au sud et au sud-est à la fois par le chemin public traversant ce lot et par une autre partie dudit lot No. 1108 appartenant auxdits Pelchat et Breton ou représentants, sans bâtisse.

Connus comme appartenant à Gilles Boulanger. Taxes dues: \$3.47.

Le lot No 913, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Daniel Gauvin. Taxes dues: \$62.56.

Les lots Nos 925 et 926, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax; sujets à une servitude de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., pour sa ligne de transmission électrique, selon le titre s'y rapportant.

Connus comme appartenant à Daniel Gauvin. Taxes dues: \$290.37.

Les lots Nos 927, 928 et 929, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Lesdits trois lots sujets à une servitude de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. pour sa ligne de transmission électrique.

Connus comme appartenant à Daniel Gauvin. Taxes dues: \$365.85.

Une partie du lot No 1205, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, mesurant 3½ arpents de largeur par environ 6 arpents de profondeur, bornée en front au nord-est à la moitié nord-est du même lot, appartenant aux représentants de Joseph Mathieu et Donat Goudreau, en arrière au sud-ouest à la partie sud-ouest du même lot appartenant à Pierre Dargy et Alphonse Boissonneault, d'un côté au nord-ouest au lot No 1204 et de l'autre côté au sud-est à l'arpent et demi de largeur sud-est du même lot appartenant à Isafe Lecomte, représentant Pierre Dargy. Sans bâtisse dessus. Le terrain vendu commence à partir de 14 arpents du cordon entre les rangs 2 et 3, vers le sud-ouest. Le terrain vendu est sujet à un droit de passage en faveur de la partie sud-ouest du même lot, pour communiquer au chemin public du deuxième rang, selon les titres s'y rapportant. Avec en faveur du terrain vendu un même droit de passage sur une partie de la moitié nord-est du même lot, appartenant à Albert Gosselin, représentant Joseph Mathieu, pour communiquer du terrain vendu au chemin public du 2ième rang, selon les titres s'y rapportant.

Connue comme appartenant à la succession Yvon Lambert. Taxes dues: \$15.20.

**Municipalité d'Halifax-Sud**

Le lot No 279, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, contenant

and 3, in rear to the northeast of the fence between the present piece of land and the lot belonging to Roch Pelchat and Louis Breton or representatives, on one side to the northwest by the lot No. 1109 and on the other side to the southeast by another part of the present lot No. 1108 belonging to Pierre Chauvette or representatives and by the piece of land hereinafter described, without building.

2. Another part of the lot No. 1108, of the same cadastre, measuring about 220 feet in its northeast line and 225 feet in its northwest line, bounded to the northwest by the piece of land above described, to the northeast by the fence between the lot presently sold and the lot belonging to the said Pelchat and Breton or representatives, to the south and southeast by the public road across the lot and by another part of the said lot No. 1108 belonging to the said Pelchat and Breton, or representatives, without building.

Known as belonging to Gilles Boulanger. Taxes due: \$3.47.

The lot No. 913, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax.

Known as belonging to Daniel Gauvin. Taxes due: \$62.56.

The lots Nos 925 and 926, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax; subject to a right of way in favour of the The Shawinigan Water & Power Co., for its transmission line, according to its title.

Known as belonging to Daniel Gauvin. Taxes due: \$290.37.

The lots Nos 927, 928 and 929, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, with all the buildings thereon erected. The said three lots subject to a right of way in favour of The Shawinigan Water & Power Co. for its transmission line.

Known as belonging to Daniel Gauvin. Taxes due: \$365.85.

A part of the lot No. 1205, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, measuring 3½ arpents in width by about 6 arpents in depth, bounded in front to the northeast by the northeast half of the same lot, belonging to the representatives of Joseph Mathieu and Donat Goudreau, in rear to the southwest to the southwest part of the same lot belonging to Pierre Dargy and Alphonse Boissonneault, on one side to the northwest to the lot No. 1204 and on the other side to the southeast by the southeast arpent and a half of the same lot belonging to Isafe Lecomte, representing Pierre Dargy. Without building thereon. The land sold starts at 14 arpents from the division line between ranges 2 and 3, towards the southwest. The land sold is subject to a right of way in favour of the southwest part of the same lot, to communicate to the public road of the second range, according to the titles. With in favour of the land sold a same right of way on a part of the northeast half of the same lot, belonging to Albert Gosselin, representing Joseph Mathieu, to communicate from the land sold to the public road of the second range, according to the titles.

Known as belonging to the estate Yvon Lambert. Taxes due: \$15.00.

**Municipality of Halifax-South**

The lot No. 279, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax,

84 acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses.

Connu comme appartenant à Lucien Carrier. Taxes dues: \$650.50.

1° La moitié nord-est du lot No 714, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, contenant 50 acres en superficie bornée d'un bout au nord-est au lot No 715, à l'autre bout au sud-ouest à la moitié sud-ouest du lot No 714, d'un côté au sud-est au lot No 716 et de l'autre côté au nord-ouest au lot No 713.

2° Le lot No 715, du même cadastre, contenant 100 acres en superficie.

3° La moitié sud-est du lot No 719, du même cadastre, contenant 100 acres en superficie, bornée d'un bout au sud-ouest au chemin public entre les rangs 10 et 11, à l'autre bout au nord-est au chemin public entre les cantons d'Inverness et d'Halifax, d'un côté au sud-est au lot No 718 et de l'autre côté au nord-ouest à la moitié nord-ouest du lot No 719.

4° La moitié sud-ouest de la moitié nord-ouest du lot No 719, du même cadastre, contenant 50 acres en superficie, bornée en front au sud-ouest au chemin public entre les rangs 10 et 11, en arrière au nord-est à la moitié nord-est de la moitié nord-ouest du même lot, d'un côté au sud-est à la moitié sud-est du même lot et de l'autre côté au nord-ouest au lot No 720.

5° La partie sud-est du lot No 724, du même cadastre, contenant 100 acres en superficie, bornée en front au sud-ouest au chemin public entre les rangs 10 et 11, en arrière au nord-est à la grande ligne entre les cantons d'Halifax et d'Inverness, d'un côté au nord-ouest à la partie nord-ouest du même lot et de l'autre côté au sud-est aux lots Nos 722 et 723. Avec toutes les bâtisses érigées sur ces terrains.

Le tout connu comme appartenant à Fernand Simoneau. Taxes dues: \$582.79

#### Municipalité du canton d'Inverness

Une partie du lot No 525, du cadastre officiel du canton d'Inverness, mesurant 120 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, lequel terrain est situé à 700 pieds de distance du cordon entre les rangs 7 et 8, bornée en front au nord-ouest par le chemin public, d'un côté au sud-ouest à 700 pieds du cordon entre les rangs 7 et 8, de l'autre côté au nord-est et en arrière au sud-est par le résidu du terrain appartenant à Gaston Roy, sans bâtisses dessus. À la charge de clore et d'entretenir les clôtures.

Connue comme appartenant à John Learmonth. Taxes dues: \$13.60

Une partie du lot No 1402, du cadastre officiel du canton d'Inverness, avec bâtisses dessus construites, mesurant 152 pieds de largeur en front sur 665 pieds de profondeur à partir du chemin public et de cette profondeur ayant une forme irrégulière d'une largeur de 613 pieds et 3 pouces, s'étendant vers le nord-est jusqu'à la réserve des héritiers Hall, aujourd'hui à Shawinigan Water & Power (réserve décrite dans une vente enregistrée à Inverness sous le No 33502) et vers le sud-est jusqu'à la partie du même lot appartenant à Ludovic Fiset, ci-devant Arthur Boulanger, et ainsi ce terrain est borné au sud-ouest partie par le chemin public

containing 84 acres in superficies, more or less, with the buildings.

Known as belonging to Lucien Carrier. Taxes due: \$650.50.

1. The northeast half of the lot No. 714, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, containing 50 acres in superficies, bounded at one end to the northeast by the lot No. 715, at the other end to the southwest by the southwest half of the lot No. 714, on one side to the southeast by the lot No. 716 and on the other side to the northwest by No. 713.

2. The lot No. 715, of the same cadastre, containing 100 acres in superficies.

3. The southeast half of lot No. 719, of the same cadastre, containing 100 acres in superficies, bounded at one end to the southwest by the public road between ranges 10 and 11, at the other end to the northeast by the public road between the townships of Inverness and Halifax, on one side to the southeast by the lot No. 718 and on the other side to the northwest by the northwest half of lot No. 719.

4. The southwest half of the northwest half of lot No. 719, of the same cadastre, containing 50 acres in superficies, bounded in front to the southwest by the public road between ranges 10 and 11, in rear to the northeast by the northeast half of northwest half of the same lot, on one side to the southeast by the southeast half of the same lot and on the other side to the northwest by the lot No. 720.

5. The southeast part of the lot No. 724, of the same cadastre, containing 100 acres in superficies, bounded in front to the southwest by the public road between ranges 10 and 11, in rear to the northeast by the line between the townships of Halifax and Inverness, on one side to the northwest by the northwest part of the same lot and on the other side to the southeast by the lots Nos. 722 and 723. With all the buildings thereon erected.

The whole known as belonging to Fernand Simoneau. Taxes dues: \$582.79.

#### Municipality of the township of Inverness

A part of the lot No. 525, of the official cadastre of the township of Inverness, measuring 120 feet in width by 120 feet in depth, which land is situated at 700 feet from the division line between ranges 7 and 8, bounded in front to the northwest by the public road, on one side to the southwest at 700 feet from the division line between ranges 7 and 8, and on the other side to the northeast and at the rear to the southeast by the residue of the land belonging to Gaston Roy, without building. At the charge to fence and maintain the fences.

Known as belonging to John Learmonth. Taxes dues: \$13.60

A part of the lot No. 1402, of the official cadastre of the township of Inverness, with buildings thereon, measuring 152 feet in width in front by 665 feet in depth from the public road and from that length having an irregular form of a width of 613 feet and 3 inches, running towards the northeast to the reserve of the heirs Hall, now The Shawinigan Water and Power Co. (reserve described in a deed of sale registered at Inverness under the No. 33502) and towards the southeast up to the part of the same lot belonging to Ludovic Fiset, heretofore Arthur Boulanger, and then this land is bounded to the southwest partly by the public road and partly

et partie par une terre appartenant à Joseph Fiset, au nord-est par la réserve des Héritiers Hall, aujourd'hui la Shawinigan Water & Power, au sud-est partie par la terre de Joseph Fiset et partie par la terre de Ludovic Fiset, au nord-ouest par une terre appartenant à Joseph Fiset.

Connue comme appartenant à Jean-Paul Parent. Taxes dues: \$38.30

Municipalité d'Irlande Nord

Le lot No 445-3, du cadastre officiel du canton d'Irlande, 7e rang.

Connu comme appartenant à Rosaire Bouffard. Taxes dues: \$212.50

Le lot No 445-4, du 7e rang, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connu comme appartenant à Rosaire Bouffard. Taxes dues: \$212.50

Le lot No 595, du 10e rang, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connu comme appartenant à Maurice Gilbert. Taxes dues: \$139.69

La moitié sud-est du lot No 596, du 10e rang, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connue comme appartenant à Maurice Gilbert. Taxes dues: \$139.69

Municipalité d'Irlande Sud

Le lot No 87, du cadastre officiel du canton d'Irlande, contenant 50 acres en superficie, avec et y compris le droit pour l'acquéreur à un chemin de passage sur le lot No 88 et sur partie du lot No 89, de même cadastre, appartenant à André Gouin, lequel droit de passage devant être employé l'hiver seulement.

Connu comme appartenant à Armand Roy. Taxes dues: \$58.38

1° Une partie du lot No. 326, du cadastre officiel du canton d'Irlande, du 6ième rang, mesurant 50 pieds de largeur en front sur la rue projetée, 50 pieds de largeur en arrière et 100 pieds de profondeur, bornée au nord-est par une rue projetée, au nord-ouest par le terrain de J.-Lucien Roy et Gaétan Cyr et étant une autre partie dudit lot, au sud-est par une partie dudit lot appartenant au présent acquéreur, au sud-ouest par une autre terrain dudit lot appartenant à J.-A. Héon ou représentant, sous la réserve des droits de mines pour appartenir à qui de droit.

2° Une autre partie dudit lot No. 326, du même cadastre et du même rang, mesurant 50 pieds de largeur en front sur la rue projetée, 50 pieds de largeur en arrière et 100 pieds de profondeur, bornée au nord-est par une rue projetée, au nord-ouest par le terrain de J.-Lucien Roy et Gaétan Cyr et étant une partie dudit lot vendu, au sud-est par une partie dudit lot appartenant à Dame Gemma Champagne Labrie ou représentant, au sud-ouest par une autre partie dudit lot appartenant à J.-A. Héon ou représentants, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

3° Une autre partie dudit lot No 326, du même cadastre et du même rang, mesurant 167 pieds de largeur en front et en arrière, 100 pieds de profondeur, bornée au nord-est en front par une rue projetée (la 3ième), au nord-ouest par une autre partie dudit lot appartenant à Adolphe Vachon, au sud-est par une autre partie dudit lot appartenant à Bernard Lamarche ou représentants, au sud-ouest par une autre partie dudit lot appartenant partie à Léonidas Blouin et

by a farm belonging to Joseph Fiset, to the northeast by the reserve of heirs Hall, now the Shawinigan Water and Power, to the southeast partly by the property of Joseph Fiset and partly by the property of Ludovic Fiset, to the northwest by a farm belonging to Joseph Fiset.

Known as belonging to Jean-Paul Parent. Taxes due: \$38.30

Municipality of Ireland North

The lot No. 445-3, of the official cadastre of the township of Ireland, range 7.

Known as belonging to Rosaire Bouffard. Taxes due \$212.50

The lot No. 445-4, Range 7, of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Rosaire Bouffard, Taxes due: \$212.50

The lot No. 595, Range 10, of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Maurice Gilbert. Taxes due: \$139.69

The southeast half of lot No. 596, Range 10, of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Maurice Gilbert. Taxes due: \$139.69

Municipality of Ireland South

The lot No. 87, of the official cadastre of the township of Ireland, containing 50 acres in superficies, with and included the right for the purchaser to a right of way on the lot No. 88 and on part of lot No. 89, of the same cadastre, belonging to André Gouin, which right of way shall be use in winter only.

Known as belonging to Armand Roy. Taxes due: \$58.38

1. A part of the lot No. 326, of the official cadastre of the township of Ireland, range 6, measuring 50 feet in width in front on the projected street, 50 feet in width at the rear and 100 feet in depth, bounded to the northeast by a projected street, to the northwest by the land of J.-Lucien Roy and Gaétan Cyr, and being another part of the said lot, to the southeast by a part of the said lot belonging to the present purchaser, to the southwest by another land belonging to J.-A. Héon or representative, under the reserve of the mining rights in favour of whom they may belong.

2. Another part of the said lot No. 326, of the same cadastre and range, measuring 50 feet in width in front on the projected street, 50 feet in width in rear and 100 feet in depth, bounded to the northeast by a projected street, to the northwest by the land of J.-Lucien Roy and Gaétan Cyr and being a part of the said lot sold, to the southeast by a part of the said lot belonging to Mrs. Gemma Champagne Labrie or representative, to the southwest by another part of the said lot belonging to J.-A. Héon or representatives, under the reserve of the mining rights in favour of whom they may belong.

3. Another part of the said lot No. 326, of the same cadastre and range, measuring 167 feet in width in front and at the rear, 100 feet in depth, bounded to the northeast in front by a projected street (the 3rd), to the northwest by another part of the said lot belonging to Adolphe Vachon, to the southeast by another part of the said lot belonging, to Bernard Lamarche or representatives, to the southwest by another part of the said lot belonging partly by

partie a J.-Lucien Roy et Gaétan Cyr ou représentants, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Le tout connu comme appartenant à Bernard Lamarche. Taxes dues: \$123.92.

Municipalité de St-Joseph de Coleraine

Les bâtisses érigées sur les lots Nos 36 et 401, du cadastre officiel pour le rang « E », du canton de Coleraine, avec tous les droits d'occupation.

Connues comme appartenant à Roméo Lapierre. Taxes dues: \$341.54.

Les bâtisses érigées sur les lots Nos 204 et 249, du cadastre officiel pour le rang « E », du canton de Coleraine, avec tous les droits d'occupation.

Connues comme appartenant à Wilfrid Morissette. Taxes dues: \$13.98.

Les bâtisses érigées sur les lots Nos 332 pour le rang « E » du cadastre officiel du canton de Coleraine, avec tous les droits d'occupation.

Connues comme appartenant à Alfred Therrien. Taxes dues: \$18.70.

Les bâtisses érigées sur les lots Nos 142 et 308 pour le rang « E », du canton de Coleraine, du cadastre officiel, avec tous les droits d'occupation.

Connues comme appartenant à Alphonse Vachon. Taxes dues: \$72.55.

Toutes les bâtisses et dépendances érigées sur un emplacement de chalet au petit lac St-François, connu et désigné comme étant le lot No 34, du cadastre officiel du bloc « C », canton de Coleraine, avec tous les droits d'occupation dudit lot. À la charge du paiement de la rente annuelle de \$15.00 et des autres concessions par le Ministère des Terres et Forêts.

Connues comme appartenant à Adélarde Bourret. Taxes dues: \$140.31.

Un morceau de terrain sis à Coleraine, connu comme faisant partie du lot No 4-B, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Coleraine, contenant 3900 pieds en superficie, plus ou moins, et ayant une largeur de 33½ pieds, borné en front au nord-est par la 1ère rue, au sud-ouest par partie du lot Bo 3-B, du rang 7, au nord-ouest par partie dudit lot No 4-B appartenant à Joseph Sylvain et à l'est par partie dudit lot No 4-B, appartenant à Oscar Paré. Avec les bâtisses y érigées.

Connu comme appartenant à Armand Dargy. Taxes dues: \$42.74.

Un chalet situé sur le lot No 51, rang « D », canton de Coleraine, ainsi que tous ses droits dans ledit terrain, appartenant à La Couronne.

Connu comme appartenant à Paul Bernard. Taxes dues: \$30.11.

Les bâtisses érigées sur les lots Nos 147 et 303, du rang « E », du cadastre officiel du canton de Coleraine, connues comme appartenant à Marc-André Bouffard. Taxes dues: \$46.93.

Les bâtisses érigées sur le lot No 14, du rang 13, du cadastre officiel du canton de Coleraine, avec tous les droits d'occupation.

Connues comme appartenant à Réal Talbot. Taxes: \$42.84.

Une terre située en la paroisse de St-Joseph de Coleraine, connue sous les Nos: 6, 7, 8-A, 8-B, 9-A, 9-B et 10 du 1er rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Coleraine, avec toutes les bâtisses dessus construites

Léonidas Blouin and partly by J.-Lucien Roy and Gaétan Cyr or representatives, under the reserve of the mining rights in favour of whom they may belong.

The whole known as belonging to Bernard Lamarche. Taxes due: \$123.92.

Municipality of St-Joseph de Coleraine

The buildings erected on the lots Nos 36 and 401, of the official cadastre of the township of Coleraine, range "E", with all the rights of occupation.

Known as belonging to Roméo Lapierre. Taxes due: \$341.54.

The buildings erected on the lots Nos 204 and 249, of the official cadastre of the township of Coleraine, range "E", with all the rights of occupation.

Known as belonging to Wilfrid Morissette. Taxes due: \$13.98.

The buildings erected on the lots Nos 332 of the official cadastre of the township of Coleraine, range "E", with all the rights of occupation.

Known as belonging to Alfred Therrien. Taxes due: \$18.70.

The buildings erected on the lots Nos 142 and 308, range "E", of the official cadastre of the township of Coleraine, with all the rights of occupation.

Known as belonging to Alphonse Vachon. Taxes due: \$72.55.

All the buildings and dependencies erected on an emplacement for cottage at the Petit Lac St-François, known and designated as being the lot No. 34 of the official cadastre of bloc "C", township of Coleraine, with all the rights of occupation on the said lot. At the charge to pay the annual rent of \$15.00 and other concessions by the Department of Lands and Forests.

Known as belonging to Adélarde Bourret. Taxes due: \$140.31.

A piece of land situated at Coleraine, known as forming part of lot No. 4-B, range 7, on the official cadastre of the township of Coleraine, containing 3900 feet in superficies, more or less, having a width of 33½ feet, bounded in front to the northeast by the 1st street, to the southwest by part of lot No. 3-B, range 7, to the northwest by part of the said lot No. 4-B belonging to Joseph Sylvain and at the east by part of the said lot No. 4-B, belonging to Oscar Paré. With the buildings.

Known as belonging to Armand Dargy. Taxes due: \$42.74.

A cottage erected on the lot No. 51, range "D", township of Coleraine, with all its rights on the said lot, belonging to the Crown.

Known as belonging to Paul Bernard. Taxes due: \$30.11.

The buildings erected on the lots Nos 147 and 303, range "E" of the official cadastre of the township of Coleraine, known as belonging to Marc-André Bouffard. Taxes due: \$46.93.

The buildings erected on the lot No. 14, range 13, of the official cadastre of the township of Coleraine, with all the rights of occupation.

Known as belonging to Réal Talbot. Taxes due: \$42.84.

A farm situated in the parish of St-Joseph de Coleraine, known as the lots Nos: 6, 7, 8-A, 8-B, 9-A, 9-B and 10 on the first range of the official plan and book of reference of the township of Coleraine, with all the buildings thereon erected.

À distraire dudit lot No 10: a) La partie vendue à Charles Bienvenue, mesurant 550 pieds, plus ou moins, de profondeur, à partir du chemin à aller à la rivière St-François, mesurée avant la construction du nouveau barrage fait par la Commission des Eaux Courantes du Québec, par 900 pieds de large à partir de la ligne de division entre les lots 10 et 11, du 1er rang du canton de Coleraine, bornée en front par le chemin, d'un côté au nord-est par partie du lot No 11, en arrière par la rivière St-François, de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot No 10.

b) Un morceau de terre mesurant 125 pieds de largeur par 180 pieds de profondeur, tel que clôturé présentement, et le tout plus ou moins, borné en front au sud-est par le chemin de front du 1er rang, du côté sud-ouest en arrière, au nord-ouest, et du côté nord-est par le résidu du lot No 10, avec la chapelle dessus construite.

À distraire dudit lot No 7 un morceau mesurant 100 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front par le chemin public du 1er rang, d'un côté au nord-est par partie du lot No 8-A, du 1er rang, au nord-ouest et au sud-ouest par le résidu dudit lot No 7 occupé par les Commissaires d'Écoles, pour la municipalité de St-Joseph de Coleraine, avec droit pour ces derniers de puiser de l'eau en commun avec le propriétaire des terrains ci-dessus à un puits situé sur le lot No 8-A, du 1er rang, du cadastre dudit canton de Coleraine, pour l'utilité de la maison d'école construite sur le morceau ainsi distraite et droit de poser sur ledit lot No 8-A des conduites d'eau jusqu'à l'emplacement ci-dessus. Avec droit pour lesdits Commissaires d'Écoles de poser un canal d'égoûts sur la partie dudit lot No 7, du 1er rang, dudit cadastre, sise au sud-est du chemin public pour communiquer jusqu'à la rivière St-François, à la charge des dommages causés par lesdits Commissaires par l'entretien dudit canal et à la charge par ces derniers de clôturer à leurs frais le morceau distraite dudit lot No 7.

Sujet ledit immeuble à la servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone de Disraéli, le tout tel que décrit dans un acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de Thetford sous le No 43577.

Le tout connu comme appartenant à Cardin & Laurendeau a/s de Lucien Laurendeau. Taxes dues: \$710.70.

Municipalité de St-Pierre Baptiste

Les lots Nos: 778, 779 et 780, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, contenant 177 acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses.

Connus comme appartenant à Raoul Fortier. Taxes dues: \$230.19.

1° Une partie du lot No 760, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, contenant 40 acres en superficie, mesurant 2 arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a du cordon entre les rangs 10 et 11 à aller au chemin public coupant ce lot, bornée en front au nord-est au chemin public coupant le lot, en arrière au sud-ouest au cordon entre les rangs 10 et 11, d'un côté au sud-est à une partie du même lot appartenant à Alcide Poirier, ou son représentant, et de l'autre côté au nord-ouest au lot No 761. Sujette à la servitude en

Save and except from the lot No. 10: (a) The part sold to Charles Bienvenue, measuring 550 feet more or less, in depth, starting from the road up to the River St-François, measured before the construction of the new dam made by "La Commission des Eaux Courantes du Québec", by 900 feet in width from the division line between the lots 10 and 11, of the first range of the township of Coleraine, bounded in front by the road, on one side to the northeast by part of the lot No. 11, in rear by the river St-François, on the other side to the southwest by the residue of the said lot No. 10.

(b) A piece of land measuring 125 feet in width by 180 feet in depth, as fenced presently and the whole more or less, bounded in front to the southeast by the front road of the first range, on the southwest side, in rear, to the northwest and on the northeast side by the residue of the lot No. 10, with the Chapel thereon erected.

Save and except from the said lot No. 7, a piece of land measuring 100 feet in width by 100 feet in depth, more or less, bounded in front by the public road of the first range, on one side to the northeast by part of the lot No. 8-A, of the first range, to the northwest and to the southwest by the residue of the said lot No. 7 occupied by the school commissioners, for the municipality of St-Joseph de Coleraine, with the right for this latter to take water in common with the proprietor of the above lands at a well situated on the lot No. 8-A, range 1, of the cadastre of the said township of Coleraine, for the use of the school house erected on the piece of land so distracted with the right to lay water pipes on the said lot No. 8-A up to the above emplacement. With the right for the said school commissioners to dig a ditch for sewer pipes on the part of the said lot No. 7, of the first range, of the said cadastre, situated on the southeast of the public road to communicate to the river St-François, at the charge of the damages caused by the said commissioners for the maintenance of the said ditch and at the charge by these latter to fence at their own costs the piece of land distracted from the said lot No. 7.

Subject the said immoveable to the servitude in favor of the Telephone Company of Disraéli, the whole as described in a deed registered at the registry office of Thetford under the No. 43577.

The whole known as belonging to Cardin & Laurendeau o/s de Lucien Laurendeau. Taxes due: \$710.70.

Municipality of St-Pierre Baptiste

The lots Nos. 778, 779 and 780, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, containing 177 acres in superficies, more or less, with the buildings.

Known as belonging to Raoul Fortier. Taxes due: \$230.19.

1. A part of the lot No. 760, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, containing 40 acres in superficies, measuring 2 arpents in width on the length there is from the division line between ranges 10 and 11 up to the public road across that lot, bounded in front to the northeast by the public road, in rear to the southwest by the division line between ranges 10 and 11, on one side to the southeast by a part of the same lot belonging to Alcide Poirier, or his representative, and on the other side to the northwest by the lot No. 761.

faveur de The Shawinigan Water & Power Co., selon le titre s'y rapportant.

2° La partie nord-est des lots Nos. 759 et 760, du même cadastre, contenant 60 acres en superficie, bornée d'un bout au nord-est au chemin public entre les cantons d'Inverness et d'Halifax, à l'autre bout au sud-ouest au chemin public coupant ces lots, d'un côté au sud-est au lot No 758 et de l'autre côté au nord-ouest au lot No 761. Sujette à la servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., selon le titre s'y rapportant.

3° Les lots Nos. 768 et 769, du susdit cadastre, contenant 122 acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées. Sauf et à distraire du lot No 769 une petite partie appartenant maintenant à Alphée Ouellet, telle qu'elle est décrite dans un contrat de vente enregistré sous le No 44458.

4° La partie nord-est du lot No 788, du même cadastre, mesurant 5 arpents de largeur sur 8 arpents de profondeur, bornée d'un bout au nord-est au cordon entre les rangs 10 et 11, à l'autre bout au sud-ouest à la partie centre du même lot appartenant à Romain Faucher, d'un côté au sud-est au lot No 789 et de l'autre côté au nord-ouest au lot No 787. Avec toutes les bâtisses érigées sur ce terrain. Avec un droit de passage sur la partie centre du même lot No 788 appartenant à Romain Faucher, pour communiquer du terrain ci-dessus au chemin public traversant ce lot. Ce droit de passage devant être pris à un arpent de la ligne de division entre les lots Nos. 788 et 787, appartenant à Joseph Lemieux, dans le tracé servant déjà à cette fin.

5° Le lot No 112, du cadastre officiel du canton d'Inverness, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées.

Le tout connu comme appartenant à Émile Fortier. Taxes dues: \$710.91.

Les lots Nos 897 et 899, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton d'Halifax, contenant 142 acres en superficie. Sous la réserve d'une source d'eau situé sur ledit lot No 897 vendue par Achille Breton à Josaphat Gosselin et Roland Turgeon, selon acte non enregistré. Sous la réserve de la partie desdits lots vendue au Ministère de la Voirie pour l'élargissement de la route 49, selon le titre s'y rapportant. Sujet aussi ledit lot No. 897 à une servitude en faveur du Ministère de la Voirie permettant à ce dernier de creuser un fossé et de l'y maintenir, selon acte constitutif enregistré sous le No 102282.

Connus comme appartenant à Jean-Louis Ruel. Taxes dues: \$364.83.

#### Municipalité de Ste-Julie

Une partie du lot No 20, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, contenant environ 2 arpents de largeur mesurés le long du chemin, largeur à partir de 3 pieds au nord-est du poteau de lumière électrique en allant vers le sud-ouest, par la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à aller à la clôture au nord-ouest de ce terrain et ainsi ce terrain est borné au sud-est par le chemin public, au nord-ouest par la clôture qui s'y trouve ou le terrain d'Alfred Côté et des autres côtés, par le même, comme piqueté par les parties à l'acte d'acquisition, les mesures étant sans précision et plus ou moins.

Subject to the servitude in favour of the Shawinigan Water & Power Co., according to its title.

2. The northeast part of the lots Nos. 759 and 760, of the same cadastre, containing 60 acres in superficies, bounded at one end to the northeast by the public road between the townships of Inverness and Halifax, at the other end to the southwest by the public road across these lots, on one side to the southeast by the lot No. 758 and on the other side to the northwest by the lot No. 761. Subject to the servitude in favor of the Shawinigan Water & Power.

3. The lots Nos. 768 and 769, of the said cadastre, containing 122 acres in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected. Save and except from the lot No. 769 a small part now belonging to Alphée Ouellet, as described in a deed of sale registered under the number 44458.

4. The northeast part of the lot No. 788, of the same cadastre, measuring 5 arpents in width by 8 arpents in depth, bounded at one end to the northeast by the division line between ranges 10 and 11, at the other end to the southwest by the centre part of the same lot belonging to Romain Faucher, on one side to the southeast by the lot No. 789 and on the other side to the northwest by the lot No. 787. With all the buildings thereon erected. With a right-of-way on the centre part of the same lot No. 788 belonging to Romain Faucher, to communicate from the above land to the public road across that lot. These right-of-way to be taken at one arpent from the division line between the lots Nos. 788 and 787, belonging to Joseph Lemieux, at the place already used for that purpose.

5. The lot No. 112, of the official cadastre of the township of Inverness, containing 100 acres in superficies, more or less, with the buildings thereon erected.

The whole known as belonging to Émile Fortier. Taxes due: \$710.91.

The lots Nos. 897 and 899, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax, containing 142 acres in superficies. Under the reserve of a spring of water situated on the said lot No. 897 sold by Achille Breton to Josaphat Gosselin and Roland Turgeon, by a deed not registered. Under the reserve of the part of the said lots sold to Department of Road for the widening of the route 49, according to the title. Also subject the said lot No. 897 to a servitude in favour of the Road Department authorizing this latter to dig a ditch and to maintain the said ditch, according to a deed registered under the No. 102282.

Known as belonging to Jean-Louis Ruel. Taxes due: \$364.83.

#### Municipality of Ste-Julie

A part of the lot No. 20, of the official cadastre of the township of Somerset-North, containing about 2 arpents in width measured along the road, starting the said width 3 feet to northeast of the electric post going towards the southwest, by the depth there is from the public road to the fence situated to the northwest of that land and so this land is bounded to the southeast by the public road, to the northwest by the fence or the land of Alfred Côté and on the other sides, by the same, as bounded by the parties in the purchasing deed, the measurements being more or less.

Connue comme appartenant à Paul Brodeur. Taxes dues: \$18.41.

Le lot No 85, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, contenant 87 acres en superficie, plus ou moins.

Connu comme appartenant à Norbert Daigle. Taxes dues: \$214.83.

Une partie des lots Nos 19 et 20 du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, mesurant 717 pieds de largeur sans aucune garantie de contenance sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public au sud-est à aller à la clôture qu'il y a au nord-ouest et près d'un petit ruisseau et ainsi ce terrain est borné au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par Joseph Duchesne, au nord-ouest par le vendeur à ladite clôture, au nord-est par Alphonse Brodeur, tel que visiblement délimité par un petit fossé du côté dit Brodeur.

Connue comme appartenant à Rosaire Laplante. Taxes dues: \$28.60.

Les lots Nos. 90 et 91, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, contenant 125 acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites.

Connus comme appartenant à Florent Veilleux. Taxes dues: \$382.55.

Les lots Nos. 80 et 81, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, contenant 101 acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées. Sous la réserve en faveur de Louis Desrochers d'une partie du lot No 80, mesurant 200 pieds de longueur le long de la route, à partir de la rivière traversant le lot, sur une profondeur de 400 pieds.

Connus comme appartenant à Florent Veilleux. Taxes dues: \$244.05.

#### Municipalité de la paroisse de Plessisville

Le lot No 16-B, du 6ième rang, du cadastre officiel de Somerset-Sud, contenant 128 acres en superficie.

Connu comme appartenant à Philibert Laflamme. Taxes dues: \$75.22.

#### Municipalité de Thetford Sud

Deux emplacements situés sur le chemin conduisant à Robertsonville, connus comme étant les lots Nos 20-20 et 20-31, du 5ième rang du canton de Thetford. Sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Connus comme appartenant à Lionel Grenier. Taxes dues: \$281.63.

Un emplacement situé près de la route conduisant à Robertsonville, connu et désigné comme étant le lot No 20-56, du 5ième rang du canton de Thetford, avec les bâtisses dessus construites. Sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit et à la charge de la rente foncière annuelle de \$12.50 payable à Jean-Marc Roberge, le 1er novembre de chaque année.

Connu comme appartenant à Henri-Louis Goulet. Taxes dues: \$81.24.

#### Municipalité de Ste-Anastasic

1° Une terre avec bâtisses dessus construites, connue comme étant la 1/2 sud-ouest du lot No 10, rang 3, du cadastre officiel du canton de Nelson, contenant 112 acres en superficie, bornée au nord-est par l'autre partie dudit lot appartenant à Raymond Hallé et au sud-ouest partie par la terre ci-après décrite et partie par celle appartenant à Mme Odilon Bergeron, sur la

Known as belonging to Paul Brodeur. Taxes due: \$18.41.

The lot No. 85, of the official cadastre of the township of Somerset-North containing 87 acres in superficies, more or less.

Known as belonging to Norbert Daigle. Taxes due: \$214.83.

A part of the lots Nos. 19 and 20 of the official cadastre of the township of Somerset-North, measuring about 717 feet in width, without guarantee of area, on the depth there is from the public road at the southeast up to the fence there is to the northwest and near a small brook and so that land is bounded to the southeast by the public road, to the southwest by Joseph Duchesne, to the northwest by the vendor at the said fence, to the northeast by Alphonse Brodeur, as clearly bounded by a small ditch on the side of the said Brodeur.

Known as belonging to Rosaire Laplante. Taxes due: \$28.60.

The lots Nos. 90 and 91, of the official cadastre of the township of Somerset-North, containing 125 acres in superficies, more or less, with the buildings thereon erected.

Known as belonging to Florent Veilleux. Taxes due: \$382.55.

The lots Nos. 80 and 81, of the official cadastre of the township of Somerset-North, containing 101 acres in superficies, more or less, with the buildings thereon erected. Under the reserve in favour of Louis Desrochers of a part of the lot No. 80, measuring 200 feet in length along the road, from the river across the lot, on a depth of 400 feet.

Known as belonging to Florent Veilleux. Taxes due: \$244.05.

#### Municipality of the parish of Plessisville

The lot No. 16-B, range 6, of the official cadastre of Somerset-South, containing 128 acres in superficies.

Known as belonging to Philibert Laflamme. Taxes due: \$75.22.

#### Municipality of Thetford South

Two emplacements situated on the road leading to Robertsonville, known as being the lots Nos. 20-20 and 20-31, in the fifth range of the township of Thetford. Under the reserve of the mines and mining rights in favour of whom they may belong. Known as belonging to Lionel Grenier. Taxes due: \$281.63.

An emplacement situated near the road leading to Robertsonville, known and designated as being the lot No. 20-56, range 5, township of Thetford, with the buildings thereon erected. Under the reserve of the mines and mining rights in favour of whom they may belong and at the charge to pay the annual ground rent of \$12.50 to Jean-Marc Roberge, on the first of November of each year.

Known as belonging to Henri-Louis Goulet. Taxes due: \$81.24.

#### Municipality of Ste-Anastasic

1. A farm with buildings thereon erected, known as being the southwest half of the lot No. 10, range 3, official cadastre of the township of Nelson, containing 112 acres in superficies, bounded to the northeast by the other part of the said lot belonging to Raymond Hallé and to the southwest partly by the property herein-after described and partly by the property

profondeur du rang, soit bornée au nord-ouest par le rang 2 et au sud-est par le chemin public.

2° Une partie de terre connue comme étant partie au bout sud-est de la partie nord-est du lot No 11, rang 3, du susdit cadastre, contenant environ 55 acres en superficie, bornée au sud-est par le chemin public (route No 5), au sud-ouest par partie sud-ouest du lot No 11 susdit, occupée par Andréa Turgeon, au nord-ouest par une terre appartenant à Mme Odilon Bergeron et au nord-est par la terre décrite en premier lieu.

Le tout connu comme appartenant à Robert Thivierge. Taxes dues: \$246.33.

#### Municipalité St-Jacques de Leeds

Une partie des lots Nos 8-D et 8-E, du Sième rang du cadastre officiel du canton de Leeds, de forme irrégulière, de 84 pieds de largeur en arrière, de 77 pieds de largeur en avant sur une profondeur de 100 pieds, bornée en avant au sud-est par le chemin Craig, en arrière au nord-ouest par une partie de l'immeuble présentement vendue à Georges Vachon, d'un autre côté au nord-est par Albert Fillion et de l'autre côté au sud-ouest par une partie du terrain présentement vendue à Georges Vachon. Sous réserve en faveur de Narcisse Gagné du droit de prendre le surplus d'eau dans une source sise sur le terrain présentement vendu en commun avec Georges Vachon, gratuitement et à perpétuité pourvu qu'il répare le puits en commun avec Georges Vachon.

Connue comme appartenant à Narcisse Gagné. Taxes dues: \$9.10.

#### Municipalité St-Antoine de Pontbriand

Une maison à deux étages —  $\frac{1}{4}$  d'acre — 60" x 100" — Pt. 17-C — Pt. sud — rang 5, canton de Thetford.

Connue comme appartenant à Alphonse Rodrigue. Taxes dues: \$87.30.

Un lopin de terre — 200 pds. par 200 pds. — (1 acre) — Pt. nord 15-A, rang 6, canton de Thetford.

Connu comme appartenant à Laurent Lacasse. Taxes dues: \$4.14.

Inverness, le 7 mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier  
de la Corporation  
du comté de Mégantic,  
RENÉ CHEVRIER.*

15145-19-2-0

#### Municipalité du comté des Iles de la Madeleine

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Marc-A. Boudreau, sec.-trésorier du Conseil de Comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1966, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

##### Dans la municipalité de Bassin

Comme appartenant à Lucien Bourgeois, deux lots de terrain connus au cadastre de l'île Amherst comme suit:

Lot No 286-402, contenant 0-1-0 acre, lot No 425a contenant 0-3-0 acre. Avec bâtisses dessus

belonging to Mrs. Odilon Bergeron, on the depth of the range, bounded to the northwest by range 2 and to the southeast by the public road.

2. Part of a farm known as being part of the southeast end of the northeast part of the lot No. 11, range 3, of the said cadastre, containing about 55 acres in superficies, bounded to the southeast by the public road (Road No. 5), to the southwest by the southwest part of the said lot No. 11, occupied by Andréa Turgeon, to the northwest by a farm belonging to Mrs. Odilon Bergeron and to the northeast by the property hereinabove firstly described.

The whole known as belonging to Robert Thivierge. Taxes due: \$246.33.

#### Municipality of St-Jacques de Leeds

A part of the lots Nos. 8-D and 8-E, range 8, of the official cadastre of the township of Leeds, of irregular form, having 84 feet in width at the rear, by 77 feet in width at the front on a depth of 100 feet, bounded in front to the southeast by the Craig's road, in rear to the northwest by a part of the property presently sold to Georges Vachon, on another side to the northeast by Albert Fillion and on the other side to the southwest by a part of the land presently sold to Georges Vachon. Under the reserve in favour of Narcisse Gagné of the right to take the surplus of water in a spring situated on the land presently sold jointly with Georges Vachon, gratuitously and for ever so long as he will do the repairs to the well with Georges Vachon in common.

Known as belonging to Narcisse Gagné. Taxes due: \$9.10.

#### Municipality of St-Antoine de Pontbriand

A house with two storeyed —  $\frac{1}{4}$  acre — 60" x 100" — Pt. 17-C — south pt — range 5, township of Thetford.

Known as belonging to Alphonse Rodrigue. Taxes due: \$87.30.

A piece of land — 200 feet by 200 feet — (1 acre) north part 15-A, range 6, township of Thetford.

Known as belonging to Laurent Lacasse. Taxes due: \$4.14.

Inverness, May 7, 1966.

*RENÉ CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer  
of the Corporation  
of the county of Mégantic.*

15145-19-2-0

#### Municipality of the county of Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, Sec.-Treasurer of the county council of Magdalen Islands, that the immoveables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY the SIXTH day of JULY, 1966, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immoveables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

##### In the municipality of Bassin

As belonging to Lucien Bourgeois, two lots of land known on the cadastre of Amherst Island, as follows:

Lot No. 286-402 containing 0-1-0 acre; lot No. 425a containing 0-3-0 acre. With buildings

construites. Taxes scolaires: \$52.49; frais: \$4.42. Total: \$56.91.

Comme appartenant à Lauréat Ev. Jomphe deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 17-R-1 contenant 4-1-0 acres, lot No 321-J-50 contenant 1-0-0 acre. Avec bâtisses dessus construites. Taxes scolaires: \$107.89; frais: \$7.44. Total: \$115.33.

Comme appartenant à Exanie Lapierre un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 451, contenant 1-1-15 acre. Taxes scolaires: \$3.38; frais: \$1.07. Total: \$4.45.

Comme appartenant à Odiffo Vigneau, trois lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 443a contenant 14-3-24 acres; lot No 444 contenant 1-0-0- acre; lot No 444a contenant 2-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$10.09; taxes scolaires: \$109.75; frais \$13.83. Total: \$133.68.

Comme appartenant à madame Élisabeth Jomphe, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 179 sub. 466 contenant 6-1-16 acres; lot No 176 contenant 6-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$17.67; taxes scolaires: \$60.07; frais: \$4.02. Total \$81.76.

Comme appartenant à Avila Landry *et als.* un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 173 contenant 10-0-0 acres. Taxes municipales: \$8.26; taxes scolaires: \$13.01; frais: \$3.35. Total: \$24.62.

Comme appartenant à Mathilda-Édith et Gérard Savage.

Dix lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 376 contenant 0-2-20 acre; lot No 400 contenant 2-2-24 acres; lot No 404 contenant 7-2-30 acres; lot No 405 contenant 4-0-0 acres; lot No 409 contenant 1-87 acres; lot No 413 contenant 5-3-0 acres; lot No 412 contenant 8-2-24 acres; lot No 417 contenant 2-2-10 acres; lot No 113-455 contenant 8-2-0 acres; lot No 173-180 contenant 1-0-0 acre. Taxes municipales: \$27.85; taxes scolaires: \$54.42; frais: \$7.84. Total: \$90.11.

Dans la municipalité de Fatima

Comme appartenant à Dominique Chevarie et étant occupé par Alphé, Jos et Xavier Chevarie un lot de terrain connu au cadastre de l'Île Grindstone comme suit:

Lot No 215-85 contenant 11-2-0 acres. Taxes municipales: \$3.30; frais: \$13.60. Total: \$16.90.

Comme appartenant à Hubert Huet et étant occupé par Aurèle Huet un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 287 contenant 1-3-0 acre. Taxes municipales: \$0.43; frais: \$1.65. Total: \$2.08.

Dans la municipalité de l'Étang-du-Nord

Comme appartenant à Avila A. Boudreau, deux lots de terrain connus au cadastre de l'Île Grindstone comme suit:

Lot No 16-604 contenant 0-3-27 acre; lot No 17-454 contenant 12-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$51.50; frais: \$0.65. Total: \$52.15.

Comme appartenant à Maurice-J. Bourque, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

thereon erected. School taxes: \$52.49; costs: \$4.42. Total \$56.91.

As belonging to Lauréat Ev. Jomphe two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 17-R-1 containing 4-1-0 acres; lot No. 321-J-50 containing 1-0-0 acre. With buildings thereon erected. School taxes: \$107.89; costs: \$7.44. Total \$115.33.

As belonging to Exanie Lapierre a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 451 containing 1-1-15 acre. School taxes: \$3.38; costs: \$1.07. Total: \$4.45.

As belonging to Odiffo Vigneau three lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 443a containing 14-3-24 acres; lot No. 444 containing 1-0-0 acre; lot No. 444a containing 2-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$10.09; school taxes \$109.75; costs: \$13.83. Total: \$133.68.

As belonging to Elizabeth Jomphe, two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 179 sub. 466 containing 6-1-16 acres, lot No. 176 containing 6-0-0 acres. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$17.67; school taxes: \$60.07; costs: \$4.02. Total: \$81.76.

As belonging to Avila Landry *et Als.* a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 173 containing 10-0-0 acres. Municipal taxes: \$8.26; school taxes: \$13.01; costs: \$3.35. Total: \$24.62.

As belonging to Mathilda-Edith and Gérard Savage.

Ten lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 376 containing 0-2-20 acre; lot No. 400 containing 2-2-24 acres; lot No. 404 containing 7-2-30 acres; lot No. 405 containing 4-0-0 acres; lot No. 409 containing 1-87 acres; lot No. 413 containing 5-3-0 acres; lot No. 412 containing 8-2-24 acres; lot No. 417 containing 2-2-10 acres; lot No. 113-455 containing 8-2-0 acres; lot No. 173-180 containing 1-0-0 acre. Municipal taxes: \$27.85; school taxes: \$54.42; costs: \$7.84. Total: \$90.11.

In the municipality of Fatima

As belonging to Dominique Chevarie and being occupied by Alphé, Jos and Xavier Chevarie, a lot of land known on the cadastre of Grindstone Island as follows.

Lot No. 215-85 containing 11-2-0 acres. Municipal taxes: \$3.30; costs \$13.60. Total: \$16.90.

As belonging to Hubert Huet and being occupied by Aurèle Huet, a lot of land known on the same cadastre as follow:

Lot No. 287 containing 1-3-0 acre. Municipal taxes: \$0.43; costs: \$1.65. Total \$2.08.

In the municipality of Étang-du-Nord

As belonging to Avila A. Boudreau two lots of land known on the cadastre of Grindstone Island as follows:

Lot No. 16-604 containing 0-3-27 acre; lot No. 17-454 containing 12-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$51.50; costs \$0.65. Total: \$52.15.

As belonging to Maurice-J. Bourque two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No 17-472 contenant 4-1-0 acres; lot No 17-492 contenant 2-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$37.19; frais: \$0.65. Total: \$37.84.

Comme appartenant à Armand Renaud et étant occupé par Raoul Chiasson, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 150-547 contenant 0-1-0 acre. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$32.00; taxes scolaires, bâtisses: \$21.60; frais: \$0.65. Total: \$54.25.

Taxes municipales, terrain: \$13.05; taxes scolaires, terrain: \$19.80; frais: \$2.20. Total: \$35.05.

Comme appartenant à vve Elphège Cormier un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 55 contenant 3-0-39 acres. Taxes municipales: \$7.73; taxes scolaires: \$5.58; frais: \$0.65. Total: \$13.96.

Comme appartenant à Gertrude Gaudet, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 134 contenant 4-0-0 acres. Taxes municipales: \$4.64; taxes scolaires: \$5.76; frais: \$0.65. Total: \$11.05.

Comme appartenant à Succ. Effeane Gaudet, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 40-16 contenant 6-2-0 acres. Taxes municipales: \$12.77; taxes scolaires: \$37.08; frais: \$4.60. Total: \$54.45.

Comme appartenant à Armand J. Boudreau, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 73-14 contenant 9-2-26 acres; lot No 74 contenant 10-0-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$121.76; taxes scolaires: \$191.62; frais: \$2.13. Total: \$315.51.

Donné à Havre-aux-Maisons, I.M., ce 5e jour de mai 1966.

*Le Secrétaire-trésorier du Conseil  
de Comté des Iles de la Madeleine,*

MARC-A. BOUDREAU.

15184-20-2-o

Lot No. 17-472 containing 4-1-0 acres; lot No. 17-492 containing 2-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$37.19; costs: \$0.65. Total: \$37.84.

As belonging to Armand Renaud and being occupied by Raoul Chiasson, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 150-547 containing 0-1-0 acre with buildings thereon erected. Municipal taxes buildings: \$32.00; school taxes buildings: \$21.60; costs: \$0.65. Total: \$54.25.

Municipal taxes land: \$13.05; school taxes land: \$19.80; costs: \$2.20. Total: \$35.05.

As belonging to Vve Elphège Cormier a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 55 containing 3-0-39 acres. Municipal taxes: \$7.73; school taxes: \$5.58; costs: \$0.65. Total: \$13.96.

As belonging to Gertrude Gaudet, a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 134 containing 4-0-0 acres. Municipal taxes: \$4.64; school taxes: \$5.76; costs: \$0.65. Total: \$11.05.

As belonging to Succ. Effeane Gaudet a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 40-16 containing 6-2-0 acres. Municipal taxes: \$12.77; school taxes: \$37.08; costs: \$4.60. Total: \$54.45.

As belonging to Armand J. Boudreau two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 73-14 containing 9-2-26 acres; lot No. 74 containing 10-0-0 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$121.76; school taxes: \$191.62; costs: \$2.13. Total \$315.51.

Given at House-Harbour, I.M. this 5th day of May, 1966.

MARC-A. BOUDREAU,  
*Secretary-Treasurer of the Council  
of the County of the Magdalen Islands, P.Q.*

15184-20-2-o

## INDEX No 20

### ARRÊTÉS en Conseil

823 — Division de la province, pour les fins de la chasse en 18 zones	2822
823 — Division of the Province, for hunting purposes, into 18 zones	2822
824 — Réserve de pêche de la rivière Laval	2825
824 — Fish Reserve of Laval River	2825
825 — Réserve de chasse et de pêche de Sept-Iles Port Cartier	2826
825 — Sept-Iles Port Cartier Fish and Game Reserve	2826

### ORDERS in Council

### ASSOCIATIONS Coopératives

Magasin Co-op de Charlesbourg ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2850
Magasin Co-op de Desbiens ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2850
Magasin Co-op de St-Samuel ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2850

### COOPERATIVE Associations

### AVIS

Basil, Anthony Robert ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2855
Beauport, cité - city ( <i>Requête - Petition</i> )	2855
Burofsky, Michael-Brian ( <i>Requête - Petition</i> )	2854
Bursztyń, Jean-Pierre, ( <i>Requête - Petition</i> )	2854
Chevalier de Colomb de St-Félicien (Conseil 2973)	2854
Chevalier de Colomb de St-Michel des Saints (Conseil 4421)	2854
Karwatsky, John ( <i>Requête - Petition</i> )	2855
Knights of Columbus of St-Félicien (Council 2973)	2854
Knights of Columbus of St-Michel des Saints (Council 4421)	2854
Lac Etchemin, village ( <i>Requête - Petition</i> )	2853
Loi électorale de Québec ( <i>Agence de publicité</i> )	2852

### NOTICES

**AVIS**

(suite)

Loi électorale de Québec ( <i>Agence de publicité</i> )	2852
Loi électorale de Québec ( <i>Agence de publicité</i> )	2853
Loi électorale de Québec ( <i>Électeurs inscrits</i> )	2851
Ouellet, Joseph Ernest ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2855
Quebec Election Act ( <i>Publicity agency</i> )	2852
Quebec Election Act ( <i>Publicity agency</i> )	2852
Quebec Election Act ( <i>Publicity agency</i> )	2853
Quebec Election Act ( <i>Voters listed</i> )	2851
Saint-Jérôme, cité - city ( <i>Requête - Petition</i> )	2854
Sogebry Ltd. ( <i>Petition P. S. B.</i> )	2853
Sogebry Ltée ( <i>Requête R. S. P.</i> )	2853
Zimmerman, Carroll Joseph Jacques Alexandre ( <i>Nom - Name ch.</i> )	2855

**NOTICES**

(continued)

**CAISSES d'épargne et de crédit and credit unions SAVINGS and credit unions**

Caisse Populaire de la Vallée de l'Or (La) ( <i>Form.</i> )	2856
---	------

**COMPAGNIES COMPANIES**

**Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires** *Notices relative to the Act of Licensed to do Business*

Hall's Motor Transit Company	2856
International Norvalie Mines Limited	2856
Ocotal Aktiengesellschaft	2856
Thoroughbred Racing Protective Bureau, Inc.	2857

**Chartes — Abandon de Ameublements Baillargeon Limitée Baillargeon Furniture Limited Carmel Investments Ltd. Harleg Industries Ltd. Laurentien Car Cleaners Limited. Morin (Claude) Cable Vision Ltée. Sterleo Distributors Corp. Textile Apparel Factors Inc.** *Charters — Surrender of*

Ameublements Baillargeon Limitée	2858
Baillargeon Furniture Limited	2858
Carmel Investments Ltd.	2857
Harleg Industries Ltd.	2857
Laurentien Car Cleaners Limited	2858
Morin (Claude) Cable Vision Ltée	2857
Sterleo Distributors Corp.	2858
Textile Apparel Factors Inc.	2857

**Dissoutes Dissolved**

Apex Building Corporation	2858
Argyle Realty Corp.	2858
Association des hôpitaux du Québec inc.	2859
Compagnie de placements Georges Alepins Ltée	2859
Compagnie J. A. Vachon Ltée (La)	2859
Cossette (Guy B.) Ltée	2859
Garry Insurance Agencies Limited	2859
K. M. Corporation	2859
Leo, Limited	2859
Leo, limitée	2859
Librairie Arthème Fayard (Canada) Ltée	2860
Lingal Hardware Supplies Ltd.	2860
Maestro Development Inc.	2860
Mascot Leather Goods Co. Ltd.	2860
Metropole Limited	2860
Muir Beddall (Canada) Limited	2860
Placements D. D. G. inc. (Les)	2861
Plastainers Limited	2861
Quebec Hospital Association Inc.	2859
Ruco Construction Inc.	2861
Victoria Lumber Company Limited	2861
Vista Development Corporation	2861

**Divers Miscellaneous**

Association des abattoirs avicoles du Québec inc. (L') ( <i>Règl. - By-laws</i> )	2863
Association des industries forestières du Québec, limitée (L') ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl.</i> )	2864

Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke (A.G.E.U.S.) ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl. - By-laws</i> )	2861
Bromont Equestrian Club Ltd. ( <i>Dir.</i> )	2863
Club des bons loisirs de St-Prime inc. (Le) ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl. - By-laws</i> )	2862
Club équestre Bromont Ltée ( <i>Dir.</i> )	2863
Compagnie de gestion St-Maurice inc. ( <i>Dir.</i> )	2863
Compagnie de transport provinciale (La) ( <i>Dir.</i> )	2864
Deshaies (Arthur) & fils inc. ( <i>Dir.</i> )	2862
Dubonnet inc. ( <i>Dir.</i> )	2864
Fédération des oeuvres de loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière (La) ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl. - By-laws</i> )	2863
Fondation Pillenière inc. ( <i>Règl. - By-laws</i> )	2862
H.O.P. inc. ( <i>Dir.</i> )	2863
Hemsley (Richard) Co. Limited ( <i>Dir.</i> )	2862
Ideal Machinery Co. Ltd. ( <i>Dir.</i> )	2862
Knowlton Athletic Association ( <i>Règl. - By-law</i> )	2862
Machinerie idéale cie Ltée (La) ( <i>Dir.</i> )	2862
Peltier Handling Equipment compagnie limitée ( <i>Dir.</i> )	2863
Peltier Handling Equipment Company Limited ( <i>Dir.</i> )	2863
Provincial Transport Company ( <i>Dir.</i> )	2864
Quebec Forest Industries Association, Limited (The) ( <i>Dir.</i> ) ( <i>By-laws</i> )	2864
Remboursement Victoriaville Ltée ( <i>Dir.</i> )	2864
Socaf Ltd. ( <i>Dir.</i> )	2864
Téléphone de Chénier Ltée (Le) ( <i>Dir.</i> )	2864
Victoriaville Upholstering Ltd. ( <i>Dir.</i> )	2864

**Lettres patentes Letters Patent**

A. C. L. constructions inc.	3774
Acier d'armature Dumont inc.	2774
Admar inc.	2775
Agence de publicité Mercantile inc.	2775
Agence Laurent inc.	2775
Air Distribution Equipment Inc.	2789
Appartements Ste-Rose Ltée (Les)	2776
Association des juifs de langue hongroise de Montréal	2793
Association des ligues de poches du Québec inc.	2776
Association des marins de la Côte-du-Sud	2776
Association des propriétaires de Mont-Royal inc. (L')	2801
Association sportive de St-Mathieu inc.	2777
Association sportive Hochelaga inc.	2777
Ateliers de Tournage de Bois inc.	2777
Auto-Cam pneus & accessoires inc.	2778
Auto rebuts Valleyfield inc.	2778
Azure Investment Corporation	2778
Bond Printers and Stationers Ltd.	2779
Boroy Construction Ltd.	2779

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)	
Boucherie Éclair de La Baie inc.	2779	Ligue des propriétaires du village de L'Épiphanie (La)
Breton (Fernand) inc.	2780	Loisirs de McMasterville inc. (Les)
Bromont Equestrian Club Ltd.	2885	Malace inc.
Brunet & Paquette inc.	2780	Maltais (A. & L.) ltée
Café Carali inc.	2780	Marché C.-H. Dubé ltée (Le)
Camil Mobil Homes Inc.	2781	Mason (V. K.) Quebec Ltd.
Camil roulottes inc.	2781	Matériaux de construction Dixville ltée
Canadian Weight Losers Clubs C W L C Inc.	2781	Rudy Marcolini Advertising Inc.
Carafon St-Jean inc. (Au)	2781	Megantic Fish & Game Club (1966) of the Province of Quebec
Caravan Travel International Inc.	2782	Mercantile Advertising Agency Inc.
Caravan Village inc.	2782	Mercerie Paul Charette inc.
Centre de formation Laval inc. (Le)	2782	Mercier (Gilles) limitée
Centre de loisirs de Charlesbourg-Est	2783	Metropole Mobile Homes Inc.
Centre étudiant Sainte-Marie inc.	2783	Michaud & frères inc.
Centre médical et professionnel Laprairie-Candiac inc.	2783	Morin traitement d'eau ltée
Chomedey Tennis Club Inc.	2785	Morin Water Treatment Ltd.
Circle Sales & Import Ltd.	2784	Mount Royal Property Owners' Association Inc.
Cloak and Dagger (Montreal) Inc.	2784	Myray construction ltée
Club Caraïbe inc.	2784	Nadeau (Pierre) Productions Inc.
Club Caribe Inc.	2784	Nomad Trading Co. Ltd.
Club de tennis de Chomedey inc.	2785	Northern Commercial Corp.
Club équestre Bromont ltée	2785	O'Neill (Adrian) & Sons Ltd.
Compagnie de marbre et tuile de l'Est ltée (La)	2788	O'Neill (Adrian) & fils ltée
Corporation des loisirs Ste-Ursule inc.	2785	Orient Import Ltd.
Corps des majorettes Baie-Comeau-Hauterive inc.	2786	Orly Diamonds Ltd.
Cosmétiques Révélation inc. (Les)	2809	Pain du Nord inc.
Daudelin (F.) & fils inc.	2786	Par-All Ltd.
Denorco inc.	2786	Par-All ltée
Desautels (R. S.) inc.	2787	Parc Flooring Limited
Diamants Orly ltée (Les)	2804	Peinture Laval ltée
Distributions B G inc. (Les)	2787	Pépin (Raymond) inc.
Dixville Building Supplies Ltd.	2799	Petitclerc (Léo) inc.
Dolleans (Jacques) inc.	2787	Placements Futura inc. (Les)
Domaine des Sept Frères inc.	2788	Placements La Verendrye inc. (Les)
Domaine Petroleum inc.	2788	Playwrights' Workshop (Montreal) Inc.
Dumont Reinforcing Steel Inc.	2774	Plomberie St-Luc inc.
Eastern Marble and Tile Co. Ltd. (The)	2788	Polaris Metal Inc.
Entreprises François Tremblay inc. (Les)	2789	Prestige Automotive Corp.
Entreprises René Caron inc. (Les)	2789	Productions Pierre Nadeau inc. (Les)
Équipement de distribution d'air inc.	2789	Propriétés Pelletier inc. (Les)
Éva Investments Ltd.	2790	Rapid Bar-B-Q Inc.
Express Film Service Inc.	2790	Regence Sales Agency Ltd. (La)
Fersten Headwear Inc.	2790	Restaurant des Pyrénées ltée
Florateria inc.	2791	Revelation Cosmetics Inc.
G. & G. lingerie inc.	2791	Revue des photographes professionnels (La)
Garagistes indépendants de Portneuf inc.	2791	Richardson Entreprises Inc.
Garden Agencies Incorporated	2792	Robichaud ébéniste ltée
Godin (Omer) restaurant inc.	2792	Robin & Lapointe ltée
Grand Sales (Montreal) Ltd.	2792	Roulottes Metropole inc.
Gref moteurs sports limitée	2793	Royal Upholstery & Drapery Co. Ltd.
Hôpital Isle-Dieu inc.	2793	Samrose Fur (Montreal) Ltd.
Hungarian Speaking Jewish Association of Montreal	2793	Service des loisirs Ste-Marthe
Hydrox inc.	2794	Services géotechniques Shickshocks inc. (Les)
Imprimerie artistique de Montréal inc.	2794	Shaftsbury Inc.
Investissements Rodolphe inc. (Les)	2794	Shickshocks Geotechnical Services Inc.
Isle-Dieu Hospital Inc.	2793	Germain Simard ltée
Jardins Métropolitain ltée	2795	Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville (La)
Jeffrie Juniors Inc.	2795	Sodeca limitée
Kirkland Equipment Ltd.	2795	Somi inc.
Lafflamme & Langlais inc.	2796	Sonny Holdings Corp.
Lalancette (P.) inc.	2796	Super-Marché Crevier inc.
Laval aluminium limitée	2996	Taxi B. L. M. inc.
Laval Paint Ltd.	2797	Tempo Office Personnel Inc.
Lawrence Agency Inc.	2775	Trans-Kebec Vacuum (Que.) Inc.
Le-Mars Investment Corp.	2779	Trident Import Co. Ltd.
		Trough Iron Company Limited
		Valdero inc.
		Valleyfield Auto Scrap Inc.
		Violon D'Ingres inc. (Au)

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)
Wakefield Bakery Inc. ....	2817
Zanger (Alfred) Ltd. ....	2818
Les 24 heures de La Tuque inc. ....	2818

<b>Lettres patentes</b> <b>supplémentaires</b>	<b>Supplementary</b> <b>Letters Patent</b>
Bergeron (A. H.) inc. ....	2818
Cap-Rouge Golf Club Inc. (The) ....	2819
Canada Bag & Belt Co. Ltd. ....	2819
Caron Creighton Ltd. ....	2819
Caron Creighton Itée ....	2819
Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd. ....	2819
Clarke, Villeneuve & Hubbard Itée ....	2819
Club de golf de Cap-Rouge inc. (Le) ....	2819
Compagnie Price limitée (La) ....	2821
Coronation Foods Corporation. ....	2819
Dagenais Super Marché inc. ....	2820
Doyon, Mainville, inc. ....	2820
Duron (Quebec) Ltd. ....	2820
Duron (Québec) Itée ....	2820
Federal Spice Inc. ....	2820
Frijo-Québec limitée. ....	2821
Minmor Investment Corp. ....	2821
Mitchel Paper Products Ltd. ....	2821
Placements Hamco inc. (Les) ....	2821
Price Company Limited (The) ....	2821
Quebec Freezers Limited. ....	2821
Restaurant Le Clou inc. ....	2822
Thérien (E.) & fils limitée. ....	2822
Thérien (E.) & Son Limited. ....	2822

<b>Sûges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
Association des abattoirs avicoles du Québec inc. (L') ....	2866
Belco Safety Products (Quebec) Ltd. ....	2865
Bermad Inc. ....	2865
Bouchabex Holding Corporation. ....	2867
Bouchard (Robert) Ltée. ....	2868
Bymac Limited. ....	2865
Cardinal Hotel & Shopping Centre Inc. ....	2865
Centre de Mécanographie Professionnel & Industriel Inc. ....	2867
Cloak and Dagger (Montreal) Inc. ....	2865
Club Sales & Agencies Ltd. ....	2867
Coinco Ltd. ....	2867
Commercial Automation (1964) Ltd. ....	2867
École de Musique Galipeau Inc. ....	2868
Hancock Tire Quebec Limited. ....	2868
Hôtel et le Centre Commercial, Cardinal Inc. (L') ....	2865
Institut de Recherches en Sciences Sociologiques Inc. (L') ....	2866
Maytag Quebec Inc. ....	2868
Musée de l'Automobile Ltée. ....	2866
Museum of the Automobile Ltd. ....	2866
Perruquiers d'Avant-Garde Inc. (Les) ..	2866
Produits de Sécurité Belco (Québec) Ltée (Les) ....	2865
Professional & Industrial Data Processing Centre Inc. ....	2867
Robert (Denis) Inc. ....	2867
Société Tagema Inc. (La) ....	2868

<b>EXAMEN</b> <b>du Barreau</b>	<b>EXAMINATION</b> <b>Bar</b>
Bas St-Laurent, pratique. ....	2869
Lower St. Lawrence, practice. ....	2869

<b>LIQUIDATION</b> <b>avis de</b>	<b>WINDING</b> <b>up Notices</b>
Syndicat des épiciers de Chicoutimi. ....	2869

<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>
<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>
Joliette, cité - city (L. P.) ....	2869
Vanier, ville - town (L. P. S.) ....	2870

<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>
Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent. ....	2871

<b>Éducation</b>	<b>Education</b>
<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>	
Cox (Dem.- Appl.) ....	2871
Dionne (Dem.- Appl.) ....	2872
Ste-Thérèse, ville - town (Acc.- Grant.) ..	2872
Tilly, c.s.r.- r.s.b. (Acc.- Grant.) ....	2871

<b>Finances</b>	<b>Finance</b>
<i>Assurances:</i> <i>Insurance:</i>	
London Guarantee & Accident Company, Limited. ....	2872

<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>
<i>Cadastre:</i> <i>Cadastre:</i>	
Québec (Quartier St-Roch), cité. ....	2873
Québec (St-Roch ward), city. ....	2873
Rivière au Tonnerre, munic. ....	2873
Seigneurie de Terra Firma de Mingan (Fornel) ....	2873
Seigneurie de Terra Firma de Mingan (Mingan) ....	2873
Seigneurie de Terra Firma de Mingan (Rocamadour) ....	2874

<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>	
Chemise pour hommes et garçons, Province (Mod.) ....	2841
Construction (Électriciens - Electricians), Montréal (Mod.- Amend.) ....	2844
Construction, Rimouski (Mod.- Amend.) ..	2829
Construction, Sherbrooke (Mod.- Amend.) ..	2843
Fourrure, Gros, Montréal (Mod.) ....	2827
Fur, Wholesale, Montreal (Amend.) ....	2827
Men's and boys' shirt, Province (Amend.) ....	2841
Tanneries et Corroieries, Province (Mod.) ....	2837
Tanners and Curriers, Province (Amend.) ..	2837

<b>NOMINATION</b>	<b>APPOINTMENT</b>
Divers. ....	2874
Miscellaneous. ....	2874

<b>PROCLAMATION</b>	<b>PROCLAMATION</b>
Convocation de la Législature. ....	2874
Convocation of the Legislature. ....	2874

<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Cap St-Ignace, munic. ....	2883
Duberge, ville - town. ....	2882
Gatineau, ville - town. ....	2876
Grand-Portage, c.s.r.- r.s.b. ....	2877
Orsainville, c.s.- s.c. ....	2879
Port-Alfred, ville - town. ....	2880
Ste-Luce, par. ....	2875
St-Sauveur-des-Monts, village. ....	2878

<b>SYNDICATS</b>	<b>SYNDICATES</b>	<b>Drummond</b>	<b>Drummond</b>
<b>Professionnels</b>	<b>Professional</b>	Houle vs Averill.....	2890
Alliance des diplômés en soins hospitaliers de l'hôpital Ste-Thérèse de Shawinigan (L') (Const.- Inc.).....	2884	<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>
Association des employés de Édouard Roy & fils limitée (L') (Const.- Inc.).....	2884	Central Mortgage and Housing Corporation vs Boudreault.....	2891
Association des employés de la commission scolaire régionale de la Chaudière (Const.- Inc.).....	2884	Société Centrale d'Hypothèque et de logement vs Boudreault.....	2891
Association des médecins de laboratoire du Québec (Nom - ch.).....	2885	<b>Hull</b>	<b>Hull</b>
Association des Omnipraticiens de la Côte Nord (Const.- Inc.).....	2885	Capital Funds (I.A.C.) Limited vs Edifice Sirois et Couture Ltée.....	2891
Association des principaux de Verdun-LaSalle (Const.- Inc.).....	2886	Whissell vs Amyot.....	2892
Enseignants des Bois-Francis (Les) (Const.- Inc.).....	2886	<b>Joliette</b>	<b>Joliette</b>
Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois inc (CSN) (Nom - Name ch.).....	2885	Lacombe vs Turcotte.....	2893
Quebec Association of Laboratory Physicians (Name ch.).....	2885	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
Syndicat des policiers de St-Léonard (Le) (Const.- Inc.).....	2886	Mindlin et al vs Ares.....	2893
Syndicat des producteurs de bleuets de St-Fulgence (U.C.C.) (Const.- Inc.).....	2886	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Syndicat des producteurs de lait industriel de Québec (Const.- Inc.).....	2887	Compagnie d'Assurance-Vie de Montréal vs Laplante et vir.....	2894
Syndicat national des débardeurs de Sorel (Le) (Const.- Inc.).....	2886	Morais vs Coderre.....	2894
Syndicat national des employés de l'alimentation en gros de Québec inc. (Nom - Name ch.).....	2887	Montreal Life Insurance Company vs Laplante et vir.....	2894
Syndicat professionnel des comptables agréés du gouvernement du Québec (Const.- Inc.).....	2885	Samson & Frères Inc. vs Létourneau.....	2896
Syndicat professionnel des médecins de gouvernement du Québec (Const.- Inc.).....	2887	<b>Rimouski</b>	<b>Rimouski</b>
<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	Jean vs Cassista.....	2896
<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>	<b>Saint-François</b>	<b>Saint Francis</b>
Cagliesi et al vs Cagliesi.....	2887	Beaulac, village vs Danis.....	2897
<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>	<b>Saint-Maurice</b>	<b>Saint-Maurice</b>
<b>Abitibi</b>	<b>Abitibi</b>	Fortin vs Philibert.....	2898
Chartré Lumber Limitée vs Kosicki....	2888	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
<b>Beauce</b>	<b>Beauce</b>	Don Boa's Motor Sales Ltd. vs Roy....	2898
Parent vs Thibodeau.....	2889	Grenier (Onésime) & Fils Inc. vs Placements "Altitude 1500" Investments Inc.....	2899
Veilleux vs Thibodeau.....	2889	Rolland vs Ares Inc.....	2899
		<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
		Iles de la Madeleine, comté.....	2910
		Magdelen Islands, county.....	2910
		Matane, ville - town.....	2900
		Mégantic, comté - county.....	2902
		Sherbrooke, cité - city.....	2902